

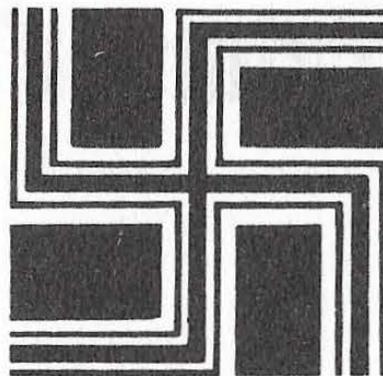
LES GRANDES PURGES

PRÉSENTÉES PAR JEAN DUMONT

TOME QUATRIÈME

ANDRÉ BRISSAUD

la nuit des longs couteaux

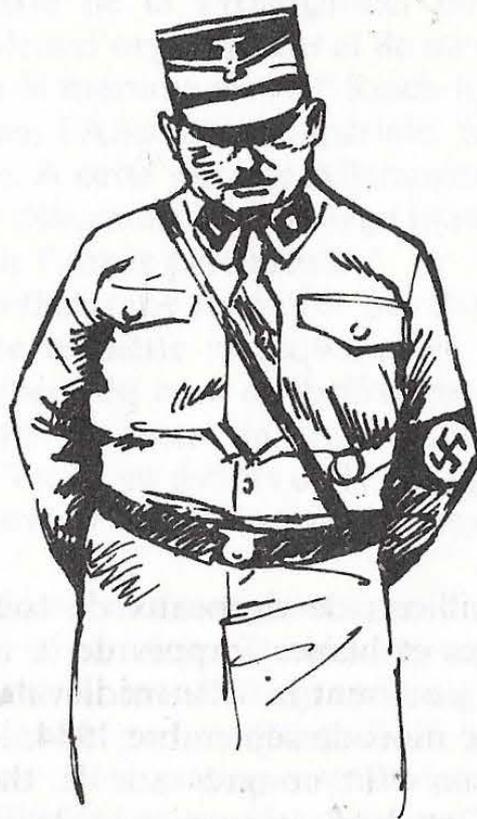


ÉDITIONS DE CRÉMILLE

EXEMPLAIRE
RÉSERVÉ PAR
FRANÇOIS BEAUVAL
POUR
SES AMIS BIBLIOPHILES

TOME QUATRIÈME

**LES
GRANDES
PURGES
DE
L'HISTOIRE**



Cérémonies magiques à Nuremberg



D

es millions de drapeaux de toutes dimensions, rouges et blancs frappés de la noire croix gammée, couvrent la ville médiévale de Nuremberg. En ce mois de septembre 1934, le parti national-socialiste tient son VI^e congrès sur le thème: Triomphe de la Volonté. C'est le *Reichsparteitag*, le Jour du parti du Reich.

La forêt mouvante et bruisante des emblèmes nazis monte à l'assaut des nouveaux édifices publics à l'architecture quasi mycénienne, des statues de pierre qui témoignent de l'histoire allemande, des églises baroques ou gothiques, de toutes les maisons de la ville aux façades à croisillons bruns, poutres visibles, balcons fleuris et toits pointus. Ces drapeaux révolutionnaires devenus officiels donnent un air de fête païenne à la grande cité franconienne, c'est-à-dire bavaroise du nord.

Sur les places, dans les larges avenues et dans les rues étroites dont le tracé est resté le même depuis le Moyen Age, une foule bruyante et animée submerge tout, telle le flot d'une marée montante. Un millier de trains spéciaux, des milliers d'autocars, de camions, de voitures ont amené de toutes les provinces allemandes, et même de l'étranger, des centaines de milliers de visiteurs et de participants au VI^e congrès du N.S.D.A.P., le parti national-socialiste.

A la «bonne Allemagne» s'accouple l'Allemagne inquiétante

Des logements ont été réquisitionnés pour deux cent cinquante mille personnes et, aux environs de la ville, d'immenses camps de toile ont été aménagés pour trois cent mille autres. L'Allemand retrouve ici, avec joie, l'ordre et l'efficacité dont la République de Weimar l'avait déshabitué. Le D^r Joseph Goebbels, ministre de la Propagande, fait de nouveau la preuve de son talent d'organisateur et de metteur en scène.

On célèbre ici le mariage du III^e Reich hitlérien avec l'ancienne Allemagne, l'Allemagne impériale, romantique, baroque et médiévale. A cette «bonne Allemagne» chère à Giraudoux s'accouple désormais l'Allemagne inquiétante de Hitler, arrivé au pouvoir l'année précédente.

Mais l'office hitlérien ne se célèbre pas dans la rue. Comme sous l'effet d'une baguette magique, alors que les coups de neuf heures tombent du haut du beffroi médiéval, les artères de la ville se mettent à battre dans une seule direction: vers le *Luitpoldshain*. C'est là, en dehors de la cité, que les cérémonies magiques du nouveau culte à la croix gammée vont se dérouler.

Le *Luitpoldshain*, stade gigantesque entouré de hautes colonnes, décoré d'immenses étendards rouges à croix gammée noire que surmontent de grands aigles de granit, se remplit dans un ordre parfait. Rien n'a été laissé à l'initiative individuelle: tout a été prévu, organisé, comme pour une mobilisation générale. Les gradins, qui peuvent accueillir plus de cent mille personnes assises, en contiennent près du double. On remarque, au milieu de la foule en civil, les chemises brunes des membres du parti, des sections d'assaut (S.A.) et des Jeunesses hitlériennes; les corsages blancs des jeunes filles de la *Hitlerjugend* et des femmes du parti; les uniformes bruns des hommes du corps motorisé (N.S.K.K.); les uniformes noirs des S.S.

Les cinquante-deux mille jeunes hommes du Service du travail

Une sonnerie de trompettes et tous les regards convergent vers l'entrée du stade.

Pour la cérémonie d'ouverture, voici qu'apparaissent cinquante-deux mille membres du Service du travail défilant par rang de dix-huit et drapeaux en tête, la pelle symbolique sur l'épaule, le visage grave sous la casquette brune à oreillettes.

Ils forment peu à peu dans la vaste arène un immense carré quadrillé, séparé en son centre par une grande allée de vingt mètres de large. Celle-ci s'étend de l'entrée principale jusqu'aux trente marches de granit qui mènent à une haute tribune de pierre frappée de la croix gammée, dressée comme un autel, vide encore.

Les hommes du Service du travail prennent position avec une rigueur mathématique, s'immobilisent sur un bref commandement, en faisant claquer les talons de leurs bottes. Sur un autre commandement, ils font face à la tribune, jambes écartées, mains appuyées sur la poignée de leur pelle qu'ils tiennent verticalement devant eux, fer au sol.

Ils demeurent figés, tête droite, corps raidi, silencieux. Ces jeunes hommes attendent leur chef, leur maître, leur Führer, leur dieu: Adolf Hitler.

L'arrivée du Messie des Aryens

A l'instant précis où le nouveau maître de l'Allemagne franchit le portail principal du stade, le silence s'y établit brusquement. Plus un murmure dans cette foule évaluée à quatre cent mille personnes. Chacun retient son souffle.

Le Messie des Aryens entre dans le Temple.

Hitler porte la chemise brune avec cravate, un ceinturon et un baudrier, une culotte de cheval et de hautes bottes, le brassard à croix gammée au bras gauche. Sur la poitrine sont épinglés l'insigne d'or du parti et la Croix de fer. Il a le visage légèrement coloré, les yeux vagues, globuleux, perdus dans un songe, un songe de médium. Il est tête nue, la célèbre mèche de ses cheveux très courts plaquée sur le côté gauche.

Il fait seul deux pas en avant.

Alors une tempête se déchaîne.

Quatre cent mille personnes hurlent: *Heil Hitler!... Sieg Heil! Sieg Heil!...* (Salut Hitler, Salut Victoire). Sans fin, sans faiblir. Sur les gradins, les spectateurs, debout, hurlent, le bras droit tendu, le corps dressé en avant, le visage rayonnant de joie, de passion, d'amour vibrant. Miracle redoutable d'une communion collective sans précédent qui arrache l'individu à lui-même pour le fondre dans cette foule allemande envoûtée, déchaînée jusqu'au paroxysme.

Deux phrases de Hitler à Rauschning s'imposent alors à l'esprit: «Celui qui ne comprend le national-socialisme que comme un mouvement politique n'en sait pas grand-chose. Le

national-socialisme est plus qu'une religion, c'est la volonté de créer le surhomme.»

C'est une messe magique qui va être célébrée sur l'autel à croix gammée, au pied duquel, dans de vastes coupes, dansent des flammes bleutées.

Les « mille ans à venir » et le passé profond

Le Congrès du triomphe de la volonté a été déclaré ouvert rituellement par le second du Führer, Rudolf Hess. Le Reichsleiter de Bavière, Adolf Wagner, a lu la proclamation d'ouverture, au nom du Führer du N.S.D.A.P., chancelier du Reich:

« La forme de vie allemande est définitivement fixée pour les mille ans à venir.

» L'âge des nerfs du XIX^e siècle s'est clos avec nous...

» Il n'y aura pas d'autre révolution en Allemagne pendant les mille ans à venir... »

Dans les tourbillons des chants, des couleurs et des lumières, dans la stridence des fanfares, sous le martèlement des retraites aux flambeaux et des salves d'artillerie, l'Allemagne des Othon et des Henri, celle des Hohenstaufen, de Frédéric, de Bismarck a décidément passé le relais à celle d'Hitler. Ici se manifeste une Renaissance tumultueuse de l'Allemagne éternelle avec ses qualités et ses défauts, son incontestable génie et les délires fanatiques qui jaillissent irrésistiblement des sources profondes de son âme de génie. De cette Allemagne dont les vents venus des grandes plaines européennes courbent, sans jamais les abattre, les sapins toujours verts.

Car on retrouve ici l'Allemagne médiévale du messianisme révolutionnaire qui, inspiré par Joachim de Fiore, a cristallisé autrefois les aspirations et les rancœurs sociales des couches les plus pauvres et les plus vivantes de l'Europe. Cette Allemagne combat maintenant pour la métamorphose finale de l'humanité qui doit instaurer l'ère de l'Esprit nordique dans toute sa plénitude, lors du millénaire annoncé par le prophète du XII^e siècle.

« Ce qui se forge ici, écrira Jacques Benoist-Méchin, est une mystique assez puissante pour triompher des sentiments individuels et couler dans le creuset une force unique. »

Le grand prêtre, le prophète s'avance lentement dans l'allée centrale. Il est flanqué de ses deux exécutants en chef. A sa droite le Reichsführer S.S. Heinrich Himmler, tout de noir vêtu, de taille moyenne, court de jambes, les épaules tombantes,

le regard clignotant derrière les lorgnons, le visage blafard et sévère. A sa gauche le chef d'état-major général de la S.A. Victor Lutze, tout de brun vêtu, grand, puissant, le buste gonflé, les épaules larges, le regard clair, un léger sourire aux lèvres.

Le fantôme de Röhm

Un fantôme semble précéder Victor Lutze. Un fantôme vêtu comme lui mais beaucoup plus petit, le ventre proéminent, le visage gras et rouge parcouru d'une large cicatrice qui enserme le nez rond et le menton double. Un fantôme au regard audacieux et insolent. Un fantôme qui n'est autre que celui d'Ernst Röhm, chef d'état-major des S.A. depuis le 5 janvier 1931, nommé à ce poste-clef par Hitler en personne, assassiné le 1^{er} juillet 1934, dans une cellule d'une prison de Munich, sur l'ordre de Hitler en personne, après la sanglante Nuit des longs couteaux. Ernst Röhm qui, l'année précédente, dans ce même Nuremberg, lors du V^e Congrès du parti qui fut le congrès de la victoire, marchait seul auprès de Hitler, à sa gauche, sous le même déchaînement d'enthousiasme de la foule. Himmler n'avait pas eu cet honneur, Lutze non plus qui n'était alors que Gruppenführer (général) S.A. du *Gau* (province) de Hanovre.

Mais qui, dans cette foule brassée par un raz de marée d'émotion délirante, songe encore à Ernst Röhm et aux victimes de la Nuit des longs couteaux? Peut-être le seul est-il Adolf Hitler lui-même, alors qu'il absorbe l'intense dynamisme adorateur de cette masse fanatisée par sa présence et par ce qu'elle incarne.

D'un pas égal, les trois chefs se dirigent vers la tribune. Ils vont sans hâte, sous les rafales sans cesse renouvelées des acclamations assourdissantes de quatre cent mille Allemands conscients d'avoir retrouvé, grâce au Führer, l'unité et la puissance.

Quand Hitler a gagné le sommet de la tribune, seul, dominant tout le stade, il salue la foule du bras tendu. Quatre cent mille bras lui rendent le même salut et quatre cent mille voix font retentir trois fois le cri traditionnel: «*Sieg Heil! Sieg Heil! Sieg Heil!*» (Salut Victoire). Une des offices hitlériens commence.

Appel hitlérien et hypnose

Sous le soleil éclatant, les cinquante-deux mille jeunes hommes du Service du travail présentent leurs pelles en un offertoire viril. Puis, quand ils reprennent leur position de repos, un de leurs chefs, face à eux, au pied de la tribune, lance :

« De quel pays es-tu, camarade ? »

Une voix s'élève d'un des horizons de cette masse brune et répond :

— De Thuringe.

— De quel pays es-tu, camarade ?

— De Hesse.

— De quel pays es-tu, camarade ?

— De Silésie.

Successivement, toutes les régions d'Allemagne répondent à l'appel hitlérien, même la Sarre qui n'est pas encore rattachée au Reich, même l'Autriche qui est une nation indépendante...

Puis ce sont les traditionnelles questions :

— Etes-vous prêts à féconder la terre allemande ?

Cinquante-deux mille jeunes hommes répondent d'une seule voix :

— Nous sommes prêts.

— Etes-vous prêts à tous les sacrifices pour la grandeur du Reich ?

— Nous sommes prêts.

Ce singulier et impressionnant chœur parlé dure près de vingt minutes.

Ensuite les cinquante-deux mille jeunes hommes en brun entonnent leur chant de militants, chargé de beaucoup de foi et de gravité, d'autres choses aussi.

Le tambour roule.

Le silence s'établit. On se recueille. On évoque les morts, l'âme du parti et celle de la nation confondues.

Enfin le Führer parle, portant à l'incandescence l'émotion collective. Transporté par la passion, les narines palpitantes, les yeux lançant des éclairs, Hitler est la foi nazie, la violence, la puissance, l'énergie féroce, le triomphe de la volonté. La voix diffusée par haut-parleurs prend une ampleur sur-humaine. Un phénomène d'hypnose s'accomplit.

L'office se termine par une nouvelle communion dans le verbe des quatre cent mille personnes, qui scandent :

« *Ein Volk! Ein Reich! Ein Führer! Heil Hitler! Sieg Heil!* »

Sieg Heil! Sieg Heil!» (Un Peuple, un Empire, un Chef, Salut Hitler, salut Victoire).

La cathédrale de lumière

Le soir a lieu une autre cérémonie, le *Politischenleiter* (l'appel des chefs politiques). Le stade est faiblement éclairé de quelques projecteurs qui laissent à peine deviner les bataillons serrés et immobiles de cent mille S.A. et de dix mille S.S. Les gradins, à nouveau, sont pleins à craquer d'une foule dont on entend le murmure. Une sorte de respect quasi religieux impose aux spectateurs et aux officiants de converser à voix basse.

Il est 20 heures. A cet instant précis, alors que Hitler va pénétrer dans le stade, mille puissants projecteurs s'allument tout autour de l'enceinte, lançant verticalement vers le ciel noir leur pinceau bleuté, droit comme une colonne. Les ordonnateurs de cette féerie lui ont donné le nom mérité de *Lichtdom*, la cathédrale de lumière.

Hitler, encadré comme le matin par Himmler et Lutze, est cette fois suivi de son état-major. Il remonte la large avenue jusqu'à la tribune pour y célébrer un nouvel office.

Robert Brasillach, qui assiste à ce spectacle à la fois mystérieux et colossal, écrira dans *Notre Avant-Guerre*:

«Voici l'homme debout maintenant sur sa tribune. Alors déferlent les drapeaux. Pas un chant, pas un roulement de tambour. C'est le silence le plus extraordinaire qui règne quand apparaissent à l'orée du stade, devant chacun des espaces qui séparent les groupes bruns, les premiers rangs de porte-étendards. La seule lumière est celle de la cathédrale irréelle et bleue, au-delà de laquelle on voit tournoyer des papillons, avions peut-être, ou simples poussières. Mais sur les drapeaux le regard d'un projecteur s'est posé qui souligne leur masse rouge, et qui les suit tandis qu'ils avancent.

»Avancent-ils d'ailleurs? On a envie de dire plutôt qu'ils coulent, qu'ils coulent comme une coulée de lave pourpre, irrésistiblement, dans un énorme élan-glissement, pour emplir ces interstices préparés d'avance dans le granit brun. Leur avance majestueuse dure près de vingt minutes, et c'est lorsqu'ils sont près de nous seulement que nous entendons le bruit sourd des pas. Seul le silence a régné jusqu'à cette minute où ils vont s'immobiliser aux pieds du chancelier debout. Un silence surnaturel et minéral, comme celui d'un spectacle

pour astronomes, dans une autre planète. Sous la voûte rayée de bleu jusqu'aux nuages, les larges coulées rouges sont maintenant apaisées. Je ne crois pas avoir vu de ma vie spectacle plus prodigieux.

» Pour finir, avant et après le discours de Hitler, qui fait dans cette foule muette des remous de bras tendus et de cris, on chante: le *Deutschland über alles*, le *Horst Wessel* où plane l'esprit des camarades tués par le Front rouge et par la réaction, et le chant des soldats de la guerre:

» *J'avais un camarade;*

» *De meilleur, je n'en aurai pas...*

» Puis d'autres chants encore, créés pour le Congrès et qui se marient aisément à cette nuit fraîche, à la gravité de l'heure, à ces belles voix sombres et multiples, à tout l'enchantement musical sans lequel l'Allemagne ne peut rien concevoir, ni religion, ni patrie, ni guerre, ni politique, ni sacrifice.»

A travers les rues de Nuremberg c'est ensuite l'interminable retraite aux flambeaux. Des groupes de S.A., de Jeunesses hitlériennes ou de S.S. défilent, inlassablement, éclairés seulement par la lueur de leurs torches.

La Reichswehr, elle aussi, est venue

Mais, pour la première fois depuis l'avènement de Hitler au pouvoir, la Reichswehr, l'armée ex-impériale, est présente au Congrès du parti. Son grand état-major est venu, au complet. Raidis dans leur morgue prussienne, les chefs du fameux corps des officiers germanique assistent aux manifestations du culte nazi. Songent-ils encore aux généraux von Schleicher et von Bredow, sauvagement assassinés par les S.S. deux mois plus tôt, lors de la Nuit des grands couteaux? Non sans doute. L'armée n'a-t-elle pas laissé faire les tueurs? N'a-t-elle pas donné alors un signe d'affaiblissement de sa rigueur morale de jadis, en acceptant sans murmure que l'ancien ministre de la Défense et chancelier du Reich, le général Kurt von Schleicher, l'homme entre les mains de qui toutes les destinées de la Reichswehr avaient reposé pendant dix ans, soit abattu dans sa propre maison et déshonoré publiquement, comme un traître. Le silence, souvent, est pire que le crime qu'il couvre. Ce soir à Nuremberg, au milieu des chants nazis, les officiers de l'orgueilleuse Reichswehr boivent à l'Allemagne éternelle et au nouveau Reich... Dix ans plus tard, après l'attentat du 20 juillet 1944, ils sauront ce qu'il en

coûte de s'en remettre aux hommes à croix gammée. Ils connaîtront la nouvelle Nuit des longs couteaux, dont ils seront les victimes, après avoir été les complices de la première.

Ultime transfusion mystique

Le Congrès triomphe de la volonté se termine un dimanche matin, par un ultime office dans le grand stade: la consécration des drapeaux.

Etrange cérémonie dans l'enceinte magique, qui semble renouer avec des rites mystérieux venus de l'Orient.

Hitler tient de la main gauche un coin d'un drapeau à croix gammée que lui présente un des plus anciens membres du parti. C'est le «Drapeau du sang». Celui qui flottait au milieu des manifestants nazis tués lors du putsch manqué du 9 novembre 1923, devant la Feldherrnhalle de Munich.

« A Munich, ils étaient plusieurs,

» Quand les balles les ont frappés... »

Sans lâcher le «Drapeau du sang», Hitler saisit de la main droite un coin des nouveaux étendards qu'il doit consacrer et le met au contact de l'emblème historique. Ainsi, par le Führer officiant, un fluide invisible doit passer, symbolisant l'unité morale du parti et le principe sacré de fidélité sur lequel il se fonde. Une sorte de bénédiction des martyrs ennoblit les symboles nouveaux de la patrie allemande ressuscitée sous le Soleil noir de la croix gammée, symbole des Aryens.

Robert Brasillach, qui assiste également à cette bénédiction, s'interrogera: «Cérémonie purement symbolique? Je ne le crois pas. Il y a réellement dans la pensée de Hitler, comme dans celle des Allemands, l'idée d'une sorte de transfusion mystique, analogue à celle de la bénédiction de l'eau par le prêtre — si ce n'est, osons le dire, à celle de l'Eucharistie. Qui ne voit dans la consécration des drapeaux l'analogue de la consécration du pain, une sorte de sacrement allemand, risque fort de ne rien comprendre à l'hitlérisme.»



L'incroyable victoire d'un homme



B

erlin, 30 janvier 1933. Le ciel est d'un noir d'encre au-dessus de la ville. Au-dessus du centre, les réclames lumineuses le teintent d'un rouge tirant sur le jaune. Depuis une semaine, un froid très vif règne sur la capitale allemande. La nuit tombe. Pourtant, une activité intense fait battre le cœur de la ville: un grouillement de gens enthousiastes l'anime, parmi lesquels on remarque de nombreux porteurs de torches et des orchestres. La foule, de plus en plus dense, se masse dans le Tiergarten, tout au long de la Wilhelmstrasse et vers la Wilhelmplatz. Les nazis en uniformes bruns, triomphants, emplissent les rues. Des camions déversent des sections brunes venues de Postdam, de Spandau, de Nikolassee, de Pankow, de Nauen, même de Brandebourg, de Zossen, de Rathenow, de Luckenwalde... Les nazis chantent: «*Allemagne réveille-toi!... Aujourd'hui, l'Allemagne nous écoute, demain ce sera le monde!*» Certains chantent même une autre version, qui annonce le malheur des peuples européens: «*Aujourd'hui l'Allemagne est à nous, demain ce sera le monde!...*»

Partout, les défilés de la victoire ■

Précédées de fanfares, couvertes d'immenses bannières, d'étendards et de drapeaux à croix gammées, les Chemises brunes, leurs torches allumées à la main, défilent interminablement devant la chancellerie du Reich. A une fenêtre, Hitler se tient rigide, la mèche pendante sur le front, le regard vague, sans l'ombre d'un sourire sur les lèvres, tendant brusquement le bras droit lorsque passe un drapeau.

Le long serpent de feu s'étend sur des kilomètres depuis la porte de Brandebourg jusqu'à Charlottenbourg. Le défilé ne cesse pas, de 19 heures à 1 heure du matin.

Franz von Papen écrira dans ses Mémoires :

«Le soir du 30 janvier 1933, jour de la fondation du cabinet, je me tenais derrière Hitler, au balcon(1) de la nouvelle chancellerie. Nous contemplions un cortège interminable. Des centaines de milliers d'hommes, torche au poing, défilaient devant Hindenburg et le Führer. Le visage de Hitler portait une expression d'extase et, lorsqu'il se retournait pour me parler, sa voix paraissait s'étrangler dans un sanglot. «Quelle tâche immense nous sommes-nous fixée, monsieur »von Papen! — Nous n'avons pas le droit de nous séparer »avant d'avoir accompli notre œuvre!» J'étais heureux de pouvoir l'approuver. A ce moment-là, tout au moins, il n'avait certainement rien d'un dictateur. Il donnait l'impression d'un homme qui, trop modeste pour ne pas s'émerveiller de sa victoire, cherchait un secours et un soutien actif pour parvenir à atteindre son but.»

De son côté Gerhard Rühne écrira :

«A la même heure, des scènes similaires se déroulent dans toute l'Allemagne. Des millions d'hommes parcourent les rues des villes en portant des flambeaux. Des millions d'Allemands bordent les routes de campagne et saluent le bras tendu l'avènement du III^e Reich.»

1 Il n'y avait pas encore de balcon à cette époque à la chancellerie; Hitler n'en fera construire un qu'en 1934. Von Papen veut donc dire «à la fenêtre».

« *Vers une ère nouvelle et meilleure* »

Le III^e Reich va naître. Mais quel sera l'avenir de l'Allemagne qui vient d'être confié par le président Hindenburg à un gouvernement dirigé par les nationaux-socialistes ?

D'une voix tonnante et satisfaite, Hermann Goering l'annonce, déversant son enthousiasme dans le micro de la nouvelle chancellerie, relié au réseau de la radiodiffusion allemande :

« Le 30 janvier 1933 entrera dans l'histoire de l'Allemagne comme le jour où la nation a retrouvé sa gloire d'antan, comme le jour où une nation nouvelle s'est éveillée et a rejeté quatorze années de déchirement, de souffrances, de honte... Voici l'illustre maréchal de la guerre mondiale et à ses côtés le jeune Führer de l'Allemagne qui va conduire le peuple et le Reich vers une ère nouvelle et meilleure. Puisse le peuple allemand l'accueillir toujours aussi joyeusement que les centaines de milliers de Berlinoises rassemblés sous ces fenêtres et qu'anime une foi nouvelle (...) Que l'avenir nous apporte ce pour quoi nous avons longtemps combattu en vain : du pain et du travail pour nos compatriotes, la liberté et la gloire pour la nation. »

Pour Goering, l'heure est à la joie, l'heure est à l'espérance. Que de chemin parcouru en un an !

Les élections présidentielles : 36,8% des voix pour Hitler

Le 22 février 1932, au Palais des sports de Berlin, Goebbels annonce à une foule compacte de nazis que Adolf Hitler est candidat à la présidence du Reich. Il écrira : « Lorsque j'annonce publiquement que le Führer va poser sa candidature, une tempête d'exclamations fait rage pendant près de dix minutes. Ovation déchaînée, pour le Führer. Le public se lève, éclate en cris de joie... Des gens pleurent et rient à la fois. »

Depuis peu de temps Hitler s'est fait un allié puissant en la personne de Schacht, ex-régent de la Reichsbank. Le ralliement de Schacht entraîne d'autres dans les milieux économiques et financiers. A la question : « Si M. Hitler arrive au pouvoir, les nazis seront-ils capables ou incapables de faire marcher l'économie nationale et le système financier. Et qui le fera ? », Schacht répond : « Moi. »

Hitler jusqu'alors apatride (il a été déchu de la nationalité

autrichienne), grâce à un subterfuge juridique est devenu Allemand, le 24 février 1932. Il s'est fait nommer au début de l'année commissaire de gendarmerie à Thuringe, puis conseiller de légation par le gouvernement régional pronazi du Brünswick; or ces nominations suffisent à lui conférer la nationalité allemande. Il peut donc légalement être candidat dans la campagne présidentielle qui s'ouvre le 2 mars 1932, contre le maréchal von Hindenburg.

A bord d'un trimoteur Dornier, Hitler se rend de ville en ville, prononce de nombreux discours. Le 13 mars a lieu le vote. Hindenburg obtient 18 650 730 voix, soit 49,6% des suffrages; Hitler 11 339 285, soit 30,1%. 4 983 197 suffrages se portent sur le communiste Thaelmann; 2 557 590 sur le candidat nationaliste Düsterberg.

Mais 49,6% n'apportent pas à Hindenburg la majorité absolue requise. Il lui manque 0,4% de suffrages, soit un peu moins de deux cent mille voix. Il faut donc procéder à une seconde élection.

Le vote a lieu le 10 avril. Hindenburg obtient 19 250 000 voix, soit le confortable pourcentage de 53%; Hitler 13 417 460 voix (il gagne plus de deux millions de voix), soit 36,8%. Le communiste Thaelmann perd plus d'un million de voix et n'atteint que 10,02% des suffrages.

Hindenburg a besoin de Hitler

Hitler est satisfait de ce succès incontestable.

L'entourage de Hitler l'est beaucoup moins. Gregor Strasser désire que le Führer s'entende avec Hindenburg et Brüning pour participer au pouvoir. Un autre des lieutenants de Hitler, Ernst Röhm, de son côté, se montre virulent. Il veut le pouvoir tout de suite. Il rêve d'un putsch, bien que Hitler désapprouve violemment ce projet. La police prussienne trouve des copies d'ordres signés de Röhm qui prouvent que ses sections d'assaut (S.A.) ont déjà préparé un coup d'Etat, qui devait se déclencher à la veille de la première élection présidentielle. Le 13 avril 1932, le chancelier Brüning prononce la dissolution des S.A. et des S.S. Hitler ordonne à ses troupes de n'opposer aucune résistance à l'armée et à la police qui ferment les permanences et saisissent le matériel.

Après le deuxième tour des élections pour la présidence du Reich, le chef de la Reichswehr, le général von Schleicher, maintenant convaincu de la force électorale de Hitler, conclut

un accord secret avec lui. Le Führer ne fera pas obstacle à la création d'un cabinet présidentiel — c'est-à-dire qui gouvernera sans l'accord du parlement au moyen de décrets signés par Hindenburg — mais, en revanche, le nouveau gouvernement lèvera l'interdiction des S.A. et des S.S. et procédera à de nouvelles élections dans les trois mois.

Schleicher intrigue parallèlement auprès du maréchal von Hindenburg pour qu'il se sépare du chancelier Brüning et le remplace par Franz von Papen. Le 29 mai, Hindenburg demande sa démission au chancelier Brüning. Le même jour il reçoit Hitler. L'entretien dure quatre minutes.

— Voulez-vous, demande Hindenburg, accorder votre appui à M. von Papen que j'ai chargé de constituer un cabinet présidentiel ?

— Oui, répond Hitler.

— Bon, dit Hindenburg. Dans ces conditions nous lèverons l'interdiction concernant vos sections d'assaut, nous prononcerons la dissolution du Reichstag et nous ordonnerons de nouvelles élections.

Cette rencontre du vieux maréchal prussien et du « caporal autrichien » marque un tournant décisif dans la politique intérieure allemande.

Avec la création d'un cabinet présidentiel qui peut se passer de l'approbation du parlement, le pouvoir ne sera plus entre les mains du peuple, par le truchement de l'assemblée qui exprime la volonté populaire, le Reichstag. Le pouvoir est maintenant concentré entre les mains d'un vieillard de quatre-vingt-cinq ans et dans celles des quelques ambitieux sans envergure qui orientent ses indécisions.

Les élections législatives, nouveau triomphe de Hitler

Franz von Papen, chargé de constituer le nouveau cabinet, exécute fidèlement l'accord Schleicher-Hitler. Le 4 juin, il dissout le Reichstag et fixe au 31 juillet les nouvelles élections. Le 15 juin, il lève l'interdit qui frappait les milices hitlériennes. La réapparition des S.A. et des S.S. dans les rues s'accompagne d'une vague de violences sans précédent en Allemagne.

Les élections législatives du 31 juillet 1932 sont un triomphe pour Hitler. Il obtient 13 745 000 voix et 230 sièges au Reichstag. Le N.S.D.A.P. devient le premier parti d'Allemagne mais il n'a pas la majorité au Reichstag qui compte maintenant 608 sièges. Les sociaux-démocrates recueillent moins

de 8 millions de voix et obtiennent 133 sièges; ils ont perdu 10 sièges. Le parti communiste obtient 5 250 000 voix et 89 sièges; gain: 12 sièges. Le centre catholique totalise 4 500 000 voix et 73 sièges; gain: 5 sièges. Enfin, les autres partis bourgeois, comme celui de Hugenberg, sortent écrasés de l'épreuve. Nombre de jeunes électeurs, chômeurs et votant pour la première fois, se sont prononcés pour Hitler.

Avec 13 745 000 électeurs, 230 sièges au Reichstag, 1 200 000 membres du parti, 500 000 S.A. et S.S., Hitler, avec raison, s'estime en position de force. Dès le 5 août, il rencontre Schleicher et dicte ses conditions: «La Chancellerie pour moi. Pour le parti, les ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Economie et de l'Aviation et un nouveau ministère de la Propagande à créer. Egalement, la présidence et le ministère de la Défense...»

Schleicher est laissé libre de choisir les autres ministres et pourra mettre Brüning aux Affaires étrangères s'il le juge utile. Cette combinaison donnerait peut-être le pouvoir à Hitler si... l'incorrigible et bouillant Ernst Röhm ne se signalait en préparant un nouveau putsch. Hitler veut accéder au pouvoir sans violer la constitution. Ce n'est plus, pense-t-il, qu'une question de mois; sans doute, de semaines. Le complot de Röhm bientôt dévoilé, s'effondrent les chances qu'a le Führer de devenir chancelier.

Le 13 août 1932, à midi, Papen ne consent, d'un air condescendant, qu'à lui offrir une place de vice-chancelier dans son cabinet. Explosion de colère de Hitler qui menace Papen et Schleicher de lâcher les S.A. sur Berlin. Cette menace n'impressionne guère le chancelier qui suggère à son visiteur:

«Pourquoi ne présentez-vous pas vous-même vos exigences au président Hindenburg? C'est à lui qu'appartient la décision.

Nazis et communistes alliés contre Papen

A 15 heures, Hitler est convoqué par Hindenburg. Debout, hostile, le Maréchal déclare au Führer qu'il «ne peut courir le risque de donner le pouvoir à un nouveau parti qui n'est même pas majoritaire et se montre intolérant, bruyant et indiscipliné.» Mais le 30 août, grâce à un accord entre le N.S.D.A.P. et le parti du centre, Hermann Goering est élu président du Reichstag.

Et, le 12 septembre, un événement stupéfiant se produit.

Les députés communistes déposent sur le bureau de Goering un ordre du jour de défiance à l'égard du gouvernement von Papen. Hitler décide de l'approuver. Un vote a lieu: cinq cent treize députés se prononcent contre le chancelier; seuls trente-deux nationaux allemands le soutiennent. Papen dépose alors sur le bureau de Goering le décret de dissolution de l'assemblée, signé à l'avance par Hindenburg.

Les nouvelles élections sont fixées au 6 novembre.

Cette fois, la caisse du parti de Hitler est presque vide. Les industriels et les banquiers ne pardonnent pas au Führer son alliance avec les communistes, pour renverser Papen, et son échec du 13 août. Le peuple allemand est las de ces multiples élections. En outre deux journées de grèves violentes à Berlin font perdre des centaines de milliers de voix au N.S.D.À.P. Le 6 novembre 1932 est un échec pour Hitler. Il perd deux millions de voix ne recueillant que onze millions sept cent mille suffrages. Sa représentation au Reichstag tombe à cent quatre-vingt-seize sièges. Cependant, le N.S.D.A.P. demeure le premier parti du Parlement. Les nationalistes et les communistes sont les gagnants des nouvelles élections; les nationalistes passent de trente-sept sièges à cinquante-deux, les communistes obtiennent cent sièges, avec près de six millions de voix. Autre résultat de la consultation: le nouveau Reichstag est aussi ingouvernable que l'ancien. Et il n'y existe aucune majorité possible pour Franz von Papen.

Le gouvernement éphémère de Schleicher

Papen échoue dans sa mission de former un cabinet autoritaire national. Hindenburg va-t-il appeler Hitler?

Le 19 et le 21 novembre le Führer et le Maréchal ont de longs entretiens qui n'aboutissent à rien. Hindenburg déclare à Hitler:

« Mon serment à la constitution et à ma conscience m'interdisent de donner les pleins pouvoirs à un parti dont le but avoué est la dictature. S'il ne s'agit que de gouverner par décrets, je reprendrai mon ami Franz von Papen comme chancelier en me passant de votre concours. »

Une fois de plus, Hitler échoue donc près du but. Et le 2 décembre, le président Hindenburg nomme le général von Schleicher chancelier du Reich.

La vie du nouveau gouvernement sera brève. Hitler et Franz von Papen sont décidés chacun de leur côté à faire tomber

Schleicher. Les deux hommes s'unissent pour atteindre leur but commun. Papen provoque un entretien secret avec Hitler aux environs de Cologne, le 4 janvier 1933, chez le banquier Schröder qui a lui-même raconté: « Von Papen suggéra une coalition de nazis et de nationalistes où lui et Hitler seraient tous deux chanceliers et gouverneraient ensemble (...) Hitler affirma que s'il devenait chancelier, il serait indispensable pour lui d'être placé à la tête du gouvernement; des partisans de von Papen pourraient entrer dans son gouvernement en qualité de ministres, s'ils acceptaient de le suivre dans sa politique de réformes. Les changements que Hitler envisageait à cette époque comprenaient l'élimination des sociaux-démocrates, des communistes et des juifs des postes-clefs en Allemagne et le rétablissement de l'ordre dans la vie publique. »

Un accord de principe s'établit finalement entre Papen et Hitler. Au cours des jours qui suivent, cet accord se précise. Schröder procure des appuis financiers au N.S.D.A.P. Le jour même Schleicher apprend le complot ourdi contre lui. Il sait aussi que sa politique favorable aux ouvriers et son intention d'enlever aux junkers trois cent cinquante mille hectares en Prusse orientale, pour les distribuer aux paysans, dressent contre lui le vieux maréchal.

Le 24 janvier, Schleicher se rend chez Hindenburg. Il joue son va-tout en demandant la dissolution du Reichstag et en déclarant:

« Il n'y a plus moyen de gouverner l'Allemagne. Tous les partis ont fait faillite depuis l'instauration du régime: les socialistes, avec Scheidemann et Müller; le centre, avec Marx et Brüning; la droite, avec Papen. Il n'y a plus qu'une solution: la dictature militaire. »

Hindenburg refusant de s'orienter dans cette voie, pendant trois jours encore Schleicher va s'acharner à conserver le pouvoir, malgré tout. Mais il se débat dans une situation inextricable, rejeté aussi bien par la gauche que par la droite, privé de l'appui du maréchal von Hindenburg, ne pouvant ni dominer ni dissoudre le Reichstag. Enfin, le 28 janvier, il apporte sa démission à Hindenburg.

L'entremise de von Papen

Dans ses Mémoires, Franz von Papen raconte la suite précipitée des événements :

«Ce jour-là, le 28 janvier 1933, vers midi, le président Hindenburg me fit appeler. Il me mit d'abord au courant de la dernière visite du chancelier Schleicher et de la démission de ce dernier... Il mentionna à peine la possibilité de me confier, pour la seconde fois, la formation du gouvernement; encore n'y fit-il allusion que pour opposer cette solution à ce qu'il appelait «l'obligation déplaisante de désigner Hitler». Je lui suggérai certains moyens, tout au moins ceux que je voyais, de contenir les exigences des nazis, dans la mesure du possible. Puis, le président me demande, en tant que son homme de confiance, de sonder les intentions des nazis en vue de la formation d'un cabinet Hitler, suivant les termes de la constitution. Je ne me reconnus pas le droit de refuser, personne d'autre ne semblant capable d'arriver à un compromis acceptable avec Hitler...»

»L'après-midi du même jour, j'eus ma première entrevue avec Hugenberg (leader de la droite). Tout comme moi, il estimait que Hitler n'accepterait jamais de participer à un gouvernement qui devrait s'en remettre au soutien majoritaire du Reichstag... Bon gré mal gré, nous étions forcés de négocier avec Hitler, tout en essayant de limiter au maximum ses prérogatives de chancelier d'un cabinet présidentiel gouvernant par décrets. Pour lui-même Hugenberg exigea le ministère de l'Economie du Reich et de Prusse en échange du soutien des nationalistes.

»Après le départ d'Hugenberg, je reçus Hitler. Comme je l'avais prévu, il refusa carrément de former un gouvernement de type parlementaire. Si le président, dit-il, désirait la collaboration de son mouvement, il devait l'autoriser à constituer un cabinet présidentiel et lui accorder les mêmes droits qu'il avait donnés à Schleicher et à moi-même. Toutefois, Hitler n'avait pas l'intention de se réserver un nombre excessif de portefeuilles; il était parfaitement disposé à inclure dans sa liste ministérielle certains membres du cabinet précédent.

»Je lui exposai que, aux termes de ma mission, il n'aurait pas la faculté de choisir lui-même ses ministres. Il répondit que le président pourrait attribuer tous les portefeuilles comme il lui semblerait bon, à la seule condition que les ministres fussent prêts à se considérer comme indépendants des partis politiques. Lui-même désirait le poste de chancelier et de commissaire du

Reich en Prusse; en plus, un membre de son parti devait être nommé ministre de l'Intérieur à la fois du Reich et de la Prusse...

» La soirée du 28 était déjà très avancée quand je pus enfin annoncer au président le premier résultat de mes consultations. Il parut satisfait de la modération de Hitler et enchanté de voir que des hommes comme Neurath, Schwerin-Krosigk, Görtner et Franz Seldte (des Casques d'acier, mouvement nationaliste non nazi) allaient conserver leurs postes dans le nouveau gouvernement. Il insista de nouveau sur la nécessité de confier la Défense nationale et les Affaires étrangères à des personnalités absolument sûres. De toute façon, Neurath gardait les Affaires étrangères; nous passâmes donc en revue les candidats possibles au ministère de la Guerre. Pour ma part, j'aurais préféré voir à ce poste le général von Fritsch qui avait été mon camarade à l'académie de Guerre et dont j'appréciais hautement les capacités. Hindenburg ne le rejeta pas d'emblée; cependant il aurait mieux aimé un officier qu'il connût plus intimement. Il cita finalement le général von Blomberg, ancien commandant de la région militaire de Prusse orientale, qu'Hindenburg considérait comme un soldat de grande valeur professionnelle, résolument apolitique et de manières agréables... Tout à la fin de notre entretien, le président présenta sa dernière requête: tenant plus que jamais à ma présence auprès de lui, il me pria d'accepter le poste de vice-chancelier. Pour être franc, je n'en fus pas surpris outre mesure; je voudrais cependant préciser qu'à aucun moment je n'ai avancé moi-même cette idée. Mais je trouvais normal que le Maréchal prit une telle précaution, du moment qu'il s'était résolu à faire le pas tant redouté qu'était pour lui la désignation de Hitler. Je sentais que je n'avais pas le droit de lui refuser ce service et m'engageai à prendre ce poste au cas, encore incertain, où nous réussissions à former le cabinet. »

Dimanche décisif

En fait, dès le lendemain, dimanche 29 janvier, vont avoir lieu les dernières discussions, les dernières négociations, et la décision va être prise.

Franz von Papen raconte ainsi ce dimanche décisif:

« Mes premiers visiteurs furent ce jour-là Hitler et Goering. Ils m'apprirent qu'ils désiraient la nomination de Frick, comme ministre de l'Intérieur du Reich, et celle de Goering, au poste équivalent en Prusse. Frick, ancien haut fonctionnaire,

était connu comme un homme de tendance modérée; il avait fait la preuve de ses qualités d'administrateur à la tête du gouvernement de Thuringe. Mes deux interlocuteurs insistèrent sur la nécessité de procéder à certains changements dans le personnel de la police prussienne qui était depuis dix ans un fief socialiste. A leur avis, des mesures dans ce sens étaient indispensables, si l'on voulait pouvoir compter sur la police pour faire face efficacement à la menace communiste. Cet argument me parut d'autant plus fondé que je n'avais pas encore oublié les événements violents du mois de juillet précédent. De son côté, j'informai Hitler que le président n'avait pas l'intention de lui accorder les pouvoirs du commissaire du Reich en Prusse; ces fonctions resteraient entre les mains du vice-chancelier, c'est-à-dire entre les miennes. Hitler s'inclina avec une mauvaise grâce évidente; toutefois, il n'en fit pas une condition absolue.»

La joie des nazis: « Adolf Hitler sera chancelier demain »

Vers 15 heures, ce même 29 janvier, le portier de l'hôtel Kaiserhof à Berlin voit soudain s'engouffrer dans le hall un homme qu'il connaît bien: Hermann Goering, président du Reichstag, membre du parti national-socialiste, le second d'Adolf Hitler. A grandes enjambées, Goering projette ses cent vingt-sept kilos au milieu de l'élégante clientèle internationale qui fréquente l'établissement le plus célèbre de la capitale allemande. Il se dirige droit vers un coin du grand salon où, près d'une porte-fenêtre, Adolf Hitler est en train de prendre le café, en compagnie du chef de la Propagande du parti national-socialiste, le D^r Joseph Goebbels. Le visage de Goering est rayonnant. Sans reprendre souffle, il lance à son Führer:

« Tout va bien... Le général von Blomberg a accepté le poste de ministre de l'Armée... Le «vieux monsieur» (le feld-marschall von Hindenburg, président de la République), vous recevra demain et vous confiera la tâche de former le nouveau gouvernement, avec von Papen comme vice-chancelier...»

Les trois compères exultent. Goering boit un grand verre de cognac.

Le soir même Goebbels note dans son Journal:

« C'est certainement, et à juste titre, le plus beau jour de Goering. Il a préparé le terrain avec art et diplomatie, après des négociations qui ont duré des mois, on peut même dire des années... Sa prudence, sa ténacité et, par-dessus tout, sa

force de caractère et sa loyauté envers le Führer ont été réelles et admirables. Son visage a pris l'aspect d'un masque de pierre quand, au plus fort de la lutte, sa chère femme (Karin) lui fut arrachée par la mort. Mais il n'a pas flanché un seul instant. Il poursuivit sa tâche, fort et ardent, véritable porteur du bouclier de Hitler. Ce soldat droit, au cœur d'enfant, est resté fidèle à lui-même et le voici, aujourd'hui, devant son Führer à qui il vient d'apporter la plus heureuse nouvelle de sa vie.»

Une heure plus tard, Goering prend congé de Hitler et de Goebbels, puis se rend, sur les bords de la Sprée, dans son bureau présidentiel du Reichstag. Là, il téléphone à Weimar, au Théâtre national, et demande à parler à Emmy Sonnemann qui tient le rôle de Claire dans *Egmont*, et qui est en répétition. L'élégante et blonde Emmy est depuis six mois la maîtresse du «paladin de Hitler», sa grande consolatrice, sa passion.

Dès qu'il a la jeune femme au bout du fil, il s'exclame : «C'est fait ! Adolf Hitler sera chancelier demain ! Emmy ! Il faut absolument que tu viennes à Berlin, je t'envoie une voiture.»

Les fleurs de l'actrice Emmy Sonnemann

Quand l'actrice arrive, en fin de soirée, au domicile privé de Goering, dans le Kaiserdamm, celui-ci raccompagne quelques invités. Il est, comme elle, mort de fatigue mais il lui demande :

«Demain, de bonne heure, va donc porter quelques fleurs à Adolf Hitler. Cela lui fera certainement plaisir.»

Emmy Sonnemann racontera :

«J'eus de la peine à me procurer des fleurs. Toutes les boutiques avaient été vidées. L'aide de camp de Hitler me conduisit auprès de son chef. Il se tenait près d'une fenêtre, grave, silencieux, paraissant détaché de ce qui l'entourait, l'air frappé de stupeur. Lentement, il se tourna vers moi et, d'un geste presque amical, prit mes fleurs. Les adjudants avaient entassé tous les bouquets dans une pièce voisine, sans lui en parler.

«Ce sont les premières, me dit-il, et vous êtes la première femme à me féliciter. Je m'en réjouis particulièrement.»

Un silence s'établit. Je compris qu'il avait besoin d'être seul, me dirigeai vers la porte et je l'entendis encore :

«Oui, il me faut rester pendant un certain temps seul avec moi-même.»

Je revis Hermann brièvement à midi.

«C'est vraiment un instant merveilleux, s'exclama-t-il, que celui où l'on sait avoir réussi...»

Il ne manifesta aucune joie délirante, aucun enthousiasme tapageur; tout se passait en-dedans de lui.

Le même matin, vers onze heures, les portes de la présidence de la République s'étaient ouvertes devant Hitler et les membres du nouveau cabinet qui ne comprenait que trois nationaux-socialistes: Hitler, Goering et Frick. Le maréchal von Hindenburg les avait reçus dans son bureau pour nommer officiellement Hitler chancelier du Reich et leur faire prêter serment.

Le vieux maréchal, tout comme Papen, se faisait des illusions, croyant que cette «coalition de droite», où dominaient des modérés, saurait maintenir dans la légalité le «caporal autrichien».

Les nationaux-socialistes eux ne s'y trompaient pas, ils célébraient leur triomphe dans toute l'Allemagne par de bruyantes et gigantesques manifestations de rues.

Hitler avait bel et bien atteint le premier objectif qu'il s'était fixé en 1918, quand il avait pris la décision de devenir un homme politique.

Le deuxième homme du régime: Goering

En ce 30 janvier 1933 au soir, qui imaginerait qu'un régime de terreur va rapidement s'installer en Allemagne, comparable au régime stalinien en U.R.S.S.? Pourtant, celui qui parle à la radio allemande, le «bon gros Goering», détient entre ses mains, depuis quelques heures, un pouvoir redoutable. Le pouvoir qui donnera naissance dans moins de trois mois, le 28 avril 1933, à un organisme dont le nom seul fera trembler l'Europe entière: la Gestapo (*Die Geheime Staatspolizei*: la police secrète d'Etat).

Sans doute, dans le nouveau cabinet, Goering n'est-il à l'échelon du Reich que ministre sans portefeuille, et commissaire pour l'Aviation. Mais il reçoit aussi un troisième portefeuille, celui de ministre de l'Intérieur du gouvernement prussien. Le premier poste fait de Goering le plénipotentiaire de Hitler, son ambassadeur extraordinaire, le second Führer. Le deuxième poste implique qu'il aura, à bref délai, la mission

spéciale de développer — ou plutôt de faire naître — la force aérienne du Reich. L'importance du troisième poste peut ne pas apparaître immédiatement à un lecteur non-allemand. Pratiquement et en théorie, jusqu'en 1933, il existait en Allemagne plusieurs gouvernements: celui du Reich et ceux des grands Etats provinciaux. Parmi ces derniers, le principal était celui de la Prusse dont l'autorité s'exerçait, y compris Berlin, sur les deux-tiers de l'Allemagne, de la Rhénanie aux marches polonaises. Et, sous la République de Weimar, la police relevait du gouvernement provincial. De sorte que Goering a maintenant sous ses ordres les deux tiers des forces policières allemandes, notamment celles de Berlin.

Qui est Hermann Goering?

Né le 12 janvier 1893, à Rosenheim, en Bavière, fils de l'ex-gouverneur du Sud-Ouest africain allemand, c'est un ancien soldat de la Première Guerre mondiale, tout comme Hitler, mais à un autre niveau. De 1918 et 1922, il s'était efforcé, comme pilote d'aviation, de se réadapter à la vie civile. En octobre ou novembre 1922, se trouvant à Munich (où il étudiait l'histoire et les sciences politiques), son attention fut attirée sur le Führer du parti nazi alors naissant par Alfred Rosenberg, qui l'avait emmené entendre Hitler au café Neumann. Ce fut le coup de foudre. As d'aviation de la Première Guerre mondiale, dernier commandant de la célèbre escadre Richthofen, chevalier de la Croix de fer et décoré de la plus haute distinction allemande, l'ordre «Pour le mérite», Goering se souvint brusquement qu'il avait déjà rencontré cette croix gammée qui le fascinait et qui ornait maintenant l'estrade où Hitler venait parler.

Première rencontre avec la croix gammée: en Suède

C'était au cours de l'hiver 1921. Goering était alors pilote d'une compagnie aérienne suédoise. Le déjà célèbre ethnographe, mécène et explorateur suédois, comte Eric von Rosen (1879-1948), demanda à Goering s'il lui était possible de faire le voyage direct Stockholm-Rockelstad (où se dressait son château, au sud-ouest de Stockholm). Malgré la neige qui tombait en abondance sur l'aérodrome de la capitale suédoise et sur toute la région, l'ancien as de la guerre accepta. Le voyage fut épouvantable. Un vent contraire plaquait la neige sur les visages du pilote et du passager, tandis que l'avion était secoué par la tempête au-dessus des collines de sapins.

Enfin, Goering se posa sur la glace du lac Baven, non loin des murailles de pierres rouges du château historique de Rockelstad qui avait appartenu aux Stuart. Pilote et passager, à demi-gelés, prirent un bon bain chaud et un grog bouillant. La comtesse von Rosen accueillit très cordialement cet homme venu du ciel avec son époux, et auréolé de sa gloire guerrière passée. Un peu avant le dîner, une jeune femme d'une vingtaine d'années s'avança dans le hall et on lui présenta l'aviateur allemand. Karin von Fock était l'une des sœurs de la comtesse von Rosen. Goering fut ébloui par sa beauté.

Après maints empêchements, Karin allait devenir, en 1922, la première Madame Goering. Pour l'instant, les deux couples se chauffaient devant la cheminée monumentale dont les chenêts, remarqua Goering, étaient ornés de croix à la forme bizarre. Le comte von Rosen lui expliqua qu'il s'agissait de svastikas ou croix gammées. Les barons puis comtes von Rosen, chevaliers allemands originaires de Silésie et venus au XIII^e siècle sur la Baltique avec les premiers chevaliers Teutoniques, portaient officiellement ces croix gammées comme «devises» héraldiques. Elles ornaient également les reliures des manuscrits anciens et des ouvrages rarissimes de la très riche bibliothèque du château, signées de Gustav Hedberg, le relieur de la cour de Suède. A cette cour, les Rosen devenus Suédois occupaient d'importantes charges, depuis qu'un des leurs avait été commandant en chef des armées suédoises pendant la guerre de Sept Ans, au XVIII^e siècle.

La source aristocratique et ésotérique de la croix gammée

Lancé sur ce sujet des croix gammées, le comte von Rosen se montra intarissable tout au long du dîner. Il en vint à parler de la tradition nordique d'Hyperborée, raconta la légende de Thulé, affirma que le monde ne serait sauvé que par un nouveau «messie des Aryens» ayant renoué le pacte avec les «intelligences du Dehors» et qui saurait s'entourer de jeunes chefs appartenant à la nouvelle race des seigneurs. La croix gammée, conclut le comte Eric von Rosen, n'était-elle pas le symbole de la nouvelle ère attendue par les fils du dieu nordique Odin, selon les *Sagas* nordiques elles-mêmes dont son père, le peintre Johann-Georg von Rosen, avait été le célèbre illustrateur?

Goering écoutait, subjugué par ces révélations du chef



*Lors de la commémoration
de la victoire de Tannenberg
en août 1933,
Hitler, en redingote,
auprès de Hindenburg :
l'alliance avec la Reichswehr.
U.S.I.S.*

de la seule grande famille de sang allemand qui, avant même la création du parti nazi, portât officiellement la croix gammée (1). Les révélations du comte von Rosen correspondaient obscurément aux aspirations les plus profondes de Goering. Dans le même temps Goering était fasciné par la beauté rayonnante de Karin von Fock. Le comte, apprenant que son invité était Bavarois, lui parla alors de la *Société Thulé*, groupement politique et ésotérique qui inspirait le mouvement hitlérien et dont le centre était à Munich. Il ne lui cacha pas qu'il en était un des membres les plus influents et lui donna l'adresse d'un de ses amis, philosophe, membre lui aussi de la *Société Thulé* et résidant à Munich: Alfred Rosenberg, un des intimes d'Adolf Hitler. En quittant le château de Rockelstad, Hermann Goering emportait dans son cœur deux images: celle de la belle Karin et celle de la mystérieuse croix gammée dont la source aristocratique et ésotérique venait de lui être révélée. Il ignorait qu'il venait de sceller son destin.

A Munich, en sortant de la réunion au cours de laquelle, guidé par Rosenberg, il avait entendu Hitler pour la première fois, Goering avait déclaré à sa femme Karin:

«Je suis pour cet homme corps et âme.»

Le lendemain, il s'était rendu au siège du N.S.D.A.P., au numéro 12 de la Corneliusstrasse, et il avait rencontré Hitler en tête à tête. L'entente avait été totale. Goering avait adhéré au parti nazi.

Premières mises au pas

Dès le lendemain de la prise du pouvoir, Goering passe aux actes. Il sait quelle puissance peut donner à un chef politique la haute direction de la police.

Il opère donc dans celle-ci des changements radicaux, révoquant vingt-deux commissaires de police sur trente-deux, immédiatement remplacés par des nazis choisis parmi les plus durs. Il arme les policiers de revolvers. «Les matraques de caoutchouc et les bâtons sont des armes méprisables», dit-il. A l'avenir, un seul détiendra le pouvoir et assumera la responsabilité en Prusse: moi. Qui accomplira son devoir au service

1 Cette précision et nombre de celles qui figurent dans les paragraphes précédents étaient jusqu'ici totalement inédites. Elles sont tirées de documents originaux en la possession du directeur de la présente série d'ouvrages, Jean Dumont, qui a bien voulu nous les communiquer.

de l'Etat, qui, en exécution de mes ordres, fera impitoyablement usage des armes devant l'agression, est assuré de ma protection... Chaque balle qui sort maintenant d'un revolver de la police, est ma balle. Si vous appelez cela un meurtre, c'est moi, alors, qui suis le meurtrier... Je connais deux sortes de lois parce que je connais deux sortes d'hommes: ceux qui sont avec nous et ceux qui sont contre nous.»

Hitler, de son côté, a obtenu du vieux président de la république la dissolution du Reichstag. De nouvelles élections doivent se dérouler le 5 mars. Pour les nationaux-socialistes, le premier ennemi à abattre est le puissant parti communiste qui, aux dernières élections, le 6 novembre 1932, a obtenu 100 sièges au Reichstag et recueilli près de six millions de voix. Goering le sait. Son premier soin est d'interdire tous les meetings communistes. La presse communiste et la presse socialiste sont frappées d'interdiction. La guerre contre la gauche atteint une ampleur gigantesque. Les directives données par Goering à la police sont telles que, de jour en jour, d'heure en heure, désordres et massacres se multiplient. Des orateurs antinazis sont assommés au cours de réunions ou de meetings des sociaux-démocrates ou même du centre catholique. Au cours de ce mois de février 1933, dans toute l'Allemagne, cinquante et un antinazis sont tués. La bataille des élections n'est pourtant pas gagnée d'avance pour les nationaux-socialistes, tant s'en faut!

Le 22 février, Goering fait un pas de plus dans le renforcement de la police en instaurant par décret une force auxiliaire issue des S.A. et des S.S.: vingt-cinq mille S.A. et dix mille S.S. reçoivent des brassards leur permettant d'opérer comme policiers auxiliaires. Puis quinze mille Casques d'acier (*Stahlhelm*) nationalistes alliés aux nazis, reçoivent de semblables brassards. Il en résulte un régime de terreur comme Berlin n'en a jamais connu. Tortures, arrestations arbitraires, assassinats se multiplient.

Les S.A. de Röhm s'illustrent tristement dans ces premières mises au pas. La terreur nazie s'est installée.



La marée brune submerge tout



E

ombien sont-ils ces membres des sections d'assaut, ces S.A., ces hommes en chemise brune avec ceinturon et baudrier, culotte de cheval et bottes, casquette brune avec jugulaire, qui portent au bras gauche, au-dessus du coude, le brassard rouge à croix gammée noire dans un rond blanc? En 1933, plus de trois cent mille. Ce ne sont pas des militants ordinaires. Leur chef, Ernst Röhm, aime à répéter: «Les S.A. ne sont pas une institution de moralité pour l'éducation des jeunes filles mais une association de rudes combattants.» Ce sont des durs, des audacieux et des violents. Pour eux, la violence est héroïsme. Ils entendent «réveiller» l'Allemagne à coups de botte. Dans le nouveau Reich, ils ont le sentiment d'avoir tous les droits puisqu'ils ont été, disent-ils, les artisans de la victoire du parti national-socialiste. Ils se campent en maîtres dans les rues. La plupart d'entre eux ont été recrutés parmi les chômeurs, les prolétaires industriels ou agricoles, même parmi d'anciens socialistes ou communistes. Röhm ne le cache pas: «J'affirme, dit-il, que parmi les communistes, surtout parmi les membres des anciens combattants rouges, il y a beaucoup d'excellents soldats.»

Les S.A. anticapitalistes

Il y a parmi eux un assez grand nombre d'individus de sac et de corde, des homosexuels, des spadassins, des ivrognes et des souteneurs... La S.A. n'est pas une élite! Mais ces bandes brunes combattent pour le pouvoir de leur dieu, Adolf Hitler. Foncièrement nationalistes et antisémites, ils sont aussi anticapitalistes. Dans leur majorité, ils aspirent à une société plus ou moins égalitaire. Le boycott des entreprises juives est pour eux le début d'une grande action anticapitaliste. Ils veulent mettre fin à la domination des puissances d'argent et prennent au sérieux le programme socialiste originel, en vingt-cinq points, du N.S.D.A.P., ce parti national-socialiste des ouvriers allemands comme le rappellent ses initiales; programme élaboré par Hitler le 24 février 1920, avec le concours de la *Société Thulé* que nous retrouverons. Mais depuis longtemps, le Führer s'en est éloigné.

Cette même année 1920 était né, en effet, le premier «service d'ordre» nazi. A cette époque, un jeune horloger, Emil Maurice, avait organisé une garde pour protéger Hitler. Les premiers gardes du corps dirigés par Emil Maurice étaient Hermann Esser, Rudolf Hess, Ulrich Graf, Christian Weber, l'ex-lieutenant Berchtold, Alfred Rosenberg, Julius Schaub, Scheubner-Richter... Quelques mois plus tard, Hitler confia à Emil Maurice la formation de troupes de choc (*Ordnertruppe*) qui se camouflèrent sous l'apparence de sociétés d'éducation physique et devinrent la «Section de gymnastique et de sport du N.S.D.A.P.». Il s'agissait pour elles de faire régner l'ordre dans les réunions publiques du parti et, surtout, de s'attaquer aux adversaires politiques, de saboter leurs réunions. Hitler lui-même n'hésitait pas à mettre la main à la pâte. En septembre 1921, à la tête de ses «gymnastes», Hitler se rua dans une salle où un orateur en vue de la Ligue bavaroise, Ballerstedt, prononçait un discours. La foule fut chassée et Ballerstedt assommé. Pour ce fait, Hitler et Esser furent condamnés à la prison et, le 24 juin 1922, ils furent incarcérés. Ils ne recouvrèrent leur liberté qu'à le 27 juillet.

Et c'est au lendemain de cette intervention violente des nazis au meeting de Ballerstedt que Hitler, le 17 septembre 1921, ordonna aux chefs des sections de «gymnastes» de prendre officiellement le nom de section d'assaut (*Sturmabteilung*) du N.S.D.A.P. La S.A. était née.

En ces premiers temps les S.A. portaient la tenue kaki des troupes africaines allemandes et, bien entendu, le brassard

à croix gammée. Le premier commandant de cette troupe fut un ex-enseigne de vaisseau, Johann Ulrich Klintzsch. Dans les coulisses, le capitaine Röhm, toujours officier dans l'armée régulière, en supervisa l'organisation et y amena certaines unités des corps francs d'anciens combattants bavarois.

La capitaine Ernst Röhm

Aux côtés de Hitler, le capitaine Röhm s'affirmait donc déjà comme une des personnalités les plus puissantes du N.S.D.A.P.

Fils d'un employé de chemin de fer, Ernst Röhm, né en 1887, n'aimait que l'armée. Officier de carrière, héros de Verdun, «gueule cassée», il fut envoyé à Munich après l'armistice de 1918 comme officier adjoint de la II^e brigade d'infanterie. Doué de remarquables talents d'organisateur, d'un grand dynamisme et d'une volonté inébranlable, il fut chargé de l'entretien du corps franc bavarois du colonel von Epp. Après le renversement des soviets spartakistes qui avaient occupé le pouvoir quelques mois à Munich, le capitaine Röhm devint chef d'état-major du lieutenant-colonel Hergott, nommé gouverneur militaire de Munich le 3 mai 1919. Tout en exerçant ses fonctions, Röhm entreprit de reconstituer et de rénover le corps de la police, de mettre sur pied le régiment de gardes de Munich et de constituer des milices bourgeoises destinées à interdire un renouvellement des troubles spartakistes.

A cette époque, Röhm fonda également, avec le capitaine Beppo Römer (ancien chef du corps franc *Oberland* de la *Société Thulé* que nous retrouvons encore), une association secrète composée d'officiers et d'éléments petits-bourgeois opposés aux princes de Wittelsbach, anciens souverains de Bavière, qui avaient conservé des partisans. Elle s'appela l'*Eiserne Faust* (Poing de fer). Ce fut là que Röhm et Hitler se connurent.

Ayant adhéré au futur N.S.D.A.P. sous le numéro 623, peu après Hitler, Röhm allait jouer un rôle décisif dans la première histoire du parti nazi. Il amenait sans cesse au parti des officiers et des sous-officiers, des soldats et des membres des organisations paramilitaires. Ce petit officier qui méprisait la tenue civile, au corps épais, aux yeux porcins, au visage couturé de cicatrices, sournois et souriant, adonné à une homosexualité virile, n'était pas un orateur capable de

séduire, de convaincre, d'enthousiasmer l'homme de la rue. Mais il se révélait un extraordinaire entraîneur de militants. Il était difficile de lui résister. S'engageant à fond, il parcourait les auberges et les brasseries de Munich avec des camarades qui pensaient comme lui, et recrutait en masse pour le N.S.D.A.P. Les partisans qu'il amenait restaient organisés et commandés par lui.

Mépris de la morale bourgeoise

Eternel révolté, Röhm intitulera ses souvenirs *Histoire d'un coupable de haute trahison* et manifestera jusqu'à sa mort un profond mépris pour la morale bourgeoise. Écoutons-le :

« Rien n'est plus faux que ce que l'on nomme la morale sociale. Je commence par déclarer que je n'appartiens pas à la classe des braves et que je n'ai pas l'ambition qu'on me compte parmi eux. Mais je ne veux pas du tout appartenir à la catégorie des hommes moraux car j'ai fait l'expérience que la morale de ces moralistes ne vaut pas grand chose... Quand ces hommes, qu'on appelle hommes d'Etat, chefs du peuple, etc. s'occupent de morale, c'est le plus souvent la preuve qu'il ne leur est rien venu de mieux à l'idée. Ce qui ne peut naturellement pas surprendre chez certains écrivains qui n'ont pas été au front et qui ont contemplé la guerre abrités dans un port sûr... Que l'Etat prétende avoir le droit de modérer, à l'aide de lois, les passions humaines ou qu'il s'imagine pouvoir les aiguiller ainsi sur d'autres voies, voilà qui me paraît naïf et inopportun... »

Souignons (on en verra l'importance) que, dans ce mépris, Röhm, pourtant soldat jusqu'au fond de l'âme, englobe la plupart de ses collègues officiers « embourgeoisés ».

Toutefois, jusqu'en 1923, Röhm demeura officier de l'armée régulière. S'il ne pouvait donc officiellement commander la troupe de volontaires d'un parti politique, cependant c'était bien lui qui organisait la S.A. et la développait. Son idée, à l'origine, était d'en faire une véritable armée, clandestine, à la fois rivale et complémentaire de la Reichswehr. Cette orientation n'était pas du goût de Hitler qui voulait assigner à ces groupes de choc une tâche purement politique. C'est pourquoi, au début de 1923, dès les premières semaines qui suivirent l'adhésion de Goering au parti, Hitler confia à celui-ci le commandement des S.A. Mais, malgré

ses divergences de vue avec Hitler, Röhm continua à l'aider après avoir démissionné de la Reichswehr et se consacra entièrement au parti.

Résistance dans la Ruhr

C'est à ce moment que Goering constitua sous sa direction une unité spéciale, la *Stabswache* (Garde du corps) qui prit bientôt le nom de *Stosstrupp Hitler* (Troupe d'assaut Hitler) et fut commandée par Berchthold. Les membres de cette unité spéciale portaient une casquette noire, ornée d'une tête de mort, et un brassard où la croix gammée était entourée non de rouge, mais de noir. On peut y voir l'origine de la S.S. qui ne sera toutefois créée qu'en 1925.

Le N.S.D.A.P., en 1923, avait fait de si rapides progrès que Hitler, dans une appréciation beaucoup trop optimiste, en vint à envisager de lui faire franchir plusieurs étapes d'un seul coup, dans sa course vers le pouvoir. Il décida d'organiser un putsch.

La situation générale en Allemagne était loin de la stabilité. Près de cinq ans après l'armistice, le pays restait ébranlé, divisé. Pour une partie considérable de la population, la république demeurait l'objet d'une hostilité irréconciliable. En 1923, deux nouveaux facteurs avaient amené la nation la plus hautement industrialisée d'Europe continentale au bord de la désintégration économique et politique. Le premier de ces facteurs était l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, dont l'objet était la saisie d'un gage pour assurer le paiement des réparations de guerre que l'Allemagne tardait à payer. Le second de ces facteurs était l'écroulement du mark.

Le gouvernement français de Raymond Poincaré, décidé à appliquer à la lettre le traité de Versailles et à soutenir au maximum le mouvement séparatiste qui voulait proclamer l'indépendance de la Rhénanie, fit occuper les régions industrielles de la Ruhr le 11 janvier 1923: Après la perte de la Haute-Silésie devenue polonaise, la Ruhr fournissait à l'Allemagne 80% de son acier et de sa fonte et 85% de son charbon. Couper le reste du pays de ces ressources, comme Poincaré commençait à le faire, c'était condamner l'Allemagne à la mort.

La réaction allemande ne tarda pas. Cette occupation française souleva la colère populaire et aviva violemment le

patriotisme allemand dans tous les partis; elle servit la propagande nationaliste des extrémistes de droite, plus spécialement celle de Hitler. Remarquons, toutefois, que Hitler se déclara hostile aux manifestations violentes contre les troupes françaises.

La population de la Ruhr, à laquelle se joignit bientôt toute la population de la Rhénanie occupée par les Belges et les Français, décida de recourir à une résistance qui, d'abord passive, se traduisit par des grèves puis déboucha sur des sabotages et des attentats. A cette résistance devenue active, les Français répliquèrent par des arrestations, des déportations et le blocus économique. L'agitation de droite dans toute l'Allemagne s'accrut. Le chancelier Cuno se vit, le 12 août 1923, dans l'obligation de démissionner. A Cuno succéda un grand homme politique, Gustav Stresemann, qui forma un cabinet de coalition de la gauche à la droite pour «sauver la république».

Effondrement du mark

L'inflation avait commencé depuis longtemps mais elle avait pris en 1923 une allure vertigineuse: le 1^{er} juillet 1923, le dollar valait cent soixante mille marks; le 1^{er} août un million; le 1^{er} novembre cent trente millions ! L'écroulement de la monnaie, conséquence directe de l'intervention française, ne signifiait pas seulement la mort du commerce, d'innombrables faillites, le manque de vivres dans les grandes villes et un chômage grandissant; la débâcle frappait tout le monde, réduisant à néant le pouvoir d'achat des salariés. La crise bouleversa la société allemande, beaucoup plus que ne l'aurait fait une révolution.

L'historien anglais Alan Bullock a noté avec raison: «L'inflation fut la vraie révolution de l'Allemagne car elle détruisit non seulement l'argent et la propriété mais aussi la foi en la propriété et en la signification de l'argent. Et Hitler tonnait contre le système corrompu placé entre les mains des juifs qui avait permis cette situation; il attaqua amèrement le traité de Versailles et le gouvernement républicain qui l'avait accepté; ses discours trouvèrent un écho auprès de larges couches de la nation allemande misérable et désespérée.»

Mais, faisant acte d'autorité, le chancelier Stresemann décréta, le 26 septembre, la fin du terrorisme antifrançais

dans la Ruhr, la fin de la résistance passive et la reprise du paiement des réparations. Prévoyant une réaction violente à ces mesures impopulaires, Stresemann, en vertu d'un acte d'urgence, confia le pouvoir exécutif au ministre de la Défense, Otto Gessler, et au chef de l'armée, le général von Seeckt. Bien lui en prit, car ses décisions déclenchèrent un regain de la révolte des extrémistes de droite à travers tout le pays. Dans cette agitation générale, la Bavière, Etat autonome dans le système fédératif allemand, se distingua d'autant mieux qu'elle avait toujours opposé une grande force d'inertie à l'exécution des ordres et des instructions de Berlin. Le gouvernement bavarois, dans la perspective d'une imminente épreuve de force, constitua un triumvirat exécutif de résistance formé de Gustav von Kahr, du général Lossow pour l'armée, et du colonel Seisser pour la police. Quand Berlin exigea la dissolution des ligues armées bavaroises, l'arrestation de leurs chefs et l'interdiction des journaux nationalistes, Munich lui opposa une fin de non-recevoir arrogante et ferme.

Le putsch de Munich

A l'automne de 1923, Munich était donc prêt à combattre Berlin. Le gouvernement, la Reichswehr de Bavière et les formations paramilitaires acceptaient tous le mot d'ordre: *Marchons sur Berlin!* Kahr et Lossow «mobilisèrent» la Bavière contre le Reich.

Mais si Kahr, fervent monarchiste qui voulait remettre sur le trône le prince Ruprecht de Bavière, désirait «marcher sur Berlin», c'était dans un sens séparatiste. Au contraire Hitler, hostile à tout séparatisme, voulait «marcher sur Berlin» pour renverser le gouvernement du chancelier Stresemann et former son propre gouvernement. Il comptait sur l'appui du général Ludendorff, le fameux quartier-maître général de la Grande Guerre, qui, dans ses projets, devait devenir chef de l'armée.

Le 8 novembre 1923, Hitler décida d'agir à son propre compte. Il fit cerner par ses S.A. la *Bürgerbräukeller*, où Gustav von Kahr faisait un exposé politique devant quelque trois mille personnes, en présence de Lossow et de Seisser. Hitler, vêtu d'une redingote et arborant la Croix de fer fit irruption dans la salle, revolver au poing. Il était suivi de Rudolf Hess, d'Ulrich Graf et de quelques S.A. armés.

Sautant sur une table, Hitler tira un coup de revolver au plafond pour attirer l'attention et hurla:

«La révolution nationale est commencée! Six cents hommes fortement armés entourent la salle. Que personne ne sorte! Le gouvernement bavarois et celui du Reich sont renversés. Un gouvernement provisoire va être constitué. Les casernes de la Reichswehr et de la police sont occupées. Soldats et policiers affluent déjà sous les drapeaux à croix gammée.»

Puis Hitler ordonna à Gustav von Kahr, à Lossow et à Seisser de passer dans une pièce voisine. Poussés par les S.A., les trois hommes s'exécutèrent.

Que se passa-t-il dans la pièce? Selon les uns, Hitler n'obtint rien de ses prisonniers. Selon les autres, le triumvirat aurait accepté les postes que Hitler leur offrait dans le gouvernement révolutionnaire.

En tout cas, Hitler revint dans la grande salle de la *Bürgerbräukeller* annonçant que le triumvirat était maintenant d'accord avec lui pour former un nouveau gouvernement allemand. Il précisa qu'un gouvernement provisoire serait en attendant constitué à Munich pour organiser «la marche sur Berlin, cette Babel du péché, et pour la sauvegarde du peuple allemand...» Les acclamations saluèrent la fin du discours de Hitler. Celui-ci revint alors dans la pièce où se tenait le triumvirat et où Ludendorff venait d'arriver.

Grande naïveté de Ludendorff

Le général n'était au courant de rien. Des S.A. étaient allés le chercher et l'avait amené, mais sans lui expliquer la situation. En quelques phrases, Hitler fit le point. Ludendorff déclara qu'il se mettait «de son plein gré» à la disposition de la cause commune. Feinte ou sincérité? Le triumvirat déclara qu'il acceptait de coopérer avec l'illustre soldat de la Première Guerre mondiale.

Hitler, Ludendorff et le triumvirat revinrent alors dans la grande salle et affirmèrent leur union à la foule, ce qui déchaîna l'enthousiasme. L'assistance entonna le *Deutschland über alles*.

Mais Hitler dut s'absenter pour régler certains problèmes avec les chefs S.A. Il était 22 h. 30. Kahr, Lossow et Seisser quittèrent alors la *Bürgerbräukeller* avec l'assentiment de Ludendorff. Cet assentiment dévoilait la grande naïveté de l'illustre soldat qui se prétendait appelé à jouer un rôle politique!

Car aussitôt libres, les trois membres du pseudo-gouverne-

ment provisoire du Reich appelèrent Berlin à la rescousse et firent passer des consignes de résistance à la police bavaroise ainsi qu'aux unités militaires de la périphérie. Le putsch hitlérien avait été si mal préparé que seul le bâtiment de la région militaire était occupé par Röhm et ses hommes!

La nuit se passa dans la confusion et l'indécision.

Au matin du 9 novembre, Hitler commença à se rendre compte qu'il avait échoué.

Des affiches parurent sur les murs de Munich annonçant: «Les mensonges et les violations de serment de certains ambitieux ont fait d'une réunion pour le relèvement national le théâtre de scènes de violence. Les déclarations qui nous ont été arrachées sous la menace d'un revolver, à moi, au général von Lossow et au colonel Seisser sont nulles et non avenues. Le parti national-socialiste ouvrier allemand, de même que les ligues de combat *Oberland* et *Reichskriegsflagge* sont dissoutes. Von Kahr, commissaire général d'Etat.»

Bientôt le *Völkischer Beobachter* (l'observateur populaire), journal du parti nazi, fut déclaré interdit pour un temps indéterminé, les biens du parti déclarés confisqués et ses bureaux fermés.

Le bref règne du «chancelier» Hitler: des exactions

A la région militaire où ils s'étaient installés, Ludendorff et son entourage, jusqu'alors optimistes, comprenaient enfin qu'il n'y avait à compter ni sur Kahr, ni sur Lossow, ni sur Seisser. Röhm envoya quelques officiers de renseignement établir la liaison avec les soldats de la caserne où se tenait Lossow. Ils y furent arrêtés. L'échec de l'entreprise se confirmait. La «Ligue de combat» qui essaya d'occuper quelques bâtiments publics se heurta partout à des résistances. Le seul succès militaire fut remporté par Röhm.

Cependant, dans la matinée, le «chancelier» Hitler fit saisir, au nom du «gouvernement national», des billets de banque pour une valeur de quatorze mille six cent cinq trillions de marks à l'imprimerie juive des frères Parcus, comme «solde» pour ses S.A. qui en reçurent quatre trillions.

Le sous-lieutenant Heinz Pernet, beau-fils de Ludendorff et membre du N.S.D.A.P., distribua l'argent entre les putschistes. «Au Bavaria-Ring, des juifs furent tirés de leur lit au milieu de la nuit et des personnes mal vues furent arbitrairement arrêtées en d'autres endroits.» Sur l'ordre de Goering,

la *Stosstrupp Hitler*, avec Scherck, Berchtold et Schaub, pénétra dans l'immeuble du *Journal Münchener Post*, organe des sociaux-démocrates et mit à sac cet «antre d'empoisonneurs marxistes». Rudolf Hess arrêta des membres du gouvernement bavarois et du conseil municipal de Munich et les garda comme otages, au voisinage de la ville.

Mais Hitler savait que la partie était bel et bien perdue. Il avait voulu faire une révolution avec l'aide de l'armée et de la police. Un putsch? Oui. Une guerre civile? Non. Maintenant, il avait contre lui l'armée et la police.

Que faire?

Cortège sanglant

Sur l'initiative de Ludendorff qui espérait encore, grâce à son prestige, provoquer un soulèvement populaire, et entraîner avec lui l'armée et la police, un «cortège de reconnaissance et de manifestation» fut organisé. L'ordre formel de décharger les armes fut donné à tous les participants au cortège.

Aux environs de midi, le cortège s'ébranla par rangs de huit, se dirigeant vers le centre de Munich: l'Odeonsplatz. En tête, marchait deux porteurs de drapeaux, Gareis et Bauriedl, puis Adolf Hitler qui donnait le bras à Scheubner-Richter. Hitler avait à sa droite Weber, Feder et Kriebel; à sa gauche Ludendorff, Ulrich Graf (garde du corps de Hitler) et Streicher. Derrière venaient Goering, Rosenberg, Dreixler, von Aigener, Esser, Laforce, Kurt Neubauer (domestique de Ludendorff) et Wilhelm Brückner.

Avant de parvenir à l'Odeonsplatz, le cortège devait se rendre, par l'étroite Residenzstrasse, au bâtiment de la région militaire, afin de dégager Röhm qui y était maintenant assiégé. Le cortège se heurta, devant la Feldherrnhalle, à un cordon tendu par une centaine de membres de la police d'Etat, rapidement renforcés par les hommes d'une autre unité, commandée par le lieutenant von Godin, qui arrivaient au pas de gymnastique. Le cortège s'arrêta. Ulrich Graf cria: «Ne tirez pas! Son Excellence Ludendorff et Hitler arrivent!»

Hitler ordonna aux policiers:

«Rendez-vous!»

Soudain un coup de feu partit, on ne sut jamais de quel côté, déclenchant une brève fusillade.

Les nationaux-socialistes refluèrent en désordre, laissant

sur le sol seize tués et un grand nombre de blessés. Il y avait trois morts du côté de la police.

Devant Hitler, Bauriedl avait été tué; entre Hermann Goering, grièvement blessé, et Rosenberg, Neubauer et Laforce avaient été de même touchés à mort. Hitler, qui s'était démis l'épaule et fracturé la tête de l'humérus gauche dans la bousculade, s'était évanoui et avait été transporté en voiture à Uffing, chez son ami le grand éditeur d'art Hanfstaengl. Il y sera arrêté deux jours plus tard. Goering fut transporté en Autriche. Ludendorff fut arrêté sur place mais, peu après, mis en liberté provisoire.

Röhm tenait toujours le bâtiment de la région militaire, cerné par d'importantes forces militaires disposant d'artillerie. Il résista un moment et eut des hommes tués. Puis il capitula, effectua une sortie drapeau en tête, rendit les armes et fut emmené en prison. Le porte-drapeau de Röhm était un jeune Bavarois à lunettes qui se nommait Heinrich Himmler.

Hitler exploite son échec

L'échec de son putsch ne fit pas sombrer Hitler dans le ridicule.

Après que l'effondrement de l'entreprise fut connu, ses partisans et des têtes chaudes manifestèrent encore pour lui, contre Gustav von Kahr. Les nationaux-socialistes organisèrent des réunions sur les places et dans les rues de Munich pour soulever la population contre la répression. Il fallut employer la police et la Reichswehr pour rétablir l'ordre, particulièrement après l'arrestation de Hitler. A Berlin même, six à sept cents partisans d'Hitler firent du tapage sur l'Alexanderplatz et la Wilhelmplatz en criant «A bas les Juifs! Vive Hitler! Assommez les Juifs!» A Bughaslach, dans la nuit du 12 au 13 novembre, les nationaux-socialistes dévastèrent la maison de campagne du commerçant juif Rosenmann; à Sugenheim ils rouèrent de coups un négociant israélite et firent usage de leurs armes à feu. Des excès furent commis dans d'autres endroits. Mais l'effet du putsch sur le grand public fut aussi superficiel que l'avait été sa préparation par Hitler. La lecture de la presse extérieure à la Bavière en témoigne.

Le Führer du N.S.D.A.P. était maintenant en prison. Le parti et les S.A. étaient dissouts. Le N.S.D.A.P. comprenait 65 787 membres le 7 novembre, auxquels 287 s'étaient ajoutés

les 8 et 9 novembre. Le premier acte de l'aventure hitlérienne marquait ainsi l'aboutissement catastrophique d'une ascension incontestable. Et Hitler va réussir à exploiter la catastrophe elle-même.

Le procès du putsch débuta à Munich le 26 février 1924. Il dura vingt-quatre jours et fut retentissant.

Ludendorff et surtout Hitler devinrent les vedettes de la presse allemande et étrangère. Le Führer joua remarquablement son numéro. Accusé, il accusa, haranguant tour à tour la cour, les jurés, le public et les représentants de la presse. Il fit sensation.

Le jugement fut rendu le 1^{er} avril 1924. Ludendorff fut acquitté, aucun juge n'osant condamner l'illustre soldat. Il en conçut du dépit: le tribunal ne prenait pas au sérieux sa volonté de jouer un rôle politique.

Hitler, qui était passible de la prison à vie, ne fut condamné qu'à cinq ans de prison et il fut précisé qu'il pourrait obtenir sa libération sur parole... dès le sixième mois. En fait, il resta à la prison de Landsberg un peu moins de neuf mois (du 1^{er} avril au 20 décembre 1924). Il y grossit de six kilos et commença d'y dicter à son compagnon de captivité Rudolf Hess le livre autobiographique et doctrinal dont Max Amann, l'éditeur du N.S.D.A.P., lui fournit le titre: *Mein Kampf*.

Hitler choisit la voie légale

Mais quand Hitler sortit de la prison de Landsberg, le 20 décembre 1924, il trouva son parti déchiré par les rivalités internes.

Hitler se garda bien d'entrer dans le jeu de ces rivalités, même pour remettre chacun à la place qu'il méritait. Il avait son plan et ne se montrait ni inquiet, ni pressé: «Il me faudra cinq ans pour remettre le mouvement sur pied», avait-il confié à Rudolf Hess en sortant de prison. Il ne se trompait pas. Ce qu'il voulait, il allait le réaliser au gré des circonstances mais avec une rigueur inflexible: s'assurer une base financière solide, reprendre en main le parti pour en faire un monolithe solidement structuré, charpenté et encadré qui devait être un Etat dans l'Etat avant de devenir l'Etat lui-même. Il n'y aurait plus de putsch: les leçons du 9 novembre 1923 à Munich avaient porté leurs fruits et la situation générale en Allemagne avait considérablement évolué. Hitler, désormais, cherchera à conquérir le pouvoir par la voie légale.

Dans son entourage, tout le monde ne partageait pas ces visions d'avenir, notamment les frères Strasser, Gregor et Otto, le premier étant l'aîné du second de cinq ans.

L'orientation socialiste des frères Strasser

D'origine socialiste, les frères Strasser se révélèrent rapidement en opposition doctrinale avec Hitler. Surtout Otto, docteur en droit, qui va tenter de donner forme au concept obscur de national-socialisme sur le plan économique et social, d'abord dans ce que l'on appelle le *programme de Bamberg*, ensuite dans *Quatorze thèses de la Révolution allemande*, enfin dans *Edification du socialisme allemand*, ouvrage publié en 1930.

Lorsque Hitler sort de prison en décembre 1924, il termine d'abord *Mein Kampf*, et ne reprend la tête du N.S.D.A.P. que le 15 mars 1925. Il offre alors la direction du parti en Allemagne du Nord à Gregor Strasser. Avec son frère Otto et leur secrétaire Heinrich Himmler, Gregor entreprend de construire dans le Nord une organisation qui, tout en reconnaissant l'autorité de Hitler en théorie, prend bientôt le caractère d'un parti séparé.

Les frères Strasser, qui se donnent pour des socialistes prolétariens, identifient l'opposition au traité de Versailles à l'opposition au capitalisme. Ils préconisent l'alliance de l'Allemagne — « première nation prolétarienne du monde » — avec « les autres nations prolétariennes opprimées ou non reconnues par les puissances capitalistes de l'ouest » : l'U.R.S.S., la Chine et l'Inde. A Berlin ils fondent un quotidien, *Berliner Arbeitszeitung* (le Journal berlinois du Travail), et un hebdomadaire destinés aux cadres de leur parti : les *Nationalsozialistische Briefe* (les Lettres nationales-socialistes). Otto dirige les journaux, assisté d'un jeune Rhénan qui n'a pas trente ans mais a fait de solides études universitaires, est docteur en philologie de l'université de Heidelberg, a écrit des romans et des scénarios. Son nom est Paul-Joseph Goebbels. Le jeune Rhénan devient le secrétaire privé de Gregor Strasser, lorsque Heinrich Himmler préfère rejoindre Hitler à Munich où celui-ci le nomme peu après gauleiter (chef provincial) de Basse-Bavière. Mais Goebbels sentira vite d'où le vent souffle et, à son tour, s'attachera bientôt à Hitler avec cette fidélité constante, enthousiaste et inconditionnelle qui, en 1945, lui fera choisir le suicide plutôt que de survivre au Führer.



*Les chefs nazis au pouvoir.
On reconnaît Goebbels, Hitler,
Roehm, Goering,
Himmler et Hess.
René Dazy.*

Elimination des Strasser

Le conflit entre Hitler et les Strasser se manifeste une première fois le 22 novembre 1925, au congrès du parti organisé par les Strasser à Hanovre. Hitler s'est contenté de charger Gottfried Feder de l'y représenter.

Le congrès adopte le programme socialiste des frères Strasser et décide que ce programme remplacera le programme de Hitler en vingt-neuf points adopté en février 1920. C'est la révolte ouverte. Mais Hitler redresse rapidement la situation: le 14 février 1926, au congrès de Bamberg, Gregor Strasser est battu.

Deux ans plus tard, Otto Strasser quitte le parti. Gregor, qui est député, reste. En 1930, Otto Strasser forme le *Front noir* avec des membres du parti qui ont rompu ouvertement avec Hitler et des jeunes des Casques d'acier, des *Werewölfe*, des *Jung Deutsche Orden*, du *Mouvement révolutionnaire des paysans*, du *Tatkreis*, etc. Ce *Front Noir* est à l'origine une école de cadres. Il devient une puissance mi-officielle mi-clandestine (à l'image du parti communiste) dont l'insigne est un glaive et un marteau. Son action est essentiellement journalistique mais il organise aussi des centres d'action. Le *Front noir* se développe en 1931 et 1932, mais beaucoup moins que le N.S.D.A.P. d'Adolf Hitler.

En décembre 1932, Gregor Strasser, resté dans le parti, se montrera prêt à accepter l'offre du chancelier Schleicher d'entrer comme vice-chancelier dans son gouvernement. Alors Hitler, poussé par Goering et Goebbels, l'accusera de trahir le national-socialisme. Goering avait dit à Hitler:

«Gregor Strasser veut le pouvoir pour vous évincer et vous abattre ensuite.»

Le 9 décembre 1932, Hitler réunit donc, dans les bureaux de la présidence du Reichstag qu'assume Goering, les chefs de district, les inspecteurs et les députés du N.S.D.A.P. Il prononce un réquisitoire écrasant contre Gregor Strasser. Les partisans de celui-ci, même les plus fidèles, refusent de rompre avec Hitler. Gregor Strasser perd son sang-froid. Sans même essayer de résister, il abandonne, se retire de la vie politique. Il sombrera dans l'oubli jusqu'à ce qu'il soit, comme nous le verrons, une des victimes de la Nuit des longs couteaux.

La rupture avec Röhm

Le capitaine Röhm, de son côté, est sorti très vite de prison.

Hitler n'est pas d'accord avec toutes les mesures qu'il a prises en son absence. Continuant à agir selon son orientation de 1923, Röhm a cherché à faire du parti une formation essentiellement paramilitaire. Hitler, lui, nous l'avons vu, estime qu'il y a assez d'un organisme militaire en Allemagne, la Reichswehr. Les S.A., dans sa pensée, n'ont jamais eu d'autre rôle que d'intimider l'ennemi en période de combats de rue, et de protéger les meetings nazis, tout en dispersant les meetings des autres partis.

Aux yeux de Röhm, de ses adjoints, l'ex-capitaine Pfeffer von Salomon et Roffbach, plus que jamais les S.A. doivent former une partie essentielle de l'armée allemande de l'avenir et, un jour, prendre une part glorieuse à la guerre de libération. Hitler lui-même n'a-t-il pas lancé, du banc des accusés, lors de son procès à Munich, cette fameuse adresse de réconciliation à l'intention de la Reichswehr et ce nouvel appel au combat commun :

« Un jour cette poignée d'hommes inexpérimentés se transformera en bataillons, ces bataillons en régiments, ces régiments en divisions; un jour, la vieille cocarde qu'on avait traînée dans la boue sera arborée à nouveau; un jour, les vieux étendards flotteront à nouveau devant nous, dans le vent.

C'est le moment où jamais, affirme Röhm, de travailler à la réalisation de cette prophétie, de s'entendre avec la Reichswehr pour qu'elle reçoive dans son sein les formations S.A., cette réserve d'hommes dans laquelle elle pourra puiser à l'aurore du « grand jour ». De leur côté, les S.A. diffuseront la doctrine nationale-socialiste dans les rangs de l'armée.

Or rien ne peut déplaire davantage à Hitler ou à l'armée elle-même que cette fusion. Hitler rompt donc avec Röhm dès mai 1925. Il va le tenir éloigné pendant cinq ans.

Röhm passera les années de son exil en Bolivie, où l'armée allemande a délégué une très importante mission militaire officieuse, composée du général Kundt et d'un groupe d'officiers de l'ancienne armée impériale. Röhm prendra du service dans l'armée bolivienne en qualité de lieutenant-colonel et y restera jusqu'en 1930, date à laquelle, on le verra, il sera rappelé par Hitler.

Naissance de la S.S.

Hitler, après le départ de Röhm, réorganise la direction des S.A. et crée aussi une unité nouvelle, corps d'élite du parti, la *Schutzstaffel* (S.S.), formée d'un groupe d'hommes triés sur le volet, passionnément dévoués à la personne du Führer. Pour mettre fin, une fois pour toutes, aux ambitions militaires de ses lieutenants, Hitler interdit de la façon la plus formelle aux S.A. ou aux S.S. d'avoir des rapports de quelque sorte que ce soit avec la Reichswehr.

La Reichswehr, de son côté, fait paraître un règlement interdisant l'accès des nationaux-socialistes à quelque poste que ce soit dans l'armée, y compris comme travailleurs dans les arsenaux ou dans les fabriques de munitions. Elle justifie cette attitude par la constatation que le parti nazi s'est donné pour tâche de renverser le régime constitutionnel du Reich allemand.

En juillet 1926, Hitler confie le commandement des S.A. à l'ex-capitaine Franz Pfeffer von Salomon, ancien adjoint de Röhm, originaire de la Ruhr, ancien chef de corps francs. Après la révolte de Kapp, Pfeffer avait été poursuivi par la justice allemande pour participation à des assassinats politiques et condamné par un tribunal militaire français pour actes de sabotage. Personnalité beaucoup moins marquante que Röhm, il réussit toutefois à donner aux S.A. une certaine autonomie à l'égard du parti. Son activité est utile à Hitler jusqu'en 1930: il sait recruter pour la S.A. dans tous les milieux.

Une des découvertes de Pfeffer est Edmond Heines qui, après avoir combattu les communistes dans les pays baltes, a participé au coup d'Etat de Kapp. En 1920, à l'âge de 22 ans, Heines a rallié le corps franc de Rossbach. Chargé du trafic d'armes clandestin, il a abattu, sur l'ordre de Rossbach, un jeune ouvrier agricole, Schmidt, qui voulait dénoncer le trafic à la police. Dépravé et foncièrement indiscipliné, Heines se révolte bientôt contre l'autorité de Hitler qui l'expulsa en 1927 du parti et des S.A. En 1928, le meurtre de Schmidt, jusque-là demeuré secret, fut divulgué par un complice. Heines passa en cour d'assises et fut condamné à une peine de prison, bien qu'il ait fait alors figure de héros de la lutte nationaliste. Hitler pardonna au héros. Il obtint même sa libération en le faisant élire au Reichstag, en 1930.

Echec hitlérien aux élections de 1928

Du 19 au 21 août 1927 se tint à Nuremberg le III^e Congrès national du N.S.D.A.P. La vieille capitale de la Franconie va être désormais le siège de tous les congrès nazis. Vêtu pour la première fois de la chemise brune, arborant la Croix de fer, l'insigne du parti, le brassard à croix gammée, debout dans une Mercedes, Hitler présida, dans les rues de Nuremberg, le défilé de vingt mille hommes de la S.A. qui le saluèrent le bras tendu. Au cours de ce congrès, une association de lutte pour la civilisation allemande fut fondée, sous la direction d'Alfred Rosenberg. Il fut mis au point également un système de collecte, le *Reichsopfer Ring*, dont on attendait la réunion de moyens financiers plus importants que ceux dont le parti avait disposé jusqu'alors. Le congrès émit enfin le vœu de voir convoquée une commission chargée d'étudier les questions syndicales.

A l'automne de 1927, Hitler réorganisa une nouvelle fois les structures du N.S.D.A.P. La propagande fut désormais confiée à un service autonome. A partir de décembre 1929, Joseph Goebbels assumera la direction de ce service.

Mais si Hitler était parvenu à redonner de l'élan au N.S.D.A.P., à le structurer solidement, à assumer à sa tête des pouvoirs dictatoriaux, à augmenter régulièrement le nombre de ses membres, il n'en était pas moins vrai que, sur le plan politique national, Hitler et le N.S.D.A.P. ne comptaient guère.

Les élections de mai 1928 furent un échec pour Hitler et son parti. Hitler n'obtint que huit cent dix mille voix tandis que les sociaux-démocrates (le parti socialiste) bénéficiaient du soutien de neuf millions cent cinquante mille électeurs et électrices. Le N.S.D.A.P. ne comptait que douze députés au Reichstag, sur quatre cent quatre-vingt-onze sièges. Par ordre d'importance, il était le neuvième et dernier parti de l'assemblée. Parmi ses élus, on remarquait Goering, Goebbels, Strasser, Frick et le général von Epp. L'ex-Autrichien Hitler n'avait pu être candidat, n'étant pas encore citoyen allemand.

L'Alliance avec les grands capitalistes

Mais le problème des réparations dues aux Alliés empoisonnait la vie du gouvernement Stresemann. La question fut alors portée devant un Comité d'experts présidé par le banquier américain Owen D. Young. Après de laborieuses négociations, le Comité Young signa, le 7 juin 1929, un rapport d'où il ressortait que l'Allemagne aurait à payer des réparations pendant encore cinquante-neuf ans... Toutefois les paiements annuels fixés étaient inférieurs à la moyenne annuelle déjà payée aux termes du plan Dawes (deux mille cinquante millions de marks par an contre deux mille cinq cent millions). Le total était également moins élevé que les 132 milliards de marks-or réclamés par les Alliés, et le contrôle international de l'économie allemande, établi par le plan Dawes, devait être aboli.

Les partis de droite se déchaînèrent aussitôt contre le plan Young. La campagne dirigée par une éminente personnalité de l'économie allemande: Alfred Hugenberg, chef du parti des nationaux-allemands (droite), qui contrôlait un des plus importants trusts de journaux, une agence de presse, une agence de publicité, une série d'établissements financiers et régnait sur l'U.F.A., la plus grande compagnie de production cinématographique d'Allemagne. Hugenberg voulait, en recourant à un référendum, s'opposer à la ratification du plan Young. Mais où trouver l'homme capable, par son dynamisme et son éloquence, de soulever vingt et un millions de votants contre cette ratification?

On parla à Hugenberg de Hitler. Une rencontre fut décidée. Elle fut organisée discrètement dans le petit salon particulier d'un club nationaliste de Berlin. Hitler déclara à Hugenberg:

«Je veux la direction absolue de la campagne et la disposition sans contrôle des fonds nécessaires.»

Hugenberg accepta mais exigea en contrepartie que certains nazis, dont Gregor Strasser et Feder, cessent leurs attaques contre le capitalisme. Hitler accepta à son tour. A la suite de cet accord, un «Front national» étant formé entre nationaux-allemands de droite et nationaux-socialistes, nombre de grands financiers et d'importants industriels aidèrent puissamment le parti nazi. Les grandes banques, elles aussi, satisfaites de l'attitude nouvelle de Hitler, subventionnèrent à leur tour le N.S.D.A.P.

La grande crise économique et le chômage

Mais, plus encore que le soutien financier des grands capitalistes, la crise économique de 1929 va puissamment aider Hitler. La conséquence en sera en effet le chômage massif qui condamnera des millions de familles à la misère, à la faim et au désespoir.

La mort de Stresemann le 3 octobre 1929 marqua la fin de l'époque euphorique de redressement économique de l'Allemagne. Le drame était à la porte.

C'est à New York, on le sait, que commença la crise qui allait ébranler l'Allemagne. Le 17 octobre 1929, ce fut le «jour noir de Wall Street». Le 24, ce fut l'effondrement boursier international. Or la pierre angulaire de la prospérité allemande était constituée par les emprunts à l'étranger, principalement en Amérique, et par le commerce international. Quand le flux des prêts étrangers se tarit et qu'arriva le moment où il fallut rembourser les premiers emprunts, les finances allemandes furent incapables de faire face. Lorsque le commerce mondial se ralentit, à la suite du marasme général, l'Allemagne ne parvint plus à exporter suffisamment pour payer ses importations indispensables de matières premières et de vivres. Sans exportations, l'industrie allemande ne pouvait en outre faire tourner des usines et sa production tomba presque de moitié entre 1929 et 1932.

Tout naturellement, le chômage crût en Allemagne d'une façon catastrophique. Les chômeurs passèrent de deux millions six cent mille, en septembre 1929, à cinq millions huit cent mille en novembre 1932; en 1933, ils seront près de sept millions. Et, tout naturellement aussi, les désespérés, tenaillés par la faim et la peur, allaient voter pour les partis extrémistes: les nazis et les communistes.

Premier triomphe hitlérien

Grâce aux moyens fournis par Hugenberg et les grands capitalistes et grâce aussi aux circonstances favorables — chômage croissant, paupérisation de la petite bourgeoisie, etc. — le N.S.D.A.P. grandit rapidement. Alors que, au cours de l'été 1929, il comptait cent vingt mille membres, il en réunissait déjà deux cent dix mille en mars 1930. Les S.A. croissaient également: dès la fin de 1929, ils étaient cent mille, autant que l'effectif total de la Reichswehr!

Müller avait succédé à Stresemann, puis Brüning à Müller. La crise persistait. En juillet 1930, le chancelier Brüning commit une imprudence en dissolvant le Reichstag qui s'était opposé à son programme fiscal. Les nouvelles élections vont se dérouler le 14 septembre. Elles consommeront le triomphe qui, du jour au lendemain, fera de l'agitateur Hitler un chef d'Etat possible.

Le N.S.D.A.P. récolta en effet six millions quatre cent six mille voix et cent sept mandats, se plaçant tout de suite après le S.P.D. (socialiste), premier parti du Reich, qui en avait cent quarante-trois. Derrière venaient les communistes avec quatre millions cinq cent mille suffrages et soixante-seize sièges. Un succès communiste lors d'élections prochaines était donc du domaine du possible. Le centre s'éparpillait en de nombreux groupes et les nationaux-allemands ne récoltaient plus que deux millions et demi de voix. Hitler avait donc par surcroît vaincu Hugenberg. Les cinq millions et demi de voix gagnées sur 1929 par le N.S.D.A.P. provenaient pour environ huit cent mille des partis modérés, pour près de un million trois cent mille du Casque d'acier et des nationaux de Hugenberg; les trois millions restant venaient, d'une part, des anciens abstentionnistes (le pourcentage des votants ayant été beaucoup élevé) et surtout, d'autre part, des nouveaux électeurs: en deux ans et demi le corps électoral s'était accru de plus de trois millions de jeunes Allemands parvenus à l'âge du vote. L'explication de ce succès hitlérien était donc moins dans le chômage et le soutien financier des industriels que dans la conquête hitlérienne de la jeunesse.

L'attrait du nazisme pour les jeunes

Ernst Niekisch, qui devait subir huit longues années d'emprisonnement par les nazis, écrira très justement:

«La jeunesse se résigne rarement à un sort obscur; cette génération d'après-guerre n'acceptait pas non plus la résignation. L'état d'esprit révolutionnaire convient toujours à la jeunesse; c'est le tribut habituel que l'homme en devenir paie à sa période de puberté. Or les états d'âme révolutionnaires de la génération d'après-guerre ne manquaient pas de méchanceté. La jeunesse voulait le chambardement; tant qu'elle ne possédait aucune propriété, elle se plaisait dans des attitudes socialistes. Il est vrai que son socialisme était à durée limitée. Il ne devait pas durer au-delà du moment où elle aurait réussi à posséder des biens privés. Ce chambardement auquel elle

«Ce *Lumpenproletariat* se laissait exciter contre les couches ouvrières qui avaient encore une conscience de classe, parce qu'elles se considéraient comme prolétariat exploité, contre les partis prolétariens, contre les syndicats et leurs dirigeants. Hitler saisit la balle au bond. Quand il promettait pour midi une soupe gratuite et pour le soir une chope de bière également gratuite, il lui était loisible de remplir ses colonnes d'assommeurs avec ces prolétaires en guenilles; il trouvait ici autant de clients qu'il voulait. Quand, après 1928, le chômage prit des proportions catastrophiques, les misérables accouraient de toutes parts à ses manifestations. Ils constituaient les dépôts de recrutement où il allait chercher le simple S.A. Les *Lumpenproletarier* devinrent les gardes qui permirent de battre en brèche les rangs du prolétariat; ils étaient la «souche ouvrière» qui autorisait Hitler à parler aussi en qualité de «dirigeant ouvrier», au nom de la classe ouvrière. Sous le commandement des *Lumpenproletarier* d'origine plus élevée, les *Lumpenproletarier* des couches ouvrières se laissèrent conduire dans les sections d'assaut (S.A.) et les sections de sécurité (S.S.), contre la classe ouvrière marxiste, consciente de sa classe.»

Le retour de Röhm et la réorganisation de la S.A.

Après les élections du 14 septembre, la route du pouvoir est donc entr'ouverte à Hitler. Le Führer sent la nécessité de développer et de structurer désormais fortement ses S.A.

Le 1^{er} octobre 1930, Hitler adresse un appel pressant à Röhm qui se trouve toujours en Bolivie. Röhm est sur le point d'être promu conseiller au ministère de la Guerre, à La Paz. Mais, lorsqu'il reçoit l'appel du Führer, il abandonne tout pour regagner l'Allemagne.

Le 5 janvier 1931, Röhm est nommé chef d'état-major des S.A. et des S.S., ce qui lui donne la haute main sur toutes les troupes organisées du parti. Aussitôt, il procède à une refonte complète des sections d'assaut.

Les S.A., poussées à la diable, sont ramenées partout à un type uniforme. Quatre à douze hommes constituent une escouade (*Schar*). Trois à six escouades forment une section (*Trupp*). Quatre sections forment une compagnie (*Sturm*), commandée par un capitaine assisté d'un officier instructeur. Trois à cinq bataillons (*Sturmbann*) constituent un régiment (*Standarte*), dont les effectifs varient de mille à trois mille

visait se fondait sur une idée primitive. Elle voulait chasser des places établies la vieille génération, ainsi que les responsables des syndicats et des partis, pour s'y installer elle-même. Cette génération d'après-guerre donnait l'assaut au vieux monde avec une vigueur qui montrait qu'elle avait parfaitement saisi toute l'importance de l'assiette au beurre. Derrière l'ardeur de l'idéalisme juvénile se dessinait la réalité: le jeu brutal des jeunes coudes.

» Cette jeunesse sentait qu'en Hitler elle avait trouvé son homme. Les explosions recherchées par le national-socialisme ne devaient pas détruire l'ordre existant, elles devaient simplement désarçonner certaines personnes. Tout le tapage anti-bourgeois de cette jeunesse ne faisait que camoufler son impatience d'attirer à elle les prébendes offertes par l'Etat et par l'économie capitaliste. Il n'était nullement question de scier les branches de la société capitaliste puisqu'on entendait s'y installer soi-même. La jeunesse bourgeoise pressentait que, grâce à Hitler, elle allait pouvoir avant de vieillir escalader les postes les plus élevés. Les situations de président directeur général, de conseiller ministériel étaient promises à des hommes de 25 ans ou de 30 ans. On pouvait espérer, avant d'avoir atteint sa majorité, avoir une voiture, une maîtresse et une villa sur les bords du lac Walchaen. La jeunesse bourgeoise donnait au mouvement hitlérien son élan en contrepartie, ce dernier lui promettait des traitements, des titres, du butin. En conséquences de quoi, la jeunesse bourgeoise était entraînée à exercer le métier d'une jeune gouape usurpatrice de fonctions comme si cette pratique était l'émanation d'une éthique socialiste et l'accomplissement d'une mission nationale. Ainsi le mouvement hitlérien atteignait progressivement à une étendue sociale, source d'espoir de tous ceux qui, ayant besoin de renflouer leurs barques, croyaient enfin avoir trouvé le courant qui les emporterait... »

Le Lumpenproletariat, vivier de la S.A.

Qu'on ne s'y trompe pas, cependant: la jeunesse bourgeoise dont il est question n'était que rarement une jeunesse nantie. C'était dans son immense majorité une véritable foule de jeunes gens misérables de la petite bourgeoisie ruinée, ce que l'on a appelé le prolétariat en guenilles (*Lumpenproletariat*), troupe de choc prête à combattre les ouvriers marxistes. Ernst Niekisch écrira encore:

hommes. Trois régiments constituent une brigade (*Untergruppe*). Quatre à sept brigades constituent une division (*Gruppe*).

Le territoire allemand est divisé par Röhm en vingt et une régions qui correspondent chacune à une division. Ces groupes sont commandés soit par d'anciens chefs de corps franc, soit par des jeunes gens qui se sont distingués du fait de leur énergie et de leurs dons de réalisation ou qui ont été promu au grade de général par la faveur de Röhm: Peter von Heydebreck, qui a perdu un bras en Argonne, commande la division de S.A. de Poméranie; Schneidhüber, celle de Bavière; Wilhelm Schmidt, celle de Munich; Karl Ernst, celle de Berlin. La division du Hanovre est commandée par le lieutenant-colonel de réserve Victor Lutze; celle de Westphalie, par Schettmann; celle de Prusse orientale, par Litzmann; celle de Saxe, par Hans Hayn, etc.

Les qualités principales des S.A. doivent être l'esprit offensif et la mobilité, ce qui ne s'obtient qu'au prix d'une discipline très sévère. Plus la lutte pour le pouvoir se prolonge et plus les S.A. sont astreints à un service rigoureux. Dès 1930, les membres des sections d'assaut sont convoqués quatre ou cinq fois par semaine pour des défilés de propagande ou pour assurer la protection des réunions publiques. Aussi faut-il créer bientôt une réserve de S.A. (ou S.A.R.) qui comprend les miliciens âgés de plus de 35 ans et ceux que leur travail empêche de prendre part à toutes les manifestations du parti.

Une grande réussite d'organisation

Au fur et à mesure que s'accroissent les effectifs, les uniformes acquièrent leur style définitif. On voit apparaître au col des écussons aux couleurs des provinces auxquelles appartiennent les unités et des chiffres au numéro des bataillons. En 1931, le numérotage par bataillon disparaît et les *Standarten* reçoivent les numéros correspondants des régiments de l'ancienne armée impériale.

Parallèlement à ce travail de réorganisation et de recrutement, Ernst Röhm centralise les organes de commandement. L'état-major des S.A. comprend alors tout un ensemble de services indépendants de ceux du parti: services de la direction, du personnel, de la justice et de l'hygiène; sections d'état-major, de l'instruction et de l'administration; enfin école de cadres ou *Reichsführerschule*.

Ainsi s'édifie, sous l'impulsion de Röhm, une immense armée politique qui comptera en 1933 plus de trois cent mille hommes, financée et entretenue par des moyens privés, une armée dont les adversaires les plus acharnés du national-socialisme, tel Konrad Heiden, devront reconnaître eux-mêmes «qu'on peut la considérer dans l'ordre de l'organisation comme une des plus grandes réussites des temps actuels».



La nuit des longs
couteaux



**La mise au pas
d'une nation**



Au lendemain de la prise du pouvoir par Hitler chacun s'interroge: va-t-on assister à l'affrontement violent de la révolution brune et de la révolution rouge? Comme le note Jacques Benoist-Méchin: «Une sorte de grondement souterrain qui s'enfle et se propage semble annoncer la venue d'une déflagration épouvantable.» Car, si la marée brune semble tout submerger, il est évident que les communistes n'ont pas dit leur dernier mot. Le pays compte plus de six millions de chômeurs; près de six millions d'électeurs sont communistes; au Parlement les communistes occupent cent sièges.

Préparation d'un putsch communiste?

A l'heure même où Hitler, d'une fenêtre de la chancellerie, saluait le défilé des nazis porteurs de torches qui célébrait sa victoire du 30 janvier 1933, la *Ligue de combat antifasciste* adressait à tous ses membres un *ordre d'alerte* ainsi rédigé:

«Le nouveau gouvernement a été constitué aujourd'hui à midi. Les circonstances actuelles nous imposent une vigilance extrême. En conséquence, nous ordonnons ce qui suit:

»1. — Tous les échelons de la fédération de combat et les formations d'autoprotection des masses rouges doivent être mises, jusqu'à nouvel ordre, en état d'alerte;

»2. — Tout le matériel d'organisation, dont on a encore besoin, doit être mis en sûreté. Les camarades doivent cacher leurs cartes de membres;

»3. — En cas d'interdiction de l'organisation, celle-ci subsistera clandestinement;

»4. — Il faut établir d'urgence le contact avec les équipes et les divisions de la *Bannière d'Empire*, qui est également alertée, leur dire où ils peuvent nous trouver et que nous sommes prêts à marcher avec eux contre les fascistes.

»Cette circulaire est à détruire immédiatement après en avoir pris connaissance et en avoir discuté les modalités d'exécution avec la direction régionale compétente.

»Tous prêts à l'assaut!

»La direction fédérale du district.»

Nous avons dit que Goering (c'était le 2 février) avait interdit toutes les réunions et démonstrations communistes. Quelques jours plus tard, des perquisitions faites au siège du parti communiste, la *Maison Karl Liebknecht*, révèle l'existence de locaux secrets. On découvre dans ces locaux un grand nombre de documents. Ils prouvent que le soulèvement communiste est proche. Le signal sera donné par l'assassinat de Hitler lorsqu'il se rendra en Rhénanie, pour sa prochaine tournée électorale.

Aussitôt après l'assassinat de Hitler, les groupes de combat s'empareront des stations d'émissions de radio de la région, d'où l'appel aux armes sera lancé au prolétariat. Au même moment, dans la même région, les grands services publics et entreprises seront paralysés par des grèves; les ponts, les casernes, les postes de police occupés. Le Comité révolutionnaire établira ses quartiers généraux dans deux villes de la Ruhr, à Düren et à Crefeld. Tandis que les formations rouges se rendront ainsi maîtresses de la Ruhr, une seconde insurrection éclatera en Haute-Silésie; puis une troisième à Hambourg. Enfin, les différents mouvements insurrectionnels convergeront vers Berlin où ils proclameront l'avènement de la République soviétique allemande.

Les perquisitions faites dans tout le Reich, entre le 14 et le 20 février, indiquent que les ordres lancés dans ce sens par le Comité central du parti communiste sont parvenus en province dès le 13. Dans diverses régions, la police met la main sur des dépôts d'armes et de munitions qui servent d'entrepôts

secrets aux groupes de combat rouges. A Altona, par exemple, près d'Hambourg, une dénonciation permet de saisir 70 mitrailleuses, 400 fusils, plus de 2000 revolvers et un grand nombre de bouteilles remplies de liquides incendiaires.

L'ordre d'alerte communiste

Le 25 février, les groupes d'autoprotection communistes sont directement rattachés à la direction de la *Ligue des combattants du Front rouge*. Cette fusion dote le parti communiste d'une structure de combat pourvue d'une direction unique, à la fois politique et militaire.

Le 26 février, la direction de la *Ligue des combattants du Front rouge* adresse à toutes ses sections un *ordre d'alerte suprême*:

«A tous les états-majors de division!

» Notre organisation, et avec elle toute la vaillante classe ouvrière, se trouvent placées à présent devant sa tâche décisive: du courage, de l'audace et de la décision! Il s'agit non seulement d'ériger un large rempart de masse pour la défense du parti communiste allemand et les droits de la classe ouvrière, mais aussi de déclencher un puissant assaut de masse contre la dictature fasciste. Dans ce moment décisif, la direction centrale compte que chaque chef et chaque camarade donneront le maximum de leur force et sacrifieront même leur vie dans la lutte pour le triomphe de la classe ouvrière.

» Pour ces raisons, nous ordonnons ce qui suit:

» 1. — Toute organisation se trouve en état permanent d'alerte.

» 2. — Toute discussion, toute réunion sont interdites. Seuls comptent les ordres de la direction centrale transmis par les chefs. Celui qui n'obéit pas aveuglément est un traître.

» 3. — Organisez la défense des quartiers ouvriers. Etablissez un service de patrouilles et de gardes. Veillez à ce qu'il y ait partout des remplaçants pour les chefs. Faites un rapport sur tout ce que vous observerez, par la voie la plus rapide.

» Chefs et camarades! Déployez la bannière de notre action de masse! En avant aux postes de combat les plus avancés! Montrez que vous êtes des combattants et que si la révolution l'exige vous saurez aussi mourir en héros!

» Indissolublement unis à tous les chefs et camarades par ce serment solennel: En avant! Vive notre victoire!

» La direction centrale.»



Défilé de S.A. devant Hitler, en 1934.
B.N. Collection Monde et Caméra.

Dans un manifeste du 17 février, Goering a déclaré :

«Je compte sur toutes les autorités de police pour créer et maintenir les meilleurs rapports avec les associations des partis nationaux dans les rangs desquels on trouve les forces de renouveau politique les plus importantes. En outre, toute forme d'action de propagande à but national doit être totalement soutenue. En revanche, il y a lieu de s'opposer par les moyens les plus énergiques aux activités des organisations hostiles à l'Etat.»

En effet, pour les chefs nazis, le temps presse. De nouvelles élections vont se dérouler le 5 mars. Ils ne se pardonneraient pas de laisser échapper la victoire électorale à leur portée mais, en dépit des moyens mis en œuvre, le danger d'un échec électoral subsiste pour eux. Les observateurs pensent que la majorité des deux tiers, dont les nationaux-socialistes ont besoin pour gouverner avec les pleins pouvoirs, ne sera pas atteinte. Avec à leur tête Thaelmann et Torgler, les communistes, eux seuls, peuvent encore s'ériger en antagonistes directs et en compétiteurs.

Alors? Les chefs nazis doivent frapper un grand coup, éliminer d'une manière ou d'une autre les communistes. Mais comment? Où? Quand?

L'incendie du Reichstag

Berlin, 27 février 1933, lendemain de l'ordre d'alerte communiste. Il fait toujours un froid intense. Il a un peu neigé la veille. Un manteau de glace couvre la capitale. Entre 21 h. 05 et 21 h. 14, le feu se déclare au Reichstag. Ce n'est bientôt qu'un cri dans Berlin: «Le Reichstag brûle!»

Il ne s'agit pas d'un petit incendie. Crépitant et rugissant, le feu se développe à une vitesse et avec une ampleur également extraordinaires. Déjà les voitures de pompiers, toutes sirènes mugissantes, et les camions bourrés de *Schupos* foncent à tombeau ouvert à travers la nuit berlinoise, convergeant vers le palais du Parlement.

Il est 21 h. 23 quand un premier pompier, Fritz Polchow, se lance sur une échelle à quatre étages pour tenter de pénétrer par le toit à l'intérieur du Reichstag. Son chef, Puhle, et son camarade Wiese le suivent.

A 21 h. 27, un fracas de vitres brisées: les deux plafonds vitrés de la coupole viennent de s'effondrer. Puis une formidable explosion retentit: à soixante-quinze mètres du sol le

toit vitré de la coupole se désintègre lui-même, sous la poussée des flammes.

Le spectacle est fantastique. Pompiers et policiers en sont cloués de stupeur. «Une flamme gigantesque qui montait droit vers le plafond, dira un témoin; elle ne dégageait aucune fumée et avait un bon mètre de large sur des dizaines de mètres de hauteur...» La pression des flammes a été telle que, plus tard, on retrouvera tordues vers le haut les traverses qui supportaient les deux plafonds vitrés. A travers l'espace désormais béant de la coupole, un tourbillon de flammes s'élève avec violence dans le ciel. Les lueurs fauves du brasier sont visibles à dix kilomètres de la capitale.

A 21 h. 35, vêtu d'un grand manteau de fourrure à poils ras, coiffé d'un chapeau mou noir, Hermann Goering arrive sur les lieux, venant de son bureau du ministère de l'Intérieur de Prusse, Unter den Linden.

«C'est une gigantesque cochonnerie!» s'exclame-t-il.

Crime communiste? Crime nazi?

Il ajoute, tourné vers son ami intime Ludwig Grauert, nouveau directeur de la Sécurité:

«Incendie volontaire!»

Et pour qu'on ne s'y trompe pas:

«Un crime communiste!»

Ce sera le mot d'ordre de la propagande du Dr Goebbels. A quoi les adversaires du nazisme répliqueront aussitôt:

«Ce sont les S.A. qui ont mis le feu! C'est Goering qui en a donné l'ordre!»

Celui-ci s'en défendra toujours, même au procès de Nuremberg (où pourtant il n'était plus à un crime près!), en public comme en privé. Les témoignages de Hermann Rauschning, ancien président du Sénat de Dantzig, et du général Franz Halder, ancien chef de l'état-major général de l'armée, ne résistent pas à un examen attentif des circonstances dans lesquelles ils rapportent les propos de Goering se vantant d'être l'auteur de l'incendie.

De même, tous les documents antinazis qui circulèrent sur ce sujet, à partir de 1933, apparaissent aujourd'hui comme autant de faux.

Alors? Si ce n'est pas Goering, est-ce Goebbels, comme l'affirme Otto von Heydebreck? Est-ce à la fois Hitler, Goering, Goebbels et Himmler, comme l'affirme l'ex-nazi ami

de Hitler, le très suspect fils d'éditeur d'art munichois «Puzzi» Hanfstaengl? Toutes les enquêtes effectuées depuis 1945 sur l'incendie ne révèlent rien de probant. Il est seulement probable, sinon certain (car «à qui peut profiter le crime?»), que certains chefs nazis «manipulèrent» Marinus van der Lubbe qui, inconstestablement, incendia le Reichstag. Fut-il le seul criminel? C'est tout le problème, mais cela reste un mystère. Qui saura jamais ce qui se passa réellement? Ceux qui vraiment connaissaient la vérité sont tous morts.

La réaction de Hitler

Lorsque, à 22 heures, Hitler arrive sur les lieux, en compagnie du boitillant D^r Goebbels, il est sanglé dans son vieil imperméable sans couleur et tient son chapeau mou à la main.

Selon le pompier Polchow: «Hitler, une main enfoncée dans son imperméable, tête baissée, tournait en rond. Il avait l'air de réfléchir. Il hochait la tête. Il avait l'air de recevoir des condoléances. Autant Goering paraissait agité, autant Hitler semblait froid et compassé. Cette différence entre leur comportement me surprit.»

Selon Rudolf Diels, «Hitler était blême et courroucé...» Il aurait déclaré à l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Horace Rumboldt: «C'est le début de l'insurrection communiste, ils vont déclencher la bagarre. Il n'y a pas une minute à perdre. » Plus de pitié, qui se met sur notre chemin sera abattu... » Chaque fonctionnaire communiste sera tué là où on le trouve. » Les députés communistes devront être pendus cette nuit même... Pas de pitié non plus pour les sociaux-démocrates... »

Est-ce une comédie ou Hitler croit-il sincèrement que les incendiaires sont communistes?

Le journaliste anglais Sefton Delmer l'aurait entendu dire: «Dieu fasse que ce soit l'œuvre des communistes!»

Et, toujours selon le journaliste anglais, Hitler se serait écrié devant Franz von Papen:

«C'est un signal donné par Dieu, monsieur le vice-chancelier!... Si cet incendie est, comme je le crois, l'œuvre des communistes, nous devons écraser cette peste mortelle avec un poing de fer.»

Rien ne permet de dire que Hitler ait donné l'ordre d'incendier le Reichstag. Il est vrai que, dès 1925, dans *Mein Kampf*, il a dénoncé le Reichstag comme le type de monument bon marché, hideux et inutile. Il est vrai que, à plusieurs reprises,

il a dit qu'il détestait cette «institution juive», que «plus vite on brûlera cette boîte de bavards, plus vite le peuple allemand sera libéré des influences étrangères».

Selon un rapport du chef S.A. Peter von Heydebreck, au cours d'un rassemblement des S.A. et des députés nationaux-socialistes, en décembre 1932, Hitler se serait exclamé :

«Nous n'avons rien à chercher dans cette maison maudite vouée à la destruction. Je l'ai déjà écrit et je le répète, ce palais est bon pour des têtes de plâtre mais pas pour des députés d'une Allemagne ressuscitée.»

Mais la réaction de Hitler, le soir de l'incendie, paraît l'innocenter. Ses lieutenants auraient-ils agi sans lui en référer ? C'est possible pour Goering, assez puissant pour cela, et sachant qu'il serait couvert par le Führer dont il comblerait les vœux. Ce n'est pas possible pour Goebbels, si ce n'est en accord avec Goering. Le petit docteur boiteux ne pouvait agir seul. Les autres chefs nazis ? Aucun, pas même le tout puissant chef de la S.A., Röhm, n'aurait pris une telle décision de son propre chef. Quant à Himmler, accusé par Hanfstaengl, le charger de ce crime n'est pas sérieux. A cette époque, le chef de la S.S. n'était que le pâle et diligent factotum du Führer, à Munich (nous y reviendrons). Sa puissance était nulle en dehors de la Bavière. Il ne mettait pratiquement pas les pieds à Berlin. Si les S.S. sont mêlés, d'une façon ou d'une autre, à l'incendie du Reichstag, ce ne peut être que sous la direction de leur chef berlinois Kurt Daluege, moins le subordonné de Himmler que l'homme à tout faire de Hermann Goering.

Il est évident que de fortes présomptions de culpabilité pèsent sur les nazis. Mais l'hypothèse d'une machination communiste n'est pas à exclure. En affirmant que les S.A. ont mis le feu au Reichstag, les communistes peuvent escompter susciter l'indignation de la nation allemande, rallier les voix de très nombreux démocrates de gauche et déplacer contre les nazis les voix du centre et même de la droite traditionnelle. L'habile exploitation de ce crime pourrait être déterminante pour les élections. Hitler ne s'y est pas trompé lorsqu'il s'est exclamé :

«Dieu fasse que ce soit l'œuvre des communistes!»

Avec le Reichstag, brûle la constitution de Weimar

Quoi qu'il en soit, les nazis, disposant de tous les moyens de propagande, sont parvenus à exploiter l'événement à leur profit. Il faut remarquer que la date de l'incendie a été parfaitement choisie par les instigateurs, qu'ils soient nationaux-socialistes ou communistes: pas trop tôt, pour que l'effet de ce coup de théâtre ne soit pas émoussé quand on votera le 5 mars; pas trop tard, pour laisser le temps à la propagande de produire le choc psychologique recherché.

Le Reichstag brûle. C'est le parlementarisme qui disparaît dans ce brasier, ce sont les derniers pans de murs de la constitution de Weimar qui s'abattent avec fracas. Les longues flammes rouges annoncent en vérité la révolution nationale-socialiste qui va se déchaîner sur l'Allemagne.

«Et voici que déjà, dans toute cette fureur, écrira H. B. Gisevius, s'annonce l'ordre nouveau: des puissances redoutables, jusqu'ici inconnues, surgissent comme liées aux forces naturelles, et vont s'imposer sans que rien puisse leur résister. Une telle constatation en dit long, infiniment plus long au peuple consterné, que ne pourront lui en apprendre tous les rapports circonstanciés de la police sur l'incendie.»

Exploitation politique et répression

Car cet attentat d'une exceptionnelle audace, cet extraordinaire acte de terrorisme stupéfie les esprits, frappe d'inertie les volontés.

Et Goering ne perd pas de temps. Il va pour Hitler en tirer profit au maximum. Le soir même, il se lance à corps perdu dans l'exploitation politique de l'attentat. Les communistes sont accusés d'être «les ennemis avérés de l'Etat».

Hitler, dès le lendemain, amène le vieux président de la République, Hindenburg, à signer un décret «pour la protection du peuple et de l'Etat» qualifié de «mesure défensive contre les actes de violence commis par les communistes».

La portée de ce décret est grande car il suspend, en fait, les garanties de liberté individuelle, restreint non seulement la liberté personnelle et la liberté d'expression mais aussi la liberté de la presse, les droits d'assemblée et d'association. Il permet le viol du secret des communications postales, téléphoniques et télégraphiques, les perquisitions domiciliaires,

les mandats de confiscation et même les restrictions à la propriété...

La répression s'abat sur le Reich entier. Tous les membres du Comité central du parti communiste allemand tombent dans le filet; Ernst Thaelmann et Ernst Torgler les premiers. Quatre mille chefs communistes et six mille fonctionnaires du parti communiste sont jetés en prison, fusillés, expédiés dans des camps. Le parti social-démocrate et les organisations syndicales sont disloquées...

Dès juillet 1930, le député nazi Wagner avait lancé cet avertissement au peuple allemand: «Le parti national-socialiste ne laissera personne dormir en paix avant d'avoir obtenu le pouvoir sans restriction!»

Le mécanisme de l'asservissement et de la destruction de l'opposition est maintenant en marche.

Triomphe nazi aux élections

Les élections du 5 mars marquent un succès retentissant pour les nazis. Ils recueillent dix-sept millions trois cent mille voix et deux cent quatre-vingt-huit sièges au Reichstag. Papen et Hugenberg, qui ont constitué de leur côté un «Bloc de combat noir-blanc-rouge», sont cruellement battus: ils n'obtiennent que trois millions cent mille voix et cinquante-deux sièges. Cependant, les communistes emportent encore quatre millions sept cent cinquante mille voix, ce qui leur donnerait, en principe, quatre-vingt-un sièges. Mais, leur parti ayant été déclaré illégal, aucun siège ne leur sera attribué dans le nouveau parlement. De ce fait, le pourcentage des sièges nationaux-socialistes atteint cinquante-deux pour cent du total parlementaire, la majorité absolue. Ils peuvent donc gouverner sans l'appoint des autres partis. La même proportion se retrouve au Landtag de Prusse où les nazis obtiennent deux cent onze sièges sur trois cent quatre-vingt-douze.

Au soir du 5 mars, le vieux maréchal Hindenburg, sortant de la réserve qu'il a observée jusqu-là, avoue à Hitler «qu'au fond le jeu parlementaire lui a toujours été antipathique et étranger et qu'il est enchanté de le voir mettre un terme à cette foire».

Consécration à Potsdam

L'ouverture du nouveau Reichstag est fixée au 21 mars. Cette inauguration doit être précédée d'une cérémonie solennelle qui se déroulera à Potsdam, dans la chapelle de la garnison.

Comme l'écrira Jacques Benoist-Méchin: «Tout est symbolique dans cette cérémonie à laquelle assistent, au milieu d'un grand déploiement de forces, l'ancien Kronprinz, le maréchal Hindenburg et Adolf Hitler.

«Symbolique le choix de la date, car c'est le 21 mars 1871 que Bismarck a inauguré le premier Parlement du Deuxième Reich. Symbolique le choix de l'endroit car, si c'est à Versailles que le chancelier de Fer a fondé l'Empire, et à Weimar que l'Assemblée nationale a proclamé la République, c'est à Potsdam, sur la tombe de Frédéric II, que Hitler et Hindenburg viennent se recueillir, avant d'inaugurer le premier parlement du Troisième Reich. Symboliques ces deux murailles d'hommes qui s'alignent, face à face, dans la cour d'honneur du château: d'un côté, la Reichswehr en *feldgrau*, assermentée au

Il pleut à verse dans la nuit du 20 au 21 mars. Mais le ciel s'éclaircit dès l'aube. Le vent balaye les nuages, sèche les flaques et les pavillons claquent dans le ciel bleu. Le printemps de 1933 commence par une belle journée de soleil.

Un flot de curieux déferle de Berlin vers Potsdam, la ville du Roi-Sergent, père de Frédéric II. Les maisons abondamment pavoisées donnent aux rues un air de fête.

Les députés protestants du nouveau Reichstag assistent au service réformé à 10 h. 30, dans la Nikolaikirche. Hindenburg et les ministres protestants sont également là. Les catholiques entendent la messe dans l'église paroissiale de Potsdam.

Quand les offices religieux sont terminés, la colonne de voitures où a pris place Hitler entre à Potsdam. Les cloches sonnent à toute volée. Les députés se dirigent en rang vers la chapelle de la garnison. Ceux du N.S.D.A.P. ont revêtu l'uniforme des S.A., mais on y voit aussi la tenue noire des S.S. Derrière eux viennent les nationaux allemands portant la chemise verte du *Stahlhelm* (Casque d'Acier). Les députés sociaux-démocrates se sont abstenus; quant aux communistes ils sont soit arrêtés, soit passés à l'étranger, soit disparus dans la clandestinité. Les députés en civil ferment le cortège.

Hitler en haut-de-forme

Hitler paraît, vêtu d'un pantalon rayé, d'une jaquette au revers de laquelle est épinglé l'insigne du parti et, pour la première fois, coiffé d'un haut-de-forme. Il s'avance crispé, regardant à ses pieds, car il craint de trébucher sur les pavés inégaux, ce qui serait interprété comme un mauvais présage. Von Papen, en jaquette élégante, homme du monde jusqu'au bout des ongles, se tient à sa droite. Derrière, marche Hermann Goering en uniforme brun, casquette plate, ceinturon, baudrier, et bottes à éperons d'argent.

La voix d'airain des cloches se mêle aux clameurs de la foule.

Chacun a gagné sa place. Seul le président du Reich manque encore. Mais la cérémonie a été parfaitement organisée. Hitler vient à peine de monter le perron que le maréchal Hindenburg paraît. Le chancelier, entouré du clergé en soutanes noires, reçoit le président. Hindenburg a revêtu son vieil uniforme *feldgrau*. Le grand cordon de l'Aigle Noir, ordre fondé par le Grand Frédéric, barre sa poitrine. D'une main, il tient son casque à pointe; de l'autre, son bâton de maréchal.

Le salut au Kronprinz

Hindenburg entre dans le temple, où il a pénétré pour la première fois comme jeune lieutenant de la Garde, au retour de la campagne de 1866, celle de Sadowa qui a définitivement établi la puissance prussienne face à l'Autriche. Tout le monde se lève. Le Maréchal avance lentement dans l'allée centrale. Parvenu au milieu, il se tourne vers la droite pour s'incliner devant l'ancienne loge impériale. Du bâton, il salue le Kronprinz en uniforme de hussard de la mort, debout derrière le fauteuil vide de son père. Un murmure parcourt l'assemblée; ce geste ne peut avoir qu'une signification; le nouveau régime tend au rétablissement de l'Empire. Guillaume II, au château de Doorn, en Hollande, écoute le reportage qu'assure à la radio Baldur von Schirach et sourit de contentement.

Goering et Goebbels rendent aussi hommage au prince; le premier par le salut hitlérien, le second par un geste assez gauche du bras.

L'organiste joue le choral de Leuthen: *Tous remerciez Dieu*. Hindenburg s'assoit, aidé par Meissner. Hitler, plus blême que jamais, prend place à sa droite.

Les symboles de l'ancienne grandeur

Les rayons du soleil jouent sur les ors des habits et sur les décorations des diplomates, au premier rang desquels on remarque le nonce Orsenigo. Aux piliers ornés de guirlandes pendent les drapeaux des régiments du Grand Fritz. Toute la cérémonie a un caractère frédéricien très accusé. Elle vise manifestement à auréoler le proche III^e Reich, grand rêve nazi, de la gloire d'un passé prestigieux. La maîtrise de la cathédrale de Berlin entonne: *Mon âme loue le Seigneur*.

Lorsque la maîtrise se tait, Hindenburg se lève, chausse ses lunettes, prend le manuscrit du discours que lui tend Meissner et commence à lire.

«Puisse le vieil esprit de cet autel fameux imprégner la génération d'aujourd'hui, dit-il. Puisse-t-il nous libérer de l'égoïsme et des querelles de partis, pour nous rassembler dans la conscience nationale, pour bénir une Allemagne libre et fière et unie...»

La réponse de Hitler est habilement calculée pour s'assurer les sympathies des hommes de l'ancien régime, si brillamment représenté.

«Ni le Kaiser, ni le gouvernement, ni la nation n'ont voulu la guerre... C'est seulement l'écroulement de la nation qui a contraint une race affaiblie à accepter, malgré ses convictions les plus sacrées, la responsabilité de cette guerre...»

Puis, se tournant vers Hindenburg, assis tout raide sur sa chaise à quelques pas devant lui, Hitler poursuit:

«Par un bouleversement sans précédent, dans les dernières semaines, notre honneur national a été restauré et, grâce à votre compréhension, monsieur le maréchal, l'union a été célébrée entre les symboles de l'ancienne grandeur et ceux de la force nouvelle. Nous vous rendons hommage. Une providence protectrice vous place au-dessus des forces neuves de notre nation.»

L'union de l'ancienne Allemagne et de la nouvelle

Puis Hitler, affectant une profonde humilité envers le président qu'il a l'intention de dépouiller de son pouvoir politique avant la fin de la semaine, s'approche de lui, s'incline très bas et lui étreint la main. Sous les éclairs des lampes à magnésium et dans le cliquetis des caméras, grâce aux microphones que Goebbels a placés aux endroits stratégiques, est

enregistrée, pour les yeux et pour les oreilles de la nation et du monde, la poignée de main solennelle du vieux maréchal allemand et du «caporal autrichien», l'union de la nouvelle Allemagne avec celle d'autrefois.

«Après l'étonnant serment prononcé par Hitler à Potsdam, devait écrire par la suite l'ambassadeur de France André François-Poncet qui assistait à la scène, comment de tels hommes — Hindenburg et ses amis les junkers et le baron monarchiste Hügenberg et ses nationaux-allemands, les officiers de la Reichswehr —, comment pouvaient-ils alors ne pas oublier l'appréhension avec laquelle ils avaient assisté aux premiers excès et aux premiers abus de son parti? Pouvaient-ils hésiter, maintenant, à lui accorder leur entière confiance, à satisfaire à toutes ses demandes, à lui accorder les pleins pouvoirs qu'il réclamait?»

Tandis que les assistants commencent à sortir de la chapelle de la garnison, Hindenburg descend dans la crypte, précédé de deux officiers qui portent de lourdes couronnes destinées au cénotaphe de Frédéric II et de son père Frédéric-Guillaume I^{er}. Le Maréchal médite un moment à l'endroit où Napoléon est venu lui aussi méditer. Puis Hindenburg remonte péniblement les marches, en haut desquelles l'attend son secrétaire d'Etat.

Sur la place, devant la chapelle, il salue le Kronprinz et va serrer la main à d'autres maréchaux qui attendent à distance respectueuse. Enfin, il monte dans la tribune pour assister au défilé.

La première séance du nouveau Reichstag

L'ordre du jour de la première séance de travail du nouveau Reichstag, qui s'ouvre dans l'après-midi à l'opéra Kroll, à Berlin, ne comporte qu'un seul article: «Discussion de la loi des pleins pouvoirs présentée par le gouvernement.»

Le N.S.D.A.P. et les S.A. ont pris directement en mains l'organisation de la séance. La salle de l'opéra Kroll, aménagée pour recevoir les députés, offre un aspect assez étonnant. Une profusion de plantes vertes et de lauriers emplît les couloirs d'accès. Il y a des guirlandes de chêne et des drapeaux partout. A l'arrière de la scène, où prend place le bureau, s'étend un énorme pavillon à croix gammée. Des S.A. choisis par le comte Helldorf, chef des S.A. de Berlin, montent la garde dans les couloirs et les vestibules. Ils ne ménagent pas les

remarques sarcastiques et les injures aux députés de l'opposition. Pour eux, les socialistes sont des «traîtres», les catholiques des «canailles vendues au pape!...»... Des S.A. en civil, exécutant les instructions de Goebbels, scandent à l'extérieur, devant des haut-parleurs: «Nous voulons la loi des pleins pouvoirs... ou il y aura du grabuge!» Les diplomates et les journalistes, qui ont pu obtenir des cartes pour les tribunes du public, ont ainsi l'avant goût de ce qui les attend.

Le président Goering ouvre la séance à 14 h. 05. La salle est pleine à craquer. Une foule emplit même le foyer où des haut-parleurs ont été hâtivement installés.

«Camarades!» crie Goering.

Bien que la constitution et le règlement lui fassent un devoir de se tenir au-dessus des partis, il prononce l'éloge funèbre du journaliste, dramaturge et poète national-socialiste Dietrich Eckart, mort en décembre 1923 dont le cinquante-cinquième anniversaire tombe, par hasard, en ce jour.

«Camarades! crie-t-il une seconde fois. Comme si souvent, chantons ensemble *Allemagne éveille-toi!*»

Tous les députés en chemise brune se lèvent. Le Reichstag devrait compter, rappelons-le, 647 membres mais il en manque une centaine: 81 communistes, 9 socialistes et une dizaine d'excusés. Le président du parti social-démocrate, Rudolf Breitscheid, a réclamé la mise en liberté de ses amis. Goering donne à ce sujet la parole au national-socialiste Stoehr.

«Mesdames, messieurs, dit celui-ci, dans sa séance d'hier, la troisième commission s'est occupée de cette demande... Elle vous propose de la rejeter, la majorité estimant qu'il serait inopportun de dépouiller ces messieurs de la protection dont ils jouissent grâce à cette arrestation...»

De grands rires l'interrompent. Le sarcasme plaît aux nazis. La libération est refusée à une très faible majorité. Puis Goering agite sa clochette.

«La parole est à M. le chancelier!»

Pendant une fraction de seconde s'établit un silence de mort.

«Un triple *Sieg heil!* (Salut Victoire) pour notre Führer, crie quelqu'un.»

C'est alors un véritable ouragan. Même dans les tribunes, le public se lève et se joint aux acclamations. Hitler s'avance vers la tribune, parmi une forêt de bras levés. Pour la première fois, il va parler devant le Reichstag.

Comme toujours, des applaudissements hachent son discours. Mais on remarque que seuls quelques nationaux-

allemands joignent les leurs à ceux des nationaux-socialistes. Les députés des autres partis ne manifestent pas.

Hitler reprend ses thèmes alors habituels: «Les quatorze années malheureuses de la république de Weimar», une fois de plus maudite; l'incendie du Reichstag, «tentative manquée dans un plan de subversion de plus grande envergure»; la louange dithyrambique du N.S.D.A.P. «qui a sauvé le peuple allemand»... Mais il met aussi en garde contre le danger bolchevique:

«Ce qui s'est passé est une indication de ce que l'Europe aurait à attendre de la victoire de cette diabolique doctrine de destruction!»

Les nationaux-socialistes couvrent la fin de son discours d'applaudissements et de *Heil!* sans fin.

Les pleins pouvoirs votés par le centre

Le lendemain 22 mars, Hitler dépose sur le bureau du Reichstag un projet de loi *pour l'allègement de la misère du peuple et du Reich*. Il y demande au parlement de lui accorder les pleins pouvoirs pour une durée de quatre ans «afin de sauver la paysannerie allemande de la ruine et d'intégrer les chômeurs dans le circuit de la production».

Dans une brève déclaration devant l'assemblée Hitler dit: «Le nombre de sièges dont dispose le gouvernement pourrait le dispenser de vous demander votre approbation. Néanmoins, il tient expressément à ce que vous la lui donniez par un vote clair et non équivoque. Le gouvernement offre aux partis du Reichstag la possibilité d'une collaboration pacifique. Mais il est également préparé à faire face à leur refus et aux hostilités qui en résulteront. A vous, messieurs les députés, de décider entre la paix et la guerre.»

Cette fois, le centre s'incline. Le 24 mars, malgré l'opposition des sociaux-démocrates, la loi nouvelle est votée par 441 voix contre 94.

Renvoi des socialistes et unification de l'Allemagne

Aussitôt le résultat du scrutin proclamé, Hitler se tourne vers les députés socialistes et leur dit :

«A présent, vous pouvez vous en aller, je n'ai plus besoin de vous!»

Le Reichstag a signé sa condamnation à mort. Le régime parlementaire n'existe plus, ainsi que l'annonçaient les flammes de l'incendie du 27 février. La dictature du national-socialisme commence, non pas pour quatre ans mais pour douze ans.

Le 31 mars, Hitler et Frick, utilisant pour la première fois la loi des pleins pouvoirs, promulguent une loi qui dissout les diètes de tous les Etats.

Le 7 avril, une nouvelle loi est promulguée nommant des gouverneurs du Reich (*Reichstatthalter*) dans tous les Etats allemands. C'est l'unification réalisée, ce que ni Bismarck, ni Guillaume II, ni les révolutionnaires de 1918-1919, ni les timides dirigeants de la république de Weimar n'avaient osé entreprendre. De ce jour, 7 avril 1933, les Etats ne sont plus que des provinces dépendant du pouvoir central à Berlin.

Pour compléter cette première révolution, ce que les nazis eux-mêmes appelèrent «la mise au pas» (*Gleichschaltung*), Hitler élimine tous les partis politiques. Le N.S.D.A.P. devient parti unique, le 14 juillet 1933.

Au-dessus de l'Allemagne, à présent, flotte le drapeau rouge à croix gammée noire sur fond blanc. Le «caporal autrichien» est solidement installé dans le fauteuil d'Otto von Bismarck, le chancelier de Fer. Le président-maréchal Paul von Hindenburg n'est plus qu'une potiche.

L'Allemagne ensorcelée

Ce qui précède ne doit cependant pas faire illusion. Hitler et ses hommes n'ont pas violé l'Allemagne. Gisevius, dans un de ses livres, insistera avec de bonnes raisons sur ce point : «Rarement dans l'histoire on vit un peuple se priver de sa liberté dans une telle extase, d'une façon si irréfléchie mais, ajoutons, si honnête et si démocratique, que les Allemands ivres de joie en cet été de la mise au pas de 1933.»

En vérité, Hitler a ensorcelé aussi bien les bourgeois que les paysans, les employés, les ouvriers et les pauvres bougres. Combien d'Allemands trop crédules et respectueux de l'autorité se laissent-ils alors convaincre qu'il n'existe qu'une seule

alternative: le choix entre le national-socialisme et le communisme? Le véritable sens des événements échappe à tous.

Des dizaines de milliers de communistes passent à la S.A.

Les ouvriers, eux aussi, sont fascinés. Le Führer apparaît fidèle aux promesses qu'il a faites de donner du travail à six millions de chômeurs ainsi qu'à des millions de travailleurs à mi-temps. Le flot révolutionnaire nazi rompt les faibles digues que peuvent encore lui opposer les libéraux, les socialistes et même les communistes. Fait sans précédent dans les autres pays, il entraîne tous ceux même qui se croyaient immunisés contre la contagion de l'«ordre nouveau».

Aujourd'hui on a oublié, ou on veut oublier, à quel point, durant le printemps et l'été 1933, les deux mouvements révolutionnaires — le nazi et le communiste — s'amalgamèrent étroitement, en dépit des arrestations de communistes et du grand nombre d'entre eux jetés dans des prisons et des camps de concentration. On voit alors se produire un phénomène stupéfiant: les militants du parti communiste allemand, maintenant interdit, passent par dizaines de milliers dans les rangs des S.A. de Röhm. En argot berlinois on surnomme alors la S.A. *Beefsteak Sturm*. Ce que l'on explique ainsi: «La viande nazie est brune à l'extérieur, rouge à l'intérieur...»

Car, incontestablement, la joie domine en cet été 1933. «Les six premiers mois du nazisme, dira encore Gisevius, furent une fête continuelle: musique entraînante, chants guerriers, drapeaux, flambeaux, défilés gigantesques, évocations de la patrie, du trône et de l'autel et planant sur le tout LUI, ce héros du peuple appelé par le feldmaréchal Hindenburg.»

La fête sur la scène publique fait oublier ce qui se passe dans les coulisses. Et les chants guerriers viennent à point nommé couvrir les cris des victimes du nazisme.

Premiers pas de la Gestapo

Le 26 avril 1933, nous l'avons signalé, Hermann Goering a promulgué un décret créant une police secrète d'Etat — *Die Geheime Staatspolizei*, en abrégé *Gestapo* — placée sous les ordres du ministre de l'Intérieur de Prusse, c'est-à-dire de lui-même.

Cette police politique quitte bientôt les locaux qu'elle

occupait au sein de la préfecture de police, sise Alexanderplatz à Berlin, et s'installe moitié dans l'ex-Karl Liebknecht Haus, ex-siège du parti communiste, moitié au numéro 8 de la Prinz-Albrechtstrasse, non loin de la résidence de Goering. Un bureau de cette Gestapo est créé dans chaque district de Prusse et subordonné au service central de Berlin. Toutefois, notons-le, l'ensemble du réseau de la jeune Gestapo ne dépasse pas, pour l'instant, les frontières de la Prusse.

Un an plus tard, Goering écrira, dans un texte destiné à être diffusé en Grande-Bretagne :

« J'ai créé de ma propre initiative la police secrète d'Etat. C'est cette institution, tellement redoutée des ennemis de l'Etat, qui est éminemment à l'origine de ce fait: il n'est pas question de danger communiste ou marxiste en Prusse et en Allemagne... Ce qu'ont accompli Diels et ses hommes restera à jamais un des titres de gloire des premières années de la renaissance allemande... Nous avons dû traiter les ennemis de l'Etat sans la moindre pitié... Aussi avons-nous ouvert les camps de concentration, où ont été expédiés, pour commencer, les milliers de fonctionnaires communistes et sociaux-démocrates. Que des excès aient été commis au début n'a été que trop naturel, comme il est naturel que des sévices aient lieu ici ou là... Mais si on considère la grandeur de la tâche... »

A la tête de la Gestapo, Goering est en effet solidement secondé par un jeune fonctionnaire non nazi, se disant monarchiste et appartenant au ministère prussien de la Police: Rudolf Diels, dont Goering a fait la connaissance en 1932.

Selon le témoignage du S.S. Wilhelm Höttl: « Grâce à ses extraordinaires capacités de technicien de l'administration, grâce aussi aux relations que lui procurait sa qualité de membre d'une influente corporation d'étudiants, Diels était parvenu à se tailler très jeune — il avait à peine trente-deux ans — une très forte position, dès avant la prise du pouvoir par le national-socialisme ».

Les dossiers de Diels

Elégant mais sinistre, intrigant, observateur, perspicace, sans convictions profondes, toujours prêt à flatter le plus puissant, sans aucun scrupule, Rudolf Diels, en réalité est passé de l'extrême-droite au socialisme, puis a retourné progressivement sa veste quand il a senti le vent nazi souffler en direction du pouvoir. Il est maintenant le bras droit de Goering dont,

entre-temps, il a épousé une cousine, Ilse, qui, dans un premier mariage, avait été d'abord la femme du frère de Goering.

Détail qui a son importance: «Dès 1932, explique Wilhelm Höttl, Diels avait mis la main sur les volumineuses archives secrètes de la police d'Etat prussienne concernant les personnalités politiques. Et, précisément, les chefs nationaux-socialistes, dans la mesure où ils tombaient dans le rayon d'action de la police d'Etat prussienne, s'y trouvaient décrits sous toutes les faces. Tous les nationaux-socialistes, tant soit peu importants, qui avaient vécu ne fut-ce qu'un temps à Berlin, y avaient leur fiche. La police avait de bons yeux et, pour ainsi dire, rien ne lui était resté caché, jusqu'aux détails les plus intimement personnels.»

De plus Diels, en relation avec les milieux pourris de Berlin, était parvenu à acheter des lettres intimes de Röhm, dans lesquelles le chef d'état-major des S.A. manifestait ouvertement ses goûts homosexuels. Il les a montrées à Goering, en même temps qu'un certain nombre d'autres dossiers ultra-secrets, riches de précisions capables de déshonorer les adversaires de celui-ci, qu'ils fussent nazis ou antinazis. Goering a apprécié à leur juste valeur ces révélations. On comprend que Rudolf Diels soit devenu indispensable au nouveau maître de la police prussienne.

Outre son penchant pour les femmes et son goût pour la bière, dont il absorbe d'énormes quantités, Rudolf Diels s'est fait une curieuse renommée en broyant des verres avec ses dents et en avalant les débris. Mais ce ne sont pas ces exploits qui vont lui permettre de consolider les liens d'amitié qui l'unissent à Hermann Goering. Diels sait flairer le vent. Les excès des S.A. bafouent à ses yeux l'autorité gouvernementale. Tôt ou tard, Hitler s'en inquiétera et y mettra un frein. Diels estime, à juste titre, qu'en prenant les devants il s'assurera la reconnaissance du Führer pour la naissante Gestapo et son chef suprême Goering.

Dans les prisons privées des S.A.

Diels sait que de nombreux adversaires du nazisme ou présumés tels, communistes, socialistes, juifs, sont arrêtés et internés soit dans des camps de concentration tenus par des S.A., soit dans quelques prisons «privées» des mêmes S.A. Se lançant dans une enquête serrée sur ces internements, il parvient par surprise, à visiter l'une des prisons «privées» des S.A.

Dans ses mémoires, il écrira :

« Je pouvais enfin pénétrer avec les policiers dans la chambre des supplices. Le sol de quelques pièces vides, où s'activaient les bourreaux, avait été recouvert d'une couche de paille. Les victimes que nous y trouvâmes étaient en train de mourir de faim. Pendant plusieurs jours, on les avait enfermées debout dans d'étroites armoires, dans l'espoir de leur arracher ainsi des aveux. Les interrogatoires avaient débuté et fini par des coups; une douzaine d'hommes avaient, à intervalles de quelques heures, assommé les victimes à coups de barres de fer, de matraques et de fouets. Des dents cassées, des os fracturés témoignaient de ces tortures. Lorsque nous entrâmes, ces squelettes vivants gisaient en rang sur la paille pourrissante, leurs blessures suintant de pus. Il n'y en avait aucun dont le corps n'eut présenté de la tête aux pieds les stigmates bleus, jaunes et verts des bastonnades inhumaines. Beaucoup avaient les yeux tuméfiés et complètement fermés et sous les narines des croûtes de sang coagulé. Plus de gémissements, plus de plaintes; seule l'attente pétrifiée de la faim ou de nouveaux coups. Chacun dut être porté individuellement dans les cars mis à notre disposition; ils n'étaient plus capables de marcher. Comme de gros tas d'argile, des poupées ridicules aux yeux sans vie et à la tête branlante, ils pendaient, collés les uns contre les autres, sur les bancs du car de police. Les policiers étaient devenus muets à la vue de cet enfer [...]

» A cette époque Joel, un haut fonctionnaire du ministère de la Justice, alla habiter Kemna, près de Wuppertal, à mon instigation et à celle de Grauert. Les S.A. y avaient torturé des communistes emprisonnés, d'une façon particulièrement « originale ». On les avait forcés à boire de la saumure de hareng pour ensuite leur faire attendre en vain une gorgée d'eau, par ces chaudes journées d'été. L'un de mes commissaires, qui accompagnait Joel, me rapporta que les S.A. s'étaient aussi permis la plaisanterie de faire monter leurs prisonniers dans les arbres; ils devaient patienter pendant des heures sur les branches et, à certains intervalles, crier « coucou ». Le procureur Winkler, qui voulait intervenir contre les S.A., dut s'enfuir avec sa femme et son enfant devant leurs menaces [...]

Un autre jour, Diels visite un camp de concentration S.A. La présence d'un certain Kasper, une des victimes des nazis, lui a été signalée dans ce camp. Il le découvre dans une cave du camp, nouvelle chambre des supplices.

« Lorsque je demandai Kasper, un être se présenta dont

seuls les yeux noirs ardents rappelaient l'homme pétillant d'esprit, débordant de vitalité, qu'il avait été. La vue de cet homme supplicié fut pour moi la plus forte émotion de cette année, s'il m'était encore possible de parler d'une intensification dans ce domaine. Je caressai sa tête tondue à ras et rouée de coups, essayant de lui dire quelques mots humains dans cette chambre des supplices. Il pleurait sans larmes, des tressaillements convulsifs faisaient frémir son visage martyrisé. Je lui promis avec conviction que je lui viendrais en aide; le procès de haute trahison, en cours contre lui, ne pouvait pas avoir des conséquences bien graves. Il serait certainement libéré de cet enfer.

»De l'entrée de la cave, les S.A. observaient la scène, en écarquillant les yeux et sans rien y comprendre. Elle fut interrompue de manière dramatique. Parés d'uniformes resplendissants, sur la poitrine et autour du cou des médailles anciennes et nouvelles, Karl Ernst, un des chefs des S.A. à Berlin, et sa suite pénétrèrent en riant et en bavardant dans la sinistre pièce. Ernst avait appris par des rapporteurs de son état-major faisant la liaison avec la Prinz-Albrechtstrasse, siège de la Gestapo à Berlin, que j'étais parti visiter le camp. Aussitôt, lui et les siens avaient sauté dans leurs voitures pour m'y rejoindre. Ils arrivaient au bon moment.»

«Qu'est-ce que vous venez foutre ici? se mit à hurler
»Ernst, sur un ton d'adjudant.»

»Je dis, encore debout devant Kasper et très agité:

«Monsieur Ernst, regardez cet homme et tous ceux autour
»de nous. Si vous possédez encore un cœur, ces créatures
»torturées doivent vous faire pitié.»

»Ernst n'eut à cela qu'une réponse insolente, m'interdisant de me mêler de choses qui ne me regardaient pas.»

Une circulaire de Röhm

Diels fait alors rapport à Goering qui met Hitler au courant. Le Führer, que l'indiscipline générale des S.A. agace, tance vertement leur chef d'état-major général, Röhm. Après s'être fait tirer l'oreille, Röhm, dans une circulaire du 31 juillet 1933, condamne et se déclare prêt à réprimer les illégalités dont certains S.A. se rendent coupables. Mais, du même coup, il promet de nouvelles rigueurs, allant jusqu'aux exécutions d'otages, au nom d'une juridiction S.A. qu'il créera:

«Je m'efforce de conserver et de garantir en tous sens les

droits des S.A., en tant que troupes de la révolution nationale-socialiste reconnues par l'Etat.

» Un prochain décret, relatif à la juridiction S.A., fournira des bases juridiques à mes efforts.

» Je couvre également de ma responsabilité toute action effectuée par les S.A. qui, sans être conforme aux dispositions légales en cours, sert les intérêts exclusifs des S.A. Dans ce contexte, il y a lieu de considérer qu'il est permis aux chefs S.A. compétents d'exécuter jusqu'à douze membres d'une organisation ennemie pour expier l'assassinat d'un S.A. perpétré par cette organisation.

» Cette exécution est ordonnée par le Führer, elle sera faite brièvement et avec une rigueur martiale.

» Par contre, j'ai eu connaissance de certaines informations, rares il est vrai, selon lesquelles des membres d'organisations S.A. — je ne veux pas les appeler des S.A. car ils ne le sont pas — se sont rendu coupables d'excès inouïs.

» Il faut compter, parmi ces excès, la satisfaction de vengeances personnelles, des sévices inadmissibles, des rapines, des vols et le pillage.

» J'exige que l'on procède, avec la dernière rigueur, contre de tels profanateurs de l'uniforme d'honneur des S.A.

» Il est entièrement erroné, et contraire à la conception de l'honneur des S.A. et de la véritable notion de camaraderie, de couvrir de telles crapules. Elles seules compromettent la bonne réputation des S.A.

» Tant que la juridiction S.A. ne sera pas instaurée, ces criminels seront exclus ignominieusement des S.A. et livrés aux tribunaux compétents, à moins que leurs crimes n'exigent la mort immédiate, pour l'exemple.

» Il est dans l'intérêt des S.A. que ces mauvais sujets soient privés de leur honneur et sévèrement punis.

» C'est seulement dans de telles conditions que je puis avoir le poids nécessaire pour défendre auprès des autorités ma prétention que les S.A. ne doivent être arrêtés que par des S.A. et non par la police.

» Nous devons maintenir nos rangs propres et extirper, sans délai et radicalement, toute manifestation d'un esprit mauvais, d'une attitude contraire à l'esprit S.A. A l'avenir, je rendrai les chefs S.A. responsables, s'ils font preuve d'une indulgence mal comprise et n'interviennent pas sans le moindre ménagement.

» Le chef d'état-major, signé: Röhm. »

La terreur S.A. se poursuit

Ce rappel à l'ordre, peut-être sincère, n'a qu'un effet limité. Les chemises brunes de Röhm continuent à répandre la terreur dans les rues.

Le 6 octobre 1933, le ministre de l'Intérieur du Reich, Wilhelm Frick, mis en place par Hitler, se plaint à nouveau du comportement des S.A. qui gêne l'administration régulière. Il appelle la justice et la police à assurer le châtement de leurs délits :

«... Le service de l'administration d'Etat nationale-socialiste et de la police ne doit plus être gêné, d'aucune façon, par les interventions inadmissibles des S.A. Les actes répréhensibles commis par les membres des S.A. devront faire l'objet de poursuites énergiques. Les fonctionnaires ne doivent pas avoir l'impression qu'il pourrait en résulter pour eux des préjudices, quels qu'ils soient. Il me semble nécessaire d'attirer là-dessus, particulièrement, l'attention des autorités policières et judiciaires.

» Il ne faut plus que se produisent des cas où, des actes répréhensibles ayant été indubitablement commis par des membres des S.A., il n'a soi-disant pas été possible de retrouver les coupables; des cas où, s'agissant de délits de droit commun n'ayant rien à faire avec le redressement national, des coupables ont bénéficié d'un non-lieu.

» Le retour à l'ordre serait dans l'intérêt des S.A. eux-mêmes, comme il s'impose pour le maintien de l'autorité de l'Etat national-socialiste. Ce maintien doit être assuré à tout prix et contre toutes attaques, avec le concours de l'ensemble des administrations et de l'ensemble de leurs fonctionnaires.»

« Adolf est ignoble », dit Röhm

Les rapports entre Röhm et Hitler ne cessent ainsi de se dégrader au cours du printemps et de l'été 1933.

L'ancien chef national-socialiste du gouvernement de Dantzig, Hermann Rauschning, dans son livre *Hitler m'a dit*, en apporte un précieux témoignage.

Au début de l'été 1933, il a l'occasion de parler longuement avec Ernst Röhm, au cours d'un déjeuner au restaurant Kempinski, à Berlin, dans la Leipzigerstrasse.

« Brûlant d'une sorte de fièvre créatrice, convaincu qu'il

était appelé à une haute destinée, écrit Rauschnig, Röhm me confia ses visions d'avenir en quelques phrases hachées. Nous étions assis dans la grande salle vitrée. Ses cicatrices rutilaient, sous l'effet de l'excitation et du vin qu'il buvait à pleins verres.

«Adolf est ignoble, tempêta-t-il. Il nous trahit tous. Il ne fréquente plus que les réactionnaires. Il méprise ses anciens camarades. Le voilà qui prend pour confidents ses généraux de la Prusse orientale.»

Il était jaloux et mortifié.

«Adolf devient un homme du monde! Il vient de se commander un habit noir...»

Il but un verre d'eau et se montra plus calme.

«Ce que je veux, Adolf le sait parfaitement. Je lui ai souvent répété. Je ne veux pas un replâtrage de la vieille armée impériale. Faisons-nous ou non une révolution?»

Il fredonna la *Marseillaise*: «Allons enfants de la Patrie!» puis il reprit:

«Si nous faisons une révolution, il faut qu'il sorte de notre élan quelque chose de nouveau, quelque chose comme la levée en masse de la Révolution française. C'est cela que nous ferons ou bien nous crèverons. Du nouveau, du nouveau, me comprenez-vous? Une nouvelle discipline. Un nouveau principe d'organisation. Les généraux sont de vieilles badernes. Assez de leur routine, qu'on les mette au rancart!»

«*Les doigts nous démangent*»

Röhm poursuivit:

«Adolf a été à mon école. C'est de moi qu'il tient tout ce qu'il sait sur les questions militaires. La guerre n'est pas seulement du maniement d'armes. Ce n'est pas en ressuscitant les grenadiers prussiens que nous forgerons notre armée révolutionnaire. Mais Adolf est et reste un civil, un barbouilleur, un rêveur. Un petit bourgeois qui veut qu'on lui fiche sa paix viennoise. Ce qui lui plaît c'est de s'asseoir et de trôner comme le bon Dieu sur sa montagne du Salzberg! Et nous, pendant ce temps, nous nous tournons les pouces, alors que les doigts nous démangent. Croyez-vous que je me contenterai d'être le berger qui traîne un troupeau de vétérans médaillés? Non, non! Je suis le Scharnhorst de la nouvelle armée. Est-ce que vous ne le voyez pas? Ne comprenez-vous pas que ce qui

doit venir doit être quelque chose de grand et d'inédit? La souche même doit être révolutionnaire. Et impossible de greffer sur du bois mort. L'occasion est unique de construire quelque chose d'inouï, quelque chose qui fera sortir le monde de ses gonds. Mais Hitler me promène par le bout du nez. Il préfère ne rien brusquer, ne rien risquer. Il attend un miracle du ciel. Ça, c'est de l'Adolf tout pur. Il veut hériter d'une armée toute prête. Il la fera rafistoler par les «hommes du métier». Rien qu'en entendant ce mot, je vois rouge. Il dit qu'il veut faire une armée nationale-socialiste et il commence par en charger les généraux prussiens! Je me demande où on trouvera alors l'esprit révolutionnaire. Les généraux de la Reichswehr! Ce ne sont pas ces types-là qui gagneront la prochaine guerre. Je les mets tous dans le même sac, eux et Adolf. Ils vont me gâter la pièce maîtresse de mon mécanisme, ruiner l'âme même de notre mouvement!»

Il poursuivit ses invectives contre les officiers prussiens. Aucun d'eux, dit-il, n'avait même flairé le vent. C'étaient des cadets couvés à l'école, ne connaissant rien que leurs vieux cahiers et leurs vieilles casernes. Lui, au contraire, était révolutionnaire, un rebelle. Il en aurait pleuré. Le restaurant s'était vidé. Son aide de camp l'emmena.

Hitler ne veut pas d'une deuxième révolution

Le 6 juillet 1933, Hitler lance un premier avertissement à Röhm. Ce jour-là, il reçoit à la chancellerie du Reich les *Reichstatthalter*, ces gouverneurs récemment mis par lui à la tête des anciens Etats allemands. Le Führer prononce un discours très long, d'une voix forte et brutale.

«Les partis politiques, dit-il, sont maintenant définitivement éliminés. Il s'agit là d'un processus historique dont beaucoup de gens n'ont pas encore saisi l'importance et la portée. Nous devons maintenant éliminer les dernières séquelles de la démocratie, en particulier les méthodes de scrutin et les décisions à la majorité des voix, telles qu'on en voit encore dans les communes, les organisations économiques, les commissions de travail. Car nous voulons mettre partout en valeur la responsabilité de la personnalité individuelle.»

Martelant ses phrases, Hitler ajoute:

«La conquête de la puissance extérieure doit être suivie

de l'éducation intérieure des hommes. Il faut se garder de prendre des décisions purement formelles, du jour au lendemain, et d'en attendre une solution définitive.»

Il s'arrête un moment puis lance d'une voix se faisant plus puissante encore: «La révolution n'est pas un état permanent, elle ne doit pas devenir un état permanent. Il faut canaliser le cours, devenu libre, de la révolution. Vers le lit, sûr, de l'évolution.»

Et Hitler poursuit:

«Pour ce faire, l'éducation des hommes est la chose la plus importante. Il faut améliorer l'état actuel des choses et donner aux hommes qui l'incarnent une conception nationale-socialiste de l'Etat. Il ne faut donc pas destituer un économiste parce que, tout en étant un bon économiste, il n'est pas encore national-socialiste; ceci d'autant moins lorsque le national-socialiste que l'on installe à sa place ne comprend rien à l'économie! Dans l'économie, seules les capacités l'emportent. Le national-socialisme a pour tâche d'assurer le progrès de notre peuple. Il ne faut cependant pas chercher aux alentours si l'on trouve encore quelque chose à révolutionner; nous avons, au contraire, pour tâche de garder une position après l'autre, et peu à peu de l'occuper de façon exemplaire... L'histoire ne nous jugera pas d'après le plus grand nombre d'économistes que nous aurons destitués et mis en prison, mais sur notre aptitude à procurer du travail...»

Frick et Goering mettent les points sur les i: la révolution est terminée

Le 11 juillet, dans une circulaire, le ministre de l'Intérieur Frick est plus explicite encore:

«Dans ses derniers discours adressés aux chefs S.A. et aux gouverneurs du Reich, M. le chancelier du Reich a déclaré sans ambages que la révolution allemande est terminée.

»Les partis existant encore à côté du parti national-socialiste, se sont dissous d'eux-mêmes. Leur retour ou leur reconstitution est, à tout jamais, impossible. De ce fait, le parti national-socialiste est devenu le seul support de l'Etat. L'ensemble du pouvoir de cet Etat se trouve entre les mains du gouvernement que M. le chancelier du Reich dirige seul et au sein duquel tous les postes importants sont occupés par des nationaux-socialistes de confiance.

» Ainsi, la révolution allemande victorieuse est entrée dans le stade de l'évolution, c'est-à-dire du travail de reconstruction normal et légal.

» La tâche la plus importante du gouvernement du Reich est maintenant de consolider idéologiquement et économiquement le pouvoir absolu concentré entre ses mains. Or, cette tâche est sérieusement compromise si l'on continue de parler d'une suite à donner à la révolution ou d'une deuxième révolution.

» Celui qui parle encore en ces termes doit bien se mettre dans la tête que, de cette manière, il s'insurge contre le Führer lui-même et qu'il sera traité en conséquence...»

Et, pour mieux souligner que ce sont bien les S.A. qui sont visés, Hermann Goering signe, le 22 juillet, les instructions suivantes:

« Les formations actives du parti N.S.D.A.P., qui ont créé de haute lutte l'Etat national-socialiste, sont d'accord avec moi dans le désir de garantir à tout prix la sécurité absolue du droit et la paix légale dans l'Etat.

» C'est dans l'esprit même des S.A. et S.S., supports de l'Etat, que dorénavant toute action qui n'est pas en harmonie avec la législation de l'Etat sera réprimée sévèrement et sans merci. Car l'Etat national-socialiste ne peut tolérer aucune intervention privée dans les domaines souverains de l'Etat, en particulier dans la juridiction publique.

» A partir du moment où, selon les paroles du Führer et chancelier de l'Etat national-socialiste, la révolution est terminée et où la reconstruction nationale-socialiste va commencer, tous les actes non conformes à la législation pénale, quels qu'en soient les auteurs, seront réprimés sans la moindre indulgence.»

Hess: les brutalités S.A., une « mentalité judéo-bolchevique »

Rudolf Hess, le mystique du parti et le second du Führer, s'en mêle aussi. Dans un discours particulièrement virulent, Hess déclare:

« La Révolution française, judéo-libérale, nageait dans le sang de la guillotine. La Révolution russe, judéo-bolchevique, résonne de millions de cris sortant des caves ensanglantées de la Tchéka. Aucune révolution dans le monde n'a été aussi disciplinée que la révolution nationale-socialiste.

» Rien n'ennuie davantage les adversaires de l'Allemagne

que ce fait. La preuve est donnée par l'invention immédiate d'horreurs, en raison de l'absence d'horreur véritable. Mais des étrangers sans préjugés, qui ont voyagé en Allemagne, ont répandu la vérité: les atrocités inventées ont été reconnues comme telles et ont perdu leur effet. Les adversaires ne se tiennent cependant pas tranquilles: la direction du parti a appris que des agents provocateurs ont été envoyés dans les rangs du N.S.D.A.P. avec mission d'amener les S.A. et les S.S. à brutaliser leurs adversaires, afin de créer à *posteriori* des documents prouvant l'authenticité des faits inventés...

» Que chacun sache que nous sommes loin de vouloir traiter nos adversaires avec clémence. Qu'il sache que tout assassinat commis par les communistes ou les marxistes sur la personne d'un national-socialiste sera expié au décuple sur les dirigeants communistes ou marxistes. Qu'il sache que toute infraction à l'encontre de l'Etat national-socialiste sera punie des peines les plus sévères.

» Mais chaque national-socialiste doit savoir également que le fait de brutaliser les adversaires prouve une mentalité judéo-bolchevique et représente une attitude indigne du national-socialisme.»

Le 8 août, les S.A. cessent officiellement d'être une police auxiliaire.

Hitler: le socialisme, c'est la contribution de toutes les capacités

Cette décision ne bouleverse pas Röhm. Ce qui importe d'abord pour lui c'est de clarifier ses relations avec l'armée. Quelques jours plus tard, à Nuremberg, il va entendre de la bouche même de Hitler la définition de la position officielle du parti national-socialiste à cet égard. Du 1^{er} au 3 septembre, le parti tient en effet à Nuremberg son V^e Congrès national, baptisé «Congrès de la victoire». La grande fête nazie n'a eu lieu dans aucune des dernières années avant la prise du pouvoir, principalement en raison du manque d'argent. Cette fois, elle va rassembler cinq cent mille hommes.

Hitler, dans un premier grand discours, essaie de dégager le sens du national-socialisme, en tant que nouvelle conception du monde. Il s'efforce même, en rappelant le temps où il était artiste, de donner de nouvelles directives à l'art. La race, le sang constituant, là aussi, la base. Et l'art pour l'art est répudié: «Seul l'esprit humain le plus désintéressé, proclame-t-il, peut découvrir la voie de la beauté suprême. Mais le

comble de l'art est de conférer à celle-ci une signification utile.»

Sur un autre plan, le socialisme du parti, si fortement contesté, trouve enfin son expression définitive, fort en deçà des rêves révolutionnaires de Röhm: «Si le mot socialisme doit avoir un sens, dit Hitler, c'est qu'on doit demander à chacun, avec une équité de fer, c'est-à-dire avec le discernement le plus profond, de contribuer à la prospérité de la collectivité, en proportion de ses capacités innées, autrement dit de sa valeur.»

Et le Führer conclut: «L'avenir nous jugera un jour, exactement dans la mesure où nous aurons nous-même pensé à lui. Que notre Dieu nous protège de toutes les fautes qui ont leur source dans l'égoïsme de l'homme!»

Hitler: «les traditions de notre glorieuse armée»

L'attitude du national-socialisme à l'égard de l'armée est précisée avec éclat dans le discours de clôture. Hitler y déclare:

«Il nous faut, en ce jour, nous souvenir tout particulièrement du rôle joué par notre armée; car nous savons tous pertinemment que si, du temps de notre révolution, l'armée ne s'était pas rangée de notre côté, nous ne serions pas où nous sommes aujourd'hui. Nous pouvons assurer l'armée que nous ne l'oublierons jamais, que nous voyons en elle l'héritière des traditions de notre glorieuse armée d'autrefois. Et c'est de tout notre cœur et de toutes nos forces que nous soutiendrons l'esprit de cette armée.»

Si l'on se rappelle que Röhm, au témoignage de Rauschning, n'a pas assez de sarcasmes pour la «glorieuse armée d'autrefois», on mesure la profondeur du fossé qui dès lors sépare Hitler du chef d'état-major des S.A.



Le corps des officiers vire au brun

A

u cours de la dernière semaine de mars 1933, sur tous les écrans d'Allemagne, les actualités cinématographiques dirigées par le Dr Joseph Goebbels ont complaisamment détaillé les cérémonies du 21 mars à Potsdam, qui ont réuni l'ancienne Allemagne et la nouvelle autour de la tombe de Frédéric II.

Le bon peuple a retenu surtout les images symboliques. Celle de la poignée de main échangée entre le président de la République, le maréchal von Hindenburg, et le chancelier du Reich, Adolf Hitler, lui a paru être particulièrement bien venue. N'est-ce pas la preuve qu'il existe, enfin, un lien réel entre la grandeur passée et la renaissance attendue?

Une autre image, tout aussi symbolique, a impressionné profondément les spectateurs: le face à face, des deux côtés de la cour d'honneur du château, des soldats de la Reichswehr et des troupes de choc du N.S.D.A.P., S.A. et S.S. Ce face à face semble célébrer les noces de l'ancienne tradition prussienne et de la jeune révolution nationale-socialiste. L'orgueilleux corps des officiers germanique (*Offizierskorps*) a-t-il donc abandonné sa position rigide de défenseur des vertus et des valeurs traditionnelles? La Reichswehr est-elle déjà prête à s'associer aux partisans en chemise brune commandés



par un major démissionnaire et un «caporal autrichien»?

La réalité est, bien sûr, moins simple qu'il n'y paraît.

Hitler, chancelier du Reich, sait très bien que, s'il a obtenu difficilement, et pour un temps, la bienveillante neutralité de la Reichswehr, celle-ci ne lui a pas encore accordé son soutien inconditionnel. Or ce soutien est indispensable au Führer pour réaliser l'Allemagne puissante dont il rêve depuis sa jeunesse, et pour mener à bien la politique d'expansion qui découle de sa théorie de «l'espace vital».

Les seigneurs de la guerre, Hitler ne l'ignore pas, l'ont considéré, lui et ses adeptes, comme le noyau capable d'attirer des recrues à la cause nationale. Maintenant ils voient en lui l'instrument dont ils pourront se servir, le moment venu, pour remplacer le régime républicain par une junte militaire ou une monarchie restaurée.

Hitler n'est pas dupe. Toutefois, il n'est pas assez puissant pour affronter les maîtres de l'armée. Il composera donc, en guettant son heure.

Antipathie et crainte de Hitler envers l'armée

Depuis longtemps, Hitler nourrit à l'égard des généraux des sentiments complexes, mais où dominant l'antipathie et la crainte.

Avant de devenir chancelier, Hitler regardait sans complaisance ces individus à monocle, uniforme gris et pantalon à bandes rouges, engoncés dans leurs traditions et dressés par les écoles de cadets à la discipline inconditionnelle et à l'autorité hautaine. Lui, le simple soldat de la Première Guerre mondiale gardait à leur égard une rancune de troupiér. Il savait en quel mépris les seigneurs de la guerre tenaient les cadres S.A. qui «se disent officiers et ne sont que d'anciens portiers d'hôtel, fauteurs de scandales, bagarreurs et noceurs affichés». Hitler craignait enfin que les officiers de la Reichswehr ne cherchent à satisfaire leur soif de puissance, cette puissance qu'avait anéantie le traité de Versailles.

Au cours d'une conférence d'état-major au quartier général du maréchal von Bock, en 1941 à Borisov, sur le front de l'Est, Hitler trahira les sentiments qu'il avait alors éprouvés, en déclarant :

«Avant d'être chancelier, j'avais l'impression que le grand état-major était un chien terrible qu'il fallait tenir par le collier, de peur qu'il ne se jette sur tous les nôtres.»

Et Hitler confessera son erreur :

« J'ai eu l'occasion, depuis, de m'apercevoir que les choses sont tout autres. Ce chien terrible n'a jamais servi qu'à m'empêcher de faire ce que je jugeais nécessaire... C'est moi qui ai toujours été obligé de l'exciter. »

Hitler cherche cependant à séduire l'armée

Le « chien terrible », Hitler avait tenté de l'amadouer dès le printemps de 1929. Au cours d'un meeting, le 15 mars de cette année-là, il laissait entendre à l'armée qu'elle devrait renoncer à ses engagements envers l'Etat et coopérer avec le mouvement national-socialiste pour renverser la république.

Selon la conception nazie des devoirs de l'armée, celle-ci se devait entièrement au peuple et non à l'Etat. Son devoir primordial était de débarrasser la nation de « cet Etat paresseux et décadent ». La Reichswehr, expliquait Hitler, avait une mission politique aussi bien qu'une mission militaire. Elle devait aider à la destruction du « cloaque pestilentiel des partis politiques ». Si l'armée avait été imbue de l'idéal national-socialiste et si elle y avait conformé sa conduite, « l'Allemagne ne se serait jamais trouvée dans ce marécage de partis politiques et de parlementarisme ». On ne pouvait, à présent, espérer le salut que dans l'établissement d'une dictature.

Sans relâche, Hitler citait l'exemple donné par le général italien Badoglio lorsque, en octobre 1922, il ne s'était pas opposé à la marche de Mussolini sur Rome. Quelle différence avec l'attitude de la Reichswehr en novembre 1923 à Munich ! Quelle différence, même à présent encore ! « L'armée italienne n'a pas dit : « Nous avons pour tâche de faire respecter l'ordre » et la loi » ; elle a dit au contraire : « Notre devoir est de prendre » soin de l'avenir du peuple italien... » Vous, officiers, vous ne pouvez tout de même pas prétendre que vous n'avez aucun souci de l'avenir de la nation... Ou bien, vous avez un Etat sain, pourvu d'une solide organisation militaire, ce que signifie la destruction du marxisme ; ou bien, vous avez un Etat marxiste florissant, ce qui signifie l'annihilation d'une organisation militaire capable de prêter son appui aux vastes entreprises. »

Comme repoussoir à l'image idéale de l'Etat national-socialiste, dans lequel l'armée retrouverait sa fierté de servir, Hitler prophétisait la situation de l'armée dans une Allemagne

où le marxisme démocratique aurait triomphé. Usant d'images qui annonçaient en fait ce qu'il devait lui-même faire plus tard, il lançait cet avertissement aux membres du corps des officiers: «Vous ne serez plus alors que les bourreaux et les commissaires politiques du régime et, si vous ne filez pas doux, vos femmes et vos enfants seront jetés en prison; et si cela ne suffit pas encore, vous serez chassés et peut-être bien collés au mur, car une vie compte bien peu pour ceux qui ont entrepris de détruire un peuple.»

Ralliement de jeunes officiers et mise en garde de Gröner

Au long des mois, les mêmes thèmes étaient développés sans cesse dans les colonnes du quotidien nazi *Völkischer Beobachter* — dont le rédacteur en chef était à ce moment Wilhelm Weiss, ancien capitaine de l'armée impériale — ainsi que dans des articles et dans des brochures publiés par l'hebdomadaire militaire du parti, le *Deutscher Wehrgeist*. Cette propagande, jointe aux attaques violentes des leaders nazis contre le gouvernement lors du référendum sur le plan Young, réussissait à amener au national-socialisme nombre de jeunes officiers. La jeune armée attendait de l'action du parti la fin des difficultés financières et politiques de l'Allemagne.

Le ministre de la Défense nationale, le général Gröner, se rendit bientôt compte que le national-socialisme représentait un danger tout aussi grave pour la république que la menace du communisme. Par manière d'avertissement à l'armée, et pour lui rappeler de quel côté était son devoir, il publia, le 22 janvier 1930, un ordre du jour qui ne prêtait à aucune équivoque.

Les nazis, expliquait Gröner, ne diffèrent des communistes que parce qu'ils s'appuient sur le sentiment national pour parvenir à leurs fins. Avides de pouvoir, «ils essaient tout naturellement de se concilier la Reichswehr. Dans l'espoir de se servir de nous, pour faire aboutir les desseins politiques de leur parti, ils nous jettent de la poudre aux yeux... en s'efforçant de nous faire croire que les nationaux-socialistes, seuls, expriment le véritable idéal national.» Si le malheur voulait que les nationaux-socialistes ou les communistes atteignent leur but qui n'est autre que «la destruction du système politique actuellement en vigueur, ce serait une catastrophe, car cela entraînerait inévitablement la guerre civile.» Le devoir de la Reichs-

wehr était tout tracé, ajoutait Gröner: c'était de préserver le Reich d'un «pareil désastre politique et économique».

Et Gröner de conclure: «Le devoir sacré de la Reichswehr est d'empêcher que les dissensions entre les classes et les partis ne dégénèrent en guerre civile. Il y a toujours, dans les heures graves que traverse un pays, un roc inébranlable où il peut se raccrocher: c'est le sens de l'Etat. La Reichswehr est l'expression la plus indispensable et la plus caractéristique de l'Etat. Elle n'a d'autre intérêt ni d'autre tâche que de servir l'Etat. C'est en cela que réside la fierté du soldat et la plus noble tradition du passé... La Reichswehr manquerait à son destin et se détruirait elle-même si elle s'abaissait jusqu'aux querelles des partis et si elle y prenait la moindre part. Servir l'Etat — en nous gardant de toute politique de parti —, le sauver et le soutenir dans la lutte terrible qu'il a à soutenir contre les forces extérieures et contre les querelles insensées de l'intérieur, tel est notre seul but.»

Le procès des officiers nazis, à Leipzig: Hitler rassure la Reichswehr

Mais Hitler contre-attaquait dès l'automne, et fort adroitement.

Le 23 septembre 1930, s'ouvrit à Leipzig, devant la Cour suprême, le procès de trois lieutenants, Ludin, Scheringer et Wendt, accusés d'avoir fait de la propagande nazie dans l'armée. Hitler, cité comme témoin par la défense (assurée par Hans Frank), ne soutint nullement, à la surprise générale, les trois accusés.

La déposition de Hitler fut, au contraire, la plus accablante de toutes: «Ils se sont mépris, ils sont complètement dévoyés et la façon dont ils ont failli dresser l'armée contre le parti national-socialiste est, pour tout dire, indigne de toute indulgence.» S'adressant davantage à la Reichswehr qu'à la Cour, Hitler ajouta: «Les sections d'assaut ont été organisées dans le seul but de protéger le parti dans sa propagande et non pour combattre l'Etat. J'ai été soldat assez longtemps pour savoir qu'il est impossible à une organisation politique de combattre les forces disciplinées de l'armée [...] J'ai toujours déclaré bien haut que toute tentative pour remplacer l'armée serait un non-sens. Aucun de nous ne veut remplacer l'armée: mon seul désir est que l'Etat allemand et le peuple allemand se pénètrent d'un nouvel esprit.»

Hitler poursuivit: «Une fois arrivés au pouvoir, nous veillerons à ce que sorte de l'actuelle Reichswehr une grande armée du peuple allemand. Dans l'armée d'aujourd'hui, des milliers de jeunes hommes partagent cette opinion.» Hitler dit enfin: «Je peux vous assurer d'une chose: lorsque le combat du parti national-socialiste l'aura conduit à la victoire, il y aura également une cour de justice nationale-socialiste, la révolution de novembre 1918 sera châtiée et les têtes tomberont.»

Cette déclaration eut un grand retentissement dans l'armée allemande. Lors du procès des criminels nazis à Nuremberg, après la guerre, le général Jodl dira avoir été rassuré sur les intentions nazies lorsque Hitler, à ce procès de Leipzig, se déclara adversaire du démantèlement de la Reichswehr.

Une carrière: le général von Schleicher

A son retour de Bolivie, placé par Hitler à la tête de l'état-major des S.A., Ernst Röhm avait au contraire pris très au sérieux, nous l'avons vu, le point 22 du programme du N.S.D.A.P. qui exigeait la création d'une «armée nationale». Une de ses premières démarches fut de se rendre au ministère de la Reichswehr à Berlin, Bandlerstrasse. Là il retrouva son vieux camarade de Bavière, le colonel Franz Halder et, grâce à lui, réussit à entrer en rapport avec le général Kurt von Schleicher, éminence grise et véritable chef de la Reichswehr, personnage étrange, possédé par le démon de l'intrigue.

Kurt von Schleicher (1882-1934) descendait d'une vieille famille du Brandebourg. Il fit ses débuts dans la carrière militaire en 1900, comme officier subalterne dans le vieux régiment de Hindenburg, le 3^e régiment de la Garde à pied.

C'est là qu'il se lia d'amitié avec Oskar von Hindenburg, fils du maréchal, amitié qui devait lui être si utile par la suite: en qualité d'ami du fils, il sera souvent invité chez le père. Désigné pour faire partie de l'état-major, Schleicher fut en outre assez heureux pour être remarqué par le général Gröner, alors professeur à la *Kriegsakademie*, qui le tint pour l'un de ses plus brillants élèves. Ce fut pour lui l'origine d'une autre amitié qui devait lui être également très utile.

Sauf lors d'une assez courte apparition sur le front de l'Est, au cours de laquelle il reçut la Croix de fer, toute la Première Guerre mondiale se passa pour Schleicher dans un bureau, où il se distingua d'ailleurs par son activité. Assez bien de sa

personne, très séduisant et très brillant causeur, il ne manqua pas une occasion de se faire connaître des personnages importants du grand état-major et il devint bientôt l'une des figures les plus connues des milieux influents de l'armée.

La carrière politique de Schleicher commença en octobre 1918 et il ne devait plus jamais rester éloigné du centre des événements. Il était présent lorsque Gröner eut avec le maréchal von Hindenburg l'entrevue solennelle du 10 novembre 1918, au cours de laquelle Gröner réussit à obtenir du Maréchal qu'il soutienne le gouvernement révolutionnaire formé à Berlin, parce que c'était le seul gouvernement. Schleicher devint ensuite le messenger fidèle et sûr à qui l'on confiait les messages échangés entre le haut-commandement, à Cassel, et la chancellerie, au cours du sombre et dangereux hiver qui suivit la défaite.

Il prit une part active à l'organisation et à la préparation des corps francs, mais refusa de reconnaître l'autorité du général von Lüttwitz, co-auteur du putsch antirépublicain de Kapp. Il en fut récompensé par von Seeckt, quand celui-ci fut nommé commandant suprême de la Reichswehr. Il était dès lors admis à faire partie du petit groupe de fidèles qui élaboraient et exécutaient les décisions secrètes relatives à l'armée clandestine. Ce fut en grande partie à Schleicher que l'on dut la réussite de l'essai de gouvernement militaire entrepris par la Reichswehr, de septembre 1923 à février 1924. Dans son appartement s'étaient tenues les prises de contact au cours desquelles avaient été posées les bases de développement de l'industrie lourde soviétique et de sa mise au service du réarmement de l'armée allemande. Il fit partie du groupe d'officiers envoyés par von Seeckt à Moscou pour mener les conversations confidentielles entre la Reichswehr et le grand état-major de l'armée rouge. Plus tard Seeckt, qui n'avait jamais eu de sympathie personnelle pour Schleicher, montra cependant tout le bien qu'il pensait de ses capacités en lui confiant la tâche délicate d'assurer l'orientation des rapports politiques du corps des officiers avec le ministère de la Défense nationale.

Le «reptile»

L'historien John Wheeler-Bennett écrira de Schleicher à cette époque :

«De son austère petit bureau de la Bendlerstrasse, qui donnait sur le canal Landwehr, von Schleicher s'embarqua dans cette carrière d'intrigues politiques qui devait l'amener jusqu'au poste de chancelier et jusque sous les balles de son meurtrier. Ce n'est pas qu'il intriguât par simple amour de l'intrigue. Il était trop intelligent pour cela. Ses manœuvres tendaient toujours vers quelque chose de grand qui pourrait à la rigueur les justifier, si elles échouaient ou si elles étaient découvertes avant l'heure. Il acquit, avec les années, une position où il était consulté par les hommes politiques, recherché par les maîtresses de maison, précieux pour les journalistes, suprêmement important, enfin, pour tout observateur étranger qui faisait un voyage à Berlin.»

John Wheeler-Bennett ajoute :

«En dehors des milieux officiels et du cercle de plus en plus étendu de ses relations, son nom était inconnu des Allemands en général, ce qui ne l'empêchait pas d'être admirablement au courant de tout ce qui se passait dans les milieux politiques d'Allemagne, ni d'organiser pour son bénéfice un système très étendu de ce que nous appelons espionnage, quand il est pratiqué par nos ennemis. Il allait venir une époque où il serait impossible d'avoir une conversation importante au téléphone sans qu'elle lui fût rapportée; il avait des hommes à lui dans tous les ministères et dans tous les bureaux du gouvernement, ainsi que dans le palais du chancelier. On n'avait jamais vu, depuis Holstein, un homme aussi habile à découvrir les secrets des gens en place. Jamais homme n'avait mieux justifié le nom qu'il portait car *Schleicher*, en allemand, veut dire: *reptile*.»

Entente Schleicher-Röhm

Une singulière entente allait s'établir entre Schleicher et Röhm. Le «reptile» connaissait les ressorts de la stratégie. Il allait les faire jouer à l'égard de Röhm. Ce qui l'intéressait dans le parti nazi, ce n'était pas son idéologie, qu'il jugeait absurde, mais son importance en tant que facteur de la vie politique allemande (sa grande emprise sur les masses), et les moyens matériels de sa force (les S.A.).

En mars 1931, Schleicher promet à Röhm que, dans le cas où il se produirait un événement grave, les unités S.A. seraient placées sous le commandement d'officiers de la Reichswehr. Röhm entreprit alors de réorganiser les sections d'assaut sur le modèle exact des régiments de la Reichswehr. Schleicher espérait évidemment éliminer, par sa promesse, le risque toujours menaçant que la Reichswehr se trouve un jour aux prises avec des soulèvements conjugués de la droite et de la gauche. Dorénavant, en cas de putsch communiste, accompagné ou non d'une incursion polonaise en Haute-Silésie, les S.A. tomberaient automatiquement sous l'autorité de la Reichswehr et les causes de troubles se trouveraient ainsi considérablement réduites.

Cette combinaison, typique de l'esprit tortueux de Schleicher, lui vaudra d'être mis à mort, ainsi que Röhm, trois ans plus tard, lors de la Nuit des longs couteaux.

L'entente entre Röhm et Kurt von Schleicher ne sera d'ailleurs pas sans nuages bien que, dans l'ensemble, les deux hommes se soient soutenus mutuellement, presque tout au long de la trouble année 1932 que nous avons évoquée.

La rupture se produira en décembre 1932, lorsque le général Kurt von Schleicher, nommé chancelier du Reich par le maréchal von Hindenburg, cherchera à faire entrer dans son gouvernement, non pas Ernst Röhm, mais son rival au sein du parti nazi, Gregor Strasser. On sait avec quelle brutalité Hitler mit fin à la tentative de Strasser. La leçon ne sera pas perdue pour Röhm, qui rompra alors toutes relations avec Schleicher et manifestera, de plus en plus ouvertement, sa fidélité au «cher Adolf».

Les hésitations de la Reichswehr

On pouvait attendre que l'éminence grise de la Reichswehr, en arrivant au pouvoir en 1932, fût soutenue à fond par les chefs de l'armée. C'est le contraire qui se produisit.

La vanité monumentale de Schleicher lui avait aliéné un grand nombre de généraux, parmi les plus influents. D'autre part, lui, qui, jusque-là, avait «flirté» avec les nazis, manifestait, à présent, la volonté de démanteler le N.S.D.A.P. ou de le réduire, pour le moins, à l'impuissance.

Schleicher oubliait que la «peste brune» avait déjà fait quelques ravages au sein de la Reichswehr, jusqu'aux postes les plus élevés. En assurant noblement que la Reichswehr

ne laisserait jamais les nazis assumer la direction du pouvoir, il surestimait tout autant son influence sur elle qu'il sous-estimait la pénétration, l'intelligence, la ruse et la dureté de l'homme qu'il prétendait vouloir abattre: Adolf Hitler.

Au reste, en ces mois de décembre 1932 et de janvier 1933, les chefs militaires se rendaient parfaitement compte que le gouvernement Schleicher était l'un des plus faibles et des plus médiocres qui eût jamais existé dans la république de Weimar. Il va être aussi le plus court.

Les hommes qui dirigeaient la Reichswehr n'étaient pas farouchement antinazis. Ils étaient même assez disposés à laisser Hitler venir au pouvoir. Non sans naïveté, ils pensaient qu'ils obtiendraient de Hitler tous les avantages pour la Reichswehr, mais continueraient à rester les maîtres. En fait, ils rêvaient d'un Etat martial dans lequel les masses galvanisées par un nazisme modéré seraient dirigées et disciplinées par l'armée.

Hitler ne se trompera pas, lui, sur les véritables sentiments des chefs militaires. A Nuremberg, en septembre 1933, il avouera, nous l'avons vu: «Nous savons tous pertinemment que si du temps de notre révolution, l'armée ne s'était pas rangée de notre côté, nous ne serions pas où nous sommes aujourd'hui.» Mais s'il reconnaît ainsi qu'il n'a pu se passer de l'aide des militaires, cela ne veut pas dire qu'il les aime et qu'il les accepte pour maîtres. Simplement, il sait attendre.

Maintenant que Schleicher a été balayé et que Hitler a pris sa place, la Bendlerstrasse est-elle perdante? Après le 30 janvier 1933, le vieux maréchal von Hindenburg est toujours président du Reich. Et de quoi se plaindrait la Reichswehr? Hitler n'a-t-il pas promis une armée forte et rénovée? N'a-t-il pas laissé entendre qu'il entendait accélérer son réarmement clandestin?

Werner von Blomberg, le «lion de caoutchouc»

Franz von Papen a expliqué dans quelles conditions, à la veille du 30 janvier 1933, le maréchal von Hindenburg avait choisi le général Werner von Blomberg pour être ministre de la Guerre dans le gouvernement de Hitler.

Le président du Reich avait distingué Blomberg parce qu'il était un militaire apolitique passionné par son métier et «parfait homme du monde». En l'informant de sa désignation, il lui enjoignit de mettre la Reichswehr à l'écart de toute con-

troverse politique et de «surveiller M. Hitler pour les questions de réarmement».

Blomberg était-il l'homme de la situation, comme l'imaginait Hindenburg?

Très grand, mince, blond comme le Siegfried de Wagner, souriant, d'allure enjouée, courtois, portant monocle, Werner von Blomberg était, certes, un personnage brillant. Mais il était inconsistant. Ses camarades, qui ne l'aimaient guère, lui avaient donné un surnom très révélateur: «le lion de caoutchouc» (*Gummilöwe*).

Il ne devait pas tarder à être affublé d'un autre surnom, non moins révélateur: *Hitler Jung Quex*, tiré du titre d'un film qui avait pour sujet l'attachement d'un jeune garçon de la *Hitlerjugend* (Jeunesse hitlérienne), à la personne de son Führer et à ses préceptes.

Werner von Blomberg était né à Stargard, le 2 septembre 1878, après deux de ses sœurs et avant deux de ses frères, Hans-Ludwig et Hugo, qui furent tués pendant la Première Guerre mondiale. Au cours de cette même guerre, Werner s'était distingué par sa bravoure, avait reçu les deux Croix de fer, puis l'ordre si convoité de Frédéric le Grand, «Pour le Mérite». En janvier 1904, il avait épousé une demoiselle Hellich, de Dantzig. Il en avait eu cinq enfants: deux garçons et trois filles. Les deux fils, Henning et Axel, étaient devenus officiers et ils seront tués durant la Seconde Guerre mondiale. Mme von Blomberg était morte en 1932, à Königsberg.

Blomberg fit carrière parmi l'élite des chefs de la Reichswehr. En 1927, il devint chef du *Truppenamt* (avatar visible de l'état-major, interdit par le traité de Versailles, qui fonctionnait en secret). Dès ce moment, Werner von Blomberg voyait dans une armée d'élite, très solide, motorisée, l'instrument privilégié de la guerre future. Il fit des voyages à l'étranger, se rendit aux Etats-Unis, et plusieurs fois en Union soviétique. Ses séjours à Moscou, ses visites au camp de manœuvre de Voronef, où des officiers allemands élaboraient la tactique des chars, ne laissèrent pas de faire impression sur cet officier intelligent, à la compréhension rapide, ayant le don de synthétiser et de tirer des conclusions. Dès cette époque, il était désigné pour les sommets. La rapidité de ses promotions allait être exceptionnelle.

L'exemple soviétique

En 1929, il fut nommé commandant de la I^{re} région militaire, en Prusse orientale, ce qui était considéré dans la Reichswehr comme le poste préparatoire à la nomination de chef suprême de l'armée. Il y eut comme chef d'état-major Walter von Reichenau.

Ses séjours en Russie avaient conduit Blomberg à réfléchir aux rapports entre les forces armées et l'Etat. En Union soviétique, l'armée jouissait d'une position spéciale; elle était privilégiée aux yeux de l'opinion publique. Les autorités et le parti communiste faisaient tout leur possible pour accroître son prestige. L'armée rouge constituait ainsi l'organisation patriotique suprême du peuple soviétique; la bureaucratie civile, les organes politiques n'avaient aucun droit d'intervenir dans ses affaires; elle recevait ce qu'elle demandait. Il en était résulté une force militaire moderne, bien équipée, bien entraînée, renforcée par une milice groupant des hommes de toute origine. Blomberg avait une grande admiration pour le maréchal Toukhatchevsky, qui avait mis au point ce magnifique instrument.

Ne pouvait-on réaliser quelque chose de semblable en Allemagne? Or il existait déjà une situation semblable en Prusse orientale; la défense préparée par la Reichswehr n'était possible qu'avec le concours et la collaboration des organisations patriotiques comprenant le *Stahlhelm* et les S.A. L'incorporation, dans le nouveau système de défense, de la population préalablement organisée ne constituait-elle pas la solution d'avenir?

Rencontre avec Hitler et avec la philosophie nazie

Une rencontre de hasard revêtit alors pour Blomberg une grande importance. L'aumônier militaire de la I^{re} région, à Königsberg, était Ludwig Müller, théologien qui sera ultérieurement l'évêque national de l'Eglise évangélique d'Etat. Ce fut chez lui que Blomberg rencontra Adolf Hitler pour la première fois. Encore sous l'influence des idées formées à Moscou, Blomberg fut impressionné par le Führer du N.S.D.A.P. Il n'était pas le premier; von Seeckt lui-même avait rencontré Hitler, en 1925, et l'avait trouvé d'autant plus intéressant qu'il possédait sur les masses un pouvoir dont lui, Seeckt, manquait. Cette rencontre de Königsberg entre Hitler

et Blomberg ne fut qu'une prise de contact. Elle n'eut aucun résultat immédiat. Cependant, elle révéla chez les deux hommes des affinités; ils y acquirent ce contact intérieur qui permet de s'entendre sans grands débats.

Disciple en outre du théosophe Rudolf Steiner, Werner von Blomberg fut positivement fasciné par le *Mythe du XX^e siècle* d'Alfred Rosenberg, philosophe officiel du parti nazi, et par les théories, plus ou moins fumeuses, qui exaltaient le mythe du Sang. Blomberg, qui venait de découvrir l'homme Hitler, commença à se demander si le demiurge nazi ne pourrait pas faire pour l'Allemagne, et pour l'armée allemande, ce que Staline, autre demiurge, avait fait pour l'U.R.S.S. et pour l'armée rouge.

Bref, dès 1930, Werner von Blomberg, sans manifester ouvertement ses sympathies nazies, était de plus en plus convaincu des avantages qu'un régime national-socialiste pourrait valoir à l'armée allemande. Blomberg ne sera jamais un véritable national-socialiste. Mais il favorisera la subordination totale de la Reichswehr à Hitler, convaincu d'agir ainsi pour le plus grand bien de l'Allemagne et de son armée.

A la conférence du Désarmement

Tout en gardant le commandement de la région militaire de Königsberg, Werner von Blomberg fut nommé, en 1931, représentant de l'Allemagne à la conférence du Désarmement, réunie sous les auspices de la Société des Nations, à Genève. Blomberg était resté un officier apolitique. Mais cela ne l'empêchait pas, nous l'avons vu, de réfléchir au sort qui attendait sa patrie et la petite Reichswehr en face de leurs voisins mieux armés. Non seulement il s'était rendu en Union soviétique et aux Etats-Unis, mais il avait une connaissance directe de plusieurs pays européens. Il s'était fait une image personnelle de sa patrie et du monde, tels qu'ils étaient en 1930-1932. Ni sphinx militaire comme von Seeckt, ni éminence reptilienne comme von Schleicher, Blomberg, durant les difficiles négociations de Genève, s'acquit des sympathies parmi les représentants des autres nations et sa sincérité naturelle l'aida à marquer des points. Le cercle de ses amis s'agrandissait sur la scène internationale.

Les conséquences furent très importantes pour le couronnement d'une carrière déjà rapidement menée. Dans les intervalles des sessions, Blomberg se vit ouvrir l'accès du palais

présidentiel. Il y fut invité à s'y présenter régulièrement pour mettre personnellement le vieux maréchal au courant des négociations de Genève. Ainsi s'établit entre Hindenburg et Blomberg un contact qui ne fut pas uniquement de caractère militaire et social. Ce contact fit naître des rapports de confiance et des liens de sympathie personnels.

En arrivant à la Bendlerstrasse, le premier soin de Blomberg va être d'éliminer tous les hommes du général von Schleicher. Il remplace le général von Bredow, chef du ministère (*Ministeramt*), par le général Walter von Reichenau, son chef d'état-major à Königsberg. Mais il est obligé, à la demande du maréchal-président, de confirmer à von Hammerstein son commandement en chef.

Hitler chez les seigneurs de la guerre

Le 3 février 1933, trois jours après son arrivée au pouvoir, Hitler se rend sur invitation à une réception donnée, dans son appartement de fonction du Tiergarten, par le général von Hammerstein. Le commandant en chef a prié à dîner les chefs des bureaux de l'état-major ainsi que les commandants des régions militaires et maritimes. Tout le monde est en grand uniforme. Le clou de la réception doit être une déclaration de Hitler sur ses intentions et ses objectifs politico-militaires. Elle va répondre parfaitement à l'attente des seigneurs de la guerre présente.

«Le but à atteindre, dit Hitler, est de redonner à l'Allemagne sa puissance politique en Europe. Quiconque s'y opposera de l'intérieur sera broyé. La création d'une nouvelle Reichswehr, le rétablissement du service militaire obligatoire constituent les conditions les plus importantes pour atteindre ce but. Le combat intérieur n'est pas l'affaire de la Reichswehr, il reste l'apanage des formations nationales-socialistes.» Et Hitler prononce les mots décisifs: «Un amalgame entre l'armée et les S.A. n'est pas envisagé.»

Hitler énumère ensuite les principes de son gouvernement: Etat fortement autoritaire, peine de mort pour les traîtres au pays et au peuple, réparation des dommages causés par le cancer de la démocratie... Pour finir, il souligne les dangers de la période de transition:

«Si la France, s'écrie-t-il, possédait de véritables hommes d'Etat, elle ne perdrait pas un instant pour réagir. C'est maintenant, maintenant, que Paris devrait tomber sur l'Allemagne, avec ses satellites de la Petite Entente!»

Ce discours produit une forte impression sur les généraux qui l'applaudissent de tout cœur. Hammerstein paraît être complètement revenu de ses préventions antérieures à l'égard du national-socialisme. A la fin de février 1933, parlant aux officiers de la garnison de Stettin, il qualifie cette rencontre d'événement :

« Vous savez, messieurs, avec quelles appréhensions je considérais l'arrivée des nationaux-socialistes au pouvoir... Entre-temps j'ai réfléchi, en conscience, à la nouvelle situation et je suis parvenu à une autre façon de voir. J'ai reçu chez moi, le nouveau chancelier du Reich. Là, devant les commandants de régions et les chefs des bureaux d'état-major, il a parlé durant environ deux heures des objectifs de son gouvernement. Après l'avoir entendu, je crois que nous pouvons avoir toute confiance dans le nouveau chancelier du Reich, en ce qui concerne nos intérêts et notre mission. Il a déclaré formellement que, pour la réalisation de ses tâches de l'avenir, la Reichswehr n'aurait pas de meilleur avocat que lui. »

Ces paroles du général von Hammerstein marquent un virage à angle droit : le passage de l'ancienne hostilité à la coïncidence absolue des intérêts et des méthodes pour atteindre le but commun.

« Notre drapeau est noir, blanc, rouge et non la croix gammée »

Initialement tout au moins, Werner von Blomberg refuse d'engager la Reichswehr à côté des nationaux-socialistes. Il ne parle encore que de « neutralité bienveillante » envers le gouvernement, dans sa lutte contre le marxisme. Il continue, comme le relatent les notes prises par le général Liebmann en mars 1933, d'imposer une attitude de « non immixtion dans les questions politiques ».

« Les deux autres résultats importants de la réunion des commandants du 15-16 mars, à Marbourg, et du 17 mars, à Cassel, écrit-il, ont été publiés dans deux ordonnances destinées aux commandants. L'une de ces deux ordonnances fixe notre nouvelle position envers les associations nationalistes et culmine dans la phrase suivante : « Est reconnu comme ami par la Reichswehr celui qui se proclame partisan de la défense nationale et de la mise en pratique de celle-ci. » L'autre ordonnance souligne que, si nous ne prenons pas part activement à la lutte interne que le gouvernement entend mener, avec les moyens de la force publique et avec l'aide de l'organisation

nationale-socialiste, contre le communisme et le marxisme, nous devons cependant adopter à l'égard de cette lutte une attitude de neutralité bienveillante. S'il ne fait pas de doute que, de cette manière, notre situation générale au sein de l'Etat subit une modification, il faut à tout prix éviter deux dangers: nous ne devons pas perdre la confiance du peuple, que nous avons gagnée en douze années d'efforts laborieux nous maintenant au-dessus des partis. Nous devons considérer qu'en fin de compte nous avons à préparer la lutte extérieure et que cette tâche ne pourra jamais être accomplie avec les partis, mais uniquement si, en cas de guerre, le peuple tout entier est de notre côté. En cas de guerre, nous aurons également besoin d'éléments du peuple qui, en raison de leurs opinions politiques, sont actuellement en butte aux persécutions des associations de droite. Nous sommes les derniers à être autorisés à barrer à ces éléments du peuple le chemin du retour vers l'Etat national. Par ailleurs, nous ne devons pas compromettre notre réputation vis-à-vis des associations nationalistes.

» Dans ces conditions, nous devons toujours — malgré nos sympathies pour ces associations — garder les distances que nous impose notre rang de première puissance dans l'Etat et de serviteur de l'ensemble du peuple. Notre drapeau est noir, blanc, rouge et non pas la croix gammée; notre salut est militaire et non pas le salut hitlérien. Si on nous salue à l'hitlérienne, nous remercions par le salut militaire. Nous pouvons à nouveau chanter fièrement le chant du drapeau; mais le chant de Horst-Wessel reste pour nous une manifestation de parti qui ne nous regarde pas...»

Eminence grise, Eminence brune, le général Walter von Reichenau

Mais Blomberg va rapidement modifier son attitude sous l'influence de Walter von Reichenau. Le rôle que tiendra le jeune général, lors de la crise S.A.-Reichswehr et de la préparation de la Nuit des longs couteaux, mérite qu'on se penche sur sa personnalité.

Walter von Reichenau, né en 1884, a six ans de moins que Blomberg, quatre de moins que von Fritsch, mais cinq de plus que Hitler et quatorze de plus que Goering. C'est un artilleur. Durant la Première Guerre mondiale, il a servi dans des états-majors. Il est le disciple du fameux général Max Hoffmann qui, comme chef d'état-major du commandant en chef à l'Est, a

dirigé les opérations victorieuses contre les armées tsaristes et joué un rôle capital dans la signature du traité de Brest-Litovsk, en 1917. Reichenau a été du petit nombre des officiers privilégiés conservés dans la Reichswehr. En 1923, l'année du putsch manqué de Hitler, il était capitaine au 18^e régiment d'infanterie, à Münster.

Reichenau a une nature plus froide et plus calculatrice que son chef. C'est aussi un officier de bien plus grande valeur. Il ne ressent pas l'engouement de Blomberg pour Hitler, mais il a assez de sens politique pour évaluer tous les avantages qu'il tirera, aussi bien pour lui-même que pour l'armée, d'une coopération étroite avec le régime. Il s'est pénétré d'une bonne partie des théories du national-socialisme sur l'opportunité d'une armée populaire. Il s'est même dégagé de la tradition militaire prussienne, au point d'entretenir des rapports personnels avec les hommes qui se trouvent sous ses ordres. Cela non seulement dans les questions de service, mais aussi en prenant part, avec eux, aux courses à pied et aux matches d'entraînement qu'il a organisés pour développer la qualité physique et la bonne humeur des soldats. Grand sportif lui-même, il a, en qualité de membre du Comité allemand des Jeux olympiques, été beaucoup plus loin dans ses voyages à l'étranger que la plupart des autres officiers. Bien que moins cultivé que ne l'est Blomberg, il a plus de pénétration et d'esprit analytique que lui. Son peu d'orthodoxie, son absence de scrupules, sans parler de ses dons militaires exceptionnels, lui ont valu la méfiance, l'antipathie et la jalousie d'une bonne partie de ses camarades.

« Servir le mouvement national-socialiste avec un total dévouement »

Dès le 1^{er} juin 1933, le ton du ministre de la Guerre Werner von Blomberg change, comme en témoignent ces nouvelles notes, prises en style télégraphique.

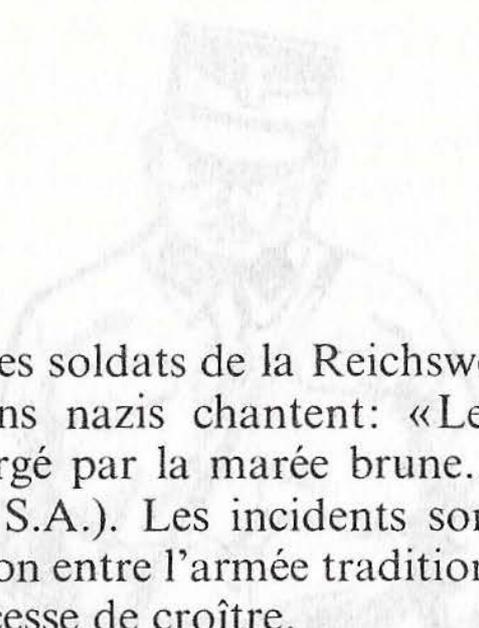
« Faire le plus souvent possible appel aux commandants, ces derniers à leurs officiers, pour discuter de la situation internationale. Les monarchistes et le centre catholique font erreur en parlant d'un changement possible de gouvernement. Pas de changement mais révolution totale. Prétentions injustifiées des monarchistes à égalité des droits. La révolution est faite par le seul mouvement nazi. Ce sera un bonheur quand ce mouvement atteindra bientôt la totalité à laquelle il aspire. Bien des difficultés seront ainsi évitées. Suite des idées des nazis :

l'accomplissement de la révolution dans le domaine de la politique intérieure appartient à leur mouvement jusqu'aux dernières conséquences. Ce n'est que lorsqu'il aura percé dans les dernières ramifications qu'il sera possible, et nécessaire, d'employer à nouveau le personnel de valeur de l'époque antérieure. Il est donc souhaitable que les monarchistes et le centre catholique disparaissent bientôt. La raison pour laquelle la révolution n'a pas touché la Reichswehr doit être uniquement recherchée dans le fait que nous étions apolitiques. Or, cette attitude apolitique ne voulait jamais dire que nous approuvions le système des gouvernements antérieurs. C'était plutôt un moyen de nous préserver d'une emprise trop étroite de ce système. Maintenant, c'en est fini de cette attitude apolitique et il ne reste plus qu'une chose: servir le mouvement national-socialiste avec un total dévouement.»

Doit-on s'étonner? Hitler ne visait-il pas au fond le même but que l'état-major, la majorité du peuple allemand et le vieux Maréchal à cheveux blancs. C'est-à-dire l'effacement des clauses jugées honteuses du traité de Versailles; la création d'une armée forte, capable de défendre les frontières; l'égalité des droits moraux et matériels de l'Allemagne avec les autres nations? Hitler et l'état-major voulaient aussi faire le même premier pas: ne plus attendre patiemment l'autorisation de réarmer, mais en prendre énergiquement l'initiative. Quels problèmes embarrassants pouvaient se poser entre le nouveau chancelier du Reich et la Reichswehr, que Hitler se faisait lui-même un honneur d'avoir servi naguère, comme simple soldat? La politique militaire de Hitler vivait depuis longtemps, à l'état latent, dans la pensée de l'état-major; il réalisera même les désirs refoulés de celui-ci. Tous les généraux, tous les officiers attendaient confusément l'homme qui ferait de leurs rêves une réalité.



Les hommes en noir



D

evant les soldats de la Reichswehr, cependant, les miliciens nazis chantent: «Le rocher gris sera submergé par la marée brune...» (la Reichswehr par la S.A.). Les incidents sont de plus en plus fréquents. La tension entre l'armée traditionnelle et l'armée en chemise brune ne cesse de croître.

Tandis que Röhm réclame à corps et à cri pour ses S.A. «une situation privilégiée dans le Troisième Reich, même à l'égard de la Reichswehr, parce que c'est aux seuls S.A. qu'est due la victoire nationale-socialiste», le général von Brauchitsch résume le sentiment de la majorité de ses camarades lorsqu'il confie à ses proches: «Le réarmement est une entreprise trop grave et trop officielle pour qu'on puisse y faire participer une bande d'escrocs, d'ivrognes et d'homosexuels.»

La chanson des S.A., les paroles de Röhm et celles de Brauchitsch font passer une lueur joyeuse dans le regard clignotant du puritain du parti, Heinrich' Himmler, Reichsführer S.S. L'homme en noir déteste aussi féroce­ment le «rocher gris» que la «marée brune». En 1933, il n'a pas grand pouvoir mais depuis près de cinq ans, tapi dans l'ombre telle une venimeuse araignée, il observe, il guette, il tisse sa toile. Il sait que tôt ou tard un affrontement violent opposera la Reichswehr à la S.A.

Ce sera alors son heure, l'heure des hommes en noir, l'heure de la S.S.

Des troupes de choc à la S.S.

Avant de devenir le Corps Noir (*Das Schwarze Korps*), incarnation de l'idéologie la plus fanatique et la plus secrète du national-socialisme, la S.S. eut des débuts lents et difficiles. On se souvient qu'elle était en germe dans la «garde du corps» (*Stabswache*) créée par Hitler en mars 1923, qui fut transformée en «Troupe de choc Adolf Hitler» (*Stosstrupp Adolf Hitler*), en mai de la même année.

Quand Hitler sort de prison et envisage la reprise en main du parti national-socialiste, il se heurte bientôt de front, nous l'avons vu, à Röhm. Hitler ne veut pas d'une S.A. autonome. Röhm, au contraire, refuse qu'elle soit contrôlée par le parti. La S.A. est sa chose, il n'entend la partager avec personne, pas même avec Hitler. Il a écrit à celui-ci: «Pas de politique au sein de la S.A. J'interdis à la S.A. de se mêler des affaires du parti; de même, je ne veux pas que les dirigeants du parti se mêlent de donner des conseils, voire des ordres aux chefs de la S.A.» On a vu que ce n'était pas le premier ni le dernier conflit entre Hitler et Röhm.

Alors est née dans l'esprit de Hitler l'idée de transformer la «Troupe de choc Adolf Hitler» (qui n'a pas encore été reconstituée) en un groupe solide, important, à la fidélité exemplaire, à la doctrine inébranlable, capable d'assurer et de renforcer l'autorité du Führer du N.S.D.A.P. et d'exécuter aveuglément ses ordres, quels qu'ils soient.

«Je me disais à l'époque, confiera Hitler dans ses *Libres Propos*, que j'avais besoin d'une troupe de gardes du corps; elle devait être peu nombreuse mais il fallait qu'elle me fût entièrement dévouée. Mieux vaut n'avoir dans une ville que vingt hommes à soi, sur lesquels on puisse compter absolument que d'avoir la confiance de la masse versatile.»

Mais il lui faut attendre un peu. Ce n'est que le 9 novembre 1925, lors du deuxième anniversaire du putsch de Munich, que Hitler a pu créer, sous le commandement du capitaine Julius Schreck, le «Groupe de protection», *Schutzstaffel* ou S.S.

Pour commencer, de très petits groupes

Ils sont huit S.S., au début, tous anciens de la première formation. Ils conservent le même uniforme. Schreck entreprend de créer rapidement des unités S.S. en dehors de Munich. Le 21 septembre 1925 déjà, chaque section du N.S.D.A.P. d'Allemagne a reçu une lettre circulaire lui donnant ordre de mettre sur pied une formation de la «Troupe de choc Adolf Hitler». Fin novembre 1925, Schreck adresse une nouvelle circulaire pour que ces formations deviennent S.S. Ce sont de très petits groupes qui sont installés dans les localités ayant de l'importance pour le développement du mouvement: ils comptent en règle générale un chef et dix hommes. A cette époque, une grande ville comme Berlin n'a qu'une escouade de deux chefs et vingt hommes. Un des chefs de cette époque, Aloïs Rosenwink, précise ainsi l'esprit des S.S.: «Que la tête de mort que nous arborons serve d'avertissement à nos ennemis et qu'elle soit le signe du don que nous faisons de notre vie à notre Führer, à son idéal.» A Noël 1925, la S.S. compte mille hommes.

Le 15 avril 1926, Joseph Berchtold, ancien chef de la «Troupe de choc Adolf Hitler» qui s'était exilé en Autriche après le putsch manqué de Munich, rentre en Allemagne. Hitler lui donne le commandement de la S.S. à la place de Schreck, qui redevient son chauffeur personnel.

Le 4 juillet 1926, Hitler, lors du deuxième Congrès du N.S.D.A.P. tenu à Weimar, confie à la S.S. «le symbole le plus sacré du mouvement»: l'étendard sanglant du 9 novembre 1923.

Le 27 juillet 1926, lorsque Hitler donne le commandement des groupes S.A. à l'ancien chef de corps francs Franz Pfeffer von Salomon, il lui subordonne la S.S. de Berchtold auquel est donné le titre de Reichsführer S.S. Mais la dépendance dans laquelle la S.S. est tenue gêne l'action de Berchtold qui démissionne en mars 1927. Erhard Heiden lui succède, mais il n'est pas plus à l'aise que son prédécesseur. Pfeffer von Salomon brime la S.S.: pour lui, les forces S.S. ne doivent pas dépasser dix pour cent des forces S.A. Le résultat est que, à la fin de 1927, les S.S. ne sont plus que deux cent quatre-vingts hommes. Une force négligeable, bien que de qualité exceptionnelle.

La Garde de la nouvelle Allemagne

Déjà, en effet, commence à se former parmi les S.S. un certain sentiment de supériorité. Leur discipline de fer, qui impressionne, est leur fierté. Leur devise n'est-elle pas « Noblesse se tait » ? La supériorité de la S.S. est résumée par l'adjoint du Reichsführer S.S. Erhard Heiden, en ces termes : « La S.A. c'est la Troupe ; la S.S. c'est la Garde. Il y a toujours eu une Garde. Les Perses en ont eu une et les Grecs et César et Napoléon et le vieux Fritz. La Garde de la nouvelle Allemagne c'est la S.S. »

Celui qui s'exprime ainsi se nomme Heinrich Himmler.

L'historien nazi Paul Meier-Benneckenstein écrira : « Le 6 janvier 1929, Adolf Hitler désigna comme Reichsführer S.S. son camarade Heinrich Himmler, qui avait fait ses preuves. Celui-ci prit le commandement des S.S., qui comptaient alors deux cent quatre-vingts hommes, et le Führer le chargea spécifiquement d'en faire une troupe d'élite, sur laquelle on pût compter en toutes circonstances. Ainsi commença l'histoire en propre des S.S., tels que nous les voyons aujourd'hui, fermement ancrés dans le mouvement national-socialiste. Car les S.S. et leur chef, Heinrich Himmler, le premier d'entre eux, en sont devenus inséparables au cours de ces années de lutte. »

Himmler d'abord catholique et traditionaliste

Heinrich Himmler est né le 7 octobre 1900 à Munich, au deuxième étage d'une maison sise au numéro 2 de la Hildegardstrasse. Son père, le professeur Gebhard Himmler, était alors âgé de 35 ans et enseignait au lycée de Munich, qu'il dirigera, après avoir été le précepteur du prince Heinrich de Bavière. Gebhard Himmler tenait au prestige social que lui conférait le patronage de la Maison royale de Bavière. Aussi demanda-t-il au prince Heinrich de lui faire la faveur d'être le parrain du futur chef de la S.S., son deuxième fils (l'aîné Gebhard était né en 1893 et le cadet Ernst naîtra en 1905). Le prince accepta.

Les trois fils Himmler furent élevés, selon les méthodes de l'époque, dans une famille catholique qui ne plaisantait pas avec la morale, l'obéissance, les convenances, l'amour et le respect de la patrie allemande. Fils docile, affectueux et respectueux, Heinrich entretiendra avec les membres de sa famille des relations excellentes jusqu'à la fin de leurs vies.

Il fit de solides études et se destina à la carrière d'officier. Sa santé chancelante l'inquiétait cependant. Il faisait des poids et haltères pour se muscler; en vain. Il étudia consciencieusement le piano mais n'avait aucun talent. Il apprit aussi la sténographie. La Première Guerre mondiale — il avait alors 14 ans — n'interrompit pas ses études et il dut attendre 1917 avant d'être admis à s'engager. Il fit ses classes, suivit un cours d'officier et un cours de canonnier mais il fut démobilisé avant d'être allé au front.

Il décida alors de se tourner vers l'agronomie, travaillant du printemps à l'automne 1919 dans une ferme école bavaoise, en dépit d'une paratyphoïde qui l'amaigrit considérablement. Le 18 octobre 1919, il s'inscrivit à l'université de Munich et, en 1922, y obtint le diplôme d'ingénieur agronome. Il n'avait pas 22 ans.

Himmler alors chercha une situation à l'étranger, entreprit même d'apprendre le russe, puis le turc, mais renonça. Il doutait terriblement de lui-même: «Je manque totalement de l'aisance que j'aimerais tant acquérir et qui est l'apanage des êtres supérieurs», écrit-il dans son journal. Il se reprochait de trop parler et de «manquer de la maîtrise qui convient à un gentleman». Il pratiquait intensément sa religion, allait régulièrement à la messe et communiait souvent. Mais peu à peu, sa foi fut ébranlée. Il nota dans son journal: «Je crois que je suis entré en conflit avec ma religion mais, quoi qu'il arrive, j'aimerai toujours Dieu et je resterai fidèle à l'Eglise catholique que je continuerai à défendre, même si elle doit un jour me rejeter...»

Séduit par Röhm

Les questions sexuelles le préoccupaient de plus en plus. Mais, sans doute en raison de son respect pour la vertu chrétienne de chasteté, il semble qu'il soit resté vierge jusqu'à l'âge de 27 ans. Otto Strasser a raconté que Himmler était entré dans son bureau, peu avant son mariage, en 1928, pour lui confesser solennellement qu'il avait perdu sa virginité...

Depuis novembre 1919, Himmler avait adhéré à différents mouvements politiques de droite. Le 26 janvier 1922, lors d'une réunion dans l'*Albergerkeller*, brasserie de Munich, Himmler rencontra le capitaine Röhm. Il fut très impressionné, enthousiasmé par cette rencontre et adhéra immédiatement au mouvement nationaliste que le capitaine dirigeait, connu sous le nom du *Reichskriegsflagge* (Bannière de guerre du Reich).

Au mois d'août 1923, toujours sous la même influence, Himmler adhéra au N.S.D.A.P. mais l'homme que Himmler admirait n'était pas pour autant Hitler; l'avenir pour lui restait Röhm. Il prouva cette admiration lors du putsch manqué à Munich, les 8 et 9 novembre 1923. Son chef lui ayant confié l'emblème de la *Reichskriegsflagge*, Himmler se cramponna à la hampe du drapeau, face aux mitrailleuses des forces de police qui entouraient les bâtiments du ministère de la Guerre bavarois, dont Röhm et ses hommes s'étaient emparés. Il resta aux côtés de son chef jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la reddition honorable.

Himmler ne fut pas poursuivi. Entre-temps, comme jeune ingénieur agronome, il s'était spécialisé dans l'étude de la chimie, des fertilisants et de la génération de nouvelles variétés de plantes, notamment de céréales, en qualité d'assistant de laboratoire dans une firme de Schleissheim (à vingt-cinq kilomètres au nord de Munich). Après le putsch, Himmler perdit cet emploi. Au grand mécontentement de sa famille, il refusa de chercher du travail, désirant, expliqua-t-il, rester « libre de toute obligation afin de s'engager dans la politique ».

Le N.S.D.A.P. étant interdit, Himmler adhéra au Mouvement national-socialiste pour la liberté (*National-Sozialistische Freiheitsbewegung*), placé sous le patronage du général Ludendorff et dirigé par Gregor Strasser. Ce dernier accorda sa confiance à Himmler qui devient, en titre, son secrétaire mais, en fait, remplit les fonctions de directeur-adjoint. Otto Strasser a écrit que son frère Gregor avait accueilli Himmler très favorablement car « ce garçon est un auxiliaire précieux à un double titre: il possède une motocyclette et il souffre d'avoir été frustré dans ses ambitions militaires... »

En 1925, Himmler rencontra le Dr Joseph Goebbels à Landshut. Ils travaillèrent ensemble pour Gregor Strasser. Mais Goebbels, qui avait alors 28 ans, vaniteux et dévoré par l'ambition, ne considéra Himmler que comme l'organisateur des tournées de conférences dont il était lui-même la vedette. Et c'est cette année-là que Himmler entra — sous le numéro matricule 168 — dans la S.S. que Hitler venait de fonder. Il avait 25 ans.

Heinrich le Fidèle

Quand Himmler vit-il pour la première fois Hitler? On a écrit que Himmler avait rencontré le Führer sorti de prison, le 12 mars 1925, dans son deux-pièces du 41 de la Tierschstrasse, à Munich. Aucun document ne mentionne d'entrevue à cette date. Quoi qu'il en soit, il est certain que, à partir de 1925, Himmler voua à Hitler une admiration, une soumission et une fidélité exemplaires. « Heinrich le fidèle » (*der treue Heinrich*), comme l'appelait Hitler, fut tout à la fois le confident des projets les plus secrets du Führer et son exécuteur des hautes œuvres.

Hitler dira: « C'est avec Himmler que la S.S. devint cette troupe extraordinaire, dévouée à une idée, fidèle jusqu'à la mort. Je vois en Himmler notre Ignace de Loyola. Avec intelligence et obstination, contre vents et marées, c'est lui qui a forgé cet instrument. »

Toutefois, Himmler ne fit jamais partie du cercle des intimes de Hitler, du moins pas dans le sens où l'entendaient Hess, Goering et Goebbels qui accompagnaient le Führer à titre de conseillers et partageaient ses repas.

Le Dr François Bayle, qui a longuement étudié la personnalité de Heinrich Himmler, a écrit au sujet des rapports entre le futur chef des S.S. et le Führer:

« Un des premiers à subir le pouvoir magnétique de Hitler, Himmler lui voua dès lors une fidélité qui ne se démentit jamais. Dès Munich, cette paire se constitua des rapports personnels puissants: l'un animé par l'autre mais se complétant, s'épaulant mutuellement. Hitler fournissant l'étincelle et Himmler le bras séculier [...] Bien davantage que d'autres fonctionnaires nazis, Himmler s'identifia absolument à son maître, auquel il inspira une confiance absolue; il fut le seul à réunir en sa personne autant de pouvoirs sans jamais entrer en conflit avec Hitler [...] Il accepta tout de lui, sans discussion, le comprit à demi-mot et s'en alla vers les tâches redoutables et obscures qui lui convenaient; jamais l'idée de faire cavalier seul ne lui vint. Au milieu des conflits les plus aigus, qui opposèrent les S.S. à d'autres grands corps constitués, comme la Wehrmacht par exemple, Himmler finit toujours par triompher. Il avait, dès le début, subi l'ascendant souverain de Hitler sur son âme tortueuse et avide du maniement secret des hommes. Il avait compris les besoins de son chef dans le domaine de l'exécutif, de la police, de la sécurité intérieure, toutes activités vitales pour l'Etat nazi totalitaire. »

Himmler monta dès lors très rapidement dans la hiérarchie du N.S.D.A.P. : gauleiter en Basse-Bavière en 1925 ; gauleiter en Bavière et en Souabe en 1926 ; directeur des services de Propagande en 1926 encore.

Marié avec une doctoresse

Pour les besoins du parti, Himmler alors se rendait assez souvent à Berlin. Au cours d'un de ses séjours, il entra en relations avec une doctoresse d'origine prussienne, Margarete Boben, fille d'un propriétaire terrien de Gonterzewo en Prusse occidentale, blonde aux yeux bleus, walkyrie protestante, divorcée et de sept ans plus âgée que lui. « Marga », comme on l'appelait, dirigeait une petite clinique à Berlin. Elle avait en matière de médecine des idées peu orthodoxes qui séduisaient Himmler et l'incitèrent à reprendre les discussions de ses années d'étudiant. Elle s'intéressait aux traitements homéopathiques et aux cures par les plantes. Leurs conversations réveillèrent chez Himmler ses désirs de travailler en plein air. Malgré la différence d'âge, ils semblaient bien faits pour s'entendre. Ils avaient tous deux le goût de l'économie et de la vie frugale et ils aspiraient aux joies du mariage. Ils étaient également convaincus que leur intérêt commun pour la médecine et les plantes pouvaient les mener à l'amour. Marga vendit sa clinique et décida d'employer l'argent que lui rapportait cette opération à l'achat d'une petite propriété à la campagne. Ils se marièrent en juillet 1928.

J'ai retrouvé dans les dossiers de Himmler une lettre à la fois réservée et enthousiaste que Marga lui écrivit huit jours avant leur mariage. Elle lui parle de la maison et du terrain qu'ils ont achetés à Waltrudering, à une quinzaine de kilomètres de Munich. La petite exploitation fut laissée en grande partie aux mains de Marga. Ils y élevaient une cinquantaine de volailles et vendaient leurs produits au marché. Les bénéfices s'ajoutaient au salaire de Himmler qui gagnait alors deux cents marks par mois. L'année suivante, Marga donna naissance à une fille Gudrun.

Un fanatique

La personnalité de Himmler est difficile à saisir. Ceux qui l'ont connu de son vivant avaient peine, après l'avoir vu, à le décrire. Il nous en reste autant de portraits que de témoins. L'auteur du *Mythe du XX^e siècle*, Alfred Rosenberg :

« Jamais je n'ai pu accrocher son regard toujours fuyant et clignant derrière son pince-nez. » Le général Walter Dornberger, père des armes V : « Un bon maître d'école, certainement pas un chef. » L'historien américain William Shirer : « Un personnage aux manières affables que les gens prenaient (comme le fit l'auteur la première fois qu'il le rencontra) pour un maître d'école de village. » Le comte suédois Folke Bernadotte : « Cet homme n'avait rien de diabolique. Courtois, non dépourvu d'humour, il aimait à jeter de temps en temps un mot d'esprit pour détendre l'atmosphère. » L'ancien représentant de la S.D.N. à Dantzig, Karl J. Burckhardt : « Une application d'écolier borné, mais aussi quelque chose de méthodique comme peut l'être un automate. »

Enfin le général allemand Friedrich Hossbach : « Froid, calculateur, avide de pouvoir, mauvais génie de Hitler, l'individu le plus dénué de scrupules du Troisième Reich. »

En fait, dans son comportement profond, Himmler démentait la courtoisie superficielle dont il était capable ; il se montrait alors insaisissable et d'une froideur absolue. Ceux qui vécurent dans son entourage ont tous affirmé qu'il était dissimulé, hypocrite, venimeux et animé par une farouche volonté de domination qui ne s'évanouissait qu'en présence d'Adolf Hitler. Quand le Führer lui adressait un reproche, Himmler en effet restait tremblant, l'air d'un chien battu, incapable de formuler le moindre mot pour sa défense, comme foudroyé. D'un égoïsme forcené, Himmler était doté d'une profonde indifférence affective. Capable de fournir un immense travail dans un automatisme routinier, il trahissait souvent une extrême surexcitation interne par des rougeurs aux pommettes et sur le front. Son fanatisme, en apparence glacé, était profond, tumultueux, fantasmagorique et brûlant de sincérité. Il suffit de lire ses discours, d'en entendre les enregistrements qui subsistent, pour se rendre compte que ce mystique du *Mythe du Sang* croyait, de tout son être, à ce qu'il disait. Et qu'il ne reculait devant aucun crime pour réaliser les objectifs fixés par son Führer.

L'Ordre noir, ordre du Sang

Le 6 janvier 1929, Hitler désigne Heinrich Himmler comme Reichsführer S.S. Son poste est à Munich. A Berlin, centre de l'action radicale menée par les frères Strasser et Goebbels, c'est à Kurt Daluege que Hitler a donné le commandement des S.S., lui conférant des pouvoirs qui lui permettent de mener une action indépendante de celle de Himmler. L'activité de Himmler, investi de cette autorité limitée, peut paraître modeste. En réalité Hitler a confié à Himmler le soin de créer une unité puissante d'hommes triés sur le volet, d'une fidélité à toute épreuve, d'une valeur humaine très supérieure à celle des soudards de la S.A., et d'en faire une ébauche de l'ordre nordique du Sang, dont il rêve. Himmler épouse ce rêve du Führer. Il en fera le but suprême de son existence.

Dès le mois d'avril 1929, Himmler soumet à Hitler et à Pfeffer von Salomon (commandant en chef de la S.A. auquel Himmler, on l'a vu, est encore théoriquement subordonné), un projet qui tend à créer véritablement un ordre S.S.

Le projet est largement inspiré par les discours de Hitler et les théories de Walter Darre dans son ouvrage *Le Sang et le Sol* (*Um Blut und Boden*) qui va être publié à Munich, par les soins du N.S.D.A.P., et dont Himmler vient de lire le manuscrit.

Des «ancêtres pour les générations futures»

Himmler écrit: «Lorsque le Führer ordonne de développer cette partie du N.S.D.A.P. qu'est la S.S., une chose est nette: nous ne pouvons accomplir la véritable mission qui nous est confiée de bâtir un ordre qu'en nous imprégnant des directives données au N.S.D.A.P. par Adolf Hitler, et en les poussant jusqu'à leurs ultimes conséquences [...] Constitués, d'après des règles immuables, en ordre national-socialiste d'hommes purement nordiques, en une communauté fraternelle, liés par le sang pur, les S.S. marcheront vers un lointain avenir, guidés par Adolf Hitler, souhaitant, voulant et croyant être non pas seulement des descendants mieux armés pour combattre, mais, en outre, des ancêtres pour les générations futures, nécessaires à la vie éternelle du peuple allemand et germanique...»

De 1929 à 1931, le petit groupe S.S. grandit très lentement. Etant donné la dureté des critères de sélection (taille, santé, généalogie, courage physique, rigueur de vie), il ne peut en

être autrement. Deux catégories de recrues sollicitent «l'honneur d'appartenir à cet ordre d'élite»: les vétérans des corps francs qui sont souvent des aristocrates, les victimes de la nouvelle crise économique. Le 29 janvier 1930, Himmler peut dire: «La S.S. croît; au terme de ce trimestre nous serons deux mille.»

La position de Himmler est bientôt renforcée par la décision de Hitler, prise le 2 septembre 1930, d'assurer lui-même le commandement des S.A. et des S.S. En théorie, la S.S. reste soumise au chef d'état-major des S.A., Pfeffer von Salomon mais, en pratique, elle devient autonome. Hitler a fait savoir: «Aucun officier S.A. n'est habilité à donner d'ordres aux S.S.»

Une rencontre décisive

L'année 1931 marquera un tournant dans l'histoire de la S.S. Cette année-là, nous l'avons vu, Ernst Röhm est rentré de Bolivie et Hitler l'a nommé, en janvier, chef d'état-major de la S.A. Théoriquement donc, Himmler est subordonné à Röhm mais, en pratique, le premier ignore le second. Himmler n'a qu'un chef: Adolf Hitler et ce dernier accorde une autonomie totale à «Heinrich le Fidèle».

Un homme nouveau va modifier du tout au tout la position de Himmler, la renforcer, l'amplifier. C'est un homme jeune, il va jouer un rôle considérable, non seulement dans la S.S. mais aussi dans le Troisième Reich et dans l'Europe entière.

Le 14 juin 1931, dans la petite ferme de Waltrudering, deux hommes se rencontrent pour la première fois. L'un âgé de 30 ans est petit, brun, étroit d'épaules. Le visage vu de face est à la fois lourd et nerveux. La lèvre supérieure haute et débordante contraste avec l'ensemble de la bouche plutôt oblique par rapport à la ligne des yeux. Le regard est attentif et froid. Derrière les lorgnons, l'expression légèrement ironique est impénétrable. C'est Heinrich Himmler, chef des S.S. pour le Reich, qui se repose dans cette petite exploitation agricole où, nous l'avons vu, sa femme, Marga, élève des volailles. L'autre, âgé de 27 ans, est grand, très grand, très maigre, très blond. Le visage est triangulaire et les traits sont anguleux. Il a un nez de rapace, une grande bouche aux lèvres épaisses mais cruelles. Le regard bleu et dur est sérieux, presque grave, exprimant une volonté tendue, inflexible, réaliste, étrangère à tout élément spirituel. «De véritables yeux de loups, dira Himmler.» Son attitude est celle d'un «bloc d'acier poli» au sein duquel

ni les idéologies ni les émotions n'ont de part; sentiments, convictions, êtres humains et peuples tout entiers ne sont considérés que comme des moyens, des instruments dont il s'agit de définir l'usage. C'est Reinhard Heydrich, un inconnu de Himmler que son ami et collaborateur à la S.S., Friedrich Karl baron von Eberstein, lui a envoyé « pour qu'il lui trouve une situation »...

Heydrich engagé sur un test

Légèrement souffrant de crampes d'estomac, Himmler a tout d'abord retardé la venue à Munich du protégé d'Eberstein. Il a prétexté son état de santé. En réalité, il éprouve un sentiment d'infériorité envers cet officier de carrière qui, de plus, croit-il, a appartenu au tout-puissant service de renseignement de la marine (supposition inexacte, Heydrich venant du service des transmissions). Cédant tout de même aux instances du baron, il a accepté de convoquer à Waltrudering le jeune Heydrich. Ce dernier a narré la rencontre à sa femme, Lina.

Complexé par la taille de son interlocuteur, Himmler, bafouillant, décide de le mettre à l'épreuve. Il lui déclare :

« Je désire créer un service de sécurité et de renseignements à la S.S. J'ai besoin d'un spécialiste. Si vous vous croyez capable d'occuper ce poste de direction, expliquez-moi sur le papier comment vous comptez vous y prendre. Je vous donne vingt minutes. »

Heydrich, surpris, a bien quelques idées en ce domaine, mais ses connaissances sont limitées. Toutefois, elles dépassent de beaucoup celles de Himmler en la matière. En une demi-heure, Heydrich brosse un tableau de ce que pourrait être un véritable service secret au sein du parti national-socialiste et sous direction S.S.

Himmler est vivement impressionné. Heydrich est l'homme qu'il lui faut. Himmler est d'autant plus fasciné que, physiquement, Heydrich représente le type quasi idéal de la race nordique si cher à Himmler qui, lui, ô ironie, ne le possède pas. La décision du Reichsführer est immédiate: Heydrich est chargé de créer et de diriger le nouvel organisme.

Ainsi naît le service de renseignement S.S. Le 14 juillet 1931, Heydrich entre dans l'Ordre noir (carte numéro 10120 de la S.S.) et prête serment de fidélité au Führer Adolf Hitler.

Cette première rencontre, en apparence insignifiante, a d'atroces conséquences dans l'histoire de l'Europe, au cours

des onze années suivantes. En une heure, la véritable équipe dirigeante de la S.S. est fondée. Le couple démoniaque s'est uni pour le pire. Le Grand Inquisiteur a trouvé son Archange du Mal.

Un garçon supérieurement doué

Attardons-nous sur Heydrich, car il va jouer un rôle essentiel, capital dans la Nuit des longs couteaux.

Reinhard-Tristan-Eugen Heydrich est né le 7 mars 1907, au numéro 20 de la Gutchenstrasse, à Halle-sur-la-Sale, en Saxe. Son père, Bruno, est directeur du conservatoire de musique et compositeur d'opéras. Sa mère, Elisabeth-Maria-Anna-Amalia Krantz, est fille d'un professeur de Dresde. Comme pour Adolf Hitler, les origines de Heydrich sont très troublantes pour un nazi: il semble que sa grand'mère maternelle ait été juive et se soit prénommée Sarah...

Heydrich fait des études très brillantes. Non seulement il est presque un prodige musical, mais il possède des facultés intellectuelles en tous domaines bien au-dessus de la moyenne. Il ne se montre pas moins doué dans les activités sportives: tennis, natation, voile. Dès l'âge de 11 ans, il affiche des aptitudes exceptionnelles pour l'escrime. Il deviendra l'une des lames les plus redoutables d'Allemagne. Un moment même, il songera à participer aux Jeux olympiques de Berlin, en 1936.

La guerre intestine qui ravage son pays, après la défaite de 1918, bouleverse Heydrich, élevé par ses parents et ses maîtres dans un esprit farouchement nationaliste. A 16 ans, il s'engage dans le corps franc Maercker, comme «coureur porteur d'ordres». Plus tard, il devient volontaire dans le corps franc de Halle. Cependant ses activités intellectuelles et sportives n'en souffrent pas. A 18 ans, il passe son *Abitur* (équivalent du baccalauréat). A la fin du printemps de 1922, il quitte Halle pour se présenter à Kiel en qualité d'aspirant de marine. Grâce à ses facultés hors du commun, à son sens aigu des mathématiques, le côté technique de ses études lui est relativement facile, et l'existence au grand air lui convient parfaitement.

Officier de marine exclu pour « indignité »

Au bout de très peu de temps, Heydrich embarque sur le vieux croiseur *Berlin*, qui sert d'école d'application pour les élèves officiers. Il y attire l'attention du commandant en second, un capitaine de frégate nommé Wilhelm Canaris, futur chef de service de renseignement de l'armée allemande (Abwehr), l'un des personnages les plus mystérieux de l'histoire contemporaine.

De 1922 à 1924, Heydrich demeure sous les ordres de Canaris. Il est ensuite nommé enseigne de vaisseau de deuxième classe. Il passe aussi avec succès des examens d'anglais, de français et de russe. Comme la plupart de ses camarades, Heydrich s'intéresse beaucoup aux jolies filles. Son type nordique presque parfait lui vaut de nombreux succès. En juillet 1928, il embarque comme officier radio et est, en même temps, promu lieutenant de vaisseau. Finalement, en 1930, il devient membre de l'état-major de l'amiral commandant en chef à Kiel, en qualité d'officier de transmissions au service de renseignement.

Heydrich, qui sait, serait peut-être devenu grand-amiral... Le destin en décide autrement.

En avril 1931 (il a 24 ans) sa carrière de marin est brusquement et définitivement interrompue: il est chassé de la marine « pour cause d'indignité ». La fille d'un directeur des constructions navales de l'I.G. Farben à Kiel — ami intime du grand-amiral Raeder — se déclare enceinte de Heydrich. Celui-ci refuse de reconnaître le fait. Depuis le 24 décembre 1930, il est fiancé à une beauté blonde de 19 ans, élève de première au lycée féminin de Kiel, Lina Mathilde von Osten, qu'il entend épouser. Un tribunal militaire, sous la pression du grand-amiral, le renvoie à la vie civile.

En chômage, poussé par Lina, nazie fanatique, Heydrich rencontre donc Himmler le 14 juin 1931, deux mois à peine après avoir essuyé un affront qu'il n'oubliera jamais.

La réussite d'un supertechnocrate

Heydrich va gravir tous les échelons de la hiérarchie S.S. à une vitesse vertigineuse. Le 21 mars 1933, à 26 ans, il sera Oberführer (général); à sa mort, le 4 juin 1942, à 35 ans, il aura le grade d'Obergruppenführer (c'est-à-dire général d'armée).

Heydrich fut, avant la lettre, un supertechnocrate n'ayant qu'un dieu: la puissance, et ne cherchant celle-ci que pour

elle-même. En cela, il contrastait singulièrement avec l'idéologue Himmler. Le bavardage pseudophilosophique de son chef l'agaçait prodigieusement. La philosophie nationale-socialiste, les théories racistes nordiques de Darre, celles de Rosenberg, celles de Günther, le langage mystico-magique d'un Rudolf Hess ou d'un Karl Haushofer lui faisaient hausser les épaules. Il aurait aimé tordre le cou de ces «magiciens» ou les expédier dans un camp de concentration. Hitler, lui-même, ne trouvait pas grâce à ses yeux. Il assurait à ses intimes — qui étaient rares — que dans *Mein Kampf* «il n'y avait qu'un fatras d'idées fausses».

Himmler et Heydrich incarnant une parfaite antithèse, il est difficile de démêler la nature des rapports qui s'établirent entre les deux chefs S.S. Cependant, sur un point, il n'existe pas le moindre doute: dans leur association, si Heydrich était officiellement au second plan, il jouait en réalité le rôle déterminant. Analysant toujours exactement les faiblesses du Reichsführer S.S. et sachant qu'il pouvait tableur sur sa vanité et son complexe d'infériorité, Heydrich le conduisait «en douceur» dans ses idées et dans ses décisions, parfois de la façon la plus subtile.

Walter Schellenberg, qui deviendra chef du service de renseignement nazi après la mort d'Heydrich, ne s'y trompa pas. Il écrira: «Je sortis du bureau de Heydrich vivement impressionné par la force de sa personnalité, développée à un point que je n'avais jamais vu et que je n'ai jamais rencontrée depuis [...]. Cet homme constituait le pivot caché autour duquel tournait le régime nazi. L'évolution de toute une nation était indirectement guidée par ce puissant caractère. Il était de beaucoup supérieur à tous ses collègues politiques et il les contrôlait comme il contrôlait la vaste organisation de renseignements du S.D.»

En quelques années, Heydrich réussira à être l'homme le plus redoutable du Troisième Reich alors que Himmler n'en sera que l'homme le plus redouté.

Heydrich construit un Etat dans l'Etat

Les ambitions de Heydrich sont sans limite. Dès la fin de 1931, il est certain que, tôt ou tard, Hitler prendra le pouvoir. Nul fanatisme dans cette conviction, mais une froide analyse de l'évolution politique de l'Allemagne à cette époque. Il veut sa part du gâteau, la plus grosse part possible. C'est pourquoi, non seulement il va créer l'organisation du service de renseigne-

ment S.S., réclamée par Himmler, mais, délibérément, il va en faire «sa chose», en partie à l'insu de son chef.

Déjà, il envisage, pour un avenir plus ou moins lointain, le développement de cette organisation dans une mesure telle qu'elle soit susceptible de pouvoir doubler et, si nécessaire, remplacer tout l'appareil du gouvernement. Il amorce ainsi un Etat dans l'Etat, un an avant la prise du pouvoir par Hitler.

Le service secret S.S. dépendra bien entendu de Himmler. Néanmoins, il jouira d'une autonomie telle qu'il prendra, dès l'abord, les allures d'une S.S. au sein de la S.S. Ce sera une organisation S.S. parallèle, installée sur tout le territoire par Heydrich qui en sera le maître absolu.

Heydrich laissera à d'autres les débats idéologiques sur le national-socialisme, les recherches rituelles pour servir le mythe du Sang, si cher à Himmler, et même la formation d'unités militaires spécifiquement S.S. (*Waffen-S.S.*). Politique avant tout, et soucieux d'efficacité, Heydrich veut que les S.S. soient prêts à tout instant à exercer le pouvoir. C'est pourquoi ils doivent avoir entre leurs mains tous les services de sécurité: police (secrète, criminelle, d'ordre, des frontières, etc.); renseignements (services secrets intérieur et extérieur). Mais, à cette époque, les effectifs de la S.S. sont encore squelettiques et, surtout, la valeur intellectuelle du S.S. moyen est bien faible.

Recrutement dans les universités

Aussi, pour son service secret, va-t-il recruter un peu partout, mais surtout dans les universités, des jeunes gens doués intellectuellement et capables d'exécuter ses ordres avec énergie, audace et efficacité.

En quelques années, le service secret S.S., le S.D. (*Sicherheitsdienst*), deviendra le lieu de rencontre de la jeune élite nationale-socialiste. Cet afflux d'intellectuels réjouit Heydrich: l'outil se forge entre ses mains. Il va parvenir à en faire une force capitale. Les tentacules de la pieuvre noire pénétreront dans les moindres recoins de la société allemande.

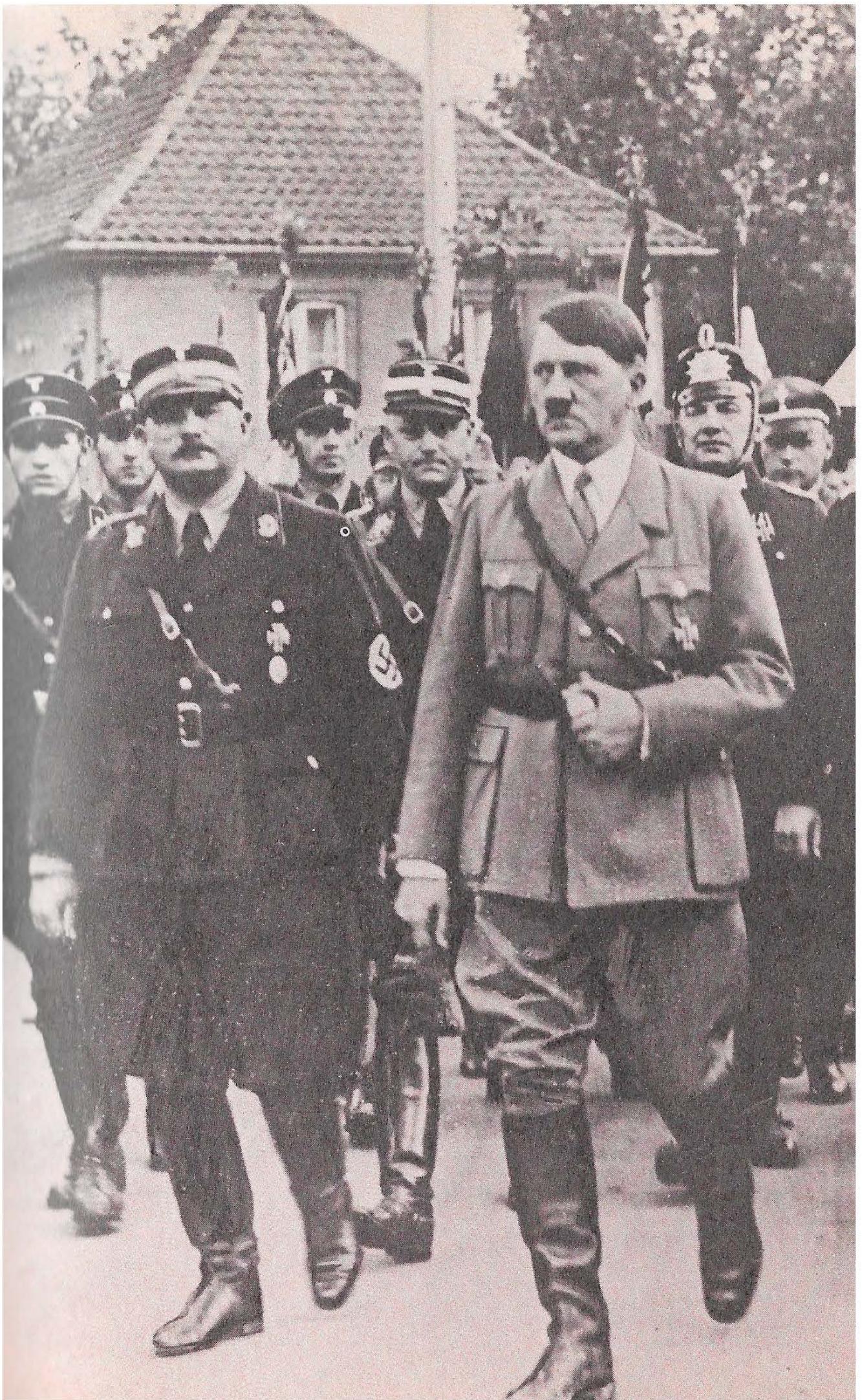
La vision de Heydrich, nous l'avons dit, est sans limite. Pour lui, la police et le service secret politique ne sont pas de simples organismes défensifs, garants de la sécurité de l'Etat, mais des instruments offensifs chargés d'éduquer le peuple et de débarrasser la nation de toutes les idées tenues pour malsaines ou dangereuses.

Himmler, lui-même, définira ainsi le rôle du service secret S.S.: «Le S.D. démasque les adversaires des idées nationales-socialistes et oriente ainsi l'action de la police. Car le côté exécutif est réservé exclusivement et strictement à la police. Peu enclins à se voir confinés dans un rôle d'adjoints de la Gestapo, les chefs de l'organisation du S.D. se donnent un objectif plus élevé: le S.D. sera une police de l'esprit, l'instrument de mesure et de contrôle de la pensée.»

Mais si le service secret S.S. sera cela, il sera bien autre chose aussi, nous allons le voir.

Un gigantesque fichier

Au cours de l'année 1932, celle qui précède la prise du pouvoir par Hitler, le service secret S.S. ne s'étoffe que très lentement. Heydrich a installé ses bureaux au numéro 4 de la Zuccalisstrasse à Munich. Son action est pratiquement limitée à la Bavière. A Berlin, le S.D. n'est qu'une toute petite officine, installée au numéro 16 de l'Eichenallee, dans une grande et vieille bâtisse délabrée, entourée d'arbres et de vastes pelouses. C'est là que naît le fichier du service secret S.S. Certains S.S. y sont chargés de volumineux classeurs contenant les fiches des membres du parti. D'autres s'occupent d'établir des dossiers sur les communistes, les sociaux-démocrates, les libéraux — tous les opposants au national-socialisme —, et sur les particuliers soupçonnés d'être au service de l'étranger. Heydrich veut tout savoir des hommes sous fiches ou dossiers: tout ce qui concerne leurs caractères et leurs faiblesses, leurs manies et leurs habitudes, leur passé, les scandales dans lesquels ils ont éventuellement trempé, leurs aspirations, leurs mœurs, leurs affaires de cœur et de famille, les lieux qu'ils fréquentent, leurs relations, leurs dépenses et leurs gains (et ceux des firmes industrielles ou commerciales), les mouvements des dépôts bancaires, bref, tout ce qui peut être utilisé, d'une façon ou d'une autre, contre un individu, une institution, ou un groupement. Tout sera patiemment et soigneusement rassemblé dans le gigantesque fichier du S.D. L'instrument ainsi mis au point deviendra une arme extrêmement redoutable lorsque les nationaux-socialistes prendront le pouvoir, le 30 janvier 1933.



Hitler et Roehm.
René Dazy.

Oubliés à Munich

1933. Hitler est au pouvoir. Le drapeau noir blanc rouge à croix gammée flotte sur le Troisième Reich.

Goering a créé la Gestapo en Prusse. Goebbels a pris en main la presse et la radio. Röhm et ses S.A. sont maîtres de la rue...

Les nazis triomphent, agissent, réalisent, s'emparent de tout ce qui leur tombe sous la main. Les nouveaux seigneurs se nomment Goering, Goebbels, Röhm, Hess, Rosenberg, Ley, Frick, etc. Ils étaient le parti. Ils sont l'Etat.

Heinrich Himmler et Reinhard Heydrich paraissent laissés pour compte. Ils avaient rêvé d'un Etat S.S.; ils avaient projeté de s'emparer de toutes les polices et des services de renseignement, ils n'en sont qu'à envisager les moyens de quitter Munich et rejoindre les autres à Berlin. Car les deux chefs de l'Ordre noir sont toujours à Munich! Ils participent à la joie générale mais, au fond d'eux-mêmes, ils sont déçus, pis, ulcérés. Le Führer, à Berlin, paraît avoir oublié le «fidèle Heinrich» et son ambitieux adjoint «Herr Heydrich». Les hommes en noir ne sont pas encore assez importants pour avoir été appelés au partage du gâteau.

Pour le moment, ils continuent à remplir, du mieux qu'ils peuvent, leurs fonctions policières en Bavière, mais ils ont le regard tourné vers la capitale. Là se dresse, comme un mur devant leurs ambitions, Hermann Goering.

Les obstacles: Goering et Daluege

Le «bon gros Goering» n'entend pas se laisser dépouiller de ses pouvoirs par le «petit pion Himmler» qu'il méprise. Mieux, Goering vise, lui aussi, la maîtrise de tout l'appareil policier sur l'ensemble du territoire allemand. La Prusse ne suffit pas au «paladin de Hitler».

A Berlin, nous l'avons vu, le Reichsführer S.S. est représenté par un Prussien, le général S.S. Kurt Daluege, qui commande en son nom, théoriquement, les S.S. de la capitale. Mais Daluege ignore de plus en plus Himmler, le pâle et diligent factotum du Führer que celui-ci a laissé confiné à Munich. Daluege est très ambitieux et rêve de devenir, lui-même, le chef suprême de la S.S. Protégé par Goering, Daluege accède aux fonctions les plus importantes. Il est nommé commissaire d'Etat au gouvernement prussien, avec le grade de lieutenant-

général de la police. Comme le note judicieusement l'historien allemand Heinz Höhne: «Daluge, conscient d'être après Napoléon, le plus jeune général de l'histoire, ne voit dès lors plus aucune raison valable de se considérer comme le subordonné de Himmler. La guerre entre les deux hommes est déclarée.»

Le Reichsführer S.S., cherchant à ramener Daluge à la raison et à l'obéissance, délègue tout spécialement auprès du «rebelle» le cher Heydrich, qu'il vient de nommer aussi général. Heydrich a de plus pour mission de s'informer sur les manœuvres qui ont suscité l'attitude du subordonné de Himmler à Berlin. Heydrich se rend donc dans la capitale, mais le tout-puissant Daluge ne daigne même pas recevoir l'envoyé de Himmler. Heydrich insiste en vain. Les policiers de Goering, envoyés par Rudolf Diels, lui font même clairement comprendre qu'il est indésirable. Furieux, Heydrich regagne Munich. Les deux compères doivent se rendre à l'évidence: Goering est plus fort qu'eux.

Deux complots imaginaires

Pour forcer les barrages, pour s'ouvrir la route de Berlin, il faut solliciter la toute-puissance d'Adolf Hitler lui-même. Himmler multiplie alors les occasions de se rappeler à l'attention du bien-aimé Führer, de lui prouver combien il a eu tort de faire aussi peu cas de lui lors de l'attribution des postes-clefs de l'Etat.

Au début du mois de mars 1933, quelques jours après l'incendie du Reichstag, Himmler «découvre» ainsi deux «complots» contre Hitler... Pour le premier, le préfet de police de Bavière, Himmler lui-même, fait mettre en détention préventive le comte Arco-Valley, celui-là même qu'en 1922 l'étudiant Himmler avait voulu libérer de la prison où il était détenu pour le meurtre du premier ministre bavarois Eisner. Ce «complot» est bien entendu imaginaire.

Le second ne l'est pas moins. Himmler «découvre» que «trois agents soviétiques» ont dissimulé des grenades auprès du monument Richard Wagner, à l'endroit même où la voiture de Hitler passe tous les jours.

Bien entendu, Himmler ne ménage pas ses efforts pour faire dans la presse le plus de publicité possible à sa vigilance. Il lance même un avertissement: «Des informations en provenance de Suisse nous portent à craindre de nouvelles tentatives

d'attentat contre le chancelier du Reich et quelques autres personnalités éminentes.» Himmler sait qu'il touche là une corde sensible. A cette époque, Hitler vit dans la perpétuelle hantise d'être victime d'un meurtre.

Himmler n'atteint pas pour autant son but: avoir enfin en mains toutes les polices du Reich. Le 17 mars 1933 Hitler demande seulement au «Fidèle Heinrich» de lui constituer une garde spéciale de S.S., préposée à sa sécurité personnelle, dont la direction sera confiée au général S.S. Joseph «Sepp» Dietrich. Celui-ci rassemblera cent vingt hommes «triés sur le volet» et, le 3 septembre 1933, lors du Congrès du parti à Nuremberg, le chancelier baptisera sa garde personnelle *Leibstandarte SS Adolf Hitler*. Le 9 novembre suivant, à Munich, pour le dixième anniversaire du putsch manqué, les hommes de la *Leibstandarte* prêteront serment à Hitler. A cette occasion, celui-ci dira aux cent vingt S.S. rassemblés: «Je vous demande de donner votre vie comme les seize qui sont tombés, à cet endroit, en 1923. Pour vous, rien d'autre ne doit compter dans votre vie que la fidélité...»

On se fait la main: ouverture de Dachau

Pendant cet été et l'automne suivant, Himmler et Heydrich restent confinés en Bavière. Heydrich fortifie le S.D. qui compte à présent à Munich une centaine de collaborateurs. Et les deux chefs S.S. se font la main, cherchant à démontrer comment ils conçoivent la tâche d'une police nazie digne de ce nom.

«Himmler, écrit Heinz Höhne, poursuit les adversaires politiques du parti avec une obstination précise et froide de bureaucrate, tempère les excès de certains chefs S.A. à l'égard d'adversaires gênants et sans défense, s'arroge des privilèges exclusifs de décision en matière d'arrestation de prêtres catholiques. Parallèlement, il érige en système le règne de la terreur politique. Il fait édifier près de Dachau une enceinte close, autour de quelques baraques en dur, et y rassemble les communistes et sociaux-démocrates arrêtés par ses hommes. Un terme nouveau naît: camps de concentration. Ce terme deviendra vite le symbole de l'empire policier de Heinrich Himmler.»

L'organisation parfaite des services de Himmler attire maintenant l'attention de toutes les polices allemandes. Parmi les figures les plus importantes de l'entourage de Himmler, outre Heydrich, il faut citer son officier d'ordonnance Karl

Wolff, 33 ans, qui n'est encore que capitaine S.S.; le commandant S.S. Hermann baron von Schade, qui dirige la section «organisation»; le général S.S. Walter Darre, qui est à la tête du service «de la race et du peuplement». De plus en plus, le sentiment général prévaut que Himmler finira, tôt ou tard, par s'imposer comme chef unique de la police du Reich.

Himmler ne cache d'ailleurs pas sa façon de penser: «Je veux en finir avec les seize polices locales, refondre tout cela, créer une *Reichspolizei*. Une telle police nationale est la meilleure garantie d'un Etat.»

Mais Hitler, sous l'influence de Goering, ne bronche toujours pas.

L'allié Frick

Himmler et Heydrich vont trouver en Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur du Reich, un allié dans leur volonté d'expansion. Frick, réformateur de l'administration du Reich qu'il veut centraliser à outrance, se heurte sans cesse au séparatisme prussien de Goering. Il lui faut des complices. Himmler et Heydrich feront l'affaire. Il les appelle à la rescousse. Les deux hommes sautent sur l'occasion. Avec la bénédiction de Wilhelm Frick, ils vont absorber graduellement les différentes polices des anciens Etats allemands, sauf celle de la Prusse toujours aux mains de Goering. Les *Länderpolizein*, polices des Etats, l'une après l'autre, tombent ainsi sous la coupe des S.S.

A l'automne de 1933, Wilhelm Frick parvient à convaincre Adolf Hitler que la centralisation et l'unification totale, Prusse comprise, sont indispensables. Goering s'incline devant la décision du Führer. Himmler se réjouit. D'ailleurs Goering est moins opposé maintenant à la réalisation de ses desseins.

Le créateur de la Gestapo est inquiet. L'agitation croissante des S.A., qui parlent ouvertement de faire une «deuxième révolution», menace l'ordre nazi. Röhm harcèle Hitler pour obtenir l'amalgame de l'armée et de sa S.A. Goering se sent menacé dans sa puissance: Röhm est un rival de première grandeur. Qui sait ce qu'il adviendrait si celui-ci prenait le commandement de l'armée fondue dans la S.A.? Goering a besoin d'alliés pour barrer la route à Röhm. Lesquels? Les S.S.? Pourquoi pas? Il s'oriente, progressivement, vers un accord avec eux. Dans l'esprit de Goering, Himmler est moins dangereux que Röhm. Il s'apercevra un jour de son erreur.

Tentative diabolique de Heydrich

Un coup de théâtre va témoigner de l'habileté diabolique de Reinhard Heydrich. Celui-ci souffre, plus encore peut-être que Himmler, d'être « oublié » à Munich. Il rêve de Berlin, de la capitale où le nouveau gouvernement dirigé par Hitler est en train de prendre étroitement le contrôle du pays tout entier. Il rêve surtout de réunir entre ses mains, sous la haute autorité théorique de Himmler, tous les pouvoirs de police et de renseignements politiques. Il s'impatiente. Il sait qu'il lui faut d'abord éliminer Diels en qui il a trouvé un adversaire farouche et coriace. Deux natures aussi semblables, sous bien des points de vue, possédées de la même ambition et tendant vers le même but, étaient faits pour se heurter tôt ou tard avec violence.

Pour mettre en évidence la nécessité d'une coordination des services de la police sous une seule autorité, Heydrich, en virtuose de l'intoxication, fait état d'un prétendu rapport d'un de ses agents du S.D. signalant un « complot trotskyste » qui se trame — « à l'insu de la Gestapo de Goering » — contre la personne de Goering lui-même !

Avant même que Goering et Hitler en soient informés, Himmler et Heydrich font procéder à des arrestations et bien entendu, les « comploteurs » font des « aveux »... Puis Himmler et Heydrich se servent de ce faux prétexte pour conjurer à nouveau le Führer de confier toutes les forces de police aux S.S. Dans le même temps, ils démontrent à Goering que le S.D. lui a sauvé la vie, alors que la Gestapo de Diels ignorait tout. Ils ajoutent, suprême habileté de Heydrich, que le S.D. a la preuve d'intrigues de Diels avec Röhm, ce qui est faux.

Goering va-t-il chasser totalement Diels ? Non. Il ne s'est pas tout à fait résigné à passer la main aux S.S. Fin septembre 1933, il enlève à Diels la direction de la Gestapo, mais le nomme, le même jour, sous-directeur de la police de Berlin. Diels, qui n'est pas un enfant de chœur et tient à la vie, juge cependant plus sage de quitter l'Allemagne. Il se retire en Bohême.

Echec provisoire

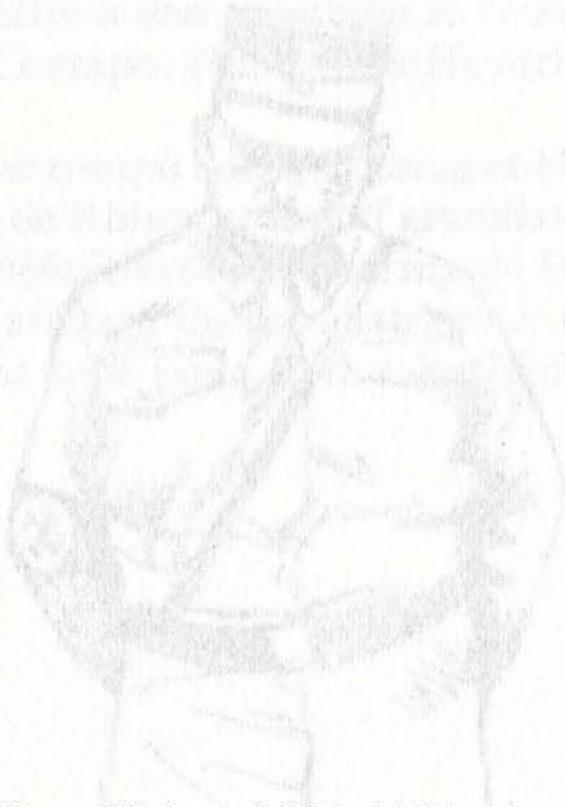
Pour le remplacer à la tête de la Gestapo, Goering va-t-il faire appel aux bons soins de Himmler? Point encore! Il nomme Paul Hinkler, vieux combattant nazi, respecté dans le parti. Mais ce Paul Hinkler est aussi un buveur invétéré. N'a-t-il pas jadis été poursuivi pour complicité dans une affaire de meurtre, mais acquitté pour avoir été alors en état d'ivresse?

A son nouveau poste, Hinkler multiplie rapidement les erreurs et les gaffes. Il ne reste même pas trente jours en fonction. Or Rudolf Diels, de sa forêt de Bohême, menace de faire de pénibles révélations. Il se fait payer cher son retour en Allemagne. Goering cède à son chantage et réintègre Diels dans ses fonctions à la Gestapo. Himmler et Heydrich ne décolèrent pas.

Tout paraît donc rompu entre Goering et Himmler. En fait, les excès oratoires de Röhm, et sa soif grandissante de pouvoir, vont rapprocher définitivement Goering de Himmler. Et l'on verra cet étrange attelage du gros satrape et du noir puritain tirer dans le même sens pour jeter à bas Röhm, le soudard.



On aiguise les longs couteaux



En ce début d'hiver 1933-1934, rien ne va plus dans l'Allemagne nationale-socialiste. Après le grand soleil de la victoire, ce sont les nuages qui s'amoncellent en tous les points de l'horizon. Un orage ne saurait tarder. Parmi les éléments d'inquiétude: les sections d'assaut. Car les effectifs des troupes de Röhm se sont singulièrement gonflés au cours de ces premiers mois de la «révolution nationale-socialiste». Ils étaient 300 000 en janvier 1933, ils sont plus de deux millions cinq cent mille en octobre... Dans tout le Reich, ouvriers en chômage, employés insatisfaits et peu payés, fils de paysans ruinés par la crise agricole, petits commerçants affolés qui veulent être «du côté du manche» sont venus s'enrôler, chaque jour, par milliers, dans les rangs de la S.A. Ce gonflement des effectifs oblige Röhm à étoffer son état-major et ses commandements régionaux. Il lui faut des chefs, de plus en plus de chefs.

De jeunes loups sans scrupules

Un grand nombre de nouveaux venus se haussent ainsi aux postes de commandement les plus élevés. De jeunes loups sans scrupules qui, dans l'armée régulière, seraient tout au plus à la tête d'une compagnie, se trouvent mener cent mille hommes. Comment ne seraient-ils pas grisés ? Ces ascensions fulgurantes provoquent d'ailleurs la jalousie et la rancœur des S.A. de la première heure qui, en raison de leur ancienneté et leurs mérites, se jugent frustrés. Elles inquiètent aussi les cadres de la Reichswehr. Jusqu'où ira la soif de domination de ces jeunes préto-riens qui se proclament ouvertement plus puissants que les chefs de l'armée, et qui commandent réellement des effectifs au total dix fois supérieurs à ceux de la Reichswehr ? Enfin ces ascensions fulgurantes inquiètent Hitler lui-même : Röhm et ses hommes se comportent comme s'ils étaient les véritables maîtres de l'Allemagne, bafouant sans cesse le pouvoir légal et multipliant les heurts avec l'armée, dont le Führer a tant besoin.

Une atmosphère d'angoisse diffuse pèse de plus en plus sur l'Allemagne.

Hitler le confirmera plus tard, le 13 juillet 1934, devant le Reichstag :

« A l'encontre de mes ordres formels et contrairement aux explications que m'avait fournies le chef d'état-major, les S.A. s'étaient accrues dans une proportion telle que l'homogénéité de cette organisation ne pouvait qu'en souffrir. Les liens entre l'armée brune et le parti commencèrent à se relâcher. Les S.A. s'écartèrent peu à peu de la mission pour laquelle elles avaient été créées et se vouèrent à d'autres tâches, à d'autres intérêts. Les nominations ne se firent plus qu'à la faveur. La conduite des nouveaux chefs, qui n'avaient pas fait leur apprentissage dans la troupe, était révoltante. J'attirai l'attention du chef d'état-major, Ernst Röhm, sur ces faits ; sans constater pour autant la moindre amélioration. »

« Je ne redescendrai pas la pente une fois de plus »

Röhm n'écoute en effet que d'une oreille distraite les remontrances d'Adolf Hitler. Il n'est pas décidé à modérer ses chefs S.A. Bien au contraire ! Car il garde présent à l'esprit le souvenir de la scène qui l'a opposé à Hitler, le 13 avril 1932, jour de la dissolution des S.A. par le général Gröner, qui cumulait alors les fonctions de ministre de la Reichswehr et de ministre de

l'Intérieur dans le gouvernement Brüning. Furieux, Röhm s'était rendu à Munich, décidé à convaincre son chef que l'heure était venue d'employer la manière forte. Une fois de plus, Hitler s'y était refusé. Röhm entend encore leur dialogue. Le chef des S.A. s'était emporté.

— Mais à quoi bon avoir une armée si c'est pour la laisser dissoudre sans combattre ? avait-il lancé à Hitler.

— Déclencher un coup de force, en ce moment, serait faire le jeu de nos adversaires, avait rétorqué le Führer. Nous dresserions contre nous à la fois le maréchal von Hindenburg, la Reichswehr et la classe ouvrière.

— Et après ? Il faudra bien les affronter un jour ou l'autre ! Mieux vaut le faire tout de suite. Demain, il sera trop tard...

— Verser dans l'illégalité quand nous sommes à la veille de toucher au but serait une folie, avait répété Hitler. C'est par un biais politique qu'il faut faire tomber Gröner et, avec lui, le décret prescrivant la dissolution des S.A.

— C'est facile à dire ! avait hurlé Röhm, qui se demandait tout à coup si les conseils de prudence que lui prodiguait Hitler n'étaient pas la preuve de son manque de caractère. Tu sous-estimes la force que tu as entre les mains. Je ne laisserai pas détruire l'instrument que j'ai forgé...

— Tais-toi et exécute mes ordres, avait conclu Hitler d'une voix rauque. Tu vas dissoudre les S.A., comme l'exige Gröner. Pour le reste, je m'en charge.

On sait que Röhm avait fini par s'incliner. Il avait transmis l'ordre de dissolution aux S.A., ordre exécuté d'ailleurs avec difficulté.

Mais depuis, il a dit et redit :

« Je ne redescendrai pas la pente une fois de plus ! Je resterai au sommet quoi qu'il en coûte. »

Röhm, dont les effectifs ont décuplé est bien résolu à obtenir maintenant ce qu'il veut.

Que veut-il exactement ?

S'inspirant de la Révolution française, Röhm soutient que toutes les révolutions nées d'une idéologie doivent avoir leur armée propre ; que cette armée doit être l'incarnation de leur pensée politique unissant ainsi force militaire et puissant outil de propagande. On ne peut pas mener des guerres révolutionnaires avec des troupes réactionnaires, répète Röhm. Tout illuminé de visions où renaît l'élan des armées révolutionnaires de Carnot et de Bonaparte, il se voit déjà accomplissant pour l'Allemagne des ambitions militaires comme le monde n'en a jamais connues. La S.A. deviendra une armée

de métier, triée sur le volet, où comptera d'abord l'attachement de chaque homme pour le parti. Car Röhm ne dit qu'à quelques intimes que, derrière son idée d'incorporer les S.A. à la Reichswehr, il y a la secrète intention de renverser bientôt les rôles. Ses bataillons d'assaut deviendront la garde prétorienne de la Révolution, composée de volontaires, et la Reichswehr se trouvera reléguée au rang de réserve tout venant, recrutée par conscription.

Le formidable défilé de Breslau

Pour prouver qu'il ne craint personne, Röhm passe en revue à Breslau, du 3 au 6 octobre 1933, la division S.A. de Silésie, un véritable corps d'armée composé de cinq brigades et de vingt-neuf régiments, réunissant au total quatre-vingt-trois mille six cents hommes. La plupart de ces unités ont effectué des marches de plusieurs jours, avec leur équipement complet, et le défilé lui-même dure plus de quatre heures. Conduit par l'Obergruppenführer Heins, commandant de la région, la longue colonne brune, drapeaux en tête, salue le chef d'état-major Ernst Röhm. Le défilé commence par une délégation de la brigade Horst Wessel, appartenant à la division de Berlin-Brandebourg, et par la section d'état-major de la cinquième brigade de Stettin (2^e région); puis vient le régiment de cavalerie de la S.A. de Silésie, enfin suivent vingt-neuf régiments d'infanterie et un régiment motorisé à cinq groupes (description de Jacques Bardoux, publiée par *Le Temps*, numéro du 11 novembre 1933).

Hitler assis entre deux chaises

Les chefs de la Reichswehr ne connaissent naturellement pas toute l'étendue des plans de Röhm. On ignore dans quelle mesure Hitler lui-même en est instruit. Qu'il soit hostile à de pareilles orientations est certain. Ses propres combinaisons supposent, nous l'avons vu, le ralliement amiable de l'armée et son réarmement accéléré. Mais Hitler ne peut prendre le risque d'une rupture avec Röhm: au même moment (octobre 1933), le brusque départ de la délégation allemande de la conférence du Désarmement exige que l'Allemagne donne à l'étranger l'image d'une nation unie se tenant comme un seul homme aux côtés de son Führer, tous boucliers dressés. Pour

protester contre le refus de grandes puissances de donner satisfaction à l'Allemagne qui réclame l'égalité des droits en matière de réarmement, Hitler n'a-t-il pas fait connaître, en outre, la décision de se retirer de la Société des Nations?

Hitler est donc obligé de ménager également la S.A. et la Reichswehr. S'il offre un avantage à la première, il fera donc une concession à la seconde.

Le 1^{er} décembre, il fait entrer Röhm dans le cabinet du Reich, le nommant, ainsi que Rudolf Hess, ministre sans portefeuille. Et la «loi sur l'unité du parti et de l'Etat», promulguée le 1^{er} décembre, confirme les S.A., en apparence, dans leur rôle de piliers du régime. Cette loi stipule:

«1. – Les membres du parti ouvrier allemand national-socialiste et les S.A. (y compris les dispositifs soumis à leur commandement), force dirigeante et motrice de l'Etat national-socialiste, ont des responsabilités plus grandes que les autres Allemands envers le Führer, le peuple et l'Etat.

»2. – En cas d'oubli de leurs devoirs, ils sont soumis à une juridiction spéciale du parti et des S.A.

»3. – Le Führer peut étendre ces dispositions aux membres d'autres organisations.

»Est considéré comme oubli d'un devoir toute action ou omission susceptible de porter atteinte à l'organisation, à l'activité ou à la réputation du parti ouvrier allemand national-socialiste, commise par les membres des S.A. (y compris les dispositifs soumis à leur commandement), en particulier toute atteinte à l'ordre et à la discipline.»

L'Angleterre s'inquiète des S.A.

Pour l'Angleterre, qui s'efforce de relancer la négociation sur le désarmement, les sections d'assaut restent la pierre d'achoppement. Le 9 décembre 1933, le nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, Sir Eric Phipps, s'entretient de ce problème avec le chancelier du Reich. L'ambassadeur écrit alors au Foreign Office:

«Le chancelier Hitler semblait moins tendu et plus normal quand il m'a reçu hier. Il portait pour cette occasion une de ces chemises brunes dont j'avais essayé de le déshabituer. Ce n'est que lorsque je suggérai la dissolution de fait des S.A. et des S.S. (en gros deux millions d'hommes), et l'intégration de leurs restes dans une armée de deux cent mille hommes, qu'il se laissa aller à une explosion de colère. Trahissant un

manque d'humour lamentable, il compara ces deux corps à l'*Armée du Salut* et s'écria qu'ils n'étaient militaires à aucun égard; mais que, si les étrangers s'entêtaient à les considérer comme tels, il allait en faire des militaires.

» Que le Führer ait perdu son calme dans cette affaire n'a rien d'étonnant et il ne faut pas le prendre au tragique. En effet, nous cherchions à le placer dans la position inconfortable d'un « guillotiné par persuasion ». Les S.A. et les S.S. sont indispensables à M. Hitler pour des raisons de politique intérieure. Leur dissolution sur l'ordre de puissances étrangères serait absolument fatale au régime hitlérien qui s'écroulerait alors effectivement. De plus, du point de vue de l'ordre intérieur en Allemagne, la suppression d'une discipline imposée, même spasmodiquement, à deux millions de ses habitants, pourrait avoir des conséquences funestes.

» Je pense donc qu'il faut chercher une solution par d'autres moyens et ici la suggestion, émise spontanément par M. Hitler lui-même, de soumettre ces organismes à des contrôles automatiques et périodiques, auxquels il consent, semble incontestablement utile. Nous devrions, en outre, être capables de rédiger une réglementation sévère à leur égard, selon les lignes de conduite que j'ai déjà indiquées dans mon télégramme N° 276 du 6 décembre. Cela nous garantira que les S.A. et les S.S., comme l'*Armée du Salut*, s'abstiendront d'exercices de campagne avec des imitations de mitrailleuses, etc. »

La France s'inquiète aussi

Les Français interviennent dans le même sens et leur gouvernement, le 13 décembre, questionne en ces termes le gouvernement allemand :

« Quel sera le statut futur des S.A. et des S.S. ? »

» Dans les délibérations de Genève, il avait toujours été admis que la formule d'une armée de service à court terme, recrutée par la conscription, excluerait l'existence de tous autres groupements dont les membres recevraient une éducation militaire ou se livreraient à des exercices de caractère militaire. Dans la conception allemande, les S.A. et les S.S. coexisteraient-elles avec l'armée nouvelle de service à court terme et de conscription ?

» Le gouvernement allemand se prêterait-il à l'adoption de règles communes qui permettraient de définir le caractère des associations politiques et des formations préliminaires

ou paramilitaires dans les divers pays? Le contrôle s'étendrait-il à ces formations?»

La réponse allemande, le 18 décembre, demeure évasive: les deux millions cinq cent mille S.A. et S.S. ne sont pas des militaires mais simplement de bons citoyens qui feront tout pour ne pas permettre le retour de la menace communiste; leur présence est donc une garantie pour le peuple allemand de ne pas être menacé d'une nouvelle désintégration.

«Je me dois de te remercier, mon cher Ernst Röhm»

Le 31 décembre 1933, dernier jour de la première année de «l'ère nationale-socialiste», Adolf Hitler adresse à ses plus fidèles collaborateurs des lettres de remerciements qu'il fait accompagner de son portrait dédié. Rudolf Hess, Hermann Goering, Joseph Goebbels, Robert Ley, Heinrich Himmler, reçoivent chacun une de ces lettres du chancelier du Reich et Röhm est parmi les douze élus. Il est même le seul que Hitler tutoie, comme on va le voir:

«Mon cher chef d'état-major,

»J'ai pu mener le combat du mouvement national-socialiste et de la révolution nationale-socialiste grâce à la S.A. qui a écrasé la terreur rouge. Si l'armée doit garantir la protection du pays contre le monde extérieur, la S.A. doit assurer la victoire de la révolution nationale-socialiste, l'existence de l'Etat national-socialiste et l'union de notre peuple dans la paix intérieure.

»Lorsque je t'ai appelé à ton poste actuel, mon cher chef d'état-major, la S.A. traversait une crise sérieuse. C'est en tout premier lieu à tes services que cet instrument politique doit d'être devenu, en quelques années, la puissance qui m'a permis de livrer l'ultime combat pour le pouvoir et de mettre à genoux l'adversaire marxiste.

»C'est pourquoi, à la fin de cette année qui a connu la révolution nationale-socialiste, je me dois de te remercier, mon cher Ernst Röhm, pour les inestimables services que tu as rendus au national-socialisme et au peuple allemand.

»Sache que je rends grâce à la destinée de pouvoir donner, à un homme tel que toi, le nom d'ami et de frère d'armes.

»Avec toute mon amitié, toute ma reconnaissance et toute ma considération.

»Ton Adolf Hitler.»

A bon droit, Röhm peut se considérer comme l'ami le plus cher et le plus fidèle du Führer.

Six mois plus tard, jour pour jour... ce sera pourtant la Nuit des longs couteaux!

L'attaché militaire français: «Le parti gagne la Reichswehr»

La tournure prise par les négociations de Genève, le retrait de l'Allemagne de la Société des Nations, l'ampleur assumée par le réarmement, tout laisse prévoir que le Reich s'oriente vers la reconstitution d'une grande armée nationale et que les décisions dans ce sens ne tarderont pas à être prises. Mais cette armée, qui la commandera? De quoi sera-t-elle faite?

Dans un rapport adressé à Paris, l'attaché militaire français décrit alors les deux courants qui se disputent le contrôle de l'armée allemande:

«Il existe dans l'armée deux courants opposés, l'un qui est sourdement hostile au national-socialisme, l'autre qui lui est ouvertement favorable. Lequel prédomine? Dans quel sens évolue chacun d'eux?

»Le premier compte, semble-t-il, surtout des officiers déjà anciens, qui ont connu dans leur jeunesse l'armée impériale dont le prestige était si grand et qui lui ont gardé un souvenir fidèle. Beaucoup d'entre eux appartenaient à la noblesse; tous ont fait partie d'une caste privilégiée. Ils ne pouvaient se défendre d'un certain dédain à l'égard de ces nouveaux venus, dont un grand nombre sortaient du peuple et qui, sans être encore dégrossis, jouissaient sur les masses disciplinées d'une autorité que connaissent généralement les seuls officiers. Mais ces officiers s'en vont, en raison de la rapidité de l'avancement et parce que, aucune limite d'âge n'étant fixée, officiellement du moins, ils sont mis rapidement à la retraite. L'effectif de ces réactionnaires, s'il est permis de les appeler de ce nom, et le poids de leurs représentants, diminuent donc tous les jours.

»En revanche, le camp opposé compte de plus en plus de partisans. Parmi ces derniers, il y a des convaincus qui sont, semble-t-il, surtout des jeunes. Il y a ceux qui se sont ralliés au national-socialisme parce qu'ils lui sont reconnaissants d'avoir donné au nationalisme un coup de fouet, d'avoir créé dans le peuple un enthousiasme pour les exercices physiques et militaires, d'avoir aussi formé dans ce pays, privé de

réserves instruites, des masses dont le «débouillage» militaire est assuré. Il y a ceux qui se sont ralliés parce que leur caractère indécis ou faible les portent du côté du plus fort et qu'ils pensent qu'il vaut mieux, pour leur avenir, ne pas se montrer hostiles au régime. Il y a, enfin, voisins de ces derniers, les arrivistes proprement dits, qui hurlent avec les loups et volontiers plus fort qu'eux parce qu'ils en tirent profit. Et cela nous explique ces exemples d'ascension rapide vers les sommets du commandement: un jeune colonel promu général-major pour prendre immédiatement le commandement d'une division, un autre jeune colonel qui vient, lui aussi, d'être promu général-major, il y a deux jours, et à qui la succession, au moins partielle, du général von Hammerstein, à la tête de la *Heeresleitung*, aurait peut-être été donnée si le maréchal-président ne s'y était opposé.

»Le parti gagne donc la Reichswehr. Il en conquiert le sommet et la base. L'armée perd sa neutralité.»

L'attaché militaire français vient de faire allusion au problème, alors posé, de la succession du général von Hammerstein, commandant en chef de l'armée.

Deux commandants en chef: Hammerstein puis von Fritsch

Hammerstein devait son avancement dans la Reichswehr à l'amitié personnelle que lui portaient Gröner et von Schleicher. Bon organisateur, excellent tacticien, il rédigeait ses rapports dans le style prussien qui touche souvent au bouffon. Ce n'était pas un réaliste, comme Schleicher (les réalistes visent quelque chose de tangible). C'était un cynique, exalté jusqu'au paradoxe. Bien qu'on le tînt pour «rouge», il s'estimait de «droite». Mais il attribuait aux partis de droite la responsabilité de la chute de la République.

Et il prétendait vivre, à son gré, la bonne vie. Chaque année, de la fin de l'été jusqu'au milieu de l'hiver, il abandonnait son bureau pour courir de chasse en chasse sur les propriétés de ses amis. Mais ce qui provoqua sa chute, ce fut surtout son attitude de plus en plus antinazie. Ajoutons que deux de ses filles flirtaient avec les membres du parti communiste clandestin, ce qui hâta sa fin.

Quand Werner von Fritsch prendra la succession du général von Hammerstein, comme commandant en chef de l'armée, il résumera la situation de l'armée par ces simples mots: «J'ai trouvé un monceau de ruines.»



*La puissance qui monte : les S.S.
On reconnaît Himmler
au centre du premier rang,
à sa droite Daluege,
au troisième rang
(le second à partir de la droite) Heydrich.
Centre de documentation juive contemporaine.*

Fritsch, auquel va incomber la tâche d'organiser la nouvelle armée nationale, est un des disciples les plus doués du général von Seeckt: sa carrière l'a mis souvent en contact, soit avec le créateur de la Reichswehr de métier, soit avec son entourage immédiat.

Pendant la guerre de 1914-1918, le capitaine d'artillerie von Fritsch a travaillé au grand état-major, sous les ordres du colonel Bauer, bras droit de Ludendorff. A l'automne de 1919, il est en Prusse orientale, comme chef d'état-major du VI^e corps d'armée de réserve.

En 1924 Fritsch devient chef d'état-major de la 1^{re} région militaire (Königsberg) auprès du général Heye, qui succédera en 1926 au général von Seeckt. De 1925 à 1930, Fritsch travaille au Truppenamt et, après un court passage à la 2^e région militaire (Stettin), il occupe les fonctions de directeur de l'artillerie. On le retrouve, à la fin de 1931, commandant de la 1^{re} division de cavalerie à Francfort-sur-l'Oder, spécialement chargé de la défense de la frontière polonaise.

En juin 1932, il commande les troupes de la 3^e région militaire (Berlin). Le général von Rundstedt le charge alors de la direction technique de l'état d'exception promulgué par le maréchal Hindenburg, par suite du conflit qui dresse von Papen contre le gouvernement prussien. C'est ce commandement de la 3^e région qu'il assume encore en 1934, lorsqu'il est nommé commandant en chef de la nouvelle armée.

«Profondément imbu des méthodes et de l'estime de von Seeckt, écrit Jacques Benoist-Méchin, ayant accompli une grande partie de sa carrière dans les provinces de l'Est, le général von Fritsch va se consacrer dorénavant à la transformation de la Reichswehr de métier en armée nationale. Dès son installation à la tête de la *Heeresleitung*, le nouveau commandant en chef s'entoure d'une pléiade de jeunes généraux dont il apprécie le talent d'organiseurs: ce sont les généraux Beck, von Wietersheim, Fromm, Liese, Heinrici et von Schwedler. A l'exception du général Beck, ces officiers sont peu connus à l'étranger et leur nom n'est que rarement cité dans les journaux. Cependant, le travail qu'ils ont accompli à la tête des différents services de l'état-major allemand est considérable, malgré le silence dont ils l'ont volontairement entouré.»

Le problème des rapports entre la S.A. et la Reichswehr est l'un de ceux qui vont préoccuper le plus le général von Fritsch.

Tension entre armée et S.A.

Déjà, en janvier 1934, lors de réunions de commandants supérieurs, le général Liebmann avait noté :

« Malheureusement les rapports entre les S.A. et l'armée se sont plus ou moins gâtés dans certaines régions du Reich. L'arrogance des cadres moyens S.A., certains pas de clerc et certains manquements ont aussi créé, ici et là, une tension terrible entre l'armée et les S.A.

» Que faire ?

» Premièrement, ne pas fournir de prétextes aux incidents.

» Deuxièmement, donner l'exemple de la discipline, de la camaraderie et de la distinction, autant dans la tenue que dans la mentalité. La supériorité des officiers et des simples soldats de l'armée est reconnue partout, mais généralement non sans une certaine jalousie.

» Beaucoup de chefs des S.A. et des organisations politiques se rendent parfaitement compte que, s'ils sont de bons combattants, ils n'ont pas, à la longue, l'étoffe de dirigeants et que le rôle de chef revient automatiquement à l'armée. Ces hommes sont souvent les auteurs d'excitation contre l'armée. Le jeune S.A., lui, reconnaît nettement la supériorité de l'armée et tend vers elle de tout son cœur... »

Lors des conférences des 2 et 3 février 1934, au lendemain de la nomination du général von Fritsch, le général Liebmann note :

« Les rapports entre la Wehrmacht et les associations paramilitaires. »

Blomberg : « L'entretien d'aujourd'hui devait avoir pour but essentiel de faire connaître le règlement proposé à cette situation, tel qu'il ressort du mémorandum rédigé par le ministre de la Reichswehr. Mais ce projet est devenu caduc, les dirigeants S.A. ayant rejeté les propositions du mémorandum. Le règlement proposé par le ministre était le suivant : dans les domaines où les S.A. exercent une activité militaire (instruction, mobilisation, protection des frontières), ils sont soumis au ministre de la Défense du Reich et aux autorités de la Reichswehr qui lui sont subordonnées. Or, le contre-mémorandum de Röhm, qui nous est parvenu ce jour, exige ni plus ni moins ceci : l'ensemble de la défense du territoire doit être l'affaire des S.A. La Reichswehr aura pour tâche d'instruire les hommes et les chefs et de les passer aux S.A., une fois l'instruction terminée. Les chefs militaires assisteront les dirigeants S.A. en qualité de « conseillers ».

» Une telle chose est bien entendue impossible. Le principe du commandement unique en temps de guerre (reconnu aussi par Röhm), auquel est également soumise l'ensemble de la préparation de la guerre en temps de paix, ne sera pas abandonné. Ce commandement ne peut être tenu que par le ministre de la Défense du Reich. Etant donné l'échec de l'essai d'entente avec la direction des S.A., la décision revient au chancelier du Reich. Il n'est guère possible, aujourd'hui, de dire quand cette décision interviendra. Cela dépendra dans une large mesure de la politique extérieure. Peut-être cette situation indécise restera-t-elle inchangée pour l'instant, une lutte ouverte étant plus désavantageuse encore. De nouvelles démarches ont été aussitôt entreprises pour arriver à une décision nette. Nous avons l'espoir de pouvoir en communiquer le résultat lors de l'entretien prévu pour la fin de février.

» Le commandant en chef de l'armée de terre, von Fritsch, déclare à ce sujet :

« Il faut s'opposer de toutes nos forces et de toutes nos possibilités aux exigences présentées par les S.A. Pour l'instant, il n'est pas nécessaire de faire connaître cette controverse à la troupe et au commandement. Par contre, il faut immédiatement transmettre au commandement de l'armée les documents prouvant que les revendications de Röhm commencent à faire de l'effet dans les bureaux S.A. subordonnés.

» ... Röhm demande continuellement que les S.A. soient « entretenus dans un esprit révolutionnaire ». Rien de tel ne peut s'appliquer à l'armée et aux officiers. L'armée est fondée sur la discipline et non pas sur l'esprit révolutionnaire. Il faut bien faire comprendre cela aux jeunes officiers.

» Il ne faut pas méconnaître le danger qu'il y aurait, vu les récentes revendications des S.A., à faire largement appel à ces derniers pour constituer les réserves. Ces jeunes gens peuvent garder un attachement plus profond pour les S.A. que pour l'armée, de telle manière qu'après avoir fait l'instruction de ces hommes, nous les perdions ensuite au bénéfice des S.A. Il se peut même que, dès la première année de service armé, les dirigeants S.A. cherchent à exercer sur les soldats une influence indésirable, nuisible à la discipline.

» La majorité des commandants n'y voient cependant aucun danger. D'après les expériences faites à ce jour dans les cours de théorie, l'influence des chefs militaires se révèle, après quelques semaines, assez forte pour endiguer celle des S.A., en particulier chez les jeunes recrues. On est donc

en droit d'espérer que la troupe réussira à modifier, en un an, la mentalité des recrues de manière à ce qu'elles se considèrent, en premier lieu, comme des soldats et, ensuite seulement, comme des S.A. Il serait en tout cas inopportun d'intégrer dans l'armée des unités S.A. entières sur le lieu même de leur garnison...»

La tension augmente

Mais Röhm continue à parader et à parler. Il se fait de plus en plus provocant. Sans trêve, il jette de l'huile sur le feu. Le 22 février 1934, il déclare à des chefs S.A., en Thuringe:

«L'année de la victoire fut suivie de l'année d'épreuves. La révolution nationale-socialiste nous impose, au-delà de ce qui a déjà été obtenu, de nouvelles tâches grandes et importantes, dont l'exécution devra être le couronnement du soulèvement allemand. La nation est préservée du danger de la stagnation et de l'esprit de boutiquier par l'élan révolutionnaire des S.A. qui sont les garants de la révolution.

» Nous ne sommes pas un club bourgeois mais une association de combattants politiques résolus. Cette ligne révolutionnaire sera maintenue au sein des S.A. dans l'esprit du passé. Je ne veux pas conduire des hommes qui plaisent aux boutiquiers mais des révolutionnaires qui entraînent leur pays avec eux.

» Liés entre eux par un serment, depuis le chef suprême des S.A. jusqu'au dernier des hommes S.A., les bataillons bruns sont porte-drapeaux révolutionnaires de l'Etat national-socialiste; ils répondent à la confiance du Führer par une fidélité inconditionnelle pleine d'abnégation...»

Mais, dans le parti national-socialiste, tout le monde ne pense pas comme Röhm. Ce même 22 février 1934, Rudolf Hess écrit dans le quotidien nazi *Völkischer Beobachter*:

» Tout S.A., de même que tout dirigeant politique ou dirigeant des Jeunesses hitlériennes, n'est qu'un combattant au sein du parti pour une Allemagne nationale-socialiste [...]

» Un chef ne doit pas se laisser écarter inconsciemment de la voie choisie [...] A moins qu'il ne s'agisse du chef suprême qui, plus que tout autre, se sentira responsable devant sa conscience. Il va d'autant moins permettre que l'on détruise ce qui était construit qu'il a été lui-même le créateur de cette œuvre et que c'est lui qui s'est tracé la voie à suivre et le but

à atteindre. Ici aussi Adolf Hitler reste un exemple lumineux.

»Il n'y a, ni à l'heure actuelle ni dans l'avenir, aucune raison pour les S.A. et les autres organisations partielles du parti de mener une existence propre. Il n'est pas utile, il serait même nuisible à la cause commune qu'elles fassent passer leur intérêt avant l'intérêt général du parti. Et elles ne trouveraient jamais l'approbation du Führer. De même, les vieux combattants — quelle que soit la formation à laquelle ils appartiennent — ne le comprendraient pas...»

Hitler: «Le parti doit apporter la stabilité»

Hitler lui-même semble avoir pris une position ferme. Déjà, dans son grand discours du 30 janvier 1934, qui commémorait le premier anniversaire de son arrivée au pouvoir, après avoir exalté les succès de la révolution nationale-socialiste, il a tenu à souligner «l'accord parfait» qui régnait entre le parti et la Reichswehr «artisans disciplinés de la révolution nationale»; il a pris position contre le rétablissement de la monarchie au nom de l'unité du Reich (c'était le coup de semonce dirigé vers la droite), il a réaffirmé qu'à la période révolutionnaire devait succéder une période d'évolution (coup de semonce dirigé vers la gauche).

Devant les gauleiters, réunis à Berlin le 2 février, il a répété avec insistance que la révolution était achevée.

«Ce sont les fous, leur a-t-il dit, qui prétendent que la révolution n'est pas terminée et cela, uniquement, dans l'intention d'accaparer certains postes.»

Expliquant aux gauleiters les difficultés qu'il avait eues à pourvoir aux responsabilités administratives de manière satisfaisante, il a ajouté: «Dans le parti, nous avons des hommes pour qui la révolution ne signifie rien d'autre qu'un état de chaos permanent. En revanche, ce qu'il nous faut c'est un appareil administratif qui nous mette en mesure dans tous les domaines de donner vie immédiatement au patrimoine idéologique national-socialiste. Pour y parvenir, il faut observer ce principe: ne pas donner plus d'ordres et discuter plus de projets que l'appareil administratif ne peut en transmettre au peuple et en transposer dans les faits. La question de la fusion du parti et de l'Etat est d'une importance primordiale; l'avenir de l'Allemagne en dépend essentiellement.»

Hitler a donc déclaré principale tâche d'alors «la sélection

d'hommes qui aient des capacités et qui soient prêts à imposer les mesures prises par le gouvernement avec une obéissance aveugle.»

«Le parti, a-t-il poursuivi, doit apporter la stabilité nécessaire à l'ensemble de l'avenir allemand; il doit garantir cette stabilité, chose que ne peut pas faire n'importe quelle monarchie...

« Un seul Führer. Un seul combat à la fois »

«Il ne peut y avoir qu'un seul Führer, lança-t-il... Nous ne devons jamais nous combattre mutuellement; jamais de divergences ne doivent apparaître aux yeux des gens du dehors! Le peuple ne peut avoir en nous une confiance aveugle si nous détruisons nous-mêmes cette confiance. Si nous détruisons la confiance des gens de l'extérieur, nous détruisons aussi la confiance que nous avons en nous-mêmes.

»Même les conséquences de décisions erronées doivent être compensées par une solidarité absolue. Il ne faut jamais jouer une autorité contre l'autre, il n'y a qu'une seule réponse: le parti!

»S'attaquer à un bureau ou à un homme qui incarne une partie de cette autorité, c'est détruire l'autorité et la confiance d'une façon générale. Pas de discussion superflue! Il ne faut, en aucun cas, discuter en public de problèmes sur lesquels les diverses autorités dirigeantes ne voient pas encore clair; sinon on remettrait la décision à la masse du peuple. C'était la déraison de la démocratie, car ainsi on galvaude la valeur de tout commandement. Celui à qui il incombe de prendre des décisions doit les prendre et tous les autres doivent lui obéir. L'autorité même du dernier des dirigeants est la somme de l'autorité de tous les dirigeants, et réciproquement.

»Par ailleurs, nous ne devons mener toujours qu'un seul combat à la fois. Un combat après l'autre. Au fond on ne devrait pas dire: «Beaucoup d'ennemis, beaucoup d'honneur», mais: «Beaucoup d'ennemis, beaucoup de bêtises». D'autre part, la nation entière ne peut pas mener et comprendre douze combats à la fois. Nous devons donc toujours animer le peuple entier avec une seule pensée à la fois, le concentrer sur une seule pensée.»

Il était difficile pour Hitler de signifier plus clairement à Röhm:

«Fiche-moi la paix!»

Hitler sait parfaitement qu'il a alors besoin des officiers de la Reichswehr pour la préparation de sa guerre, laquelle ne peut être menée à bien que par des spécialistes et non par des dilettantes comme les S.A. Et il sait que la partie qu'il doit jouer avec l'armée est terriblement dangereuse. S'il échoue, c'est la chute irrémédiable. S'il réussit, il s'assure la part du maître dans le commandement de la nouvelle armée et il affermit sa dictature. Mais comment n'hésiterait-il pas à sacrifier son ami Röhm à cette réussite? Hitler voudrait éviter d'en arriver à cette extrémité. Son affection pour Röhm est réelle. C'est le compagnon de ses débuts, de son ascension...

En cet hiver 1934, Hitler ne brusque donc rien. Il avance à petits pas, avec précaution, scrutant attentivement le terrain où il met ses bottes, se gardant à droite, se gardant à gauche.

Hitler expose son problème militaire

A Hermann Rauschning, Hitler confie que, étant donné les difficultés du moment, il concluerait n'importe quel pacte permettant à l'Allemagne d'entretenir une armée de 400 000 même 360 000 hommes. Il se contenterait alors de former au grand jour les cadres de la future armée nationale et il attendrait la première occasion favorable pour faire sans risque un nouveau pas en avant. Hitler insiste sur la difficulté de concilier le secret et la cadence rapide de réarmement. Il préférerait suspendre, pour un temps, l'effort du réarmement. Il ne peut se défendre de l'impression que les généraux responsables se trouvent débordés et il appréhende une catastrophe si, pendant la période de transformation de la Reichswehr en Wehrmacht, c'est-à-dire en armée nationale, il était brusquement obligé de défendre l'Allemagne par les armes.

Rauschning écrit:

«Il avait eu à l'origine, me dit-il, des idées tout à fait différentes. Il aurait voulu mettre immédiatement sur pied une vaste armée populaire et procéder en toute tranquillité, derrière le rideau de cette milice d'apparence inoffensive, à l'instruction graduelle des recrues et des cadres, au rythme de l'accroissement du matériel. Mais il avait dû s'incliner devant

les avis des généraux et du vieux maréchal Hindenburg, qui s'incrétait dans son privilège de généralissime et prétendait au droit exclusif de décision en tant que seul expert réellement qualifié des choses militaires.

» Je lui demandai si ce plan primitif prévoyait l'armement général des S.A. et des S.S. et si il y avait définitivement renoncé.

« Ce plan n'existe plus, répondit Hitler. Dans une affaire de cette importance, l'enthousiasme et la bonne volonté ne suffisent pas. L'armement et l'instruction d'une grande armée constituent une tâche sérieuse et difficile. Je le sais, mes S.A. sont désappointés. Ils m'ont fait des observations que j'ai dû repousser comme injustifiées. Je leur ai demandé comment ils se représentaient les choses. Fallait-il que l'Allemagne se constituât deux armées indépendantes l'une de l'autre? Ou bien on choisit le système de la conscription par classe annuelle. Si on l'accepte, il faut s'y tenir et on ne peut plus le modifier arbitrairement. Ou bien on préfère l'armée de métier, sur la base du service volontaire. Mes camarades du parti comprendront eux-mêmes que ce principe, à la rigueur suffisant pour l'Angleterre, ne l'est pas pour nous.

» Comment pourrais-je concilier ces deux principes? dit encore Hitler. Faudrait-il envisager pour les membres du parti le service volontaire et ce qu'on appelait autrefois le système des rengagés, c'est-à-dire un service d'assez longue durée? Ou bien, tous les membres des S.A. doivent-ils former une élite militaire, une sorte de milice privilégiée? Mais, dans ce cas, ils manqueraient aux réserves de l'armée régulière et cette dualité conduirait aux pires désordres. Non, les représentations de mes S.A. ne m'ont pas convaincu. J'ai décidé de m'en tenir aux arrangements que j'ai faits et aux engagements que j'ai pris avec Hindenburg et la Reichswehr.

» L'époque des nations armées, poursuivit Hitler, n'est pas révolue. L'Allemagne doit revenir au principe du service militaire obligatoire et instruire, aussi vite que possible, les classes qui n'ont pas servi, de façon à en former des réserves. Bien entendu, avec l'importance croissante des troupes techniques, il faudra envisager un recrutement également croissant de soldats de métier contractant des engagements de longue durée. Mais la sélection de ces troupes de métier ne peut pas être basée sur l'idéologie révolutionnaire ou sur l'affiliation au parti. Elle ne peut se faire que d'après les aptitudes professionnelles. Puis-je sérieusement croire que les hommes des S.A., qui n'ont même pas passé devant

les conseils de révision, peuvent me fournir le matériel d'une élite militaire? Même si je voulais faire un choix dans le choix et couper les S.A. en deux tronçons, milice active et milice de réserve.»

Rauschning ajoute alors:

«Je compris parfaitement que ces propos de Hitler n'étaient que l'écho d'une leçon que lui avaient faite les chefs de la Reichswehr qui cherchaient à se défendre contre les conceptions de Röhm.»

«L'esprit révolutionnaire, poursuivit Hitler, dont parlent continuellement certains membres du parti comme s'ils en détenaient le monopole, est effectivement un facteur décisif dont je ne méconnaîtrai jamais l'importance. On ne peut pas reprendre purement et simplement les traditions d'avant-guerre. Du point de vue idéologique, il faut faire quelque chose d'absolument nouveau et, si le haut commandement persiste à s'écarter artificiellement de l'esprit national-socialiste, je ne le supporterai pas et j'interviendrai en temps voulu. Mais il est nécessaire, avant toute autre chose, de résoudre le problème technique. On n'a pas le droit de le compliquer.»

«Je sais contenir mes nerfs»

«Hitler ne pensait plus que je l'écoutais, note Rauschning; il se parlait à lui-même:

«Il ne faut pas qu'ils soient impatients. En vérité, c'est moi qui devrais l'être. Mais je refoule mon sentiment, je sais contenir mes nerfs. Soyez tranquille: ce que je considère comme indispensable, je l'obtiendrai lentement, sûrement, par mon obstination et ma patience. Nous verrons qui sera le plus têtu. Nous verrons qui sera le plus têtu de moi ou des généraux. Mon véritable programme consiste en ceci: un solide noyau de soldats de métier, sélectionnés et spécialement entraînés, constitue l'armée de choc qui sera composée de vieux militants du parti. Ces troupes de choc incorporeront, conformément à notre doctrine, l'élite du national-socialisme dans la masse de la Reichswehr. Cette masse elle-même sera de plus en plus réduite au rôle d'une réserve parfaitement instruite et équipée mais dont la tâche sera surtout défensive. Je sais que, pour en arriver là, j'ai à parcourir un chemin difficile et rempli d'obstacles. Ce chemin je le suivrai jusqu'au bout parce que j'ai à créer encore bien d'autres choses à part

la Reichswehr. Mais je ne renoncerai jamais à incorporer l'armée dans l'Etat national-socialiste, comme son plus fort appui à côté du parti.»

Violents tête à tête Hitler-Röhm

Röhm n'est pas dupe de l'attitude de Hitler. S'il reste fidèle au Führer, il ne faudrait pas que celui-ci lui «casse sa baraque», la S.A. Avec ses trois millions d'hommes et sa popularité révolutionnaire, il se sent fort. Il s'entête. Il n'ignore pas que la Reichswehr, pour ses augmentations d'effectifs, dépend des volontaires qui lui viendront des S.A., car le rétablissement du service militaire obligatoire n'est pas immédiatement possible.

Le 18 février, à la chancellerie du Reich à Berlin, Röhm a un long tête-à-tête avec Hitler. Les deux hommes s'affrontent. On ignore la teneur exacte de la conversation mais le comte von Tschirschsky, l'un des collaborateurs directs de Franz von Papen, est dans l'antichambre, attendant d'être reçu par le Führer. Il entend des éclats de voix, de plus en plus violents. La voix rauque de Hitler s'élève jusqu'au hurlement mais Tschirschsky ne comprend pas ce que dit le Führer. Puis Tschirschsky entend la voix de Röhm, tout aussi hurlante, exiger que deux mille officiers S.A. soient intégrés dans la Reichswehr. Enfin, il entend distinctement Hitler dire à Röhm :

«Jamais le Reichspräsident (Hindenburg) n'acceptera ta demande! Jamais! Il me dira, comme il me l'a dit à propos de von Reichenau(1): «Occupez-vous des affaires politiques. » Pour l'armée, je reste seul compétent.» Jamais le Reichspräsident n'acceptera...»

En effet quand, deux jours plus tard, Hitler tente de présenter la demande de Röhm à Hindenburg, il obtient la réponse négative qu'il craignait.

Pour ces messieurs du corps des officiers, intégrer les chefs S.A. dans la Reichswehr serait violer la règle sacrée de la hiérarchie dans l'armée prussienne: les promotions ne peuvent s'effectuer que d'après les états de service. Comment des gens qui ne portent plus l'uniforme depuis 1918 pourraient-ils

1 Hitler avait proposé von Reichenau comme successeur de von Hammerstein au poste de commandant en chef. Hindenburg avait refusé sèchement et nommé von Fritsch.

devenir des généraux? Donner des galons de général, de colonel, d'officier supérieur à des centaines voire des milliers de chefs S.A. c'est impensable! Ces grades, conçus par Frédéric le Grand, sont en outre auréolés du souvenir de la valeur morale d'innombrables officiers, entièrement dévoués au service sans espoir de récompense matérielle. Ils ne peuvent être donnés à ces parvenus en chemise brune qui ignorent totalement ce que peut-être de vivre et de mourir de façon exemplaire.

«L'opposition des généraux (et de von Hindenburg), écrit fort justement l'historien allemand Malte Plettenberg, se fondait sur une loi non écrite prescrivant au corps des officiers de se consacrer totalement au devoir et à l'honneur, d'exécuter avec abnégation les missions confiées naguère par le roi, désormais par l'Etat. Personne ne pouvait entrer dans cette élite morale de la nation sans satisfaire à cette loi non écrite. Or, les chefs des S.A. avaient mille fois violé cette loi — aux yeux non seulement des généraux mais de toute la société à laquelle ceux-ci appartenaient — et le fait qu'ils pouvaient être d'anciens officiers aggravait encore leur cas. On leur eût pardonné des histoires de femmes, mais beaucoup étaient — comme leur chef d'état-major lui-même — des homosexuels qui élevaient aux premiers rangs les camarades partageant leurs goûts. En outre, certains d'entre eux avaient abusé de la situation de force, acquise en 1933, pour commettre des actes inconciliables avec l'éthique du corps des officiers allemands.»

Hitler, pris maintenant entre l'hostilité grandissante de la Reichswehr et la menace de voir les S.A. s'insurger, sait qu'il doit prendre une décision. Il va trancher, mais sous une forme officielle, lénitive, qui ne réglera rien.

Hitler impose un « accord » entre Blomberg et Röhm

Le 28 février, le chancelier du Reich se rend à la Bendlerstrasse, ministère de la Reichswehr, où il a convoqué une grande réunion des principaux chefs de l'armée, des S.A. et des S.S.

Hitler commence par dresser, une fois de plus, le bilan du national-socialisme triomphant. Il le fait d'une voix calme, modérée. Peu à peu, détachant les expressions les unes des autres, pour mieux se faire comprendre et retenir l'attention, il brosse un tableau des années à venir qui contraste singu-

lièrement avec l'avenir radieux qu'il promet en public. Le tableau est de plus en plus sombre. Il n'hésite pas à envisager l'éventualité d'une guerre: «Il nous faudra, dit-il, créer un nouvel espace vital pour notre excédent démographique. Les puissances occidentales ne nous l'accorderont jamais. C'est la raison pour laquelle des coups rapides, mais décisifs, pourront devenir indispensables d'abord à l'ouest, puis à l'est...»

Hitler termine son évocation de l'avenir par ces mots: «C'est ma ferme décision que l'armée allemande de l'avenir sera une armée motorisée. Quiconque essaiera de m'opposer des obstacles dans l'accomplissement de ma tâche historique, qui est de donner à la nation allemande les moyens de se défendre, je l'écraserai.»

Chacun des auditeurs comprend qu'il ne s'agit pas seulement des puissances étrangères. Les chefs S.A. se trouvent également visés. On en revient donc au présent. Maints regards se tournent vers Röhm, qui semble ne prêter qu'une oreille distraite aux propos du Führer. Mais quand ce dernier, après un long cours d'histoire militaire, laisse tomber cette phrase: «Une milice n'est appropriée que pour défendre de petits territoires», le visage du chef d'état-major de la S.A. vire au rouge. Et sa bouche esquisse une moue méprisante.

Mais le ton de Hitler s'élève encore. Il lance:

«La S.A. devra se limiter à des tâches politiques. Seule une grande armée fondée sur le service militaire obligatoire, et dont le noyau sera la Reichswehr actuelle, pourra accomplir les tâches nécessaires. L'armée nationale, la Wehrmacht, sera seule habilitée à porter les armes de la nation.»

Hitler a donc pris sa décision: la Reichswehr, seule, sera la base de la future armée nationale.

Comment réagit Röhm? Il reste silencieux. Hitler l'avait mis au courant, lui-même, et il a accepté de se soumettre. Tout à l'heure, il va signer avec Blomberg un accord qui prévoit que le ministre de la Reichswehr sera seul responsable de l'organisation de la défense ainsi que de la préparation et de la conduite d'une guerre éventuelle. Le partage des tâches respectives des S.A. et de la Reichswehr est nettement fixé.

Devant un Hitler souriant, voulant paraître détendu, le général Werner von Blomberg serre longuement la main du chef d'état-major des sections d'assaut. C'est la réconciliation publique Reichswehr-S.A.

Pour combien de temps?

« Adolf nous trahit. A la porte le pantin! »

Röhm a invité l'état-major et le ministre de la Reichswehr à un déjeuner, en son quartier-général de la Skagerrakplatz, proche du Tiergarten.

Le menu est soigné, le champagne coule généreusement mais le repas reste solennel, glacial. Chacun sait que les «accords» sont «chiffons de papier». La «réconciliation» n'est qu'une trêve.

Après les claquements de talons et les saluts, lorsque le dernier général a disparu, Röhm réunit ses hommes autour de la table du déjeuner. Il se sert une nouvelle coupe de champagne et lance d'un ton lugubre:

«C'est un nouveau traité de Versailles!»

Personne ne bronche.

Röhm se sert une deuxième coupe de champagne et explose:

«Ce que ce caporal ridicule a raconté Bendlerstrasse ne nous concerne pas... Adolf se croit malin parce que les banquiers et les militaires font mine de le soutenir. Il nous trahit! Il se croit un homme du monde, parce qu'il a un bel habit noir... Il ne fréquente plus que les réactionnaires. Il méprise ses anciens camarades... Il nous trahit!... Il nous trahit!... La seconde révolution reste à faire. Si nous ne pouvons la faire avec Hitler, nous la ferons sans lui! Si Adolf n'accepte pas, je foncerai, et des millions d'hommes me suivront!...»

Karl Ernst, chef S.A. de Berlin, lance:

«Si Hitler ne fait pas à nouveau front avec nous, montez vous-même en selle!»

Röhm dit encore:

«Hitler est un traître. Il faut qu'on lui fasse prendre des vacances!»

Les chefs S.A. applaudissent. Tout le monde parle. On entend: «A la porte le pantin!... Il nous conduit à l'abîme! Il fait le jeu des réactionnaires! Le Führer véritable, c'est notre chef d'état-major! Il faut éliminer Hitler... Le mettre sous clé!... Hitler mort servirait mieux le mouvement national-socialiste que Hitler vivant...»

Un seul des chefs S.A. présents, l'Obergruppenführer Victor Lutze, du *Gau* de Hanovre, se tait. Il ne réplique pas aux propos de Röhm et de ses camarades. Il hésite à comprendre. Sous un masque impassible, il est bouleversé. Il observe. Il écoute.

Quelques jours plus tard, en plein désarroi, Victor Lutze se rend chez Rudolf Hess, le «remplaçant de Hitler», la

deuxième personnalité du N.S.D.A.P. et il raconte tout ce qu'il a entendu au quartier général de Röhm. Hess est embarrassé. Après réflexion, il conseille à Lutze de tout dire au Führer lui-même.

« Il faut laisser mûrir l'affaire. Röhm est perdant »

Au début de mars, Victor Lutze se rend à Berchtesgaden. Avec humilité, Lutze affronte le Führer. Ce qu'il a à lui dire n'est pas particulièrement agréable. Dans le froid vif de l'air, sur la terrasse du chalet, Hitler boit du thé face au magnifique panorama des chaînes alpines enneigées. Sa chienne « Blondy » est à ses pieds. Tandis que Lutze lui rapporte fidèlement les paroles de Röhm et des autres chefs S.A., le visage de Hitler reste impénétrable. Il demande quelques précisions, sans laisser paraître ses sentiments. A la fin de l'entretien, Hitler dit seulement d'une voix très basse :

« Merci Lutze... Il faut laisser mûrir l'affaire. »

Inquiet (ne s'est-il pas découvert inutilement?) et déçu (le Führer n'a pas semblé attacher une grande importance à l'événement), Victor Lutze regagne son *Gau* de Hanovre.

Hitler n'a pas semblé réagir mais il a bien entendu.

Lutze, lui, est de plus en plus désespéré.

Quelques jours se passent, puis Lutze décide d'aller à Berlin et de rencontrer le général Walter von Reichenau, avec qui il sympathise et en qui il voit l'incarnation vivante de l'amitié possible entre la Reichswehr et le national-socialisme. Il lui fait part des projets de Röhm. Reichenau écoute, prend note et dit à Lutze de patienter. Il clôt l'entretien par cette phrase énigmatique :

« Röhm est perdant, son compte sera bientôt réglé. »

Etrange propos, pour qui connaît la suite.

Dans l'armée aussi, les esprits s'échauffent

Le ministre de la Reichswehr, le général Werner von Blomberg, quant à lui, est assez satisfait de ce qu'il vient d'obtenir. Il donne donc des gages de sa loyauté à Hitler en admettant l'instruction politique nationale-socialiste au sein de la Reichswehr. La note de service qu'il fait diffuser dans ce sens est ainsi rédigée :

« La première année du régime national-socialiste a posé

des bases pour la reconstruction politique et économique de la nation. La seconde année impose, en premier lieu, l'obligation de pénétrer moralement la nation dès principes directeurs de l'Etat national-socialiste. C'est donc un devoir impérieux, pour toutes les organisations dont la volonté soutient le nouvel Etat, de donner à leurs membres une instruction conforme à ses principes. Cela s'applique en particulier à l'armée, qui est, à l'égard de l'étranger, la gardienne et la protectrice de l'Allemagne nationale-socialiste et du territoire sur lequel vit le peuple allemand.

«J'ordonne donc qu'à l'avenir toutes les autorités militaires accordent à l'enseignement des questions politiques au sein de l'armée une importance accrue et une attention redoublée. Pour s'assurer que l'instruction politique sera donnée dans l'armée, suivant des directives uniformes, le ministre de la Reichswehr publiera à l'avenir des «directives pour l'enseignement des questions politiques à l'ordre du jour» qui devront servir de base à l'instruction.»

Les instructions de Blomberg sont diversement accueillies par les officiers. L'attaché militaire français à Berlin, le général Renondeau, se fait l'écho de certaines de ces divergences de vue. Dans ses rapports envoyés à Paris, il mentionne en particulier les critiques d'un officier du ministère de la Reichswehr:

«Le général von Blomberg est maintenant très critiqué. Aux yeux d'un grand nombre d'officiers, il donne l'impression d'un caractère trop faible, incapable de résister à la forte pression de Röhm. Il apparaît à beaucoup que le général, esprit très cultivé, peut-être trop, un peu sceptique parfois, curieux de trop de choses, imprégné de philosophie, n'est plus aujourd'hui le chef énergique et volontaire dont la Reichswehr a plus que jamais besoin. Ses jours sont certainement comptés à la tête de ce ministère. Si je ne peux vous en donner la certitude, ni vous dire encore combien de temps encore la situation actuelle se prolongera, je vous assure que, personnellement, je le souhaite, car je crois fermement que, seul, Goering saura et pourra redonner à la Reichswehr la part qui lui revient dans l'Etat allemand. Goering est un soldat. Il a conservé la mentalité de l'officier allemand, c'est un caractère fort, dont l'énergie, et parfois même la brutalité dans l'action, seront peut-être avant longtemps nécessaires chez l'homme qui dirigera le ministère de la Reichswehr.»

Le général Renondeau fait également état des remarques d'un autre officier d'état-major:

« En dehors de l'inquiétude que peut faire naître la situation économique de l'Allemagne, il est un problème d'une très grande gravité pour nous, celui des S.A. ! Je me place simplement du point de vue intérieur allemand. En face de l'armée, les S.A. représentent une organisation dont la présence, la composition, le nombre de ses membres, leur activité et souvent leur attitude à notre égard, constituent une source fréquente de difficultés.

» Sans doute depuis quelque temps, depuis assez peu de temps, l'attitude de M. Röhm tend à se modifier. Je pourrais presque dire qu'il y a maintenant en lui deux hommes qui luttent l'un contre l'autre ! L'un, le chef des S.A. qui se sent obligé à leur égard de les défendre et qui, en même temps, n'ignore pas les dangers que représente ce groupement hétérogène de 2,5 millions à 3 millions d'hommes à qui l'on a fait, jadis, tant de promesses. Ils attendent encore qu'on les satisfasse. Parmi eux, beaucoup sont déçus, ce sont surtout les vieux combattants du national-socialisme ; d'autres sont seulement des ralliés, anciens marxistes, anciens communistes. Il y a donc dans les S.A. une fermentation qui peut un jour devenir dangereuse.

» Parmi les assurances données jadis aux S.A., l'une touchait certainement à leur instruction militaire. Celle-ci leur a été promise. Et c'est pourquoi, après la prise du pouvoir, la Reichswehr a dû consentir à certaines mesures que nous regrettons. Au vrai, nous avons retiré certains avantages de cet état de choses. Vous n'ignorez pas que certains jeunes officiers étaient autrefois attirés par la conception philosophique hitlérienne ? Eh bien, il a suffi des contacts renouvelés de ces jeunes éléments avec les S.A. dont ils étaient les instructeurs militaires pour les dégoûter à jamais de la mystique nazie ! Que de fois, en effet, n'ont-ils pas dû subir les reproches injustes adressés par les S.A. à l'armée en général qui, d'après eux, n'a eu aucune part dans le relèvement national de l'Allemagne ; adressés aussi aux officiers qui ont fait la guerre et auxquels on reproche maintenant de l'avoir perdue... Aussi bien, on peut affirmer aujourd'hui que ces contacts ont purifié la Reichswehr et lui ont redonné sa cohésion spirituelle traditionnelle ! Aucun instructeur de l'armée n'est plus maintenant détaché dans les S.A. !...

» Voyez-vous, je suis intimement convaincu qu'un conflit sanglant est inévitable, et peut-être nécessaire, entre l'armée allemande et les S.A. ! Ce qui ne pourra être imposé à ces

derniers par le seul moyen de la persuasion, devra l'être sans doute par la force!»

Diable! Maintenant les esprits s'échauffent.

Les réactions de Hess, Goering et Goebbels

L'armée n'est pas la seule à regarder avec inquiétude l'agitation des S.A. Dans le parti, on suit attentivement les péripéties de la lutte S.A.-Reichswehr. Comment Hitler réagira-t-il? se demande-t-on. Röhm ressemble déjà à un cerf blessé. Il faudra bientôt prendre parti pour ou contre lui. Or personne ne se sent d'inclination pour le martyr...

Rudolf Hess, l'illuminé de la *Société Thulé*, le fanatique du temps de la lutte pour le pouvoir, a une position simple: il suivra Hitler jusqu'au bout. Si le Führer exige la disparition de Röhm, Röhm disparaîtra. Si le Führer nomme Röhm ministre de la Reichswehr, ce sera très bien... *Heil Hitler!*

Hermann Goering, lui, a déjà choisi son camp. Il sait que, de toute façon, il n'a rien à gagner dans une deuxième révolution. Et ces braillards de S.A. l'ennuient. Ils sont trop vulgaires. Leur socialisme? C'était bon avant la prise du pouvoir! A présent, il faut du calme et de l'ordre pour que l'industrie de guerre puisse tourner à plein; pour qu'une nouvelle aviation naisse... Décidément Goering préfère aux S.A. débraillés et remuants ces S.S. aux uniformes noirs qui sont les «puritains du parti», soldats d'élite et véritables seigneurs dont la puissance s'accroît discrètement, avec une remarquable efficacité. Goering ne se sent pas très à l'aise avec Heydrich, «curieux reptile, diablement intelligent», mais avec Heinrich Himmler il ne ressent aucun complexe, si ce n'est celui de supériorité. Il a donc choisi de s'allier au chef de l'Ordre noir.

Joseph Goebbels est plus méfiant. Il méprise Röhm, mais il le redoute encore: il y a plus de trois millions de S.A. et Röhm n'est pas un révolutionnaire «en peau de lapin». Le bonhomme est puissant, volontaire, coriace. Goebbels voit souvent Röhm. N'est-il pas de «gauche» comme lui? Il l'écoute, guette ses propos, cherche à discerner ses intentions. Quand Röhm lui dit: «Il faut faire un Etat S.A.», Goebbels ne réagit pas. Il sait que Hitler n'est pas de cet avis, ne sera jamais de cet avis. Alors? Goebbels, au fil des semaines et des rencontres, constate que la marge de manœuvre de Röhm, face à la Reichswehr, diminue de plus en plus. Dans

le même temps, Himmler et ses S.S. progressent, installent une redoutable puissance secrète. Déjà, Himmler contrôle toutes les polices d'Allemagne, sauf celle de Prusse que dirige Goering, et Goebbels sait que le S.D., le service de renseignement des S.S., est devenu une arme terrible dans les mains du jeune Heydrich, l'adjoint de Himmler. Goebbels qui a, lui aussi, des informateurs partout, suit avec attention aussi bien les phases de la lutte ouverte de la Reichswehr contre Röhm que celles de la lutte secrète, souterraine, perfide, de Goering et de Himmler contre le même Röhm.

Comment tout cela finira-t-il? se demande Goebbels. Il ne se sent pas encore capable de choisir son camp, qu'il veut être celui du vainqueur.

Mais deux événements vont faire «mûrir» les choses. Deux événements qui sont tous deux du même jour: le 10 avril 1934.

La Gestapo passe des mains de Goering dans celles de Himmler

Ce jour-là, à Berlin, au N° 8 de la Prinz-Albrechtstrasse, Goering réunit les chefs de la Gestapo, en présence de Heinrich Himmler, Reinhardt Heydrich et Karl Wolff, ce dernier chef d'état-major de Himmler. Le «bon gros Goering» explique que, depuis la décision du Führer d'incorporer la Prusse au reste du Reich, pour réaliser l'unification totale, la Gestapo de Prusse entre dans les attributions du Reichsführer S.S. Heinrich Himmler, chef de la police secrète d'Etat de l'ensemble du Reich. Il ordonne à ses anciens subordonnés de soutenir leur nouveau chef «dans la lutte qu'il mène si courageusement contre les ennemis de l'Etat» (en réalité, Himmler n'entrera en fonction que dix jours plus tard, le 20 avril).

Himmler, à son tour, proteste de son loyalisme et de sa gratitude:

«Je vous resterai toujours fidèle, déclare-t-il à Goering. Vous n'aurez jamais rien à craindre de moi.»

Heydrich ne dit rien. Il est satisfait.

Lors du procès de Nuremberg, en 1946, Goering devait déclarer aux juges alliés:

«A cette époque, je ne me suis pas expressément opposé au principe qui allait m'amener à céder la Gestapo à Himmler. Cela m'était désagréable, car je tenais à diriger la police moi-même. Mais, lorsque le Führer me demanda d'accepter,

disant que c'était la voie correcte et nécessaire pour mener plus efficacement, sur toute l'étendue du Reich, la lutte contre les ennemis de l'Etat, je remis alors la Gestapo entre les mains de Himmler qui plaça Heydrich à sa tête.»

Goering n'a quand même qu'une confiance limitée en Himmler et Heydrich. Il met immédiatement sur pied une force de police personnelle: le *Landespolizeigruppe*, chargé d'assurer sa sécurité en cas de troubles. Cette force de police stationnera près de Berlin, à Lichterfelde, et comptera plus d'un millier d'hommes. Ainsi vit-on dans les hautes sphères du Troisième Reich! Le Berlin national-socialiste ressemble étrangement à la Florence des Médicis.

Himmler et Heydrich déménagent. Ils quittent enfin Munich pour Berlin. Les deux Rastignac en noir vont se venger d'avoir été si longtemps tenus à l'écart du pouvoir. La redoutable équipe vient d'atteindre son premier objectif: la direction des polices politiques du Reich.

Le 20 avril, le Grand Inquisiteur installe son état-major S.S. au siège même de la Gestapo, 8 Prinz-Albrechtstrasse, et l'Archange du Mal transfère au 103 Wilhelmstrasse, tout à côté, le bureau central du S.D. qui devient officiellement le bureau de sûreté du Reichsführer S.S. Les deux installations se trouvent dans le quartier des ministères: tout proches sont les Affaires étrangères, l'Intérieur, l'Information et la Propagande, et surtout la chancellerie du Reich.

Le pouvoir que détiennent à présent les deux chefs S.S. est considérable. Mais ils n'ont pas le temps de se livrer à la joie de leur réussite. Le maintien de l'ordre dans le pays, qui leur a été confié, est, dès le jour de leur entrée en fonction, gravement menacé. Ils le savent. La révolte qui gronde de plus en plus fort dans les rangs des S.A. risque de devenir explosive, d'un moment à l'autre. Le problème S.A. est à régler, en priorité absolue.

La croisière décisive du croiseur « Deutschland »

Ce même 10 avril 1934, Hitler arrive à Kiel par avion. Une unité de la Kriegsmarine, impeccable trait noir sur la piste verte de l'aérodrome, lui rend les honneurs. Accompagné du grand-amiral Raeder, des généraux von Blomberg et von Fritsch, Hitler gagne les quais du célèbre port de guerre. Le croiseur de poche *Deutschland* y est amarré. Hitler est fasciné. Ce bel outil de guerre est aussi impressionnant que la discipline

des marins au béret noir dont les deux rubans flottent dans la brise fraîche.

L'appareillage a lieu le lendemain. Hitler va assister aux grandes manœuvres navales de printemps. C'est la raison officielle. En réalité, l'avenir de l'Allemagne va se jouer à bord du *Deutschland*, entre le 10 et le 14 avril.

Deux problèmes doivent être examinés pendant cette croisière: la succession du maréchal von Hindenburg, président du Reich, les rapports entre la Reichswehr et les S.A. Les deux problèmes sont au reste étroitement liés.

Le vieux maréchal, qui combattit à Sadowa et à Sedan, est de plus en plus victime de son grand âge: 86 ans. Il souffre de nombreuses pertes de mémoire et reste prostré des heures entières. Son entourage s'inquiète. D'abord son fils, Oscar von Hindenburg, quinquagénaire sans envergure; ensuite le vieux chambellan von Oldenburg et le secrétaire d'Etat à la présidence Otto Meissner. L'ombre de la mort plane sur le «vieux monsieur» qui incarne le pouvoir politique suprême et le commandement militaire suprême, en figure légendaire d'un passé glorieux.

Qui succédera au maréchal? Qui peut lui succéder? Il y a trois candidats possibles. En premier lieu le Kronprinz lui-même qui, si l'armée se décidait à tenter la restauration de la monarchie, pourrait être déclaré régent. En deuxième lieu le général Ritter von Epp, partisan acharné du réarmement et national-socialiste convaincu. En troisième lieu Adolf Hitler.

Pour les trois candidats, un appui est nécessaire, capital: celui de l'armée. La Reichswehr est l'arbitre de la situation. Elle seule peut tout. Hitler en est parfaitement conscient. C'est pourquoi il est venu à bord du *Deutschland*, avec Blomberg, Raeder et Fritsch. Il s'agit de conclure avec eux le pacte décisif qui entrera en application dès la mort du maréchal von Hindenburg.

Mais il y a le problème des S.A. Un obstacle de taille au soutien demandé à l'armée par le candidat Hitler.

Tandis que le *Deutschland* fend les longues vagues grises de la Baltique, dans l'isolement parfait du navire de guerre Werner von Blomberg ne cache pas à Hitler que la patience des généraux commence à s'épuiser. Il est grand temps que le Führer affirme son autorité sur le chapitre des S.A. Faute de quoi, il risque de voir l'armée lui retirer sa confiance et soutenir un autre candidat à la succession du vieux maréchal-président.

En vérité, personne ne sait ce que se sont dit ensuite Hitler, Blomberg, Raeder et Fritsch. Aucun des quatre n'a parlé. Il n'en est pas moins certain qu'au cours de cette croisière un pacte d'une grande importance historique a été scellé. La suite des événements montrera en effet que Werner von Blomberg s'est engagé à soutenir Adolf Hitler de tout son pouvoir dans la bataille qui va se livrer autour de la succession à la présidence du Reich. Et qu'il a promis d'user de sa grande influence auprès des militaires pour obtenir également l'appui de l'armée tout entière. En échange, Hitler n'a pu que confirmer sa décision de mettre fin, une fois pour toutes, aux prétentions inadmissibles de Röhm et des S.A. Et il n'a pu que garantir l'hégémonie totale à la Reichswehr dans le domaine militaire.

Le 14 avril, après une visite, le 12, dans le Sogne Fjord (en Norvège, au nord de Bergen) où s'élève le monument Fridjoff-Denkmal construit par Frédéric le Grand, le *Deutschland* jette l'ancre en terre allemande, à Wilhemshaffen.

Hitler regagne Berlin par avion. Le «pacte du *Deutschland*» va entrer presque aussitôt en application.

Röhm défie Hitler

Ernst Röhm sent venir le vent mauvais.

Le ministère de l'Intérieur exige maintenant qu'il chasse des S.A. tous les condamnés de droit commun qui s'y sont réfugiés. Son refus est catégorique. Il écrit :

«Munich, le 16 avril 1934.

»Lorsqu'au cours des années de lutte qui précédèrent la prise du pouvoir, nous avions besoin d'hommes à poigne, alors des concitoyens qui, dans le temps, s'étaient écartés du droit chemin sont venus grossir nos rangs. Des hommes chargés d'un casier judiciaire venaient à nous, avec la conviction qu'ils allaient pouvoir effacer leur faute en entrant dans les S.A., que, plus tard, ils redeviendraient des hommes ayant les mêmes droits que les autres, s'ils ne commettaient plus rien de répréhensible.

»D'une vérification des exclusions auxquelles il a été procédé au cours des derniers mois, il ressort que beaucoup de vieux S.A. ont dû se retirer à cause de leurs antécédents judiciaires et cela dans le Troisième Reich, pour lequel ils ont risqué leur vie jour après jour ! Ont été exclus des S.A. les hommes dont les condamnations remontaient à cinq ans

et plus, sans autre motif que celui du «casier judiciaire». Dans certains cas, on a même tablé, pour les exclusions, sur des condamnations pour des actes politiques accomplis au service du national-socialisme.

»Les esprits boutiquiers ne comprendront certes jamais que l'on puisse garder de tels éléments au sein des S.A., que l'on puisse peut-être les contraindre à frayer dans leur vie professionnelle avec des condamnés de droit commun. Mais ces messieurs n'ont jamais eu l'idée de rejoindre les S.A. pendant les années de combat et de risquer quotidiennement leur vie, comme l'ont fait ces condamnés de droit commun. Souvent de nouveaux chefs S.A., qui n'avaient à leur actif aucune journée de notre combat, se sont campés en moralistes, excluant de vieux combattants devenus gênants, afin d'ouvrir la voie de leur propre rénovation.

»Je ne tolérerai jamais une telle manière bornée de «réno-
ver» et d'«épurer».

»Le chef d'état-major: Röhm.»

Deux jours plus tard, bien que Goebbels se soit efforcé de l'en dissuader, Röhm convoque le corps diplomatique et les représentants de la presse étrangère pour une conférence de presse officielle à Berlin. C'est le coup d'éclat du ministre d'Etat sans portefeuille, chef d'état-major des sections d'assaut.

Quand Röhm se lève, le silence s'établit brusquement. Le grand salon est plein. Toutes les ambassades sont représentées. Tous les journalistes étrangers accrédités à Berlin sont là. Chacun comprend qu'un événement se prépare.

«Les succès obtenus jusqu'à présent en Allemagne, la prise du pouvoir et l'élimination des supports idéologiques du marxisme, du libéralisme et du capitalisme — responsables de l'évolution funeste des années d'après guerre — qui ont été dépouillés de leur influence prépondérante sur l'Etat, tout ce qui a été obtenu jusqu'à maintenant, je le souligne, n'est qu'un préalable, un tremplin pour atteindre le véritable but du national-socialisme.»

Tout le monde a compris. Röhm lance un défi à Hitler. De sa voix terne et puissante, le chef des S.A. poursuit:

«Nous n'avons pas fait une révolution nationale mais une révolution nationale-socialiste et nous insistons particulièrement sur le mot socialiste! Ceux qui ajoutent le socialisme à leur nationalisme et qui le mettent en pratique, qu'ils continuent à marcher à nos côtés! Mais s'ils croient que, pour leur faire plaisir, nous abandonnerons quoi que ce soit de notre volonté résolument socialiste, ils se trompent lourdement!

Bien entendu la réaction et la révolution sont ennemies mortelles. Il n'est pas de pont qu'on puisse jeter entre elles. L'une exclut l'autre.

» Lors de la prise du pouvoir, le nouveau régime allemand, faisant preuve d'une indulgence incompréhensible, n'a pas fait brutalement table rase des supports et des hommes de main du système ancien et plus ancien encore. Aujourd'hui, on retrouve aux postes officiels des hommes qui n'ont encore rien saisi de l'esprit de la révolution nationale-socialiste. Du calme et de l'ordre, tels sont leurs mots de ralliement. Et, dans cet esprit, ils se rencontrent avec toutes les couches et tous les camps des bourgeois bornés et tartufes. La notion même de la révolution fait nécessairement horreur à ces réactionnaires, ces petits bourgeois et cagots, en raison de leur mentalité, de même que nous éprouvons des nausées rien qu'en pensant à eux.»

Appel à la « véritable révolution »

Röhm se fait de plus en plus agressif. Son visage se congestionne lorsqu'il crie :

« Les S.A. forment un bastion inébranlable érigé contre la réaction, les petits bourgeois et les tartufes, car ils incarnent tout ce qui représente la notion de révolution ! Le combattant en chemise brune a, depuis le premier jour, marché sur la route qui mène à la révolution. Et, de cette route, il ne s'écartera pas d'une semelle, tant que ne sera pas atteint le but final auquel il aspire : l'homme national-socialiste dans l'Etat national-socialiste ! L'ordre et la discipline des S.A. ont, à l'origine, été nécessaires pour maintenir l'union des forces révolutionnaires, dont la liaison était au début assez lâche ; ils furent, ensuite, des moyens éducatifs et, en même temps, ils cimentèrent la communauté du peuple qui ne peut exister que si l'individu se soumet de plein gré à la collectivité. Aujourd'hui, l'ordre et la discipline sont la forme d'expression d'un nouveau style de vie allemand qui, à partir des S.A., s'étendra à l'ensemble de la vie allemande. »

Röhm consent cependant à déclarer :

« La loi des S.A. est nette : obéissance jusqu'à la mort au chef suprême des S.A., Adolf Hitler ! Mes biens et mon sang, mes forces et ma vie : tout pour l'Allemagne ! »

Mais il lance avec hargne :

« Les S.A., voilà la véritable révolution nationale-socialiste ! »

« *Aiguisez vos longs couteaux* »

Faisant écho à son chef d'état-major, l'un des chefs des S.A. les plus puissants après Röhm, Edmund Heines, affirme le même jour, au cours d'une parade S.A. en Silésie, à Altheide:

« Nous avons juré de rester révolutionnaires... Nous ne sommes encore qu'au commencement... Nous ne nous reposerons que lorsque la révolution nationale-socialiste allemande sera terminée. »

Quant à Karl Ernst, chef de la division S.A. de Berlin, il déclare le lendemain:

« Le peuple allemand a été réveillé par le pas cadencé des colonnes de S.A. Douze années de combat nous ont donné la victoire. Nous empêcherons l'Allemagne de se rendormir! »

Au même moment d'autres importants dirigeants des S.A. tiennent un langage semblable. Peter von Heydebreck, en Poméranie; Hans Hayn, en Saxe; Konrad Schragmuller, dans le district de Magdebourg; August Schreidhuber, à Munich; d'autres encore, comme Manfred von Killinger, Rolf Reiner, Gerd Kopp, von Detten, etc.

Dans toute l'Allemagne, enhardis par les déclarations de leur chef, les S.A. se livrent, ici et là, à des actes de violence. Ils parcourent les rues en chantant des couplets révolutionnaires comme celui-ci:

« Aujourd'hui que nous avons réussi, que le territoire est à nous,

» Que la canaille antiallemande est à genoux,

» Vous êtes là aussi et vous criez fort *Heil Hitler!*

» Comme si vous étiez des combattants, des champions de la liberté!

» Dégoutants, visqueux, vous vous insinuez dans nos rangs,

» Comme si vous étiez S.A., depuis bien des années!...

» Vos agissements durent depuis une bonne année déjà,

» Ce que nous avons conquis par le sang, vous tentez de [le trafiquer!

» Car votre principe est aujourd'hui comme toujours:

» *Vivent les nationaux! Crève, socialiste!*

» Ecoutez bien, vous qui êtes les hommes du passé,

» Vous n'insulterez plus les vieux combattants,

» C'est nous qui dirigeons le peuple, le Reich, la nation,

» Mais plus jamais vous, les gardiens de la réaction! »

Un autre chant a pour refrain ce vers significatif:

« *Aiguisez vos longs couteaux sur le rebord du trottoir!* »

Cependant, rien ne semble indiquer que Röhm, malgré ses

accès de colère contre Hitler, malgré ses déceptions et ses rancœurs, soit décidé à se révolter contre le Führer lui-même.

Mais aussi « Vive Adolf Hitler »

A l'occasion du quarante-cinquième anniversaire de Hitler, le 20 avril 1934, Röhm signe en effet l'ordre du jour suivant:

« Adolf Hitler, chef suprême des S.A. célèbre aujourd'hui son quarante-cinquième anniversaire. En lui s'incarne, pour nous autres, soldats politiques, la révolution nationale-socialiste allemande.

» Ce qu'ont désiré les Allemands, depuis qu'ils se sont avancés dans la lumière de l'histoire, ce que deux mille ans d'évolution allemande n'ont pas accompli, grâce à lui est devenu réalité: un peuple uni au-delà des contradictions, de rang, de classe et de confession dans un Reich uni! Les S.A. ont défilé dans cet esprit, sous ces drapeaux, pour une Allemagne nationale-socialiste. La lutte et la détresse, le sacrifice et la mort nous ont attachés à lui en une communauté que rien ni personne ne peut délier ou rompre. C'était, c'est et ce sera toujours notre bonheur et notre fierté d'être ses hommes les plus fidèles, en qui le Führer peut avoir confiance, sur lesquels il peut compter, dans les bons et encore davantage dans les mauvais jours.

» Ce jour, quarante-cinq ans après celui où la destinée le donna à la nation comme son sauveur, les bataillons bruns et noirs des S.A. et des S.S. saluent leur chef suprême et réitèrent leur serment: suivre ses voies, mener à bien son entreprise, avec une loyauté immuable et une obéissance qui ne se dérobe jamais; être, dans l'esprit et dans les actes, les chefs de file dans la reconstruction de l'Etat et dans la transformation des Allemands en un seul peuple; servir l'Allemagne nationale-socialiste avec leur corps et leur âme jusqu'à la mort.

» Vive le Führer des Allemands! Vive Adolf Hitler, chef suprême des S.A.!»

» Ernst Röhm, chef d'état-major des S.A.»

Rouerie? Tactique? Non, Röhm est sans doute sincère. Il espère encore, contre toute évidence, que son vieux camarade Adolf comprendra son erreur et lui fera à nouveau confiance.

C'est sans doute avec cet état d'esprit que Röhm prend une décision pour le moins inattendue. On pourrait même dire, compte tenu du climat général, une décision bouleversante: il

annonce, ce même 20 avril, que les sections d'assaut seront mises en permission générale durant le mois de juillet. Trente jours de démobilisation! C'est stupéfiant! Personne ne réagit. Le communiqué de l'état-major des S.A. paraît en petits caractères et sans commentaire dans le journal *National Zeitung*.

La Reichswehr tient sa parole

Hitler s'est engagé à respecter le «pacte du *Deutschland*».

Le 16 avril, dans une note au gouvernement de Londres, Hitler a confirmé la proposition qu'il vient de faire à Anthony Eden: il est prêt à réduire les effectifs des S.A. de trois millions cinq cent mille hommes à sept cent mille ou huit cent mille.

Le 23 avril, Joachim von Ribbentrop, l'ambassadeur personnel de Hitler pour le désarmement, fait à Paris la même proposition au président Barthou.

Dans le même temps, Werner von Blomberg adresse à toutes les unités de la Reichswehr un ordre du ministère prescrivant que, à compter du 1^{er} mai 1934, officiers et hommes de troupe devront arborer, sur leur bonnet ou casquette et sur leur uniforme, l'aigle tenant entre ses serres la croix gammée couronnée, qui est l'insigne du N.S.D.A.P. et du Troisième Reich. Pas un officier, pas un homme ne s'insurge contre cette décision prise par le chef de l'*Offizierskorps*.

Comme le souligne l'historien anglais Wheeler-Bennett:

«En prenant cette initiative, von Blomberg voulait surtout montrer la solidarité de l'armée avec le parti, mais, en fait, cela signifiait bien davantage. Le fait pour Hitler d'avoir fait adopter volontairement par l'armée et par la marine les insignes du parti sur leurs uniformes représentait pour le national-socialisme une victoire bien plus importante que toutes les victoires grandioses rêvées par Röhm. Les plans de Röhm avaient eu pour résultat de dresser l'armée contre lui, tandis que Hitler avait réussi à s'assurer l'appui des militaires, tout en remportant sa première victoire, après toute une série de manœuvres psychologiques, qui allaient à la longue, grâce à leur insidieuse subtilité, ébranler la position apparemment inexpugnable de l'armée. Car l'effet de ces insignes sur tous les officiers, depuis les colonels jusqu'aux sous-lieutenants, sur tous les soldats ainsi que sur la population civile de l'Allemagne, fut beaucoup plus grand que von Blomberg a jamais pu l'imaginer. Pour les soldats, c'était un obstacle de plus contre toute tentative pour renverser un régime dont les insi-

gues étaient à présent devenus les leurs. Mais, dans les cœurs des Allemands qui avaient compté sur l'armée pour sauvegarder dans le pays un reste de correction et d'honneur, l'apparition de la croix gammée n'apporta qu'angoisse et déception.

» Von Blomberg était bien décidé à se conformer au pacte passé avec Hitler. Il croyait fermement que, en agissant de la sorte, il ne servait pas simplement les intérêts de Hitler, mais aussi les intérêts de l'armée. Car si le Führer réussissait à se faire élire président, grâce à l'appui des militaires — et il n'avait aucune chance en dehors de cet appui — il serait doublement tributaire de l'armée pour se maintenir en place. La mise au pas et la rééducation des effectifs des S.A. étaient aussi indispensables à la sécurité et au prestige du parti qu'à ceux de l'armée, si bien que les clauses de «l'accord du *Deutschland*» profiteraient également aux deux parties.»

Quinze jours plus tard, le 16 mai, dans la petite ville de Bad Nauheim, au milieu des forêts de la Wetterau, Blomberg réunit les officiers généraux du ministère de la Reichswehr et les inspecteurs de l'armée, sous la présidence du général von Fritsch. Le thème central de la discussion est simple: qui la Reichswehr veut-elle voir succéder au maréchal von Hindenburg?

En fait c'est moins de la succession du président du Reich dont il s'agit que du commandement suprême de la Reichswehr qui revient de droit au président.

Jamais un tel choix n'a eu pour l'armée une importance aussi grande.

La discussion est relativement brève. Lorsque Blomberg révèle aux présents les conditions du «pacte du *Deutschland*» (en échange de la présidence, Hitler sacrifiera les S.A.), les généraux se mettent immédiatement d'accord sur le soutien à la candidature d'Adolf Hitler.

Le 25 mai, pour bien souligner l'acceptation des généraux, von Fritsch publie une version nouvelle des «Devoirs du soldat allemand». L'édition précédente remonte à 1920, époque à laquelle le général von Seeckt avait écrit: «Le soldat allemand ne doit avoir aucune activité politique.» La formule avait été légèrement modifiée en mai 1930 par Heye: «La Reichswehr sert l'Etat et non les partis.» La nouvelle formule mise au point par Blomberg et Fritsch est à présent: «Le service militaire est un service d'honneur envers le peuple allemand.» C'est l'identification irrévocable de l'armée avec le régime national-socialiste.

Le président Hindenburg se plaint au vice-chancelier Papen

La santé de Hindenburg décline de jour en jour. En mai 1934, il quitte Berlin pour aller se reposer dans sa propriété de Neudeck, vaste domaine de Prusse orientale qui a été acheté en 1927 par souscription nationale et offert à Hindenburg pour son quatre-vingtième anniversaire.

Sur le quai de la gare centrale de Berlin, la garde rend les honneurs. Les officiels saluent le vieux maréchal, appuyé sur le bras de *Fränzchem*, le petit Franz, comme Hindenburg appelle le vice-chancelier du Reich, von Papen. Celui-ci, élégamment vêtu selon son habitude, montre un léger sourire sous sa moustache poivre et sel. Il vient de converser avec le maréchal qui lui a, une fois de plus, témoigné son affectueuse confiance.

Ancien officier de cavalerie, attaché militaire aux U.S.A. pendant la Première Guerre mondiale, chef d'état-major de l'armée allemande en Palestine, ex-chancelier du Reich, et enfin vice-chancelier dans le gouvernement de Hitler, Papen n'ignore pas la passion paternelle que lui porte le grand vieillard. Aussi n'est-il pas surpris lorsque, au moment de le quitter, Hindenburg lui dit dans son wagon-salon :

« Les choses vont très mal, Papen. Faites de votre mieux pour redresser la situation. »

Dans ses Mémoires, Papen relatera ce propos et ajoutera : « Aujourd'hui encore, j'entends cette dernière phrase prononcée de sa voix profonde et impressionnante. »

Tandis que le train s'éloigne vers la Prusse orientale, Franz von Papen regagne son domicile en songeant qu'il est à présent placé devant ses responsabilités.

« De fait, écrira-t-il dans ses Mémoires, les choses allaient de mal en pis. Les extrémistes intensifiaient encore leur action révolutionnaire. Probablement, ils sentaient l'inquiétude croissante dans le peuple et essayaient d'étouffer les critiques, encore chuchotées, par des mesures de plus en plus draconiennes. Peut-être craignaient-ils aussi que les éléments conservateurs ne perdissent patience et insistassent auprès du président pour obtenir l'intervention de l'armée, l'unique soutien encore intact du pouvoir. Intervention qui aurait certainement mis fin au règne des louches intrigants et de la Gestapo. Manifestement, les chefs nazis s'interrogeaient anxieusement sur l'attitude de l'armée... Röhm harcelait Hitler pour obtenir l'adoption de son système de milice dans le cadre d'un plan de réarmement, donc en violation des termes du traité de Versailles, mesure qui aurait donné un statut militaire aux che-

mises brunes et aurait probablement valu à Röhm sa nomination au poste de commandant suprême de la milice... Hitler savait que la majorité des généraux était résolument opposée à ce projet... Quant à Blomberg, il garantissait la loyauté de l'armée, à la condition expresse que cette mesure ne fût pas prise. Chaque fois que j'attirais l'attention de Hitler sur les conséquences dangereuses qu'aurait toute concession faite à Röhm, il ridiculisait les exigences du chef des Chemises brunes et les traitait d'aberrations sans importances.»

Publique mise en garde de Papen

Déjà, en décembre 1933, lors du 150^e anniversaire de la fondation du Club hanséatique de Brême, dans un grand discours Franz von Papen avait publiquement fait appel à la conscience de Hitler. Il avait souligné l'inquiétude croissante de la nation devant les attaques lancées contre les grands principes de l'ordre légal, devant les restrictions à la liberté des cultes et des individus.

Le grand conservateur catholique avait déclaré :

«De plus en plus, la nation se divise en deux camps. D'un côté, ceux qui nient l'existence personnelle de l'individu; de l'autre, ceux qui voient dans la personnalité la base même de l'existence... Ceux qui n'appartiennent pas au parti ne sont pas pour cela des citoyens de seconde classe, n'ayant que des droits secondaires.»

Papen avait même comparé les tendances anticléricales du parti aux méthodes bolcheviques. Il avait condamné la campagne contre le pouvoir judiciaire et l'inamovibilité des magistrats comme «une tentative de saper le concept fondamental de la loi». Les applaudissements frénétiques qui avaient salué son discours avaient prouvé qu'il exprimait les sentiments de la majeure partie de ses auditeurs. Quant aux nazis présents dans la salle, ils tirèrent sans doute leurs propres conclusions. En tout cas, alors qu'ils l'avaient accueilli en grande pompe à son arrivée, au moment de son départ pas un seul uniforme, pas un seul salut hitlérien ne l'accompagna sur le quai de la gare.

Il y avait longtemps que Papen et ses collaborateurs avaient dans les milieux nazis la réputation de constituer un «repaire de réactionnaires». Leur nom avait été inscrit en bonne place sur la liste des personnes à liquider «dès que possible». Papen, l'homme qui a été l'un des artisans de la venue au pouvoir de Hitler, le partisan d'un pouvoir fort, se rend compte à présent

que le pouvoir mis aux mains des nazis leur a surtout permis de déchaîner une terreur sans limites. On ne compose pas avec la dictature. Il tentera de se justifier, plus tard, en écrivant dans ses Mémoires: «L'histoire d'Allemagne ignorait, jusqu'en 1933, le phénomène d'une dictature antichrétienne, d'un chef de gouvernement sans foi ni loi. Par conséquent, nous ne savions pas comment le combattre.» Tout de même, un chrétien n'aurait pas dû ignorer à ce point l'existence du Diable!»

Heydrich passe à l'action

L'Archange du Mal, le général S.S. Reinhard Heydrich, devenu chef de la Gestapo depuis le 20 avril, se moque bien de ces conservateurs en jaquette et souliers vernis. Ce sont des bavards qu'il suffira de faire taire: une balle dans la nuque et leur silence sera acquis. Ce qui préoccupe Heydrich c'est l'hésitation de Hitler à l'égard de Röhm et, surtout, l'entêtement du chef d'état-major des S.A. dans sa tentative de prise en main de l'armée. Que la Reichswehr devienne un instrument à direction nationale-socialiste ne gêne pas Heydrich. Ce qui le gêne c'est que Röhm, lui, ait cette prétention. Il y a longtemps que Röhm est un ennemi aux yeux de Heydrich. La puissance des S.A. entrave le développement de la S.S. Il faut renverser la situation.

Depuis un certain temps déjà, Heydrich cherche avec le général von Reichenau une solution au problème posé par Röhm. Les deux hommes sont partisans de liquider purement et simplement Röhm et sa clique. Mais Heydrich a eu beaucoup de mal à convaincre Himmler qui se souvient avec émotion des temps héroïques où il militait à Munich aux côtés du capitaine Röhm. Il y est finalement parvenu en démontrant au Reichsführer S.S. que tout le monde a désormais intérêt à l'élimination du clan Röhm et au démantèlement des S.A.: le Führer pourra mener sans entraves la révolution nationale-socialiste; Goering sera débarrassé d'un adversaire et en sera reconnaissant à Himmler; la Reichswehr n'aura plus de concurrent et pourra porter l'armée à son maximum d'efficacité; le parti ne sera plus déshonoré par ce débauché notoire; quant à la S.S., non seulement elle aura enfin brisé les derniers liens théoriques qui l'attachent encore à la S.A. mais, surtout, en gagnant sa liberté d'action, elle pourra enfin élever, face au futur, le puissant Ordre noir dont rêve Himmler.

Depuis la fin avril 1934, le sort de Röhm est donc fixé, dans

l'esprit de Goering, Reichenau, Himmler et Heydrich. Goering entraîne l'adhésion passive de Rudolf Hess. Il ne reste plus qu'à porter le coup décisif: convaincre Hitler d'agir. La nature diabolique de Heydrich va de nouveau se révéler dans toute son ampleur.

Heydrich passe à l'action. Il s'est fixé deux missions: premièrement, réunir les moyens capables de porter un coup mortel à la S.A.; secondement, prouver à Hitler que Röhm prépare un putsch contre lui.

Listes et commandos

Heydrich organise des commandos de tueurs et dresse les listes des futures victimes. Sur ces listes, il inscrit d'abord les noms des principaux chefs S.A., puis, tant qu'il y est, il ajoute les noms des hommes qu'il considère comme les adversaires les plus dangereux du régime et aussi... ses propres adversaires. Dont, bien entendu, l'ancien chef de la Gestapo, Rudolf Diels.

Mais Heydrich n'est pas seul. Chacun a sa propre liste: Goering, Himmler, Theodor Eicke (commandant du camp de concentration de Dachau), le gauleiter de Munich Adolf Wagner, etc. On discute pour savoir si un tel ne devrait pas être épargné, si tel autre de devrait pas disparaître... Un horrible marchandage fixe la liste définitive. Goering fait rayer le nom de Diels. Heydrich s'incline.

Reichenau fournit à Heydrich des casernes, des armes, des munitions et des moyens de transport, ce qui amènera certains à déclarer l'ensemble de la Reichswehr compromis dans la purge qui se prépare.

Heydrich confirme et renforce l'état d'alerte des S.S. dans toute l'Allemagne. Il s'attend à devoir briser la résistance S.A., surtout à Berlin et en Bavière, mais aussi en Silésie et en Saxe. Tout est organisé pour qu'il soit en mesure de dominer cette résistance probable.

Dans l'accomplissement de la seconde mission qu'il s'est fixé, Heydrich compte sur le service secret S.S., son S.D. Il faut des «preuves», capables de convaincre les responsables de la Reichswehr et le Führer lui-même qu'un complot est tramé par Röhm. Ces «preuves» lui sont essentiellement fournies par le sous-lieutenant S.S. Friedrich Wilhelm Krüger, chargé de liaison à la S.A., où il espionne pour Heydrich.

Une intoxication difficile

Tout le service secret S.S. et la Gestapo sont mis sur le pied de guerre. Le butin est d'abord maigre: des ragots, la découverte de quelques petits dépôts d'armes clandestins, quelques propos, plus ou moins séditeux, tenus par les chefs S.A., après boire... En vérité rien qui puisse réellement permettre d'accuser Röhm de complot, de trahison.

Heydrich rage.

Et voici le comble: le 4 juin 1934, Hitler reçoit Röhm. Heydrich apprend par ses hommes de la Gestapo que les deux vieux compagnons se sont rencontrés pendant cinq heures et qu'ils se sont entendus pour reporter à plus tard la solution du problème S.A.-Reichswehr. Il est confirmé que Röhm mettra ses hommes en congé pendant un mois, à partir du 1^{er} juillet. On verra en août...

Ces informations de la Gestapo paraissent plus véridiques que la version officielle, donnée après coup, le 13 juillet, par Hitler lui-même, selon laquelle il aurait «en vain essayé d'amener le chef des S.A. à un compromis».

Dès le lendemain de cet entretien, Röhm, en effet, met effectivement les S.A. en vacances pour tout le mois de juillet et décide de suivre lui-même une cure à Bad-Wiessee, en Bavière.

L'espoir criminel de Heydrich est-il devenu sans objet? Il lui serait bien difficile, à présent, de prétendre que les S.A. préparent un coup de force, alors qu'ils vont s'éparpiller dans toute l'Allemagne et même à l'étranger pour jouir de leur mois de vacances...

Mais le génie démoniaque de Heydrich ne manque pas de ressources. Il n'a pas de preuves? Il va en fabriquer!

Hitler, maître incontestable de ce que l'on nomme aujourd'hui l'intoxication, va, ô comble d'ironie, se laisser intoxiquer par son jeune élève.

Heydrich va démontrer qu'il est passé maître lui-même en l'art d'implanter dans le cerveau de quelqu'un — ici le cerveau d'Adolf Hitler — une idée fixe et fautive (le putsch de Röhm) qui lui fera prendre des décisions et accomplir l'action désirée (l'élimination physique de Röhm et des chefs S.A.).

Avec l'appui de Goering et la complicité de Rudolf Hess, qui tous deux craignent maintenant la puissance démesurée et les défis de Röhm, Heydrich active les préparatifs de répression contre les S.A. et, dans le même temps, répand et fait répandre par le S.D. toute une série de fausses nouvelles et de docu-

ments falsifiés. Les rumeurs de l'imminence d'un putsch S.A. commencent à circuler dans les milieux de l'armée et reviennent, soigneusement téléguidées, aux oreilles du Führer.

Hitler, cependant, ne paraît toujours pas décidé. Sans doute se méfie-t-il de ses collaborateurs trop zélés, et de Goering autant que de Röhm. Selon son habitude, il ne lui déplait pas non plus de jouer des forces rivales pour rester, lui-même, l'arbitre suprême. Mais Heydrich est trop engagé pour reculer. Plus que jamais le développement de la S.S. n'est possible qu'au détriment de la S.A. Au point où en sont arrivées les choses, l'épuration de la S.A. doit se faire et se faire rapidement : avant le 1^{er} juillet, qui marquera le début des «vacances» brunes.

Röhm avait-il préparé un putsch?

Aujourd'hui, on se pose encore la question: Röhm avait-il réellement préparé un putsch?

Il est impossible d'en exclure la possibilité, encore que nous ne possédions aucune preuve, ni dans un sens ni dans un autre.

Le procès criminel de l'affaire de la Nuit des longs couteaux, qui s'est déroulé du 6 au 14 mai 1954, à Munich, et auquel j'ai assisté, n'a pas fait la lumière sur ce point important.

Tout permet de penser, cependant, que Röhm caressait des projets dont la réalisation eût provoqué, plus ou moins rapidement, l'élimination du Führer. Maints historiens, en voulant noircir Hitler dans cette affaire, ont beaucoup trop blanchi Röhm. Le chef des S.A. n'était pas un petit saint et il est possible, sinon probable, qu'à ce tournant capital de son ascension politique Röhm se soit laissé aller, une fois de plus, à son penchant naturel, qui était d'assumer son destin dans la conspiration et le combat; sa fidélité au Führer passant après.

Les témoins sont unanimes pour l'affirmer: Röhm n'avait que mépris pour le Reich hiérarchisé que Hitler était en train de bâtir et il était farouchement opposé à la création de l'Ordre noir, inspiré par les visions aristocratiques de Hitler, les divagations racistes de Rosenberg et le fol orgueil de Himmler. Ces «rêveries teutoniques», disait Röhm «sont destinées aux impuissants...» Ce qu'il voulait, lui, c'était une sorte de république prétorienne et socialiste, un Etat S.A. antibourgeois dans lequel les chemises brunes, dont le nombre n'avait cessé de se gonfler, exerceraient directement le pouvoir. Le conflit Hitler-Röhm, polarisé par la Reichswehr, attisé par les S.S.,

était donc très profond. Et les défis répétés de Röhm, les démonstrations de force des S.A., les menaces de leurs chefs ont certainement correspondu à une volonté d'action qui, chez ces reîtres politiques, a bien dû prendre, dans leurs pléthoriques états-majors, la forme de plans de putsch. «Aiguiser vos longs couteaux» est bien un chant S.A.

Cela dit, Röhm avait-il l'intention d'agir aussi rapidement que Himmler et Heydrich l'affirmaient à Hitler? Probablement non. Aucune des circonstances de la prochaine Nuit des longs couteaux ne révélera un putsch effectif. Mais, pour le moins, la camarilla rassemblée autour de Röhm préparait méthodiquement les conditions psychologiques de la proclamation d'une «seconde révolution», selon l'expression favorite de Röhm lui-même. Là était le danger pour Hitler; là était la chance de Heydrich.

Depuis l'entrevue Hitler-Röhm du 4 juin, Heydrich remâche son amertume. Que faire si Hitler continue à hésiter et, surtout, à repousser l'idée d'une liquidation physique de Röhm et des principaux chefs S.A.? L'opération montée contre ces derniers ne risque-t-elle pas de se retourner contre ses auteurs?

Heydrich a raison de se méfier des réactions du Führer. Il le sait opportuniste, capable d'audace et d'habiletés surprenantes, immédiates, bref capable de tout. Heydrich joue une grosse partie. Il entraîne dans son sillage machiavélique Himmler, Goering, Hess et... Reichenau. Un concours de circonstances va servir ses projets sanglants. Les événements vont se précipiter.



Hitler doit choisir



L

e jeudi 7 juin, en fin d'après-midi, Heydrich est dans son bureau de la Gestapo. La journée a été dure. La chaleur qui brûle Berlin rend tout travail pénible. Pas un souffle de vent. Le chef S.S. se prépare à partir. Il doit dîner avec une jolie fille dans un restaurant de Wannsee, au bord de l'eau. Soudain, entre son adjoint, le Bavarois Heinrich Müller. Celui-ci est rarement souriant. Ce soir, il rayonne. Il tend, sans mot dire, un papier à son chef et attend, avec une lueur de malice dans le regard, la réaction de Heydrich. Il s'agit d'un communiqué de l'état-major des S.A. signé par Ernst Röhm, qui doit être publié dans les heures qui viennent :

« Je suis persuadé que le 1^{er} août, les S.A. bien reposés et pleins d'une vigueur nouvelle, seront prêts à remplir à nouveau, et avec courage, les tâches honorables mais difficiles que le peuple et la patrie sont en droit d'attendre d'eux.

» Si les ennemis des S.A. se bercent de l'espoir que la mise en congé de ceux-ci puisse être définitive, qu'ils jouissent de cette illusion pendant quelque temps. Le jour venu, et dans la forme qui sera jugée nécessaire, ils recevront la réponse qui convient. Les S.A. sont et resteront le destin de l'Allemagne.

» Le chef d'état-major des S.A. : Ernst Röhm. »

Heydrich, après lecture, relève la tête et regarde Müller. Un sourire naît sur les lèvres sensuelles du redoutable second de Himmler, mais son regard est d'une cruauté glaciale. Il dit simplement :

«Röhm est apparemment convaincu que le temps travaille pour lui, le Führer se rangera de son côté. Il se sent si fort qu'il croit pouvoir, sans risque, disperser ses S.A. pendant un mois... Nous le prendrons de vitesse! Sa dernière phrase est une fanfaronnade. Le Führer ne goûtera pas le défi, c'est évident.»

Heydrich téléphone pour décommander son dîner galant.

Une heure plus tard, il se rend chez Hermann Goering. Il y retrouve Himmler et le général von Reichenau. Les quatre hommes commentent le communiqué de Röhm et tombent d'accord pour estimer que celui-ci vient de se découvrir trop tôt. Une seule question se pose: comment Hitler réagira-t-il?

Goering est soucieux. Il a vu le Führer le matin même. Il a orienté la conversation sur le problème des S.A. faisant état des incidents provoqués par ceux-ci en Prusse et insinuant que Röhm a des relations de plus en plus étroites avec l'ancien général-chancelier von Schleicher et son ami, le général von Bredow, qu'ils complotent sans doute... «Mais, dit Goering, le Führer n'a pas réagi. Il est resté impénétrable. Il est certain que le sujet le préoccupe, mais il ne dit rien. Il ne se décide pas. Son silence est vraiment inquiétant.»

Un dîner secret à Munich

Quelques jours plus tard, le mercredi 13 juin, Heydrich apprend par un rapport de la Gestapo une bien surprenante nouvelle: la veille, Ernst Röhm et Joseph Goebbels ont dîné ensemble, en tête-à-tête, à la brasserie Bratwurstglöckl, à Munich (au N° 9 de la Frauenplatz). Le patron, Karl Zehntner, leur a réservé une salle particulière, à l'abri des yeux indiscrets. Le maître d'hôtel, qui renseigne la Gestapo, n'a rien pu surprendre de la conversation entre les deux chefs nazis arrivés séparément et repartis de même.

Ce dîner à Munich intrigue Heydrich. Goebbels a-t-il pris l'initiative de cette rencontre, à la demande de Hitler, soucieux de maintenir le contact avec Röhm, de sonder ses véritables intentions? Goebbels, au contraire, a-t-il agi pour son propre compte, cherchant avec prudence à détecter de

quel côté penchera la balance avant de choisir, à bon escient, le camp du futur vainqueur ?

Heydrich connaît trop bien le machiavélique ministre de la Propagande. Il sait que, si celui-ci paraît s'être rallié depuis quelques semaines au clan Goering — Himmler — Reichenau, il n'en reste pas moins plus proche de Röhm. Les alliés militaires du clan ne lui plaisent guère. Il est antimilitariste au sens strict, abhorre l'armée, ne se sent pas à l'aise en compagnie de ces généraux et officiers qui ont entrepris de s'opposer à l'épanouissement de la révolution nationale-socialiste. Il n'a nullement l'intention d'aider ces gens-là à accroître leur puissance. Ce n'est pas, pourtant, que Goebbels sympathise avec le chef des chemises brunes. Ils n'ont jamais été vraiment amis. Le boîteux ministre de la Propagande, qui passe ses nuits dans le lit de toutes les actrices du cinéma allemand, éprouve une grande répugnance devant les mœurs homosexuelles du chef d'état-major des S.A. Il n'en est pas moins vrai que la perspective d'une «deuxième révolution», contre «l'engeance conservatrice et réactionnaire» qui menace de «défigurer la révolution nationale-socialiste», ne peut qu'attirer Joseph Goebbels.

Heydrich sait, d'autre part, que le seul souci véritable de Goebbels, quelle que soit l'issue des rivalités actuelles, est de voir son Führer, dont seule la confiance le soutient, garder les rênes du pouvoir en main. Si donc Goebbels a dîné avec Röhm n'est-ce pas parce que Hitler n'a pas encore choisi définitivement sa ligne de conduite, hésite toujours ? Heydrich craint un retournement de Hitler. Sait-on jamais, avec lui !

Mais un événement international va contribuer à faire pencher la balance dans le sens souhaité par Heydrich.

Départ d'Hitler pour Venise

Le jeudi 14 juin, à 10 heures du matin, de nombreuses voitures officielles pénètrent sur le terrain d'aviation de Munich-Oberwiesefeld. On reconnaît bientôt là deux membres de l'entourage du Führer : le photographe Hoffmann et Brückner ; des fonctionnaires des Affaires étrangères ; des chefs du parti en Bavière. Puis le ministre des Affaires étrangères, baron von Neurath ; et le Dr Joseph Goebbels accompagné d'Otto Dietrich.

Enfin, à 10 h. 10, la Mercedes noire d'Hitler apparaît. Elle se range près de l'avion du Führer, un Junkers 52 (*Brölke-D*

2201), que pilote Hans Baur. Schaub ouvre la portière. Hitler descend de la voiture, serre des mains et se dirige vers l'appareil, le visage très souriant.

Avant de gravir les degrés de l'échelle de fer, il salue affectueusement Hans Baur. Neurath, Brückner, Schaub, Hoffmann, Dietrich sont du voyage. Le Führer Adolf Hitler se rend à Venise où il va rencontrer, pour la première fois, le Duce du fascisme, Benito Mussolini.

L'annonce de cette entrevue, préparée par le vice-chancelier Franz von Papen et l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, Ulrich von Hassel, a produit une grande agitation dans les milieux internationaux. On se doute que les deux dictateurs vont aborder le problème du désarmement, l'extension de l'accord économique récemment ébauché à Rome entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie (et que l'Allemagne soupçonne être dirigé contre elle), la coordination de la politique des deux gouvernements en Europe centrale et, enfin, la brûlante question autrichienne.

Le temps est magnifique. L'avion de Hitler survole les Alpes autrichiennes et italiennes, amorce sa descente à partir d'Udine et plonge vers l'Adriatique. Hans Baur vire vers Padoue, puis fait le tour des lagunes, à une altitude de plus en plus basse. Il est 11 h. 55.

«L'atterrissage est prévu pour midi, dit Hitler. Nous atterrirons à l'heure fixée, pas avant.»

Hans Baur aperçoit Mussolini sur le terrain. Mais il obéit et survole la capitale vénitienne aux toits ocres, Murano, Burano, Torcello, Iesolo, puis la mer bleue. Cinq minutes s'écoulent. Baur pousse en avant le manche à balai. Le JU-52 passe au ras des toits de Caorle et de Iesolo, puis plonge vers l'aéroport San Nicolo, à l'entrée du Lido.

Devant Mussolini, «un petit plombier»

Mussolini est en grand uniforme fasciste, étincelant, le menton levé, les poings sur les hanches, le dos cambré, bottes écartées. Son visage rayonne. Autour de lui, tout une foule de chefs fascistes en uniforme et chemise noire: le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Fulvio Suvich, le secrétaire du parti national fasciste Achille Starace, le chef du service de presse, Galeazzo Ciano gendre du Duce, etc. Un seul civil: Ulrich von Hassel, ambassadeur d'Allemagne à Rome.

Les Allemands, tous en civil, font piètre figure. Hitler le premier qui, sur la recommandation de Neurath, avait renoncé à l'uniforme de chancelier du Reich. Il a un sourire crispé, gêné, dans un costume croisé à larges revers qui lui va mal, des chaussures vernies noires, des gants beurre frais, un imperméable beige fripé et un vieux chapeau mou gris. Un journaliste français présent le décrit comme «un petit plombier tenant un fâcheux instrument (son chapeau) devant son ventre». Le baron von Neurath est à peine plus élégant.

Timide et gauche, Hitler salue Mussolini. C'est l'élève qui salue son maître en dictature, son aîné de onze ans dans l'exercice du pouvoir, le chef du gouvernement dont l'Europe et le monde parlent le plus.

Le Duce a fait mettre à la disposition du Führer l'appartement royal du Grand Hôtel, sur le grand canal, en face de Santa Maria della Salute, d'où l'on voit l'admirable ensemble de l'île de San Giorgio. Mussolini s'est installé à Stra, à dix kilomètres à l'est de Padoue, dans les vastes appartements de la villa Pisani décorés par Tiepolo. C'est là que le Duce emmène Hitler déjeuner.

Le Duce s'intéresse surtout aux Vénitiens

Après le repas, les interprètes sont priés de se retirer. Mussolini s'enferme seul avec Hitler pour une conversation de deux heures, puis il envoie son hôte et sa suite visiter Venise tandis que lui-même demeure à Stra.

Le choix de la villa Pisani n'est pas heureux. Les Italiens y sont si persécutés par les moustiques qu'ils sont obligés de transférer leurs activités du lendemain à Venise. Le soir, Hitler et Mussolini assistent à un grand concert donné au palais des Doges.

Le vendredi 15 juin, les deux dictateurs se rencontrent de nouveau à déjeuner, mais cette fois, dans l'île du Lido, à Alberoni, au siège du club de golf local. Là encore, après le repas, une conversation se tient sans interprète (Mussolini parle l'allemand), sur un banc rustique, au bord de la lagune, face à Venise.

En fin d'après-midi, Mussolini s'adresse à une foule énorme et délirante sur la place Saint-Marc tandis que Hitler contemple le spectacle d'un balcon voisin. C'est une belle occasion de montrer au chef de l'Allemagne la popularité du Duce et sa maîtrise des foules. Le discours est à l'usage exclusif

des Vénitiens et il n'y est fait qu'une brève allusion à la rencontre avec Hitler qui, selon les mots du Duce, n'a pas pour but de «modifier la carte de l'Europe, ni d'accroître l'inquiétude internationale», mais de «balayer les nuages de l'horizon».

Le samedi matin 16 juin, c'est le départ. Le pilote de Hitler, Hans Baur, témoignera :

«Pendant le retour, le Führer ne prononça pas un seul mot au sujet de la rencontre, pas plus d'ailleurs, que par la suite. Durant presque tout le trajet, il demeura assis près de moi, paraissant perdu dans la contemplation du merveilleux paysage alpin, constamment changeant.»

Un échec total

La rencontre n'est pas un succès pour Hitler; bien au contraire, elle est à tous les points de vue un échec de première grandeur. Il sait avoir fait pénible impression. Plus encore qu'il ne le pense!

Le baron Aloisi notera: «Physiquement, Hitler a l'aspect très boche, mais quelque chose dans les yeux exprime la profondeur d'une pensée.» L'épouse de l'ambassadeur d'Italie à Berlin, M^{me} Cerruti, parlera de cette rencontre comme d'«une collision». Ciano dira que son beau-père a été blessé par les remarques de Hitler sur «la supériorité des races nordiques» et sur «les origines en partie négroïdes des peuples méditerranéens». Un des vieux amis de Mussolini me rapportera, après la guerre, ce que le Duce lui avait dit du Führer:

«Au lieu de me parler des questions courantes, il m'a récité *Mein Kampf*, ce livre indigeste que je ne suis jamais parvenu à lire. En Italie, être un «raseur» (*attacabottoni*) est un péché grave, mais, s'il persévère dans son vice, on dit que cet homme a le «mauvais œil» (*jettatore*). Hitler a le «mauvais œil.»»

Franz von Papen lance sa bombe à Marbourg

Hitler, de retour de Venise, est resté à Munich. Lui aussi digère mal l'entretien avec son partenaire. Celui-ci lui a recommandé de «s'initier à la manière de révoquer de temps à autre les membres de son entourage pour éviter qu'ils ne

deviennent plus puissants que lui». Mussolini a prononcé le nom de Röhm pour lequel il n'a pas caché son antipathie : «Commencez donc, a-t-il dit à Hitler, par mettre un peu d'ordre dans votre maison ! Débarrassez-vous des trublions singuliers qui compromettent le régime national-socialiste sur le plan international.»

Hitler est installé à la *Maison Brune*. Là, il se fait mettre au courant de toutes les questions en suspens. Les derniers rapports de Himmler et de Heydrich, notamment, soulignent que de nouvelles intrigues se multiplient. Ils insistent sur les rumeurs qui courent sur le complot qui lierait ensemble Röhm, von Schleicher et von Bredow, mais ils révèlent également que, dans l'entourage réactionnaire de Papen, on se préparerait aussi à agir. Le nom du Dr Edgar Jung revient souvent sous la plume des chefs de la Gestapo et du S.D. Les mises en garde au Führer sont sans équivoque.

Mussolini a raison, pense Hitler. L'ordre dans un Etat totalitaire est indispensable, l'ordre et l'obéissance inconditionnelle au chef. Décidément, et c'est de plus en plus urgent, Hitler doit reprendre en main le parti et les S.A.

Le dimanche 17 juin, dans le grand amphithéâtre de l'université de Marbourg, le vice-chancelier Franz von Papen lance une bombe dont l'explosion va mettre les choses en mouvement.

Papen expliquera dans ses Mémoires :
 «On m'avait justement demandé de prendre la parole dans le grand amphithéâtre de la vieille université de Marbourg, à l'occasion d'une cérémonie fixée au 17 juin. Sachant que les premières personnalités du monde intellectuel assisteraient à cette manifestation, je préparais mon discours, esquissé dans ses grandes lignes par Edgar Jung, avec un soin tout particulier. C'était, pensais-je, le meilleur moyen d'atteindre la nation tout entière. Un défi, lancé devant un tel auditoire, ne pouvait avoir que deux conséquences. Ou bien, je persuaderais Hitler, à la dernière minute, de renverser la vapeur ; ou bien, si cette ultime tentative échouait, je serais forcé de démissionner. De toutes façons, je ne voulais plus endosser la responsabilité d'un état de choses que je désapprouvais totalement.»

Tout ce qu'il a sur le cœur

Papen, dans son discours, n'hésite pas, en effet, à dire tout ce qu'il a sur le cœur :

« Nous avons vécu notre unité spirituelle dans l'ivresse de milliers de manifestations, de drapeaux, de cérémonies d'une nation qui s'est retrouvée. Or, maintenant que l'enthousiasme se dilue, que le travail tenace réclame son droit, il se révèle qu'un processus de décantation ayant de telles dimensions historiques produit une gangue dont il doit se débarrasser. Il y a une gangue de ce genre dans tous les domaines de notre vie, dans les domaines matériels et spirituels. L'étranger, qui nous observe avec malveillance, montre cette gangue du doigt et l'interprète comme un signe sérieux de décomposition... Une discussion ouverte et virile est plus utile au peuple allemand que, par exemple, l'état d'une presse sans soupape dont monsieur le ministre du Reich, chargé de la Propagande, a dit qu'elle n'a plus de visage.

»... Il n'est pas possible d'organiser tout ce qui vit, sinon on le mécanise. L'Etat, c'est de l'organisation; la vie, c'est la croissance. Il est vrai qu'il existe entre la vie et l'organisation des rapports et des actions réciproques, mais ils ont des limites qui ne peuvent être dépassées sans danger pour la vie. Car, c'est justement cela, le caractère de la révolution, que l'esprit vivant donne l'assaut à la mécanique. C'est pourquoi, le bolchevisme n'est pas la véritable révolution du XX^e siècle, mais d'une révolte d'esclaves qui voudraient amener la mécanisation définitive de la vie. La vraie révolution du XX^e siècle — je l'ai déjà exposé dans mon discours à l'université de Berlin — est celle de la personnalité héroïque liée à Dieu contre l'enchaînement sans vie, contre la suppression de l'étincelle divine, contre la mécanisation et la collectivisation qui n'est rien d'autre que la dernière dégénérescence du libéralisme bourgeois. Le collectivisme, c'est l'individualisme de la masse qui ne veut plus l'ensemble, mais rien que soi-même.

»... Si la révolution libérale de 1789 était une révolution du rationalisme contre la religion, contre le lien, la contre-révolution qui se produit maintenant au XX^e siècle ne peut pas être que conservatrice, dans ce sens qu'elle ne rationalise pas et ne dissout pas, mais replace toute l'existence, de nouveau, sous les lois naturelles de la création. C'est probablement la raison pour laquelle le dirigeant culturel du N.S.D.A.P., Alfred Rosenberg, a parlé à Königsberg d'une « révolution conservatrice ».

« *Le danger d'une révolution permanente* »

« De ce qui précède ressortent ces déductions nettes, dans le domaine politique: le temps de l'émancipation de la classe inférieure contre les classes supérieures est passé. Il ne s'agit pas de maintenir une classe en bas — ce serait être réactionnaire — mais d'empêcher qu'une classe ne se soulève, ne s'empare du pouvoir et réclame en sa faveur le droit de représenter la totalité. Ainsi, tout ordre naturel et divin serait perdu, ce serait le danger d'une révolution permanente... »

L'attaque de Papen contre les nazis se précise :

« La prédominance d'un seul parti, à la place du système de la pluralité des partis, qui a disparu de plein droit, me paraît être historiquement un état de transition qui ne se justifie qu'aussi longtemps que la sécurité du remaniement l'exige et jusqu'à ce que la nouvelle sélection personnelle s'établisse. Car, la logique de l'évolution antilibérale exige l'application du principe de la formation organique d'une volonté politique qui repose sur la libre expression de toutes les couches du peuple. Seuls, les liens organiques surmontent le parti et créent cette libre communauté du peuple qui doit être l'objectif final de cette révolution... »

« Si de larges couches exigent justement, du point de vue de l'Etat totalitaire et de la fusion totale du peuple, une base de croyance unifiée, nous ne devrions pas oublier que nous avons le bonheur de posséder une telle base dans le christianisme. Je demande à ces gens de réfléchir à ceci: la prétendue crise du christianisme n'est pas — comme on le dit souvent — la conséquence du dépassement ou du manque de vitalité de l'évangile chrétien. Mais le fait que, peut-être, l'homme rationalisé et libéralisé a, dans une large mesure, perdu la faculté intérieure de concevoir le mystère du Christ. Je suis convaincu que la doctrine chrétienne, en tant que telle, représente la forme religieuse de toute pensée occidentale et que, avec le réveil des forces religieuses, il se produit aussi une nouvelle pénétration du peuple allemand par le patrimoine chrétien dont l'humanité, qui a passé par le XIX^e siècle, ne peut à peine soupçonner les dernières profondeurs... »

« Il est inutile de se cacher à soi-même qu'un certain abîme s'est ouvert entre la volonté intellectuelle et la pratique quotidienne de la révolution allemande. Cela n'a rien d'étonnant! Pour parer à ce danger, il faut s'interroger sur les causes de cet état de choses. Les causes résident dans le fait que — comme c'est souvent le cas dans l'histoire — la conversion

spirituelle coïncide avec un remaniement social. La conversion spirituelle tend vers l'idée aristocratique que nous avons déjà mentionnée, tandis que le remaniement social risque d'être influencé, dans une certaine mesure, par le dynamisme qui, en son temps, était politiquement porteur du marxisme...

« Les commérages relatifs à une « deuxième vague »

»J'ai dessiné aussi nettement les problèmes de la révolution allemande, et mon attitude à cet égard, parce que les commérages relatifs à une « deuxième vague », qui devrait achever la révolution, ne veulent pas cesser. Quiconque joue en irresponsable avec de telles idées, ne doit pas fermer les yeux sur la possibilité d'une troisième vague succédant à la seconde, il doit se dire que celui qui menace autrui de la guillotine peut se trouver plus vite que d'autres sous le couperet. On ne voit d'ailleurs pas où cette seconde vague doit nous conduire. On parle beaucoup d'une future « socialisation ». Avons-nous vécu une révolution antimarxiste pour ensuite réaliser le programme du marxisme ? Car, toute tentative de résoudre le problème social par la collectivisation de la propriété, c'est du marxisme. Est-ce que, ainsi, le peuple allemand sera plus riche ? Ses revenus seront-ils plus grands ? Est-ce que la situation de qui que ce soit en sera améliorée, en dehors de ceux qui flairent le butin dans une telle razzia ?

»Bien entendu, un problème social existe, dû à des processus économiques et démographiques. Mais on n'en viendra à bout qu'en rendant à la propriété sa responsabilité et non pas en élevant l'irresponsabilité collective au rang de principe dominant. Ne doit donc pas être transformée en principe une économie planifiée s'éloignant de plus en plus de l'initiative et de la responsabilité personnelles. Car celui qui n'a pas remarqué que toute forme de collectivisme conduit à une corruption indéracinable s'est promené à travers le monde, jusqu'à présent, les yeux fermés.

« *Un train sans destination dont personne ne sait où il va s'arrêter* »

»Aucun peuple ne peut se payer la révolte éternelle d'en bas, s'il veut soutenir son rôle devant l'histoire. Un jour, le mouvement doit arriver à sa fin; un jour, doit se former une structure sociale solide, maintenue par une justice qui n'est soumise à aucune influence et par un pouvoir public incontesté.

»L'Allemagne ne doit pas devenir un train sans destination dont personne ne sait où il va s'arrêter...»

Dans ses Mémoires, Franz von Papen fera ce commentaire: «Tout d'abord, professeurs et étudiants parurent frappés de stupeur. En silence, ils m'écoutèrent énumérer mes accusations, mais bientôt, je sentis que je les tenais par ma liberté de langage. Le tonnerre d'applaudissements qui salua ma péroraison, noyant complètement les protestations furieuses de quelques nazis, parut exprimer l'âme même du peuple allemand. Je sentais que j'avais formulé certaine vérité fondamentale, aussi valable alors qu'elle l'avait toujours été. A présent, une seule question se posait: Hitler accepterait-il de se conformer au désir de l'opinion publique? J'éprouvais un immense soulagement. J'avais enfin déchargé ma conscience et j'étais prêt à supporter les conséquences, quelles qu'elles fussent, de mon attitude.»

Réactions immédiates, brutales de Goebbels et de Hitler

Les communications téléphoniques se multiplient entre Marbourg et les services officiels à Berlin. Goebbels est un des premiers prévenu. Il a été personnellement attaqué par le vice-chancelier. L'offensive des conservateurs, que beaucoup craignent parmi les nazis, vient de commencer.

Immédiatement, Goebbels prend ses dispositions: la diffusion par radio du discours de Papen, qui avait été prévue pour la soirée, est interdite. Les journalistes qui, à Marbourg, s'apprêtent à transmettre le texte du discours, sont interpellés et invités à ne rien communiquer à leur rédaction; dans la journée du lendemain, des quotidiens seront même saisis. Seule, la *Frankfurter Zeitung* a le temps de publier quelques extraits dans son édition de l'après-midi.

Hitler, lui, est près de Leipzig, à Gera, où il assiste à une grande manifestation du parti. Pendant quatre heures, l'après-midi, des formations des S.A., des S.S., des Jeunesses hitlé-

riennes, du Front du Travail, défilent devant le Führer, au cri de *Heil Hitler* et au son des fanfares.

Mis au courant du discours de Papen à Marbourg, Hitler décide de répliquer immédiatement. Sur la Schützenplatz, plus de soixante-dix mille personnes sont rassemblées quand le Führer prend la parole, en fin d'après-midi. Il exalte le nazisme et ajoute, brutalement :

«Tous ces petits nains, qui s'imaginent avoir quelque chose à y répondre, seront balayés par la puissance de cette idée commune. Car, tous ces nains oublient une chose, quelles que soient les critiques qu'ils croient pouvoir formuler: où est le mieux qui pourrait remplacer ce qui existe? Où l'ont-ils ce qu'ils veulent mettre à sa place? Ridicule, ce petit ver qui veut combattre une rénovation aussi puissante d'un peuple! Ridicule, un petit nain qui s' imagine pouvoir freiner la rénovation gigantesque du peuple par quelque façon de parler! Qu'arriverait-il si ces petits rouspéteurs atteignaient leur but? L'Allemagne se désintégrerait comme elle s'est désintégrée dans le passé. Mais nous pouvons leur garantir ceci: eux qui, dans le passé, n'ont pas eu la force nécessaire pour empêcher le soulèvement du national-socialisme, ne plongeront jamais plus dans le sommeil le peuple qui s'est réveillé!

»Le parti et ses organisations veilleront à ce que le sang et les sacrifices des quatorze dernières années n'aient pas été vains. Qu'ils le sachent! Tant qu'ils ne feront que rouspéter, ils nous restent indifférents. Mais, si jamais ils essayaient de faire la moindre tentative pour passer de la critique à un nouvel acte de parjure, qu'ils soient convaincus que ce qu'ils trouvent aujourd'hui devant eux, ce n'est pas la bourgeoisie lâche et corrompue de l'année 1918, mais le poing du peuple tout entier. C'est le poing de la nation qui est serré et qui écrasera quiconque osera entreprendre la moindre tentative de sabotage.»

Tous les chefs nazis donnent de la voix

Tous les chefs nationaux-socialistes réagissent avec la même violence au discours de Franz von Papen. Les ennemis du régime — ceux de droite (von Papen) comme ceux de gauche (Röhm) — sont par eux prévenus qu'ils auraient tort de compter sur une longue impunité.

Alfred Rosenberg écrit ainsi, dans le *Völkischer Beobachter* du 20 juin:

«La révolution du XX^e siècle n'est pas seulement dirigée contre les idées de 1789. Elle veut aussi empêcher que les forces qui furent alors détruites déterminent de nouveau la vie. Nous n'avons pas fait la révolution de notre temps pour qu'une époque surannée puisse proclamer, sous le mot d'ordre «révolution conservatrice», la restauration de l'Etat d'il y a cinq cents ans... Ce Reich qui naît à nos yeux ne saurait être mesuré selon les critères confessionnels du XVII^e siècle. Il porte en lui sa raison d'être. Ce Reich n'est pas non plus le fondement de telle domination confessionnelle ou autre, c'est le premier Etat national allemand...»

Joseph Goebbels, le 21 juin, dans un grand discours à Berlin, déclare de son côté:

«Tandis que l'œuvre grandiose de la reconstruction s'accomplit à l'intérieur et que l'Allemagne continue à se débarrasser à l'extérieur de ses chaînes, une chapelle, une secte, une clique de critiques essaie de saboter cette œuvre.

»Ils n'ont pu nous empêcher de prendre le pouvoir; maintenant, ils veulent nous empêcher d'en faire usage. Ce sont des nains ridicules. Ils ne regrettent pas le fait en lui-même que l'ouvrier touche un maigre salaire, mais ils espèrent, par leur perpétuelle campagne d'excitation, révolter l'ouvrier contre l'Etat national-socialiste.

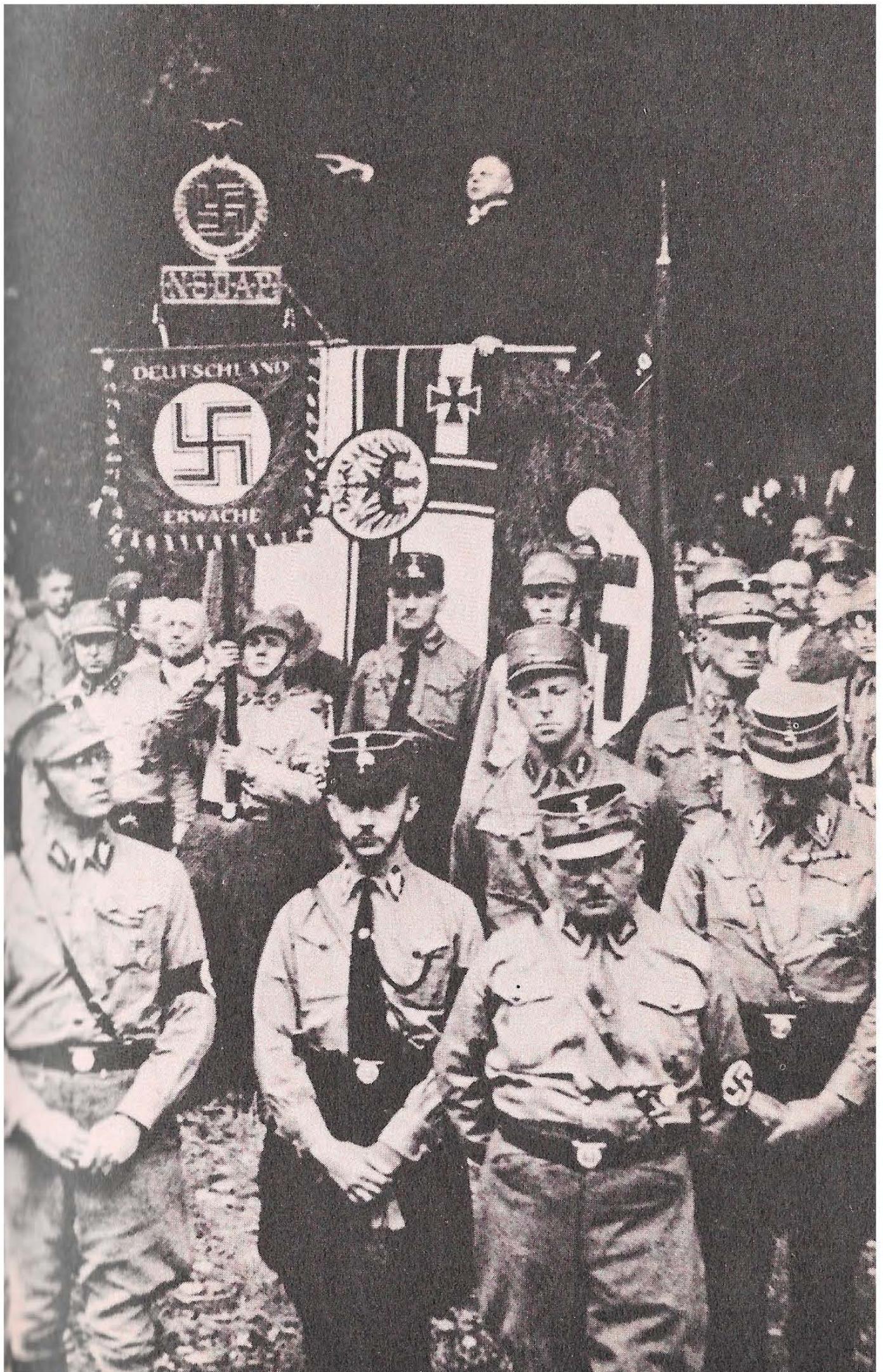
»Le peuple n'a pas encore oublié le temps où ces messieurs gouvernaient et, s'ils étaient trop faibles à ce moment-là pour assurer le pouvoir, sont-ils aujourd'hui assez forts?

»Nous nous sommes emparés du droit au pouvoir, parce qu'il n'y avait personne d'autre pour réclamer ce droit: aucun prince impérial, aucun conseiller du commerce, aucun grand banquier et aucun chef de parlement!...

»Le gouvernement national-socialiste aurait mieux fait de mettre tous ces messieurs en prison. Car, nous devons aujourd'hui boire le vin qu'ils ont tiré. Quand on leur dit de nous aider réellement, ils se dégonflent...

»Nous anéantirons ces critiques si nous nous souvenons de notre propre force. La seule chose qu'ils craignent vraiment, c'est notre volonté inébranlable...

»La paix économique que nous voulons ne doit pas être une chasse gardée pour les possédants, mais doit progressivement aplanir les antagonismes sociaux. La paix confessionnelle doit réellement réconcilier les différentes confessions entre elles et ne doit pas leur donner la possibilité de saboter et de miner l'Etat, sous prétexte de protestations de foi...»



L'ancienne amitié :
Himmler et Roehm en 1931,
à Bad Harzburg.
Verlag der Spiegel, Hamburg 1966.

A Hambourg, quelques jours plus tard, Hermann Goering se prononce également et menace :

«Celui qui prêchera contre la confiance au régime national-socialiste aura joué sa vie. Le jour où la mesure sera pleine, je frapperai.»

Le dossier de l'état d'esprit S.A.

Dans ce climat violent, Goering apporte à Hitler un nouveau et épais dossier, réuni par les soins de Heydrich et Daluge, qui prétend révéler au Führer l'état d'esprit des S.A. dans toute l'Allemagne.

Goering sait-il que le dossier est truqué? C'est probable, mais non certain. Il est possible, en effet, que le second du Führer se soit lui aussi laissé intoxiquer par le prodigieux expert en la matière qu'est Heydrich.

Ce dernier n'a pas lésiné. Son dossier se compose de nombreuses lettres saisies par la censure, des feuilles d'écoutes téléphoniques reproduisant des conversations échangées par les chefs de la S.A., des dénonciations plus ou moins anonymes, des rapports d'agents du service secret S.S. et de la Gestapo chargés de surveiller les chefs S.A. Toutes les pièces ont été soigneusement «arrangées» par Heydrich et ses collaborateurs du S.D., sous la direction de Behrends. Il n'est pas ouvertement question de putsch contre le Führer, ni d'attentat, ni même d'une rébellion. Mais la lecture de l'ensemble laisse très nettement craindre le pire: jamais les S.A. ne toléreront qu'on les dépouille de leur pouvoir et, au contraire, manifestent qu'ils ont bel et bien l'intention de briser — de gré ou de force — «les chaînes que les partis réactionnaires et la grande industrie ont imposées à Adolf Hitler».

A la lecture de ce rapport, où quelques épithètes malsonnantes, adroitement semées par Heydrich, le blessent personnellement, le Führer juge que l'attitude de la S.A. risque de conduire rapidement à la guerre civile. Il le dit à Goering, qui mentionnera cette réaction au procès de Nuremberg, en 1946.

Or, à l'idée d'en revenir aux jours sombres et sanglants de l'hiver 1918-1919, Hitler voit rouge.

Il lui faut étouffer ce germe de désordre dans l'œuf, comme il a étouffé l'opposition communiste, et ne pas se contenter de demi-mesures. Il agira pendant que les S.A. seront en vacances: un changement total de l'organisation S.A. sera

opéré. A Goering il dit approuver l'opération préparée par Heydrich contre la S.A., mais ne fixe pas la date de sa mise à exécution. «Il hésite toujours à frapper ses vieux compagnons, dira «Sepp» Dietrich. Il veut que tout se passe sans effusion de sang...»

C'est trop peu compter avec le trio Goering-Himmler-Heydrich, qui s'impatiente.

Heydrich, déjà, met au point les détails de la purge.

Hindenburg et Blomberg, à leur tour

Le 21 juin, Hitler se rend à Neudeck pour mettre le maréchal von Hindenburg au courant de la situation.

Avant même qu'il ait pu ouvrir la bouche, Hitler entend le vieux soldat lui reprocher, en termes violents: «de laisser certains jeunes gens évoquer la possibilité d'une seconde révolution». Puis, congédiant Hitler de la main, sans même qu'il ait pu s'expliquer, Hindenburg lui lance:

«Il est grand temps que vous mettiez un peu d'ordre dans la maison!»

Après Mussolini, Hindenburg! Et voici, le troisième: le général von Blomberg que Hitler croise en sortant de chez le vieux maréchal. Le ministre de la Reichswehr lui dit:

«L'armée a besoin de temps et de réflexion pour achever sa transformation. Si le parti doit fusionner avec l'Etat, encore ne faut-il pas que ce soit au détriment de l'Etat. Il serait temps de mettre un terme à cette agitation et de ramener à la raison les extrémistes de votre parti...»

Hitler encaisse le coup sans rien dire. Il a besoin de l'armée. Il a besoin de ses grands chefs. Il a besoin de Blomberg. Mais il n'oubliera jamais. Dès qu'il le pourra, il se débarrassera du «lion de caoutchouc» (c'est, on le sait, le surnom de Blomberg dans l'armée).

On peut se demander dans quelle mesure la Reichswehr est au courant de la nature et de l'importance des préparatifs S.S. en vue d'une purge de grande envergure. Car Goering et Himmler ont encore étendu le champ de l'action qu'ils projettent, ajoutant à leur liste les noms de gens qui se sont montrés les adversaires du mouvement nazi dès ses débuts, et les noms de ceux qui connaissent trop bien certaines choses pour qu'il soit prudent de les laisser en vie. Les généraux participent-ils à ces préparatifs? Il est exact que, par le «pacte du *Deutschland*» et, plus tard, par le «pacte de Bad-Nauheim»,

ils se sont engagé à donner à Hitler la succession de Hindenburg en échange de mesures qui auront pour effet d'éliminer une bonne fois le danger que les S.A. représentent pour l'armée. Mais il est certain que l'armée, dans son ensemble, n'a aucune idée du massacre préparé par Goering et Himmler et qui va être approuvé par Hitler. Nous ne pouvons mentionner qu'avec les plus grandes réserves les histoires qui ont couru selon lesquelles certains généraux auraient présidé, en personne, à la remise aux S.S. de fusils et de mitrailleuses pris dans les magasins de la Reichswehr, au cours des dernières journées de juin. Ou les histoires selon lesquelles certains autres généraux, plus particulièrement von Rundstedt et von Witzleben, auraient siégé dans les cours martiales de campagne réunies à l'école des cadets de Lichterfelde où ils auraient jugé les chefs berlinois des S.A. Aucune preuve de pareils faits n'a pu être produite.

Appel de Hess à la fidélité inconditionnelle envers Hitler

A la radio de Cologne, le 25 juin, Rudolf Hess prépare le pays, psychologiquement, à la purge qui s'organise. Il exige une fidélité inconditionnelle à l'égard de Hitler :

« Nous le voyons avec fierté : il y a quelqu'un qui reste exclu de toute critique, c'est le Führer. Cela vient de ce que chacun le sent et le sait : il a toujours raison et il aura toujours raison. Notre national-socialisme, à nous tous, est ancré dans la loyauté sans critiques, dans le dévouement au Führer qui ne pose pas de questions, dans l'exécution muette de ses ordres. Nous croyons que le Führer a répondu à une vocation supérieure pour forger la destinée de l'Allemagne ! Cette foi ne tolère aucune critique... »

« Les véritables dirigeants de la révolution ne toléreront pas que l'on abuse de ceux qui se sont dévoués corps et âme à l'idée de la révolution et qui, dans leur enthousiasme révolutionnaire, trouvent que les progrès de la révolution vers ses objectifs sont trop lents... »

« Adolf Hitler a été un révolutionnaire de grande envergure et reste un révolutionnaire de grande envergure. Il n'a pas besoin de béquilles. Adolf Hitler est le grand stratège de la révolution. Il connaît les limites de ce qui peut être obtenu avec les moyens existants, dans les circonstances données. Il agit après avoir froidement pesé le pour et le contre. Parfois, il paraît se subordonner aux événements du moment, et

cependant il le fait en prévision des buts lointains de la révolution...

»Malheur à quiconque piétine lourdement les fils ténus de ses plans stratégiques, dans le vain espoir de pouvoir arriver plus vite que lui. Celui-là est un ennemi de la révolution, même s'il est de bonne foi.»

25-29 juin: état d'alarme de la Reichswehr, mobilisation S.S., assurances de fidélité de l'armée

Ce même 25 juin, le commandant en chef de la Reichswehr, le général von Fritsch, décrète l'état d'alarme pour toutes les troupes en Allemagne; toutes les permissions sont supprimées et tous les hommes cantonnés dans leurs casernes.

Trois jours plus tard, une opération secrète de mobilisation a lieu pour toutes les unités de la S.S. Elles doivent se tenir prêtes à toute éventualité.

Le 28 juin, Röhm se voit formellement exclure du Cercle des officiers allemands et de tous les autres groupements d'anciens combattants. Cette expulsion de Röhm permettra, après la purge, de l'accuser publiquement de trahison et de complot, sans que l'honneur du Cercle des officiers allemands en soit atteint.

Pour Röhm, c'est vraiment l'hallali qui sonne.

Le 29 juin au matin, le *Völkischer Beobachter* publie un article du général Werner von Blomberg qui assure Hitler de la fidélité de l'armée:

«La force défensive du pays se sent en union étroite avec le Reich d'Adolf Hitler.

»Les temps sont passés où les gens intéressés des divers camps se posaient en oracle de l'énigme de la Reichswehr. Le rôle de celle-ci est clairement déterminé. Elle doit servir l'Etat national-socialiste. Son cœur bat à l'unisson avec le sien. Elle doit soutenir également ses chefs qui lui ont rendu ce droit le plus noble, celui de n'être plus seulement porteuse d'armes, mais aussi porteuse de la confiance illimitée du peuple.

»Si des voix étrangères débitent toujours la même chanson pour des motifs faciles à comprendre, cela prouve qu'elles n'ont rien compris au changement profond qui a transformé l'Allemagne d'aujourd'hui.

»De nos jours, le soldat se meut avec confiance dans la vie politique du peuple allemand uni.

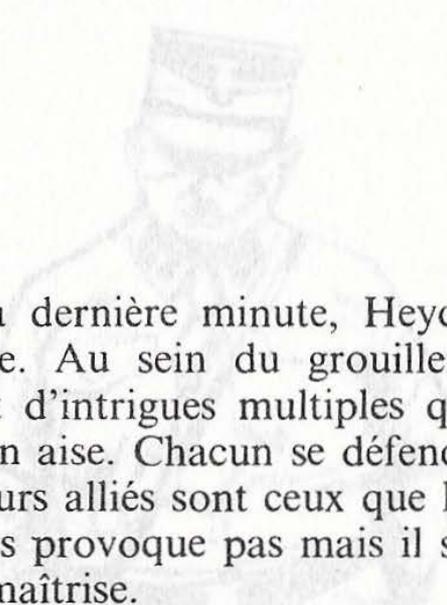
»La Reichswehr est en union étroite avec le peuple tout entier. Elle porte avec fierté l'insigne de la reconnaissance allemande sur son casque et sur son uniforme. Elle se range disciplinée et fidèle, derrière les dirigeants de l'Etat, derrière le maréchal de la Grande Guerre, le président von Hindenburg, son chef suprême, ainsi que derrière le Führer du Reich, Adolf Hitler qui, issu de nos rangs, restera toujours l'un des nôtres.»

Tout est maintenant en place. La Nuit des longs couteaux va pouvoir commencer.





Le week-end sanglant



Jusqu'à la dernière minute, Heydrich perfectionne son piège. Au sein du grouillement d'ambitions rivales et d'intrigues multiples qui l'entoure, il se sent à son aise. Chacun se défend contre tous. Lui sait que les meilleurs alliés sont ceux que l'on tient. Et il les tient tous. Il ne les provoque pas mais il se joue d'eux avec une remarquable maîtrise.

Sa dernière réussite marque le véritable lever de rideau de la tragédie sanglante de la Nuit des longs couteaux.

Le mardi 26 juin, le capitaine de corvette Conrad Patzig, chef du service de renseignements de la Reichswehr, l'Abwehr, arrive de bonne heure à son bureau du quai Tirpitz, à Berlin. Sur sa table de travail, il trouve, bien en évidence, une grande enveloppe à son nom. Il l'ouvre, sort un feuillet et lit. C'est la copie d'un «ordre secret» de Röhm à ses principaux subordonnés, prescrivant l'armement immédiat des sections d'assaut, car «le grand moment de la seconde révolution est arrivé». Des instructions plus précises seront communiquées par Röhm, à la fin de la semaine. Patzig est ébahi. Ce document est explosif. Pas une seconde le doute ne lui vient que c'est peut-être un faux. Il appelle sa secrétaire :

— Qui a apporté cette lettre ? demande-t-il.

La jeune fille manifeste un immense étonnement et, conformément à la vérité, répond :

— Mais, depuis que je suis arrivée, je n'ai vu personne entrer dans votre bureau... Je ne peux pas me l'expliquer!

Les autres secrétaires, les plantons, les huissiers, les officiers du service de nuit, consultés par Patzig, déclarent tous qu'ils ignorent la provenance de cette lettre et comment elle est parvenue sur le bureau de leur chef.

Comme il est de son devoir, Patzig avertit ses supérieurs : les généraux von Fritsch et von Blomberg. Quelques minutes plus tard, le général von Reichenau vient rendre visite au capitaine de corvette Conrad Patzig de la part de von Fritsch. Il lit l'«ordre secret», le monocle fixé dans l'arcade sourcilière droite. Patzig l'entend murmurer entre ses dents :

«Il est grand temps...»

Puis, à haute voix, von Reichenau déclare :

»Cette fois, la coupe est pleine. Il faut avertir le Führer.. Je m'en charge.»

Mais Hitler n'est pas à Berlin; il est à Berchtesgaden. Il ne doit regagner la capitale que le lendemain, en fin de journée.

A la fin de la matinée de ce même mardi 26 juin, le chef S.S. de la garde personnelle du Führer, la *Leibstandarte S.S. Adolf Hitler*, Sepp Dietrich, se présente au ministère de la Reichswehr, où il est reçu par le chef de cabinet du ministre-général von Blomberg. Il lui remet, de la part du Reichsführer S.S. Heinrich Himmler, une enveloppe contenant deux documents : une copie du même «ordre secret» de Röhm, que Patzig a déjà transmis à ses supérieurs, et une «liste des gens à fusiller», dressée par l'état-major des S.A. Celle-ci ressemble à une liste d'honneur de la Reichswehr, par rang d'ancienneté. Les noms des principaux généraux s'y lisent ! En tête : Blomberg, Fritsch, Reichenau, Kleist, Halder, Beck, etc...

Lorsque Reichenau est convoqué par Blomberg et Fritsch, au début de l'après-midi, il trouve ses deux chefs pris de panique et de colère. Les deux copies de l'«ordre secret» et la «liste des gens à fusiller» qui sont, à présent, sur le bureau de Blomberg, ont fait l'effet d'un chiffon rouge devant les cornes d'un taureau. Les deux chefs de la Reichswehr proclament qu'ils ne se laisseront pas égorger ! Reichenau ne dit rien. Il sait, lui, que l'«ordre secret» et la «liste des gens à fusiller» sont des faux fabriqués par Heydrich et destinés à dissiper les doutes sur la réalité du complot des S.A. Le

redoutable chef S.S. a réussi son intoxication. Tous les scrupules des généraux sont balayés.

Reichenau ne dit pas à ses supérieurs qu'une autre «liste de gens à fusiller» existe — authentique, celle-là — et qu'il la porte dans sa serviette. Elle a été mise au point définitivement, la veille, par Goering, Himmler, Heydrich et Reichenau lui-même.

Toutefois, ce que le général von Reichenau ignore c'est que Reinhard Heydrich est déjà passé à l'action: la première victime de la purge est entre les mains de la Gestapo.

La disparition d'Edgar Jung

Le vice-chancelier Franz von Papen s'est absenté de Berlin pour assister, le 25 juin, au mariage d'une de ses nièces en Westphalie. Dans ses Mémoires, il écrira :

«Le 26 juin, Tschirsky m'appela au téléphone pour m'apprendre qu'Edgar Jung, un de mes collaborateurs officiels, venait d'être arrêté par la Gestapo. Le lendemain, rentré à Berlin par avion, j'essayais vainement de joindre Hitler ou Goering. En désespoir de cause, je protestais avec véhémence auprès de Himmler qui répondit que Jung avait été arrêté sous l'inculpation de contacts illégaux avec des puissances étrangères. Une enquête était en cours. Himmler affirma ne pouvoir me donner d'autres précisions pour le moment, mais me promit l'élargissement rapide de mon collaborateur.»

Edgar Jung, le principal auteur et rédacteur du discours de Papen à Marbourg! La Gestapo le sait, comme elle sait que ce journaliste et écrivain de talent, a assuré, pour le compte de Papen, la liaison avec le maréchal von Hindenburg, depuis son installation à Neudeck. Jung sait beaucoup de choses. La Gestapo veut savoir ce qu'il sait.

Papen ne parviendra pas à tirer son collaborateur des griffes de ses tortionnaires. Il ne saura jamais ce que Jung aura souffert dans la prison de la Gestapo, ni comment il est mort.

Heydrich s'est emparé de sa première proie. Jusqu'où va-t-il aller?

Mariage nazi à Essen

Dans toute l'Allemagne, ce jeudi 28 juin 1934, les drapeaux sont en berne. Le Troisième Reich se souvient. Vingt-cinq ans plus tôt, le 28 juin 1919, Erzberger était contraint de signer au nom de l'Allemagne le traité de Versailles, d'accepter le diktat des vainqueurs. Dans toutes les casernes du Reich, les soldats sont rassemblés. Un officier lit un texte qui souligne qu'il ne peut y avoir d'oubli possible pour cet affront: «Il y a vingt-cinq ans, la glorieuse armée allemande, vos camarades, étaient trahis, poignardés dans le dos, cela jamais plus ne se reproduira...»

A l'aérodrome de Berlin-Tempelhof, les drapeaux aussi sont en berne. Un gros trimoteur Junkers 52, immatriculé D-2600, est parqué près des bâtiments de l'aérogare. Deux rangs de S.S. en tenue de parade, gants et baudriers blancs sur l'uniforme noir, forment une haie. Ce sont des hommes de Sepp Dietrich, de la *Leibstandarte S.S. Adolf Hitler*, la garde personnelle du Führer.

A 9 heures du matin, alors qu'une grosse pluie commence à tomber, un commandement retentit. Les S.S. se figent dans un claquement de bottes et présentent les armes. Adolf Hitler, en manteau de cuir, sa casquette à la main, se dirige vers l'avion, accompagné de Hermann Goering, en grand uniforme de général d'aviation, une cape claire jetée sur les épaules. Suivent: l'aide de camp Brückner, le général S.S. Schaub, le Dr Otto Dietrich, chef du service de presse du Führer. Ils se rendent à Essen, capitale de la Ruhr.

Avant de gravir l'échelle de fer, Hitler serre la main des hommes de l'équipage, dont celle de son pilote personnel, Hans Baur.

En cours de vol, Hans Baur constate que le moteur droit ne fonctionne pas correctement. Quand il pose son avion sur l'aérodrome d'Essen-Mülheim, la pluie tombe serrée. Baur demande alors à Hitler l'autorisation de retourner à Berlin pour faire changer le moteur défaillant. Il lui dit que, déjà, au cours d'un vol précédent, il a remarqué que le moteur cognait, bien qu'il n'eut pas encore les cinq cents heures de marche au bout desquelles on renouvelait habituellement les moteurs. Baur compte revenir le lendemain. Or Hitler lui déclare qu'il ne peut se passer de lui sous aucun prétexte.

«Prenez donc un autre appareil de la Lufthansa, dit le Führer.»

Baur obéit: il confie le D-2600 à un autre pilote qui le conduira à Berlin, et il se fait remettre un autre Ju-52.

Tout au long des dix kilomètres qui séparent Mülheim d'Essen, une foule dense se presse sur les côtés de la route pour acclamer le Führer. Dans la ville, le deuil national n'est pas respecté: partout, ce ne sont que drapeaux et guirlandes à croix gammée, en l'honneur du mariage de Joseph Terboven, gauleiter de Rhénanie, ce mariage auquel Hitler et Goering viennent assister. Terboven est un enfant de la ville. Employé de banque-entré au parti en 1924, il a été promu gauleiter sur place et est même devenu, en 1933, *Oberpräsident* de la Rhénanie, le siège de son pouvoir étant à Coblenze.

Devant l'hôtel Kaiserhof, où le Führer doit résider, la foule est dense. Elle acclame en délire l'arrivée de Hitler. Une heure plus tard, alors que la pluie tombe toujours aussi fortement, cette même foule délire à nouveau lorsque le Führer et sa suite partent pour l'hôtel de ville.

A la mairie, Ilse Stahl, la mariée, moulée dans une longue robe à traîne de soie blanche brodée, un diadème dans les cheveux, serre contre sa forte poitrine un somptueux bouquet de roses rouges. Lorsque Hitler s'avance vers elle, ses joues s'empourprent, son regard devient extatique. A ses côtés, avec ses cheveux noirs plaqués, sa raie sur le côté, son visage lisse, légèrement rosé, le gauleiter Joseph Terboven se raidit au garde-à-vous, le bras droit tendu. Il ne porte pas l'habit traditionnel, mais l'uniforme brun de ses fonctions, avec le brassard à croix gammée, et l'insigne d'or du parti sur la poitrine.

Le Dr Reismann-Grone, maire d'Essen, préside le mariage civil. La cérémonie est très solennelle et très conventionnelle. Le maire prononce une allocution retransmise par haut-parleurs, ponctuée par les hurrahs de la foule massée sur la place.

«Un étrange bonheur est répandu aujourd'hui sur Essen, déclare Reismann-Grone. Sur le tronc antique du chêne qui est l'arbre généalogique Darboven et qui, depuis 1550, enfonce ses racines dans notre lourde terre, le rejeton Joseph Terboven a conclu une alliance... Le chef politique de la province rhénane du nord-ouest est pour nous, les anciens, une promesse d'avenir... Le gauleiter Joseph Terboven épouse une jeune fille venue de l'est le plus lointain dont les ancêtres étaient résistants comme l'acier (ne s'appelle-t-elle pas Stahl?): c'est un heureux symbole. Car cette tendre fleur, qui arrive d'une province éloignée, n'est pas une étrangère. Elle aussi

est membre de notre parti et nous avons tant d'amour pour elle qu'elle trouve ici sa nouvelle patrie...»

Et le maire conclut :

« Cette cérémonie constitue un événement historique et politique. Notre Essen, la millénaire Assindi, a vu Charlemagne, elle a vu Otto le Grand, elle a vu le dernier des Hohenzollern. C'est une citadelle solide. C'est un lieu d'accueil paisible. *Mein Führer*, et vous, M. le premier ministre, vous êtes les hôtes bienvenus de la grande cité de la métallurgie. »

Dans la salle, les S.A. et les S.S. sont côte-à-côte, impassibles ou souriants. On reconnaît parmi eux le général S.A. Karl Ernst, chef des sections d'assaut de Berlin qui a reculé son propre voyage de noces pour assister à ce mariage. Il s'est, en effet, marié quelques jours plus tôt à Berlin; Röhm et Goering ont été ses témoins.

La cérémonie terminée, le cortège officiel se dirige vers la place Adolf-Hitler où se dresse la cathédrale, pour le mariage religieux. Il pleut toujours mais la foule est toujours aussi compacte.

« Je célèbre la bonne vieille camaraderie entre S.S. et S.A. »

La réception a lieu à l'hôtel Kaiserhof, Lindenallee. Les cadeaux s'entassent dans le grand salon. Pas une association, pas une entreprise industrielle, pas une autorité municipale ou d'Etat qui n'ait tenu à apporter le sien. Les secrétaires du gauleiter ont fort à faire pour délivrer les reçus et dresser une liste complète des présents. Terboven tient à savoir si chacun a bien fait un cadeau à la mesure de ses moyens!

Au repas de noces, Hermann Goering prend la parole pour féliciter les nouveaux mariés. Le général S.S. Zech fait ensuite une courte allocution au cours de laquelle il déclare notamment :

« Je célèbre ici la vieille, la bonne vieille camaraderie de combat entre S.S. et S.A. la bonne vieille camaraderie qui unit les S.S. et les S.A. aux travailleurs manuels et intellectuels. »

Cette phrase est longuement applaudie par l'assistance, en premier par le chancelier Adolf Hitler.

Après le repas, le bal est ouvert par les jeunes mariés, aux accents d'une valse viennoise. Adolf Hitler et Goering gagnent le salon de l'appartement réservé au Führer, au premier étage.

Peu avant 17 heures, tandis que le général S.A. Karl Ernst regagne par avion Berlin, où il va préparer ses bagages en

compagnie de sa jeune épouse, Adolf Hitler se rend aux usines Krupp. Dans le hall d'honneur l'accueillent le baron Krupp von Bohlen und Halbach et M^{lle} Irmgard von Bohlen. Après une longue visite des gigantesques installations de la célèbre firme et un entretien avec le magnat de la sidérurgie allemande, Hitler regagne l'hôtel Kaiserhof.

« Il faut faire un exemple! »

Dans le salon de l'appartement du Führer, transformé en bureau de travail, Goering attend son chef. Il lui montre les nombreux messages arrivés de Berlin. Himmler et Heydrich ont bien travaillé: les dépêches font toutes état des préparatifs du « putsch S.A. » Certaines donnent des précisions sur l'armement de telle ou telle section d'assaut. L'une d'elles confirme que la S.A. va diriger son action contre la Reichswehr. Une autre indique que Röhm, qui se repose à la pension Hanselbauer, à Bad-Wiessee, en Bavière, a eu des entretiens, toute la matinée, avec les chefs S.A. de la région. Enfin, un message, le dernier arrivé, fixe la date du putsch: samedi 30 juin; l'heure aussi: 17 heures.

Hitler ne dit rien, mais il est pâle. Il arpente le grand salon. Le téléphone sonne. Brückner répond. La communication terminée, il se tourne vers le Führer et lui dit que les services du S.D. de Rhénanie annoncent qu'un diplomate étranger a été molesté par des S.A., à Cologne. Hitler explose:

« La S.A. est devenue un danger pour le Reich!... Brückner, demandez-moi immédiatement Röhm à la pension Hanselbauer, à Bad-Wiessee! »

S'adressant à Goering, Hitler dit:

« J'en ai assez! Il faut faire un exemple! Il faut arrêter ces fous! Regagnez Berlin. Jugez de l'état de la situation et appelez-moi avant de passer éventuellement à l'action. »

Goering comprend que le fruit est mûr et part, satisfait.

Lorsque Hitler a Röhm au bout du fil, il confirme la nécessité d'une explication urgente sur le conflit S.A. — Reichswehr. A cet effet, il lui demande de convoquer tous les principaux chefs S.A. d'Allemagne, à Bad-Wiessee, le 30 juin, à 11 heures du matin, en vue d'une séance plénière à laquelle lui, Hitler, assistera.

Röhm ne s'étonne pas. Quand il raccroche le combiné, le chef d'état-major des S.A. se tourne vers le chevalier von Epp qui est à ses côtés et lui dit:

«Tous les malentendus avec Adolf seront bientôt réglés. Je vais commander un grand banquet pour le 30 au soir à Munich, à l'hôtel des Quatre Saisons. Il y aura un menu végétarien à l'intention du Führer.»

A Berlin, du ministère de la Reichswehr, par téléphone, les dernières directives partent pour les états-majors des différentes régions militaires. Elles sont on ne peut plus précises:

«I. Avertir, dans chaque caserne, un officier sûr de la menace du putsch S.A.;

»II. Vérifier les consignes d'alerte;

»III. Vérifier la garde des casernes;

»IV. Vérifier la garde des dépôts d'armes et de munitions;

»V. Ne pas éveiller l'attention.»

Hitler est soucieux

Tôt le matin du lendemain vendredi 29 juin, un aide de camp apporte à Hitler un exemplaire du quotidien du parti, le *Völkischer Beobachter*. Y paraît le grand article du général Werner von Blomberg dans lequel le ministre de la Reichswehr, la plus haute autorité de l'armée, approuve par avance, nous l'avons vu, les actions du Führer. Hitler lit lentement l'article en prenant son petit-déjeuner. Il en connaît la teneur, mais de le voir imprimé, noir sur blanc, le force à réfléchir. Blomberg a choisi; à présent, il faut agir.

Hitler est-il vraiment décidé à agir dans le sens voulu par Goering, Himmler, Heydrich et Reichenau? Rien n'est moins certain. Tout semble prouver qu'au contraire, ce vendredi matin, il espère encore que les choses pourront s'arranger avec Röhm. Il ne croit qu'à moitié les nouvelles en provenance de Berlin sur les préparatifs d'un «putsch S.A.»

Le téléphone sonne. C'est Goering qui appelle de Berlin. Il dit à Hitler que toutes les mesures ont été prises, dans la nuit, pour renforcer l'état d'alerte de la police. Goering fait état, d'autre part, des instructions de la Reichswehr. Il précise:

— Dans toutes les unités, les services de l'armement ont reçu cette nuit l'ordre de distribuer aux hommes de garde et de patrouille des munitions de guerre.

— Bien! se contente de répondre Hitler.

Quelques minutes plus tard, le Führer reçoit le général S.A. von Krauser. Il lui apprend le rendez-vous à Bad-Wiessee. Il lui dit qu'il faut «crever l'abcès», qu'une «explication franche, profonde et totale» est nécessaire. Il reconnaît que

lui, Hitler, a des torts envers les S.A., qu'il rendra justice aux S.A. mais qu'il faut parvenir à «un véritable accord entre les S.A. et la Reichswehr». Le général S.A. répond au Führer qu'il va se rendre immédiatement auprès de Röhm et qu'ils se verront donc le lendemain à Bad-Wiessee. Krauser s'en va rassuré.

Hitler et sa suite quittent l'hôtel Kaiserhof sous une petite pluie fine. Ils s'en vont inspecter les camps de travail de Westphalie. Dès la sortie de la ville, la pluie cesse, le soleil paraît. Mais, peu avant Lünen, la pluie tombe à nouveau.

Il est 10 heures du matin quand Hitler arrive à l'Ecole régionale des cadres du Service du travail, au château Buddenberg, où il est accueilli par le directeur, le D^r Decker. Des centaines de jeunes sont là, torses nus, saluant le bras tendu et scandant: *Heil Hitler!... Heil Hitler!...* Cette jeunesse fanatique va chanter en chœur, exécuter des mouvements de gymnastique, faire l'exercice, réciter des poèmes à la gloire du national-socialisme.

Le Führer semble ne rien voir, ne rien entendre. Il est manifestement soucieux.

De l'école des cadres, Hitler se rend au camp de travail d'Olfen, mais il abrège l'inspection.

Brusquement, avant d'aller voir les travaux qui sont entrepris le long du cours de la rivière Niers, il appelle Brückner pour lui dicter ses ordres: on part pour Godesberg, à quatre-vingts kilomètres de là, près de Bonn.

De brefs adieux et le cortège officiel, une douzaine de voitures, fonce vers le sud. Les journalistes écriront que, partout, dans les agglomérations, les chefs nazis locaux, prévenus par téléphone rassemblent en hâte les habitants: le Führer va passer! En quelques instants, des centaines, des milliers de personnes se ruent vers la rue ou l'avenue que le cortège doit emprunter. Déjà la voiture noire du Führer arrive! Les bras se tendent, les drapeaux s'agitent, les cris fusent... *Heil Hitler! Heil Hitler!...* Le Führer est passé.

Le cortège officiel grossit de minute en minute. Tous les chefs nazis locaux, de toutes les organisations, se rendent eux aussi à Godesberg avec l'espoir de voir le Führer.



*Les derniers honneurs pour le chef S.A. :
Roehm (à gauche) et Rudolf Hess,
récemment nommés ministres,
sortent d'une visite à Hindenburg.
René Dazy.*

A l'hôtel Dreesen

Hitler s'installe à l'hôtel Dreesen. C'est un grand hôtel, calme, planté sur le bord du Rhin qui forme là un large méandre. Une grande terrasse permet d'admirer le panorama.

Le chancelier, après s'être restauré légèrement et avoir téléphoné à Berlin, à Goering, pour avoir les dernières nouvelles («rien de plus à signaler»), s'installe sur la terrasse où les chefs nazis l'entourent. Il parle avec tous, souriant, enjoué même. Son air sombre du matin semble avoir disparu.

Une foule de curieux est tenue à distance par un cordon de S.A. et de S.S.

Toute l'après-midi, Hitler échange des messages avec Goering à Berlin, soit par téléphone, soit par voie aérienne. Des appareils décollent de l'aérodrome de Bonn-Handlar pour Berlin-Tempelhof. De là, un courrier rejoint Goering qui communique avec Hitler de la même façon: souci du secret, de la rapidité.

Les chefs nazis prennent congé les uns après les autres. En fin d'après-midi, un détachement de jeunes du Service du travail vient prendre position devant l'hôtel. Hitler sort sur le perron pour les saluer et les passer en revue. La fanfare joue les marches habituelles du parti. Dans le crépuscule, les six cents jeunes allument soudain leurs torches et, au pied de la terrasse, forment une grande croix gammée flamboyante et mouvante, dont les flammes sont agitées par la brise qui monte du Rhin.

De Berlin arrivent maintenant des nouvelles de plus en plus alarmantes, émanant soit de Goering, soit de Himmler, faisant état de «la nervosité croissante des S.A.» et de «préparatifs guerriers»...

Hitler s'est assis, dans un fauteuil, seul, sur la terrasse, face au panorama. Il paraît absent, à nouveau inquiet.

Dans l'hôtel et dans le parc, des inspecteurs de police vêtus de longs manteaux de cuir et des S.S. en uniforme veillent sur la sécurité du Führer.

Le témoignage de Walter Schellenberg

Parmi les S.S. qui sont là, il en est un qui vient de Bonn. Les cheveux bruns, le regard noir très vif, le jeune Walter Schellenberg effectue son dernier service d'ordre avant d'entrer dans le S.D. dont il deviendra le chef, après la mort d'Heydrich.

Près de vingt ans plus tard, à Pollenza, Schellenberg se souvient.

«Toute la journée, me dit-il, d'étranges et inquiétantes rumeurs étaient parvenues à mon unité S.S. Elles évoquaient un complot, des divisions à la tête du parti, des catastrophes prochaines et des décisions radicales du Führer.

»J'étais de garde à l'intérieur de l'hôtel, près des portes-fenêtres conduisant de la terrasse à la salle à manger; de là, la vue s'étendait sur les eaux lourdes, puissantes et wagnériennes du Rhin et les pentes rocheuses et boisées du massif des Sept-Montagnes, jusqu'à la cime fortifiée du Petersberg. Dans la salle même, des préparatifs avaient été faits pour une conférence et, au bout de peu de temps, «Ils» arrivèrent. Parmi ces hauts dignitaires du parti, je reconnus Adolf Hitler. Il avait l'air morose, renfrogné, secret. Il y avait aussi le Dr Otto Dietrich.

»Tout à coup, le ciel s'obscurcit. L'air se fit plus étouffant. Avec une violence étonnante, l'orage éclata. Quand la pluie se mit à tomber, j'étais sur la terrasse et me collai contre une porte-fenêtre, pour me mettre tant soit peu à l'abri. Des éclairs zébraient le ciel, illuminant la scène d'étranges et sinistres lueurs. La vallée répercutait les fureurs de l'orage qui déversait des trombes d'eau fouettées par les rafales d'un vent démentiel. De temps à autre, le Führer se rapprochait de la porte-fenêtre contre laquelle j'étais et regardait la tempête, les yeux perdus dans le vague. Il était visible qu'il était alors écrasé par le poids de graves et difficiles décisions à prendre.

»Jusqu'à 20 heures, l'ouragan ne connut pas de trêve. Puis la tourmente s'apaisa; la masse des nuées s'éloigna et, petit à petit, tout redevint tranquille et serein, comme pacifié par enchantement.»

Que compte Karl Ernst à Berlin?

L'aide de camp du Führer a commandé le souper. Son maître mange peu; l'air méditatif, il ne parle pas. Sans cesse Brückner va et vient, apportant des dépêches ou allant téléphoner sur ordre de Hitler.

Vers 21 h. 30, une voiture arrive devant l'hôtel. Des policiers et des S.S. se précipitent. La portière s'ouvre. L'homme qui descend est connu de tous. C'est Joseph Goebbels, le ministre de la Propagande. Brückner, qui s'est avancé, le salue et lui serre la main. Goebbels, boitant, monte les marches tandis que l'aide de camp du Führer lui parle à voix très basse.

Hitler serre longuement la main de Goebbels, comme pour le remercier d'être venu. Le ministre parle en faisant de grands gestes. Hitler l'écoute, le regarde, ne dit rien. L'autre parle toujours. Ce «nazi de gauche», ce familier du Führer qui dînait, il y a peu encore, secrètement, avec Röhm à Munich, que dit-il? Il arrive de Berlin; apporte-t-il des précisions sur le prétendu putsch de Röhm ou vient-il plaider *in extremis* la cause du chef d'état-major des S.A.? Goebbels parle, parle. Hitler se tait toujours, le visage sans expression. Peut-être, à ce moment, se souvient-il des menaces de Röhm: «Celui qui s'imagine que la tâche des sections d'assaut est terminée, devra se résigner à l'idée que nous sommes là et que nous resterons là, quoi qu'il advienne...» Et surtout de celle-là: «Que cela leur convienne ou non, nous continuerons notre lutte. S'ils comprennent enfin quel est l'enjeu, nous lutterons avec eux, s'ils ne veulent pas: sans eux! Et, s'il le faut, contre eux!»

Soudain, un motocycliste surgit au pied de l'hôtel. Il laisse sa machine, grimpe rapidement les marches et s'en vient à pas rapides vers Brückner qui a été alerté par Schellenberg. Le motard apporte un message urgent de Goering. Brückner le transmet à Hitler qui le lit et qui, sans un mot, le tend à Goebbels.

A Berlin, Karl Ernst aurait mis ses S.A. en état d'alerte depuis cet après-midi, vendredi 29 juin. L'information de Goering confirme un message de Himmler parvenu quelques minutes plus tôt.

Hitler se persuade peu à peu — sous l'influence de Goebbels — que la S.A. est effectivement décidée à passer à l'action dans la capitale.

Ce Karl Ernst, que Hitler a vu la veille au mariage de Terboven est un homme résolu qui n'a pas 35 ans et commande

plus de deux cent cinquante mille hommes tout aussi résolus que lui. Hitler le connaît bien. Il sait que cet ancien portier d'hôtel et ancien garçon de café, qui arbore à présent des uniformes flamboyants, est d'un cynisme éclatant. Il a une tête puissante et vulgaire de mauvais garçon, une bouche épaisse qui trahit sa soif de jouissances et de violence. A Berlin, on le craint. Ses S.A. sont « tabous ». Ils peuvent voler, violer, tuer, Ernst les couvre. Pour certains, il n'est qu'un sadique, un « droit commun » transformé en responsable officiel, en représentant de l'ordre et de l'Etat. Le dossier constitué par Heydrich sur Ernst, dont Hitler a eu connaissance, est accablant. Mais, Ernst est le bras droit de Röhm. Frapper Ernst, c'est aussi frapper Röhm.

Et c'est ce Karl Ernst qui vient, selon le message de Goering, de mettre ses S.A. en état d'alerte... Le front de Hitler est soucieux. Il hésite sur la décision à prendre. Il ne peut agir qu'à coup sûr. Les S.A. ne sont pas des enfants de chœur. Leur sort se joue là, dans le grand salon de l'hôtel Dreesen. Le Führer ne peut que penser à tous ces hommes dont la règle est la fidélité jusqu'à la mort à sa personne. Faut-il décapiter ces « soldats politiques » qui, comme le dit Röhm, « ont ouvert à coups de poing à l'idée national-socialiste la voie de l'avenir, la voie qui mène à la victoire » ?

Hitler a le visage fermé. A ses côtés, Goebbels se tait : « J'étais plein de respectueuse admiration, dira Goebbels, évoquant cette soirée de Godesberg, pour cet homme sur lequel reposait la responsabilité du sort de millions d'êtres humains et que je voyais en train de peser un choix douloureux : d'un côté, le repos de l'Allemagne, de l'autre, ceux qui avaient été jusqu'à présent ses familiers... »

Sepp Dietrich arrive et repart

A 22 h. 30, un homme à la mâchoire carrée, puissante, aux dents éclatantes, sort d'une auto portant le fanion de la *Leibstandarte S.S. Adolf Hitler* et encadrée de motocyclistes en armes. Trapu, dans son uniforme noir sur lequel brillent les feuilles de chêne du général de la S.S., Sepp Dietrich arrive de Berlin, appelé par Hitler. C'est un exécutant fidèle, un homme courageux et résolu. Il vit quotidiennement dans l'entourage du Führer et mérite sa totale confiance. Les yeux de Sepp Dietrich disent assez que, par fanatisme, il est prêt à mourir et à tuer pour son chef.

La conversation entre les deux hommes est très brève. Hitler dit au général S.S. :

— Vos hommes sont-ils partis pour Munich ?

— *Ja, mein Führer!*

— Vous allez reprendre immédiatement l'avion et vous rendre également à Munich. Rendez-vous chez le gauleiter Wagner. Quand vous serez dans son bureau, appelez-moi, par téléphone, ici à l'hôtel. Je vous donnerai alors mes instructions détaillées.

— *Ja, mein Führer!*

Sepp Dietrich claque les talons, salue du bras tendu, exécute un demi-tour parfait et part à grands pas vers sa voiture.

Lutze prouve sa fidélité

Un quart d'heure plus tard, ce n'est pas un général noir qui arrive, mais un général brun, un grand chef S.A. Que vient-il faire ici ? Ce n'est pas un chef S.A. du « putsch », c'est l'Oberführer S.A. Victor Lutze, celui qui, au mois de mars dernier, a révélé à Hitler, à Hess et au général von Reichenau les propos injurieux de Röhm. Il a été convoqué par Hitler. Il arrive par la route de Hanovre, à quelque trois cents kilomètres de Godesberg.

Lutze salue le Führer qui lui prend les mains, le félicite avec un large sourire d'avoir si rapidement répondu à son appel. Lutze, qui domine d'une bonne tête le chancelier du Reich, sourit de bonheur et s'incline avec respect.

Lutze explique qu'il a été également convoqué par Röhm à Bad-Wiessee, où les chefs S.A. doivent se réunir, demain 30 juin, mais qu'il a d'abord répondu à l'appel du Führer. Celui-ci hoche la tête en signe d'approbation, puis le questionne sur cette réunion à Bad-Wiessee, s'assure que rien d'autre qu'une rencontre entre les chefs S.A. et lui-même n'est prévu. Lutze est affirmatif : « Rien d'autre. »

— Vous n'êtes vraiment au courant de rien d'autre ? insiste Hitler.

— *Nein, mein Führer!*

Hitler regarde Goebbels qui s'est approché. Les deux hommes se fixent dans les yeux. Goebbels dit alors :

« Röhm, depuis longtemps, se méfie de l'Obergruppenführer Lutze. »

« En effet, dit Hitler, qui se retourne vers Lutze. »

Le chef S.A. ne comprend pas ce qui se passe.

Hitler est sur le point de lui parler quand, soudain, Brückner et Otto Dietrich s'approchent. Le premier a un message dans la main. Il est de Goering. Hitler le lit et le tend à Goebbels qui le passe ensuite à Lutze. Le texte est court: «Je viens d'apprendre que le docteur Sauerbruch (l'un des plus célèbres médecins berlinois) vient d'être appelé de toute urgence au chevet du maréchal-président Paul von Hindenburg, dans sa propriété de Neudeck.»

Hitler se tait. Tous le regardent en silence. Est-ce l'issue fatale? Le dernier obstacle pour Hitler vers le pouvoir absolu va-t-il disparaître? L'heure de la succession va-t-elle enfin sonner?

Pour Hitler, c'est un avertissement du Destin. La succession de Hindenburg ne lui sera assurée — selon le «pacte du *Deutschland*» — qu'à la condition d'avoir brisé auparavant la menace des sections d'assaut, d'avoir réduit au silence Ernst Röhm et ses trop turbulents compagnons...

Hitler prend la décision d'agir

Un quart d'heure avant minuit, le téléphone sonne. Brückner s'élançe et répond. C'est le gauleiter de Munich, Adolf Wagner, qui signale que, dans la capitale bavaroise, les S.A. sont descendus dans la rue, dans la soirée, lançant des slogans hostiles à Hitler et à la Reichswehr, chantant des couplets révolutionnaires et surtout celui dont le refrain est: «Aiguissez vos longs couteaux sur le rebord du trottoir!»

Beuverie ou manifestation commandée? L'information de Wagner est en partie vraie mais, complice de Goering et de Himmler, le gauleiter grossit l'événement. «C'est une manifestation commandée, dit-il, prélude à quelque chose de plus grave.»

Hitler croit Wagner. Alors, il décide d'aller lui-même, immédiatement, à Munich, puis à Bad-Wiessee.

Deux minutes plus tard, le téléphone sonne à nouveau. C'est Sepp Dietrich, arrivé à Munich, qui est auprès de Wagner. Hitler lui dit:

«Allez immédiatement à Kaufering pour prendre la tête de deux compagnies S.S. et vous diriger ensuite vers Bad-Wiessee.»

Hitler ajoute:

«J'arrive.»

A peine la communication avec Dietrich est-elle terminée, que le téléphone sonne une fois de plus. C'est Berlin, c'est le Reichsführer S.S. Heinrich Himmler. Hitler prend l'appareil. Au fur et à mesure qu'il écoute Himmler, son visage se transforme. Il ne parvient plus à dominer sa nervosité. Il répond par monosyllabes. Il manque de laisser tomber le combiné. Son regard brille. Il raccroche et se tourne vers Goebbels.

«Himmler, dit-il, non seulement me confirme que l'alerte générale des S.A. est bien prévue pour demain 17 heures, que les S.A. doivent alors occuper les bâtiments gouvernementaux et neutraliser les casernes de la Reichswehr et de la police, mais il me précise que l'action sera menée par Röhm à Munich et par Ernst à Berlin...»

Sur le visage de Hitler se lisent la violence et l'inquiétude. Il ne paraît pas douter des informations transmises par Goering, Wagner et Himmler.

«C'est le putsch!... C'est le putsch!... répète plusieurs fois Hitler.»

Il se tourne vers Goebbels:

«Ernst n'est pas parti pour Bad-Wiessee, comme il le devait... C'est donc lui qui va diriger le putsch à Berlin...»

Goebbels se tait. Il ne dément pas Hitler. Il sait pourtant parfaitement que Ernst, depuis la veille, n'est plus à Berlin, mais à Brême, où il doit prendre, le 30 juin, un paquebot à destination de Madère et de Ténériffe, objectifs de son voyage de noces.

Hitler est nerveux. Goebbels lui dit:

«Mon Führer, celui qui frappe le premier a partie gagnée. Dans la lutte pour le pouvoir, le premier round est toujours décisif.»

C'est maintenant l'heure de l'action. Le chancelier du Reich a pris sa décision. La Nuit des longs couteaux commence. Il est plus de minuit.

Le départ pour Munich

Brückner téléphone à l'aérodrome pour avertir le pilote Hans Baur de la décision du Führer. «L'avion sera prêt dans trois quarts d'heure,» répond Baur.

Walter Schellenberg m'a donné encore ces détails:

«Il était environ une heure du matin. Le lieutenant Brückner, imposant, vint droit vers moi. Il me dit qu'il fallait ouvrir la route jusqu'à l'aéroport, à moins d'une quinzaine de

kilomètres de Godesberg. Le Führer partait et désirait ne pas perdre de temps. Je transmis aussitôt cet ordre à mon chef. Déjà, des hommes couraient vers les garages où les voitures étaient rangées. Deux estafettes démarrèrent.

»Adolf Hitler sortit avec ses compagnons. A ses côtés, le D^r Goebbels agitait les mains et lui parlait, parfois à voix basse.

»Hitler serra la main d'Anton Dreesen, patron de l'hôtel et ancien compagnon de guerre du Führer. Celui-ci monta à l'arrière, avec Goebbels, dans la première Mercedes qui attendait au bas des marches du petit perron à colonnades; Brückner s'installa à l'avant, à côté du chauffeur. La voiture du chancelier démarra aussitôt, suivie des voitures des autres chefs du parti.

»Des camions arrivèrent pour les gardes et nous y primes place. Ils suivirent les voitures dans la nuit, jusqu'à l'aérodrome. Là, le pilote personnel du Führer, Hans Baur, attendait sur la piste détrempee, près de son appareil, un lourd trimoteur Ju-52. Quand il vit le petit groupe de dix hommes accompagnant le Führer, Baur bondit dans la carlingue et fit rugir ses moteurs. Hitler emmenait avec lui: le D^r Joseph Goebbels, le D^r Otto Dietrich, le général S.A. Victor Lutze et trois grades du corps: Brückner, Schaub et Schreck. Le gros avion s'enleva lourdement du sol et monta dans le ciel noir de nuages en direction de Munich. Il était 2 heures du matin. J'ignorais ce qui allait se passer!»

Cette nuit-là

Selon le témoignage du D^r Otto Dietrich:

«Assis à l'avant, près de Hans Baur, Adolf Hitler ne desserrait pas les dents et le pilote respectait le silence de son chef. Les traits creusés et bouffis d'insomnie, la mèche en désordre sur le front, il gardait sa casquette plate sur ses genoux croisés et avait relevé le col de son manteau de cuir froissé. Les paupières à demi-fermées, plongé dans ses pensées, plus que jamais énigmatique et lointain, le Führer fixait silencieusement l'étendue sombre devant lui. De toute la puissance de ses trois moteurs, le Junkers volait vers la Bavière. Lentement, devant nous, le ciel du 30 juin se mit à blêmir. Le temps était très beau. Nous nous posâmes à quatre heures du matin sur l'aéroport de Munich.»

A mille cinq cents kilomètres de Munich, au N^o 8 de la

Prinz-Albertstrasse, siège de la Gestapo, deux hommes sont dans leurs bureaux depuis onze heures du soir: Himmler et Heydrich. L'aide de camp Karl Wolff assure la liaison avec les différents services de la S.S. qui sont tous sur le « pied de guerre ». Une dernière fois, ils examinent la liste, longue, très longue, des hommes qu'ils vont faire assassiner. Ils attendent le signal qui viendra de Munich. Ce sera l'opération « Colibri ».

A 3 h. 45, le téléphone sonne dans le bureau de Himmler. C'est le gauleiter Wagner qui, de Munich, lui annonce que le Führer arrivera dans quelques minutes et que Hitler, lui-même, donnera ses instructions au chef de la S.S. Quand Himmler rapporte cette information à Heydrich, celui-ci a un sourire glacé et ne fait que ce bref commentaire :

« Le Führer sera obéi au-delà de ses espérances. »

« A Kaufering, raconte Max Gallo, les ordres claquent. Les S.S. de la *Leibstandarte*, dans le bruit des bottes qui frappent le sol, exécutent mécaniquement les gestes de la mise en rang: ils redeviennent à nouveau un seul groupe, chacun d'eux lié à son voisin, pièce d'une machine efficace, exécutants sélectionnés et dressés. Le Gruppenführer S.S. Sepp Dietrich vient d'arriver. Il parle d'une voix gutturale: obéir, les traîtres doivent être mis hors d'état de nuire, quelle que soit leur fonction, leur passé. L'état-major S.A. est un nid de traîtres, de débauchés, nous, de la S.S. *Leibstandarte* nous allons nettoyer ce borborygme, défendre l'honneur de l'Allemagne et protéger le Führer. *Heil Hitler!* Dans la nuit, les cris achèvent de souder les hommes les uns aux autres. Les camions s'avancent. Les deux compagnies de S.S. s'installent en silence. Entouré des officiers les mains derrière le dos, les jambes écartées dans une attitude qui leur est familière, un sourire de satisfaction sur les lèvres, le Gruppenführer S.S. Sepp Dietrich surveille la scène. Il connaît la direction du convoi: pension Hanselbauer à Bad-Wiessee, sur les bords du lac de Tegernsee. »

Dans la pension Hanselbauer de Bad-Wiessee, un homme au torse nu vit sa dernière nuit, mais, naturellement, il l'ignore: Ernst Röhm.

Après avoir veillé et vidé d'innombrables chopes de bières pleines à ras bord, entonné et scandé des hymnes et chants de marche avec ses officiers, aides de camp, chauffeurs et gardes, tous de la S.A., Ernst Röhm, le prétorien, le centurion, s'est retiré sur le balcon de sa chambre.

Un S.A., de garde au pied de l'hôtel, remarque son torse nu. La lumière de la chambre l'éclaire de profil, accentuant

la vulgarité de ce gros visage, barré d'une large cicatrice qui va du menton au nez, et aussi son ventre proéminent libéré du baudrier des S.A. qui semble toujours difficilement le contenir. Une brise fraîche, comme chaque nuit en cette saison, coule depuis les sommets couverts de forêts et de pâturages, le long de la vallée de la Wiessbach et vient soulever de petites vagues sur le Tegernsee qui miroite sous la lune.

Röhm doit songer à l'appel téléphonique de son vieil ami Adolf. Pas un instant la crainte de la purge qui se prépare ne doit l'effleurer. N'a-t-il pas donné ses dernières instructions au chevalier von Epp, pour le dîner à l'hôtel des Quatre-Saisons qu'il va offrir au Führer et qui scellera, selon lui, l'accord sur l'issue du conflit S.A.-Reichswehr?

Le rude reître à la nuque carrée et aux épaules de taureau frissonne et quitte le balcon. Il rentre se coucher. Comme d'habitude, il n'enfile que son pantalon de pyjama et, ainsi, se jette sur son lit où il s'endort immédiatement d'un sommeil profond. Il est quatre heures du matin.

Hitler à Munich

Hitler vient d'atterrir à l'aérodrome de Munich-Oberwiesenfeld. Il jaillit de l'avion, descend rapidement l'échelle métallique et marche directement vers les voitures, à grandes enjambées nerveuses. Il ne salue personne. Loin derrière, le Dr Goebbels tente de le rejoindre.

Près des voitures, le Führer remarque un camion militaire en stationnement. Les soldats de la Reichswehr, casqués, le fusil entre les genoux, sont là pour assurer la protection du chancelier du Reich, comme sont là aussi deux véhicules militaires blindés. Quand l'officier commandant le détachement s'avance vers le Führer et le salue, celui-ci lance sur un ton qui n'admet aucune remarque :

«Vous remercieriez le général Adam (commandant la région militaire de Munich) de la couverture militaire qu'il a voulu me donner. Mais la Reichswehr doit rester totalement étrangère à ce qui se passe. Elle n'a pas à se mêler de cela. J'insiste: ne pas se mêler de cela.»

Puis, il ajoute sur un ton plus bas :

«C'est le plus mauvais jour de ma vie... le plus dur. Mais, croyez-moi, je saurais faire justice. Je vais me rendre à Munich, puis à Bad-Wiessee... Je vais m'occuper de ces cochons...»

Il fait quelques pas puis, avant de monter en voiture, ordonne :

« Avertissez immédiatement de nos intentions le général Adam. »

L'aube dégage le ciel. Les objets, les silhouettes, les arbres se précisent, mais le soleil n'est pas encore levé. La lumière qui règne est glaciale. Hitler monte en voiture en compagnie de Goebbels. Il lance au chauffeur :

« Au ministère de l'Intérieur ! »

Les portières claquent, les voitures s'ébranlent.

Hitler manque d'être surpris par Röhm

« Hailer, le directeur de l'aérodrome, accourut vers moi dans un grand état d'excitation, écrit Hans Baur.

» — Pour l'amour du ciel ! me cria-t-il, qu'arrive-t-il, Baur ? Jamais encore je n'ai vu Hitler dans un tel état ! Je n'ai pas la conscience tranquille !

» — Pourquoi donc ?

» — Je ne pouvais absolument pas prévoir que vous viendriez à Munich. Où avez-vous donc laissé votre avion, le D-2600 ? Pourquoi êtes-vous venu avec un autre appareil ? Comment pouvais-je me douter que celui-ci amenait le Führer ?

» — Voyons, expliquez-vous plus clairement.

» — Hier, à la fin de la soirée, le chef d'état-major Röhm m'a appelé personnellement pour m'ordonner de lui téléphoner au P.C. des S.A. à Munich si Hitler arrivait de jour ou de nuit. Je lui en répondrai sur ma tête, m'a-t-il déclaré.

» Hailer, qui nourrissait un sain respect pour le redoutable chef des S.A., avait aussitôt promis de l'avertir et, bien qu'il n'y fût pas obligé, en sa qualité de directeur, prit lui-même la veillée à l'aérodrome. Il était donc complètement dérouté, il voulait téléphoner à l'état-major des S.A. Je le lui déconseillais en lui faisant remarquer que Hitler allait y arriver d'un moment à l'autre. Hailer éprouva des scrupules très vifs, mais il ne téléphona pas.

» Ainsi donc, le fait que le D-2600 fut parti pour Berlin, empêcha Hailer de prévenir Röhm à notre insu que Hitler était en route pour Munich et s'y poserait bientôt. Röhm ne put prendre aucune contre-mesure et fut surpris par Hitler. Si nous étions venus avec le D-2600, la situation eût été inversée : c'est Hitler qui eût été surpris. »

La colère de Hitler

En quelques minutes, la voiture de Hitler atteint les premiers immeubles de Munich. Les volets des maisons sont encore clos, les magasins fermés. Les passants sont rares.

Lorsque le convoi s'arrête devant le ministère de l'Intérieur bavarois, une fois encore, Hitler descend le premier. Des S.S. sont là, des hommes fidèles que Heydrich, de Berlin, a prévenus de l'arrivée du Führer, qui n'ignorent pas que l'heure de l'action est venue et qu'ils sont avec Adolf Hitler. Il y a là, entre autres, Emil Maurice, Buch, Esser. Hitler les salue, puis il pénètre dans le bâtiment. Le gauleiter Adolf Wagner, à la gauche du Führer, refait le point de la situation: pour l'instant du moins, aucun soulèvement n'est à redouter, à Munich. Les autres, Goebbels, Lutze, Otto Dietrich, Schaub suivent.

Au deuxième étage, dans l'antichambre du bureau de Wagner, le général S.A. Schneidhuber, préfet de police, attend en somnolant sur une chaise. Lorsqu'il voit Hitler, il tente de se lever, mais l'autre est déjà sur lui, vociférant:

«Traître... Traître... Qu'on l'enferme!»

Dans le bureau de Wagner, Hitler, Goebbels et le gauleiter dressent les listes d'hommes à arrêter. On téléphone à Berlin; Goering et Himmler, ont-ils bien lancé l'opération «Colibri»? Oui, Parfait!

Wagner lui-même téléphone au général S.A. Schmidt de se rendre immédiatement au ministère de l'Intérieur «où le Führer l'attend».

Quand Schmidt pénètre dans le bureau, Hitler se lance sur lui en criant:

«Traître! Vous êtes arrêté. Vous serez fusillé.»

Il lui arrache ses insignes de commandement. La stupéfaction se lit sur le visage de Schmidt qui ne peut ouvrir la bouche et se faire entendre, tant Hitler hurle.

Tandis qu'on emmène Schmidt, qui rejoint Schneidhuber, gardé par deux S.S., Hitler lance toujours:

«Vous serez fusillé!... Vous serez fusillé!...»

Hitler demande à Wagner de téléphoner à Berlin: Rudolf Hess doit gagner immédiatement Munich.

Le jour est levé. Le ciel est bleu au-dessus de la ville. Il est près de 6 heures. Ce sera une belle journée d'été.

Hitler règle encore quelques problèmes urgents: arrestation des chefs S.A. se trouvant à Munich; mesures à prendre à la gare centrale pour que soient arrêtés tous les chefs S.A. qui

arriveront dans la matinée par le train; incarcération de tous à la prison de Stadelheim.

La chasse est ouverte. Dans toute l'Allemagne, les équipes de tueurs sont entrés en action.

Peu après 6 heures, Hitler quitte le ministère de l'Intérieur bavarois, Goebbels sur ses talons. Le gauleiter Wagner qui les a accompagnés, reste en haut des marches, sa mission est de demeurer à Munich pour contrôler la situation, veiller aux emprisonnements et prévenir toute action des S.A.

A Bad-Wiessee

Le voiture du Führer, conduite par Schreck, démarre en direction de Bad-Wiessee, par la large avenue Thal, les ponts sur l'Isar et la Rosenheimerstrasse. Derrière vient la voiture de Goebbels, puis celles de Walther Buch, chef du tribunal de sécurité nazi, d'Emile Maurice, de Hermann Hesser, ainsi que des taxis réquisitionnés et bourrés de S.S. en armes.

Une trentaine de minutes plus tard, le convoi longe le lac de Tegern, silencieux et irrisé par les feux de l'aurore. Voici les premières maisons de Bad-Wiessee. Les voitures ralentissent. Au dernier tournant, un camion portant des S.S. et leur chef Sepp Dietrich les attend. Le convoi ne s'arrête pas. Il fonce maintenant vers la pension Hanselbauer.

Les S.S., revolver au poing, bondissent en courant vers le bâtiment dont les volets sont clos. L'herbe et la mousse étouffent le bruit des bottes. On n'entend que le gazouillis des oiseaux. Le soleil, qui commence à monter derrière les montagnes, n'illumine que la crête des arbres. La pension est encore dans une ombre bleutée.

L'encercllement est rapidement réalisé. Hitler est devant la porte principale, entouré de plusieurs S.S., de Brückner et d'Emil Maurice. Soudain, il fait un signe. L'action se déchaîne. La porte est ouverte d'un coup de pied. Les tueurs se ruent en poussant de grands cris gutturaux.

Joseph Goebbels racontera :

« Sans rencontrer de résistance, nous pouvons pénétrer dans la maison, surprendre la bande de conjurés encore plongée dans le sommeil et les mettre immédiatement en état d'arrestation. C'est le Führer lui-même qui procède aux arrestations. Un S.S. sans grade déclare : « Je voudrais qu'immédiatement » les murs s'abattent et que le peuple allemand tout entier » puisse être témoin de ces faits. Il comprendrait combien

» notre Führer a raison de demander des comptes, impitoyablement et rigoureusement, à ceux qui sont coupables. Com-
 » bien il a raison de leur faire payer de leur vie le crime qu'ils
 » ont commis envers la nation ». »

Les S.S. foncent dans les couloirs.

La première chambre dans laquelle ils pénètrent est celle du comte von Spreti-Weilbach, général S.A. de Munich, qui, n'ayant pas le temps de se lever, est arraché hors de son lit et, demi-nu, poussé dans le couloir sous les insultes.

Dans la chambre voisine, le général des S.A. de Silésie, Edmund Heines, ancien tueur de la Sainte-Vehme et vieux nazi qui a participé au putsch du 9 novembre 1923 à Munich, dort nu, enlacé avec son jeune chauffeur. Emil Maurice et Brückner enfoncent la porte; revolver au poing, ils surprennent le couple. Heines, au visage de fille, mais au corps d'athlète, esquisse un geste pour prendre un revolver qui se trouve sur la table de nuit. Emil Maurice tire. Heines s'écroule. Lui et le chauffeur sont saisis, liés et traînés hors de la chambre. On les emmène dehors, devant la pension, où ils sont tués d'une balle dans le crâne.

Près de là, les membres de l'état-major de Röhm subissent un sort semblable. Dans un coin du hall, le colonel S.A. Julius Uhl, chef de la garde personnelle de Röhm, gît étroitement ligoté à un autre aide de camp, le lieutenant Reiner. Leurs visages sont ensanglantés par les coups de bottes des S.S.

Tandis que se déroulent ces scènes, une autre va se jouer, tragique, horrible, car trahir à ce point l'amitié dépasse l'imagination. Hitler est au premier étage. Il frappe à la porte de Röhm. Il tambourine avec ses poings contre le bois en criant:

— Ouvre!

La voix ensommeillée de Röhm interroge:

— Qui est là?

— C'est moi, Adolf, ouvre!

— Quoi? Déjà, toi? s'exclame Röhm. Tu es déjà là? Je ne t'attendais qu'à midi...

— Ouvre!

Röhm tire le loquet de la porte. Il apparaît, massif, torse nu, le visage rouge, gonflé par la nuit écourtée, les yeux interrogateurs. Hitler, la face convulsée et écumante, la cravache en peau d'hippopotame cinglant rageusement les pans de son long manteau de cuir, déverse un torrent d'invectives et d'injures sur son camarade du temps passé qui demeure stupide, muet, mal éveillé.

Röhm a été bien souvent témoin des colères de Hitler, mais jamais d'une telle rage, d'une telle hystérie. Il tente de protester. L'autre redouble de fureur. Il pousse Röhm dans sa chambre. La porte se referme sur les deux hommes. Rapidement, la voix du chancelier du Reich perd de son intensité. On entend le bruit de la vive discussion entre les deux hommes, mais on ne comprend pas leurs paroles. Personne ne connaîtra jamais le secret de cette dernière entrevue dramatique.

Soudain, Röhm s'étant sans doute ressaisi et ayant vivement répliqué à Hitler, la porte de la chambre se rouvre. Le Führer est blême. Au paroxysme de l'exaspération, il hurle en sortant :

«Ce cochon me manque de respect ! Qu'on le mette immédiatement en état d'arrestation !»

Sur le seuil de la pièce, Röhm gratte machinalement son crâne rasé. Il a sur le bras une robe de chambre, mais est toujours en pantalon de pyjama, pieds et torse nus. Deux S.S. se saisissent de lui et l'entraînent vers le rez-de-chaussée de la pension.

L'opération est terminée. Hitler a joué. Il est gagnant. Il ne reste plus qu'à rentrer à Munich avec les prisonniers et les cadavres.

Retour à Munich

Il est 7 heures 45. Un incident inattendu se produit alors. Un commando de choc S.A. arrive à Bad-Wiessee, convoqué par Röhm pour rendre les honneurs à Hitler et aux chefs S.A. qui devaient prendre part à la conférence.

Hitler va vers le chef du commando, et, sur un ton sans réplique, lui dit :

«Je suis votre Führer. Vous me devez obéissance. Je vous ordonne de retourner immédiatement à Munich. Vous attendrez mes ordres à la Maison Brune.»

Le chef du commando S.A. hésite, regarde autour de lui, fixe Hitler dans les yeux. Puis, sans comprendre, s'exécute.

Hitler et ses prisonniers retournent, eux aussi, à Munich. Au cours de ce trajet, le convoi du Führer croise des voitures emmenant des chefs S.A. à la réunion. Hitler les fait stopper et fait interroger leurs occupants. Si, à la question : «Êtes-vous avec Röhm?», ils répondent : «Mais naturellement», ils sont injuriés, appréhendés, désarmés, et embarqués. Dans le cas contraire, ce sont les moins nombreux, ils sont invités à suivre la cavarane retournant à Munich.

Pendant ce temps, Wagner et Lutze ont tendu une souricière en gare de Munich, au cœur de la ville. A l'arrivée du train de Berlin, des S.S. arrêtent tous les chefs de la S.A. Il en est de même, pendant toute la matinée, à l'arrivée des autres trains venant de directions diverses. Tous les dignitaires S.A. sont conduits directement à la prison de Munich-Stadelheim où les hommes en noir de Sepp Dietrich assurent l'ordre et entassent les arrivants dans des cellules.

Dès son arrivée à Munich, Hitler et Goebbels se rendent à la gare. Ils écoutent les rapports des S.S. et du gauleiter Wagner. Rudolf Hess les rejoint. Il arrive de Berlin où « tout se passe bien ».

Le Führer décide alors de rejoindre la Maison Brune, située à quelques centaines de mètres de la gare, dans la Briennerstrasse. Le cortège des voitures s'ébranle à nouveau.

Il est très exactement 10 heures, quand Hitler entre dans la Maison du parti. L'immeuble est gardé par des S.S. et, dans les rues avoisinantes, stationnent des soldats de la Reichswehr, armés et casqués.

Le Führer prend connaissance des dépêches de Berlin. En exécution des consignes passées, selon le plan « Colibri », Goering et Himmler ont « étouffé » le prétendu « mouvement d'insurrection ».

Sur l'ensemble du territoire, les commandants régionaux du S.D. et de la Gestapo ont décacheté des enveloppes scellées qui contiennent les instructions confidentielles rédigées par Heydrich. Les commandos de la mort font leur sinistre besogne.

A Berlin, von Papen échappe au massacre

A Berlin, le vice-chancelier du Reich, Franz von Papen, va échapper à la purge sanglante, mais ses collaborateurs seront moins heureux.

Dans ses Mémoires, Papen apporte un précieux témoignage sur l'atmosphère qui règne dans la capitale, au cours de la matinée du samedi 30 juin.

« A la première heure, écrit-il, Tschirschsky m'appela de la vice-chancellerie pour me demander de venir aussi vite que possible. Un inconnu lui avait téléphoné chez lui avant l'aube, manifestement pour vérifier qu'il se trouvait bien à son domicile et cette curiosité bizarre avait éveillé ses soupçons. En arrivant à mon bureau, j'appris que Goering voulait me voir de toute urgence. Toujours sans la moindre idée de

ce qui se passait, je filais à son appartement, dans les jardins du ministère de l'Air. A ce moment-là, seulement, je fus frappé de voir que les alentours grouillaient de S.S. armés de mitrailleuses.

» Je trouvais Goering dans son cabinet de travail en compagnie de Himmler. Il m'apprit que Hitler avait dû partir en avion pour Munich, afin d'étouffer une révolte fomentée par Röhm et que lui-même avait reçu pleins pouvoirs pour réprimer l'insurrection dans la capitale. Je protestais immédiatement; c'était seulement à moi, le vice-chancelier, que Hitler pouvait déléguer ses pouvoirs. Mais Goering ne voulut rien savoir et refusa carrément de me céder sa place. Je fus bien obligé de m'incliner; disposant de la police et des forces de l'armée de l'Air, il avait certainement une position plus solide que la mienne. Toutefois, je déclarai qu'il fallait de toute urgence alerter le président von Hindenburg, proclamer l'état d'exception et charger la Reichswehr de rétablir l'ordre. De nouveau, Goering refusa. Inutile, affirma-t-il, de déranger Hindenburg; et grâce aux S.S., il était parfaitement maître de la situation... »

Comme Papen ne semble pas se rendre compte de ce qui se passe, qu'il multiplie les protestations, Goering exaspéré lui lance :

« Vous feriez mieux de penser à votre propre sécurité ! »
Papen devint blême, se tait soudain. Goering poursuit :
« Rentrez immédiatement chez vous, c'est un conseil, et ne quittez pas votre appartement sans m'en avertir. Ce sera mieux pour vous. »

Le vice-chancelier retrouve la voix :

« Je veillerai tout seul sur ma sécurité, dit-il. Je n'ai nullement l'intention d'accepter cette arrestation à peine déguisée. »

Goering hausse les épaules, l'air navré de l'incompréhension de Papen, puis il finit par le mettre plus ou moins à la porte.

Le vice-chancelier n'est pas au bout de ses soucis.

« Quand Tschirchsky et moi, écrit-il dans ses Mémoires, voulûmes quitter le ministère, la garde S.S. refusa de nous laisser sortir. Tschirchsky remonta chercher l'aide de camp de Goering qui ordonna aux sentinelles d'ouvrir la grille. Il fut obligé de se mettre en colère et de leur crier : « Nous verrons bien qui commande ici, le premier ministre ou les S.S. », pour obtenir le passage. Nous rentrâmes ensuite à la vice-chancellerie; je tenais, en effet, à mettre en sûreté mes archives.

» Les bureaux étaient occupés par les hommes de Himmler; une sentinelle, derrière une mitrailleuse, nous empêcha d'en-

trer. Un de mes employés trouva le moyen de me chuchoter que Bose avait été abattu; l'instant d'après, on nous sépara et on m'intima l'ordre de remonter dans ma voiture. Nous fûmes entourés par des S.S. et des membres de la police secrète de Goering. Les uns comme les autres essayèrent d'arrêter Tschirchsky et s'échauffèrent si bien qu'ils faillirent se fusiller mutuellement. Manifestement, une lutte sourde opposait au moins deux factions, l'une conduite par Goering, l'autre par Himmler et Heydrich. Enfin, nous pûmes repartir.

» Ma maison était cernée par un détachement de S.S. armés jusqu'aux dents. Le téléphone était coupé, et, dans mon salon de réception, je trouvais un capitaine de police, chargé spécialement d'appliquer la consigne de mon isolement complet. Il me signifia l'interdiction absolue de tout contact avec l'extérieur et de toute visite. Par la suite, il devait me confier qu'il répondait de ma sécurité sur sa propre tête; il avait l'ordre de s'opposer, par tous les moyens, à mon enlèvement par les chemises brunes ou la Gestapo, à moins de recevoir des instructions directes de Goering. A vrai dire, j'aurais préféré connaître ce détail un peu plus tôt... Je passai les trois journées suivantes dans un isolement total. Ignorant absolument la tournure que les événements avaient pris à Berlin et dans le reste du pays, je m'attendais à tout instant à être arrêté et probablement fusillé. Il me paraissait évident que Goebbels, Himmler et Heydrich avaient résolu de se débarrasser du «vieux réactionnaire», coupable d'avoir prononcé le discours incendiaire de Marbourg. Plus tard, je devais apprendre qu'un seul homme s'était interposé entre moi et le poteau d'exécution: Goering. Il craignait vraisemblablement que ma liquidation ne compliquât encore davantage une situation déjà trop embrouillée.»

« *A fusiller!... A fusiller!...* »

Dans le palais de la Leipzigerplatz, Goering, Himmler et Heydrich poursuivent leur besogne. Tandis que des valets de pied en livrée apportent régulièrement des sandwiches et de la bière, des hommes de la Gestapo déposent sur le bureau de Goering de petites fiches blanches qui comportent un ou plusieurs noms d'hommes arrêtés et conduits à l'école des cadets de Lichterfelde.

Le «bon gros Goering» prend connaissance des fiches, tout en parcourant la vaste pièce à grands pas. La crinière en

désordre, vêtu d'une blouse blanche, d'une culotte militaire gris-bleu, de bottes noires dont les genouillères montent au-dessus des genoux, il fait penser à l'énorme chat botté des contes de fées, ou plutôt à l'ogre des mêmes contes, lorsqu'il hurle avec une haine vindicative ou simplement dans un rire brutal :

« A fusiller!... A fusiller!... A fusiller!... »

Hans-Bernd Gisevius, qui est présent, écrira : « Je respire une atmosphère de haine, de nervosité, de tension, de guerre civile, et surtout de sang, de beaucoup de sang. Sur tous les visages, de celui des sentinelles à celui du dernier planton, on lit qu'il se passe des choses terribles. Des aides de camp vont et viennent nerveusement. Des messagers, portant de gros dossiers secrets, courent avec des airs importants. Anxieux, les gens qui attendent s'interrogent les uns les autres. On parle à mi-voix. On se chuchote à l'oreille. »

Goering convoque le capitaine S.S. Gildisch et lui dit simplement :

« Trouvez Eric Klausener, président de l'Action catholique, et abattez-le! »

Gildisch claque les talons de ses bottes, tend le bras droit en disant : « *Heil Hitler!* » et s'en va. Avec deux S.S. il gagne le ministère des Transports, à la recherche de sa victime. Klausener est assis à son bureau. Gildisch entre sans frapper et tire une seule balle, dans la tête. Il sort en refermant la porte. Aux huissiers qui accourent épouvantés, le tueur affirme froidement : « le directeur ministériel D^r Klausener vient de se suicider ». Il donne des ordres pour interdire à quiconque, même à un médecin, de pénétrer dans la pièce. Il regagne calmement le palais de la Leipzigerplatz pour rendre compte à Goering que la mission a été parfaitement remplie. Le « paladin du Führer » se frotte les mains. Il est satisfait.

Goering confie une autre mission à Gildisch :

« A présent, lui dit-il, partez en avion pour Brême et ramenez-moi cette crapule de Karl Ernst... Vivant, je vous prie. »

Gregor Strasser n'est pas épargné

A la prison de la Prinz-Albrechtstrasse, un prisonnier de marque vient d'arriver. Heydrich, aussitôt prévenu, sourit. Il annonce la bonne nouvelle à Goering et à Himmler :

« Mes hommes se sont emparés de Gregor Strasser. Il est Prinz-Albrechtstrasse. Ce cochon va enfin mourir. »

« A fusiller! dit Goering. »

«Non, dit Heydrich. Si vous le permettez, il vaut mieux lui loger une balle dans le crâne. Un peloton d'exécution, c'est bien trop d'honneur pour une canaille pareille.»

Gregor Strasser, l'un des premiers nazis, celui à qui Hitler doit peut-être le plus ! Cet ancien socialiste, débordant d'activité, avait un grand rayonnement. C'était une tête politique. Il a rompu avec le Führer parce qu'il n'est pas l'homme des nuances, qu'il ne mâche pas ses mots pour condamner, devant Hitler lui-même, aussi bien Goering que Goebbels, Hess ou Himmler. Ces derniers ont un compte à régler ; ils le règlent.

Gregor Strasser a été arrêté alors qu'il déjeunait dans la salle à manger familiale avec sa femme et leurs jumeaux, dont le parrain n'est autre qu'Adolf Hitler. Les huit inspecteurs de la Gestapo n'ont posé aucune question, ne fournissant aucune explication. Ils ont passé les menottes à Strasser et l'ont emmené à la prison de la Gestapo.

Strasser est jeté au fond d'un cachot qui comporte une large lucarne donnant sur un couloir intérieur, où veille un S.S. en armes. Pendant plusieurs heures, il reste là, seul, sans savoir de quoi il s'agit, sans personne pour lui répondre.

Soudain, Strasser devine une ombre derrière la lucarne. Instinctivement, il saute de côté. Un coup de revolver claque. La balle s'écrase contre le mur, à une trentaine de centimètres de sa tête. Strasser cherche à gagner le mur dans lequel s'ouvre la lucarne, seul endroit où il peut échapper au tir. Une deuxième balle claque. Il est touché à l'épaule. Il s'écroule sur le lit. Deux autres coups de feu l'atteignent, au ventre et à la cuisse. Son sang se répand. A ce moment, la porte s'ouvre et trois S.S. pénètrent dans la cellule. Ils écrasent la figure et le ventre du blessé à grands coups de bottes puis se retirent. Gregor Strasser râle longtemps, Heydrich ayant déclaré :

«Laissez donc saigner ce pourceau.»

Dans la soirée, cependant, un S.S. revient dans la cellule de Gregor Strasser et l'achève d'une balle dans la nuque.

Le meurtre de Schleicher et de sa femme

Il est un peu moins de 11 heures du matin. La chaleur commence à peser sur Berlin. Une voiture, avec cinq S.S. à bord, fonce vers le quartier de Neu-Babelsberg. Elle s'arrête devant le n° 4 de la Griebnitzseestrasse, proche d'un vaste plan d'eau où déjà de nombreuses embarcations glissent sous leurs voiles multicolores.

Les S.S. sonnent au portail de la villa. Une servante, Marie Güntel, par un petit guichet, demande ce que l'on veut.

« Nous sommes chargés d'un message urgent pour le général, répond l'un des S.S. »

La servante appuie sur le bouton qui libère le pêne du portail et ouvre également la porte de la maison. Les cinq hommes traversent l'allée en courant. L'un d'eux demande où se trouve le général. Sans rien savoir, mais ayant un mauvais pressentiment, la servante répond :

« Le général n'est pas chez lui ! »

Elle veut refermer la porte mais un homme d'une trentaine d'années a déjà mis un pied pour l'en empêcher.

« Il faut que nous le voyons, dit-il, d'un ton menaçant, en montrant un insigne. »

« Je vais voir s'il est rentré, dit la servante en hésitant. »

Elle se dirige vers le bureau pour avertir le général : les hommes sont sur ses talons et entrent avec elle. L'ex-chancelier Schleicher écrit à sa table. En entendant des pas, il se retourne.

« Vous êtes bien le général von Schleicher ? demande celui qui paraît le chef. »

« Oui. »

Cinq coups de feu claquent. L'ex-chancelier s'écroule sur le ventre.

Un cri retentit. Mme von Schleicher, qui se trouvait devant le poste de radio, dans un coin, assise sur un divan de cuir, a bondi sur ses pieds et s'est jetée devant son mari. Les hommes tirent une seconde fois. Elle s'écroule. La servante se sauve en criant, dans le jardin d'hiver, mais ses jambes refusent de la soutenir. Un des meurtriers l'aperçoit et lève son arme.

« Non ! » crie-t-elle, en levant désespérément les mains.

« Ta gueule ! » fait-il, en passant devant elle.

La cousine du général von Schleicher se trouvait dans le jardin au moment des coups de feu. Il lui faut plusieurs minutes pour avoir la force d'entrer dans la maison. Tout est silencieux. Personne n'est plus visible. Elle appelle la police.

Au bout d'un temps qui paraît une éternité, une voiture s'arrête devant le portail. Des inspecteurs en descendent. Toutes les portes sont ouvertes. Ils découvrent le couple dans le bureau gisant sur le plancher. Le général est mort. Sa femme vit encore. Aussitôt, ils appellent un médecin et alertent la brigade criminelle. Le récepteur de radio est toujours en marche. Il égrène l'indicatif de la station nationale, dans la pause précédent les informations de 13 heures.

«Eteins! il y a de quoi devenir fou», crie l'un des inspecteurs de police.

Le docteur Schulz, directeur de l'hôpital de Nowawe, arrive peu après. Il ordonne de transporter Mme von Schleicher à l'hôpital mais elle expire au bout de quelques minutes.

Dans l'après-midi, des hommes de la Gestapo viennent fouiller la villa et enlèvent tous les papiers, y compris sans doute, le manuscrit des Mémoires du général ex-chancelier qu'il comptait intituler: *Hommes et Situations*.

Les corps de von Schleicher et de sa femme sont brûlés, mais les urnes renfermant leurs cendres seront inhumées dans une tombe banale, pour des raisons évidentes de camouflage. Le docteur Schulz meurt quelques mois plus tard de façon mystérieuse. Marie Güntel, la servante, qui ne peut oublier le terrible assassinat de son maître et de sa maîtresse, se suicide en 1935 en se jetant dans le Heiligensee, à Potsdam.

On fusille... On abat...

Dans toute l'Allemagne, le bain de sang s'étend. La répression sort des cadres qui lui ont été assignés. Goering liquide tous ceux qui l'ont gêné ou dont la vie pourrait être une menace pour lui. Himmler et Heydrich agissent exactement dans le même sens et avec la même férocité.

A la caserne de Lichterfelde, dès que les prisonniers arrivent, menottes aux mains, ils sont collés au mur, dont le peloton d'exécution n'est éloigné que de cinq à six mètres. Le mur est bientôt criblé de balles et éclaboussé de sang. C'est l'abattoir. Et, dans son palais de la Leipzigerplatz, Hermann Goering hurle toujours:

«A fusiller!... A fusiller!...»

Heydrich, du siège de la Gestapo, Prinz-Albrechtstrasse, continue à contrôler les opérations et à adresser régulièrement les petites fiches blanches à Goering et à Himmler, Leipzigerplatz.

On tue dans toute l'Allemagne. La Gestapo et les S.S. agissent vite, méthodiquement. Le chiffre des victimes augmente d'heure en heure. Ainsi sont assassinés l'éditeur Huber et son avocat Glaser qui ont eu l'audace de plaider contre Max Amann, éditeur de la N.S.D.A.P.; l'écrivain Erich Mühsam; le général S.A. von Wechmar, à Breslau; le docteur Erwin Villain; le préfet de police Ramshorn, à Gleiwitz; etc...

Les S.A. ne sont donc pas, et de loin, les seules victimes. Les

S.S. Toifl et Sempach, qui se sont opposés à Himmler, sont abattus; comme sont abattus le chef de la Gestapo à Stettin, Hoffmann; le frère de Heines; le chef S.S. Anton baron von Hoberg und Buchwald qui a eu le tort de s'opposer à un autre chef S.S. le général Erich von dem Bach Zelewski...

A Munich, c'est le même carnage, dans la ville, dans la banlieue, dans les environs. Des S.A., des S.S., des conservateurs, des sans-parti, de vieux adversaires et même des inconnus tombent.

Parmi les victimes de cette Nuit des longs couteaux, il y aura un mort par erreur: le critique musical Wilhelm Eduard Schmidt, qui ne s'est jamais soucié des affaires politiques. Les S.S., qui recherchent le docteur Ludwig Schmitt, médecin de Munich et ami d'Otto Strasser, se trompent de nom et donc d'adresse. La femme du critique musical recevra quelques jours plus tard une urne contenant les cendres de son mari abattu par les S.S. Quand l'erreur sera découverte, la S.S. proposera une pension à la veuve, mère de trois enfants. Elle refusera dignement. Quant à Ludwig Schmitt, celui que les S.S. recherchaient, il était tout simplement en prison, à Stadelheim, depuis le 21 avril. Il avait été arrêté par la Gestapo pour un délit politique. Il échappera ainsi au grand massacre.

Le vieux baron von Kahr, 73 ans, qui a joué le rôle que l'on sait contre Hitler, lors du putsch manqué de novembre 1923 à Munich, est enlevé de chez lui par deux S.S. On retrouvera son corps près de Dachau, quelques jours plus tard; un corps mutilé à coups de pioche, enfoncé dans quelques centimètres de terre. Non loin de là, un autre cadavre sera découvert criblé de balles, celui du père Bernhard Stempfle, ancien religieux hiéronymite, antisémite virulent, ami intime de Hitler dans les années 1924-1931, mais qui, pour son malheur, a été le confident de la nièce du Führer, Geli Raubal, laquelle s'est mystérieusement suicidée le 17 septembre 1931 à Munich. Le père Stempfle savait trop de choses. Hitler ne l'a pas oublié, trois ans plus tard. C'est ainsi qu'on efface les souvenirs dans le Troisième Reich!

Au début de l'après-midi sanglant, des agents de la Gestapo se rendent en plein cœur de Munich, sur la Frauenplatz, et entrent dans la brasserie Bratwurstglöckl. Ils en ressortent, quelques minutes plus tard, en emmenant le propriétaire de la célèbre brasserie, Karl Zehntner, son principal maître d'hôtel et un serveur. On ne reverra jamais les trois hommes. Le Dr Joseph Goebbels vient d'effacer du monde des vivants les trois témoins de son dîner secret avec Röhm, le 13 juin.

Les chefs S.A. sont fusillés

Hitler est à la Maison Brune, Briennerstrasse, à Munich. Autour de lui se tiennent Goebbels, Hess, Lutze, Bormann, Sepp Dietrich, Otto Dietrich, Max Amann, le juge Buch et le gauleiter Adolf Wagner. Le Führer se fait tenir au courant de tout, minute par minute. Il parle sans arrêt, pour fulminer contre Röhm et ses S.A. Il marche de long en large, nerveusement, le visage accusant de plus en plus les fatigues d'une nuit sans sommeil et d'une tension nerveuse qui dure depuis vingt-quatre heures.

A un moment, dans l'après-midi, peu avant 16 heures, le juge Buch, profitant d'un rare silence de Hitler, pose la question du sort des chefs S.A. emprisonnés à Stadelheim.

La réponse de Hitler cingle l'air comme un coup de sa cravache d'hippopotame :

« Il faut fusiller ces chiens ! »

Le gauleiter Adolf Wagner lui tend une liste qui a été établie par le directeur de la prison, le D^r Koch. Hitler la prend et fait une croix devant une série de noms. Le silence règne, pesant, inhumain. Quand il en a fini, Hitler donne la liste à Sepp Dietrich auquel il ordonne :

« Allez immédiatement à la prison de Stadelheim. Prenez six sous-officiers et un officier S.S. et faites exécuter ces cochons de S.A. pour haute trahison. »

Sepp Dietrich exécute l'ordre. Il se rend à la prison et gagne le bureau du directeur Koch à qui il présente la liste. Celui-ci sursaute. Ce qu'il craignait se produit. Ses lèvres tremblent. Il a peur, peur de prendre une décision, peur d'obéir ou de refuser. Il tente de protester, au nom du règlement : la liste n'est pas un ordre, elle n'est pas signée. Il ne peut remettre les prisonniers à Sepp Dietrich. Celui-ci comprend très bien les sentiments et l'attitude du D^r Koch. N'éprouve-t-il pas, lui aussi, la même peur ? Sans mot dire, il reprend la liste et repart pour la Maison Brune. C'est le gauleiter Adolf Wagner qui signe sans hésiter, « au nom du Führer ».

Il est à présent un peu plus de 17 heures. Le peloton d'exécution est l'arme au pied, dans la cour de la prison, face à l'un des murs, à moins de dix mètres de l'endroit où les condamnés vont venir se planter, un par un.

Et le massacre va commencer.

Sepp Dietrich, escorté de deux S.S., va vers la cellule 497, celle du général S.A. Edmund Schmidt, de Munich. Un geôlier ouvre la porte. Dietrich salue le bras tendu et dit :

« Vous avez été condamné à mort par le Führer, pour haute trahison. *Heil Hitler!* »

Les deux S.S. s'avancent et emmènent le chef S.A. dans la cour, lui ligotent les mains derrière le dos et le placent contre le mur.

L'officier S.S. qui dirige le peloton lance les commandements:

« Telle est la volonté du Führer! *Heil Hitler!* En joue! Feu! »

La salve abat le général S.A. Edmund Schmidt.

Le cauchemar se poursuit.

Le même cérémonial se répète pour les chefs S.A. Hans Joachim Erwin comte von Spreiti-Weilbach, extrait de la cellule 501; Hanz Peter von Heydebreck, de Poméranie, cellule 502; Hans Hayn, de Saxe, cellule 503; August Schneidhuber, préfet de police de Munich, cellule 504.

Le général S.S. Sepp Dietrich, rude soldat pourtant, a la nausée. Il dira plus tard:

« Juste avant le tour de Schneidhuber, j'ai filé, j'en avais marré. »

Mais la mort continue à faucher (car « telle est la volonté du Führer ») le général Fritz von Kraussner; les colonels Lasch et Kopp; le capitaine Uhl; le lieutenant Reiner; d'autres encore... « Telle est la volonté du Führer! *Heil Hitler!* En joue! Feu!... »

A la Maison Brune, Rudolf Hess a posé une question à Hitler:

« Et Röhm? »

Le visage fermé, d'une voix tranchante, le Führer a répondu:

« J'ai gracié Röhm en raison des services rendus. »

Lorsque Sepp Dietrich revient de la prison, Hitler l'interroge du regard.

« Les traîtres ont payé, *mein Führer*, » dit seulement le général S.S. dont le visage est livide.

Hitler paraît alors se redresser. Un éclair de colère passe dans ses yeux quand il déclare:

« Je vais parler aux S.A. »

Depuis le matin, une centaine de S.A. de tous grades sont rassemblés dans la Maison Brune, terrorisés, comme des bêtes sous les insultes des S.S. Rudolf Hess leur a dit:

« Vous êtes tous suspects. Ceux qui sont innocents devront souffrir quelques jours, par la faute des autres. Tant que l'enquête n'aura pas déterminé le rôle de chacun, vous êtes prisonniers. »

A présent, ayant à ses côtés le fidèle Victor Lutze, Adolf Hitler leur parle :

« Vos chefs trahissaient votre confiance, lance-t-il; vous demeuriez en première ligne et vos officiers passaient leur nuit à festoyer, à vivre dans le luxe, à dîner en ville... S.A., il s'agit maintenant de savoir si vous êtes avec moi ou avec ceux qui se jouaient de vous et profitaient seulement de votre dévouement pour édifier leur fortune personnelle. Acclamez votre nouveau chef, Lutze, et attendez mes ordres qu'il vous transmettra. »

Lutze s'avance et lance un *Heil Hitler!* Toute la salle reprend le cri, par trois fois, puis, avec Lutze, entonne le *Horst-Wessel Lied*, pendant que Hitler, les bras croisés, le buste en avant, fixe cette foule de visages. Alors qu'il se retire, Lutze précise que les S.A. sont désormais libres de quitter la Maison Brune. « Vous allez, continue-t-il, regagner isolément vos demeures et y abandonner vos uniformes. Vous n'interviendrez plus dans une affaire quelconque avant d'avoir reçu l'avis que la S.A. est réorganisée et réunie à nouveau. »

Un à un, en silence, les S.A., matés, s'éloignent dans les rues de Munich, encore inondées de soleil.

Vers 18 h. 30, Hitler quitte la Maison Brune pour gagner l'aéroport, où il va prendre son avion qui le ramènera à Berlin, en compagnie de Hess, Goebbels, Sepp Dietrich, Otto Dietrich, etc... Sa tâche, à Munich, est terminée. La « rébellion des S.A. » a été dominée, définitivement. Il a versé le sang réclamé par le « pacte du *Deutschland* ». La S.A. est brisée. Son chef, Ernst Röhm, le vieux compagnon de la lutte pour le pouvoir, a été épargné; mais il n'est sans doute qu'en sursis, soigneusement enfermé dans la cellule 474 de la prison de Stadelheim.

Goering parle

Tandis que les chefs S.A. tombent sous les balles S.S. dans la prison de Munich, dans la capitale, Hermann Goering se présente devant les journalistes qu'il a convoqués à la chancellerie du Reich.

Gisevius, qui est présent, racontera :

« J'observe les visages de ces grands rédacteurs, de tous ces journalistes. Ils en disent certainement plus long que les flagorneries dont ils rempliront les colonnes de leurs journaux du lendemain. Ils offrent un pénible mélange de curiosité, d'embarras, de joie maligne, de soucis et de terreur... »

» Goering arrive. Il est en grand uniforme. Il ne marche pas, il parade et monte majestueusement à la tribune. Après une longue pause d'un grand effet, il se penche un peu en avant, appuie la main au menton, roule des yeux comme s'il avait peur des révélations qu'il doit faire. Il a sans doute étudié devant sa glace cette attitude néronienne. Puis il fait sa déclaration. Il parle sur un ton lugubre, d'une voix sourde, comme un professionnel des oraisons funèbres.

» Cette déclaration est un peu confuse: putsch de Röhm, dépravation homosexuelle, troubles dans le pays, réaction, haute trahison, deuxième révolution, châtiments sévères, clémence du Führer... Schleicher conspirait avec une puissance étrangère. Au moment de son arrestation, il tenta de se défendre; malheureusement, ce geste lui a coûté la vie. Goering ne parle pas de Strasser. De même, il n'est pas question de l'incident qui s'est produit dans l'antichambre de von Papen...

» Le point le plus intéressant de la déclaration de Goering n'est pas son allusion aux «individus malades», dont les penchants malheureux ont fait des éléments de corruption sociale, mais bien ceci: le Führer qui a dirigé, aujourd'hui à Bad-Wiessee, un court procès, lui a donné, il y a quelques jours, l'ordre de frapper selon ses indications. Et, plus loin, cette phrase lourde de sens: «J'ai élargi ma mission», qui veut dire que Goering ne s'est pas contenté de tirer sur le commandement putschiste des S.A. mais également de sa propre initiative, dans le cercle des éternels mécontents.

» Au premier abord, cette allusion ne frappe pas. Les journalistes présents la croient motivée par le meurtre de Schleicher. Quelques initiés pensent qu'il s'agit du conseiller du gouvernement von Bose. Mais personne ne soupçonne combien de morts cet «élargissement de la mission» coûtera pendant ces deux jours...»

De son côté, le général von Reichenau n'hésitera pas à écrire, à propos de l'assassinat de l'ex-chancelier du Reich, général von Schleicher:

«Deux hommes de la S.S. ont été chargés d'arrêter le général von Schleicher, soupçonné d'avoir trempé dans le complot fomenté par Röhm. Ce dernier ayant opposé une vive résistance, les policiers ont été contraints de faire usage de leurs armes. Au cours de l'échange de coups de feu, le général et son épouse, survenue à l'improviste, ont été mortellement blessés».

Le retour de Hitler à Berlin

Sur l'aéroport de Tempelhof, alors qu'ils attendent l'avion du Führer, les officiels voient se poser en bout de piste un petit Junkers qui roule lentement vers la tour de contrôle, puis s'immobilise près d'une Mercedes noire de la Gestapo. Le capitaine S.S. Gildisch, saute à terre. Puis, encadré par deux S.S. revolver au poing, apparaît le général S.A. Karl Ernst que Gildisch est allé arrêter à Brême, au moment où il allait embarquer avec sa jeune femme pour les Canaries.

Ernst avait cru d'abord à une grosse plaisanterie.

« Vous allez me faire manquer mon bateau ! », s'était-il exclamé.

Mais, lorsqu'il avait été frappé par les S.S., que ses protestations avaient été couvertes par de grossières injures et que, dans sa chambre d'hôtel, devant sa jeune femme horrifiée, il s'était vu jeter à terre, piétiner, puis ficeler comme un colis et bâillonner, il n'avait plus compris du tout ce qui se passait. Il avait été transporté au champ d'aviation et expédié, toujours ficelé, à Berlin où, pour le faire descendre d'avion, on lui avait rendu la liberté de ses membres.

Il avait alors envisagé l'hypothèse d'un coup d'Etat monarchiste et avait dit à ses gardiens :

« Allons ! menez-moi à Goering, s'il commande en chef ici. Nous nous expliquerons. C'est un malentendu ! »

Gildisch, pour le calmer, avait répliqué :

« Je crois aussi qu'il s'agit d'un malentendu. »

Gisevius notera : « Le gaillard semble être de bonne humeur. Ernst passe en sautillant de l'avion à l'auto. Il sourit de tous côtés, comme s'il voulait montrer à tout le monde qu'il ne prend pas son arrestation au sérieux... »

Ernst va être fusillé à la caserne des cadets de Lichterfelde en criant *Heil Hitler!*, persuadé qu'il tombe victime d'il ne sait quel complot réactionnaire.

Le gros trimoteur de Hitler apparaît maintenant dans le ciel. Après un tour de terrain, il se pose lourdement et avance vers les officiels. Lorsque le pilote stoppe ses moteurs, la garde d'honneur S.S. se raidit.

Un silence général, oppressant règne.

Gisevius racontera :

« Adolf Hitler descend le premier. Tout est sombre sur sa personne : chemise brune, cravate noire, manteau de cuir, hautes bottes d'ordonnance. La tête est nue, le visage blanc comme un linge, mal rasé, les traits à la fois creusés et bouffis, les yeux éteints au regard fixe, à moitié dissimulés sous des

mèches pendantes (...) On se salue de part et d'autre. Hitler tend la main, sans mot dire, à tous ceux qui l'entourent. Pendant ce temps, les passagers descendent de l'avion: Brückner, Schaub, Sepp Dietrich et d'autres. Ils paraissent graves, du moins accablés. Pour finir, une figure diabolique fait son apparition: Goebbels. Lentement, cérémonieusement, Hitler passe devant la compagnie d'honneur. Il avance péniblement, à pas lourd, d'une flaque à une autre. On a, à tout instant, l'impression qu'il va s'enfoncer. Tout en se dirigeant vers la file des voitures qui sont à quelques centaines de mètres, il s'arrête avec Goering et Himmler. Il se fait donner un compte rendu par ses deux acolytes, bien qu'il soit certainement resté toute la journée en contact avec eux, par téléphone.»

« *Un geste de si profonde émotion* »

Gisevius poursuit:

« Alors Himmler tire de sa manche une longue liste chiffonnée. Hitler en prend connaissance, tandis que les deux hommes ne cessent de lui parler à l'oreille. On voit Hitler suivre sa lecture du doigt, s'arrêter de temps à autre un peu plus longuement sur un nom. Les chuchotements deviennent très animés. Tout à coup, il rejette la tête en arrière, d'un geste de si profonde émotion, pour ne pas dire de révolte, que tous les assistants le remarquent. Nous nous regardons d'un air significatif, Arthur Nebe et moi. Nous avons eu la même pensée. Ils viennent de lui signaler le « suicide » de Gregor Strasser. »

Un crépuscule rouge sombre, très wagnérien, donne à la scène son caractère exceptionnel, sa vraie couleur à cette journée sanglante.

Est-ce fini? Non! Röhm vit encore, dans sa cellule de Munich, en sursis, comme tant d'autres hommes qui, dans cette nuit du 30 juin au 1^{er} juillet 1934, craignent d'être parmi les prochaines victimes désignées. La peur, la terreur, l'angoisse sont la marque de ces heures hallucinantes.

Le chef de la police prussienne, Kurt Daluege, n'échappe pas à cette angoisse, alors qu'apparemment rien ne le menace, puisqu'il a été du côté des tueurs, avec eux. Pourtant, il préfère faire dresser un lit de camp dans son bureau du ministère de l'Intérieur du Reich. Gisevius se méprend. Conversant avec l'aide de camp de Daluege, il lui dit:

« Quelle belle preuve de zèle montre notre chef en passant la nuit dans son bureau... »

L'autre l'interrompt :

«Quoi? Du zèle? Du zèle?...»

L'homme devient soudain rouge sombre et sa voix tremble :

«Il a la trouille... Il a la trouille. C'est pour cela qu'il ne rentre pas chez lui...»

Le courage du général von Bredow

D'autres affrontent les tueurs avec un courageux mépris. C'est le cas du général Kurt von Bredow, collaborateur du général ex-chancelier Schleicher, à l'époque où celui-ci était ministre de la Reichswehr.

Dans l'après-midi du samedi 30 juin, vers 16 heures, alors que déjà les rumeurs sur la purge font frémir tous les milieux bien informés de Berlin, le général von Bredow se rend ostensiblement au bar de l'hôtel Adlon, où les personnalités présentes, de hauts fonctionnaires, des diplomates, des journalistes, lui manifestent leur étonnement de le voir encore vivant. Déjà, «on croit savoir» que le général von Schleicher a été assassiné... Bredow a un sourire crispé et, à un ami qui lui demande s'il est au courant de ce qui se passe, il déclare à haute voix :

«Je me demande même comment il se fait que ces porcs ne m'aient pas encore liquidé.»

Un attaché militaire étranger, après une hésitation, lui propose de venir dîner chez lui. C'est une façon habile de tenter de le soustraire, du moins pour quelques heures, à la meute des assassins. Bredow lui serre la main affectueusement, mais répond :

«Je vous remercie. J'ai quitté mon domicile de fort bonne heure ce matin. Je désire y retourner, à présent que j'ai eu le plaisir de revoir mes véritables amis.»

Certains tentent de l'en dissuader, mais von Bredow est las, écœuré, résigné.

«Ils ont dû assassiner Schleicher, dit-il. C'était le seul homme capable de sauver l'Allemagne. Il était mon chef. Il ne me reste rien.»

Un silence sinistre pèse sur l'assistance. Bredow se lève de son siège, salue à la ronde, donne un gros pourboire au barman, sort vers Unter den Linden et s'en va tranquillement vers la mort.

Dans la matinée du dimanche, des S.S. amèneront à Lichterfelde le cadavre du général Kurt von Bredow, avec une balle en plein front.

Il faut que Röhm meurre, lui aussi

Ernst Röhm a donc été épargné par le Führer.

Dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, Goering, Himmler et Heydrich (il ne semble pas que Rudolf Hess ait été présent) se réunissent dans le bureau de Goering. Les trois hommes ont la même préoccupation: il faut que Hitler donne l'ordre d'exécuter Röhm.

On a dit que Sepp Dietrich était là aussi. Mais, vingt-trois ans plus tard, en mai 1957, à Munich, il m'affirmera qu'il n'était pas présent à cette réunion.

Dès 7 heures du matin, le dimanche 1^{er} juillet, la radio allemande diffuse un discours du D^r Goebbels qui flatte son maître en abreuvant d'injures les victimes.

« Ils ont discrédité l'honneur et le prestige de nos sections d'assaut, dit-il. Par une vie de débauche sans pareille, par leur étalage de luxe et leurs bombances, ils ont porté atteinte aux principes de simplicité et de propreté personnelles qui sont ceux de notre mouvement. Ils étaient sur le point d'attirer sur toutes les directions du parti le soupçon d'une anomalie sexuelle, honteuse et dégoûtante.

» On avait cru que l'indulgence du Führer à leur égard était de la faiblesse. Longtemps, il avait assisté à ce spectacle sans rien dire. Depuis longtemps, les hommes responsables, auxquels le Führer donnait sa confiance, avaient été avertis. Ses avertissements avaient été accueillis avec un sourire cynique. La bonté étant inutile, la dureté devenait nécessaire; de même que le Führer peut être grand dans la bonté, il peut l'être dans la dureté: quiconque se dresse consciemment contre lui et son mouvement doit être persuadé qu'il joue un jeu frivole avec sa propre tête.

» Des milliers de membres de notre parti, des S.A. et des S.S. se félicitent de cet orage purificateur. Toute la nation respire, délivrée d'un cauchemar. Elle a vu, une fois de plus, que le Führer est résolu à agir sans pitié quand le principe de la convenance, de la simplicité et de la propreté publique est en jeu et que la punition est d'autant plus sévère que celui qu'elle atteint est plus haut placé... »

Toute la matinée, à la chancellerie du Reich, Himmler et Goering s'efforcent de convaincre le Führer de donner l'ordre d'exécution de Röhm. En vain. Les deux sinistres compères insistent. Ils savent bien que Röhm vivant est une arme contre eux.

Hitler le sait aussi. C'est pourquoi il évoque les années passées, les services rendus.

Quels nouveaux arguments trouvent Himmler et Goering pour faire céder Hitler. On l'ignore.

Un peu avant 13 heures, ils ont gagné.

Quelques instants plus tard, le Führer entre en communication avec Munich. Il demande au gauleiter Adolf Wagner de lui passer le général S.S. Theodor Eicke. Hitler donne à celui-ci des ordres précis: supprimer Röhm en l'invitant, si cela est possible, à se suicider.

Hermann Goering, satisfait, est rayonnant. Heinrich Himmler dissimule assez bien la joie dure qui le submerge.

Dès qu'il a raccroché le combiné du téléphone, Theodor Eicke appelle deux officiers sûrs, le commandant S.S. Michael Lippert et le général S.S. Schmausert. Tous trois se rendent à la prison de Stadelheim.

Il faudra attendre vingt-trois ans pour que les circonstances exactes de l'assassinat de Röhm puissent être reconstituées. Je me souviens: c'était au cours du procès criminel de la Nuit des longs couteaux, à Munich, du 6 au 14 mai 1957, procès que j'ai suivi de bout en bout. Sepp Dietrich et Michael Lippert étaient au banc des accusés. Tous deux, surtout le second, rapportèrent, pour la première fois, en détail, comment Röhm avait été abattu.

Dimanche 1^{er} juillet 1934. Il est 14 h. 30. Dans la cellule 474, Röhm est assis, torse nu, sur un lit de fer. La porte s'ouvre. Theodor Eicke, pose sur la table un revolver chargé d'une seule balle et une édition spéciale, toute fraîche, du *Völkischer Beobachter* annonçant, en gros caractères, la destitution de Röhm et publiant la liste des chefs S.A. fusillés la veille, à Munich.

Le chef S.S. déclare:

«Röhm, vous avez gâché votre existence. Le Führer n'a pas oublié son vieux compagnon de combat. Il vous donne encore une occasion de tirer les conclusions qui s'imposent. Vous avez dix minutes.»

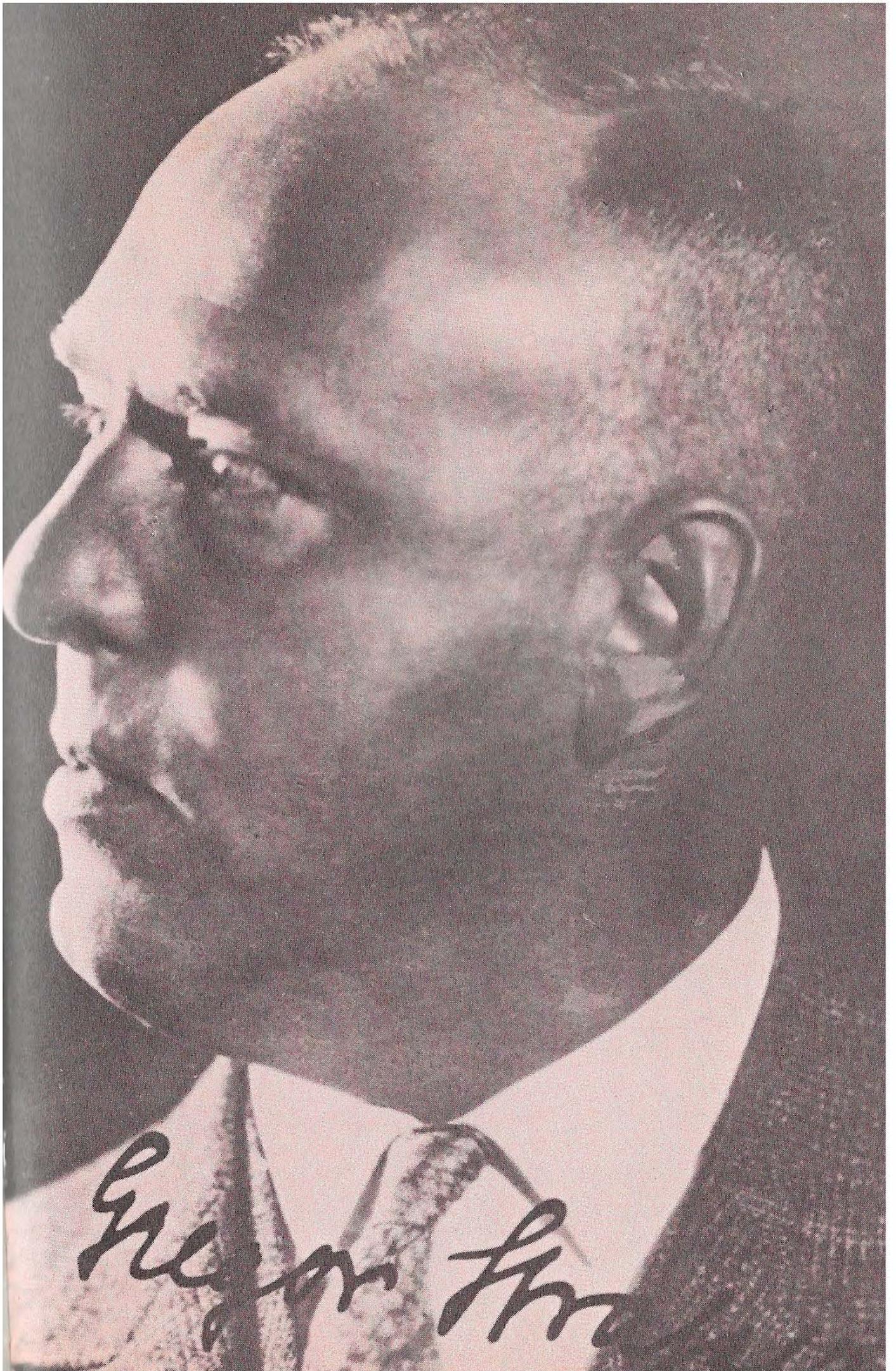
Röhm ne répond pas. Eicke sort.

Au bout d'un quart d'heure, n'ayant entendu aucun coup de feu, Theodor Eicke tire son revolver de l'étui; Michael Lippert fait de même. Les deux S.S. pénètrent à nouveau dans la cellule de Röhm; le général S.S. Schmausert, lui aussi revolver au poing, reste dans le couloir.

Le général Eicke s'écrie:

«Röhm, tenez-vous prêt!»

Le grand chef des S.A. jusqu'à ce jour tient le *Völkischer Beobachter* à la main. Il est debout, toujours torse nu.



*Une des grandes victimes « supplémentaires »
de la Nuit des longs couteaux :
Gregor Strasser, un des pères du nazisme.
Keystone.*

Lippert, dont la main tremble d'émotion, tire deux coups de feu. Röhm s'écroule sur le dos, entre la table et le lit, en balbutiant :

« *Mein Führer!... Mein Führer!...* »

Theodor Eicke l'achève alors d'une balle dans la poitrine.

La S.A. est bien abattue. Son chef gît dans une flaque de sang, mort.

Dans la nuit suivante, le corps de Röhm sera transporté, selon les uns dans la cour de la prison de Stadelheim pour y être enterré; selon les autres au four crématoire du cimetière de l'Est, à Munich.

Réception à la chancellerie

Ce même après-midi du dimanche 1^{er} juillet, à Berlin, le Führer donne un thé, dans les jardins de la chancellerie du Reich, auquel participent des diplomates, des ministres, des députés du Reichstag, de hauts dignitaires de l'armée, du parti et des S.S. On entend la foule qui, massée devant la chancellerie, réclame le Führer. Celui-ci, rayonnant, s'approche de la fenêtre et salue la foule qui hurle *Heil Hitler! Heil Hitler! Heil Hitler!*

Gisevius qui l'observe, lorsqu'il regagne les jardins, note : « J'ai compris, au moment de cette rencontre, combien cet homme était crispé ce jour-là et qu'il essayait d'échapper à son trouble intérieur en se réfugiant dans la pose qui est devenue, dès lors, son arme la plus efficace ».

Entouré de diplomates et de femmes élégantes, Goering, dans un somptueux uniforme gris-perle, couvert de décorations, ne paraît pas du tout tourmenté. Il est épanoui. Il triomphe.

Moins voyant, entouré de quelques officiers S.S. et de dignitaires du parti, Heinrich Himmler, l'homme en noir, est discrètement souriant.

Heydrich, lui, est absent, demeuré au siège de la Gestapo. Dans son bureau, il parachève cette Nuit des longs couteaux qui va donner à la S.S., en général, c'est-à-dire à Himmler, et à la Gestapo, en particulier, c'est-à-dire à Heydrich, une puissance croissante.

Car des hommes vont encore mourir pendant la nuit du 1^{er} au 2 juillet.

Lorsqu'un jeune officier S.S. tend à Hitler un message lui annonçant que Röhm a refusé le suicide et a été abattu, le visage du Führer devient très pâle. Il met le message dans sa

poche. Quelques minutes plus tard, il se retire dans ses appartements.

Hindenburg: « Vous avez sauvé le peuple allemand »

Dans la soirée, Hitler reçoit ce télégramme de félicitations: « Il ressort des rapports que je me suis fait soumettre que vous avez écrasé toutes les menées séditeuses et les tentatives de trahison, grâce à votre intervention personnelle, énergique et courageuse. Vous avez sauvé le peuple allemand d'un grand péril. Je vous en témoigne ma profonde reconnaissance et ma sincère estime. »

»Von Hindenburg».

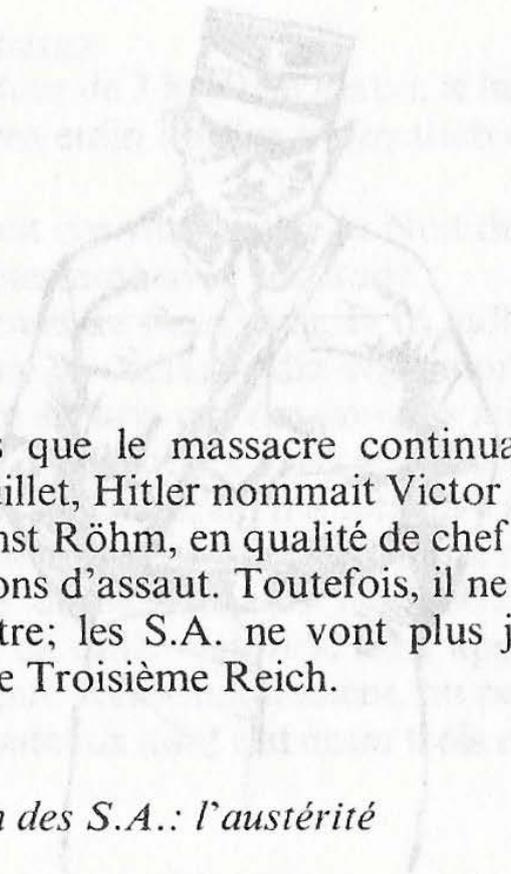
Ce n'est qu'autour de 3 h. 30 du matin, le lundi 2 juillet 1934, que Hitler donnera enfin l'ordre à Heydrich de faire cesser les exécutions.

Le nombre exact des victimes de la Nuit des longs couteaux ne sera jamais déterminé avec certitude.

Dans son discours au Reichstag, le 15 juillet, Hitler prétendra qu'il se limite à soixante-dix-sept morts. En 1935, un *Livre blanc* publié à Paris par des émigrés allemands fixera ce nombre à environ quatre cents. Dans les archives de la Gestapo, découvertes après la guerre, on n'a retrouvé aucune liste complète mais seulement cent quatre-vingt-deux noms de victimes. Enfin, au procès de Munich, en mai 1957, le procureur a avancé le chiffre de mille victimes, sans apporter de preuves suffisantes à l'appui. Raisonnablement, on peut évaluer que la Nuit des longs couteaux aura fait entre trois cents et cinq cents morts.



Le triomphe du "caporal autrichien"



C

andis que le massacre continuait, le dimanche 1^{er} juillet, Hitler nommait Victor Lutze successeur d'Ernst Röhm, en qualité de chef d'état-major des sections d'assaut. Toutefois, il ne lui conférait pas le titre de ministre; les S.A. ne vont plus jouer qu'un rôle secondaire sans le Troisième Reich.

Nouvelle vocation des S.A.: l'austérité

Hitler adresse à Lutze un ordre du jour en douze points, ainsi rédigé:

«Si je vous nomme aujourd'hui chef d'état-major des S.A., j'attends de vous que vous preniez à cœur un certain nombre de tâches que je vous donne ci-après:

»1. J'attends du chef S.A., de même que du simple S.A., une obéissance aveugle et une discipline inconditionnelle.

»2. J'exige que chaque chef S.A., comme tout dirigeant politique, soit conscient du fait que son comportement et sa conduite doivent être un exemple pour son unité, voire pour l'ensemble de son organisation.

»3. J'exige que les chefs S.A. — de même que les chefs

politiques dont la conduite n'a pas été irréprochable en public, soient éliminés sans indulgence du parti et des S.A.

»4. J'exige, en particulier du chef S.A., qu'il soit un exemple dans la simplicité et non dans la dépense. Je ne veux pas que le chef S.A. offre de coûteux dîners ou qu'il y prenne part. Dans le temps, on ne nous y a pas invités. Nous n'avons rien à y faire aujourd'hui. Des millions de nos compatriotes manquent aujourd'hui encore de nécessité vitale; ils ne jalourent pas celui à qui la fortune a souri plus qu'à eux, mais il est indigne d'un national-socialiste d'agrandir encore davantage l'écart énorme entre la détresse et le bonheur. J'interdis, en particulier, l'utilisation des fonds du parti, des S.A. ou des fonds publics en général, pour des banquets ou des choses de ce genre.

»C'est faire preuve d'un manque total de sens de responsabilité que d'organiser des bombances avec l'argent qui provient, en partie, des sous donnés par les plus pauvres de nos compatriotes. Le luxueux quartier général d'état-major, à Berlin, où, comme on l'a constaté, on a dépensé jusqu'à trente mille marks par mois pour des dîners de galas, etc... sera dissous immédiatement.

»J'interdis, donc à toute la hiérarchie du parti, l'organisation de prétendus galas et dîners avec des moyens publics, quels qu'ils soient. J'interdis à tous les chefs du parti et des S.A. la participation à de telles festivités. Une exception est faite uniquement pour remplir les obligations envers l'Etat, dont la responsabilité incombe en premier lieu à M. le président du Reich, ensuite à M. le ministre des Affaires étrangères du Reich. J'interdis à tous les chefs S.A. et à tous les dirigeants du parti, en général, d'offrir des dîners appelés «diplomatiques». Un chef S.A. n'a pas à représenter, mais à faire son devoir.

»5. Je ne veux pas que les chefs S.A. entreprennent des voyages de service à bord de limousines ou de cabriclets coûteux, ou qu'ils utilisent des fonds appartenant à leur service pour en acheter. Cela vaut également pour les dirigeants des organisations politiques.

»6. Les chefs S.A. ou les dirigeants politiques qui s'enivrent publiquement sont indignes d'être des dirigeants.

»L'interdiction de toute critique dénigrante crée l'obligation d'une conduite exemplaire de notre part. Une faute est toujours excusable, l'inconduite ne l'est jamais. Les chefs S.A. qui se conduisent de façon indigne devant les yeux du public, qui font du grabuge et qui organisent même des orgies, doivent être éliminés des S.A. sans aucune indulgence. Je rends les

supérieurs hiérarchiques responsables de l'exécution immédiate de mesures énergiques. J'attends des services publics qu'ils appliquent, dans de tels cas, des peines plus sévères que pour des personnes qui ne sont pas national-socialistes. Le chef national-socialiste, et en particulier le chef S.A., doit avoir un rang élevé dans le peuple. Mais il a aussi des obligations plus grandes.

» 7. J'attends de tous les chefs S.A. qu'ils contribuent à conserver et à affermir les S.A. comme une institution propre et nette. Je veux, surtout, que chaque mère puisse donner son fils aux S.A., au parti et aux Jeunesses hitlériennes, sans avoir à craindre qu'il soit moralement dépravé.

» J'exige donc que tous les chefs S.A. veillent scrupuleusement à ce que les infractions à l'article 175 du Code pénal, sur l'homosexualité, soient punies par l'exclusion immédiate du coupable des S.A. et du parti. Je veux que les chefs S.A. soient des hommes et non pas des singes ridicules.

» 8. J'exige de tous les chefs S.A. qu'ils répondent de ma loyauté par la leur et qu'ils la soutiennent par leur loyauté. Mais j'exige d'eux, en particulier, qu'ils recherchent le déploiement de leurs forces dans les domaines qui leur sont attribués et non pas dans des domaines qui reviennent à d'autres. J'exige avant tout de chaque chef S.A. qu'il se comporte envers la Reichswehr avec une franchise, une loyauté et une fidélité inconditionnelles.»

« Les vertus davantage que le nombre »

» 9. J'exige de chaque chef S.A. qu'il ne demande pas à ses subordonnés plus de courage et d'esprit de sacrifice qu'il n'est prêt à en donner lui-même, à tout instant. J'exige, par conséquent, qu'il se montre dans son comportement, et dans le traitement du bien public allemand que je lui ai confié, comme un véritable guide, ami et camarade. J'attends de lui qu'il apprécie, dans son unité, les vertus davantage que le nombre.

» 10. Et j'attends de vous, en tant que chef d'état-major, que le vieux et fidèle camarade du parti, celui qui a combattu de longues années dans la S.A. ne soit pas oublié. Je ne veux pas que les S.A. se gonflent de milliers d'état-majors superflus et coûteux, et je veux que, lors des avancements, l'on tienne moins compte de la science abstraite que de la faculté innée de diriger, de la fidélité et de l'esprit de sacrifice éprouvés au cours de plusieurs années. Je possède, au sein de mes S.A. une lignée énorme

de partisans, les plus fidèles et les plus valeureux. Ce sont eux qui ont conquis l'Allemagne, et non pas les tardillons avisés de l'année 1933 ou de plus tard encore.

» 11. Je veux que le S.A. soit formé, dans son esprit et dans son corps, pour devenir un excellent national-socialiste. La force incomparable de cette organisation réside dans les racines philosophiques qu'il l'attachent au parti.

» 12. Je veux que l'obéissance, la fidélité et la camaraderie y règnent en tant que principes généraux. Et, de même que chaque chef S.A. exige l'obéissance de ses hommes, j'exige des chefs S.A. le respect de la loi et l'obéissance à mes ordres.

» Adolf Hitler. »

Ce même 1^{er} juillet, le chef des S.A. de Franconie, le général von Obernitz, ordonne :

» 1. Sur les poignards d'honneur des S.A. le nom d'Ernst Röhm sera limé ;

» 2. Partout les portraits d'Ernst Röhm seront retirés ;

» 3. La *Ernst-Röhm Haus* est rebaptisée et portera désormais le nom de service administratif du groupe S.A. de Franconie. »

Victor Lutze étend ces mesures à toute l'Allemagne. Dans son ordre du jour, il rappelle aux S.A. qu'ils sont en congé :

« Le congé accordé à tous les S.A. sera, sur l'ordre du chef d'état-major Victor Lutze, respecté intégralement, afin que les membres de la S.A., après un an et demi de service rigoureux, aient enfin l'occasion de se reposer et de vivre de nouveau au sein de leur famille. »

En fait, pendant l'été 1934, le total des effectifs de la S.A. est ramené progressivement de trois millions et demi d'hommes à un peu plus d'un million. Et les S.A. ne sont plus armés.

« De formation militaire, note Jacques Benoist-Méchin, la S.A. devient formation militante. » Dans l'hebdomadaire français *Candide*, Jean Fayard écrira : « Physiquement, un milicien de la S.A. est l'instrument du pouvoir politique. Moralement, c'est un prêtre mineur d'une religion nouvelle. »

Le triomphe des S.S.

Le S.S. lui, devient le prêtre majeur de la religion nazie. Il est le véritable triomphateur de la Nuit des longs couteaux. Il a appliqué strictement la devise que Hitler lui a donnée : « Mon honneur s'appelle fidélité »... au prix du sang fraternel, si le Führer l'exige. »

Dans toutes les villes d'Allemagne, les hommes en noir sont

fêtés. Le gauleiter Terboven, à la foule rassemblée sur l'Adolf-Hitler Platz, à Essen, déclare :

« La fidélité est quelque chose de fondamental; l'abcès a été vidé; il existe des éléments corrompus comme il en existe partout. Mais, ce qui compte, c'est de savoir comment on réagit contre la gangrène. »

Des *Sieg Heil!* saluent les hommes de l'Ordre noir qui défilent, musique en tête, acclamés, flattés, triomphants, plus inquiétants que jamais.

A Berlin, Heydrich félicite Hermann Behrends et Alfred Naujocks pour leur « excellent travail de préparation ». Les deux hommes du service secret S.S. sont promus au grade supérieur. Himmler, de son côté, félicite Sepp Dietrich et Theodor Eicke pour leur « efficacité à Munich ». Eux aussi sont promus au grade supérieur dans la S.S.

Quant à Reinhard Heydrich, le 15 juillet, il est récompensé par Himmler pour « le rôle capital » qu'il vient de jouer. Il est promu général de corps d'armée (S.S. Gruppenführer) à la date du 30 juin 1934. Il a gagné la confiance du Führer. Goering, Hess et Goebbels, qui ont été ses complices, le considèrent dès lors comme l'un des leurs. La véritable ascension de Reinhard Heydrich commence, celle du service secret S.S. et de la Gestapo aussi.

La Reichswehr félicite le Führer

Hitler a réussi à liquider l'opposition interne — de gauche (les S.A.), comme de droite (Schleicher, Bredow, etc.) — de même qu'il avait réussi, un an plus tôt à liquider l'opposition socialo-communiste.

Les chefs de la Reichswehr ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils oublient le sang des généraux von Schleicher et von Bredow. Ils veulent oublier le rôle joué par les S.S. Hitler n'a-t-il pas plié ce qui reste des S.A. à leur autorité; le général von Reichenau n'est-il pas chargé de contrôler militairement les troupes des S.A. ?

Dix ans plus tard, presque jour pour jour, le 20 juillet 1944, ces mêmes généraux tenteront d'assassiner Hitler. Ils échoueront et ce sera *leur* Nuit des longs couteaux... qui, celle-là, donnera lieu à près de dix mille exécutions !

En attendant, haut les cœurs ! Le 1^{er} juillet 1934, le général von Blomberg rédige une proclamation qui sera affichée dans les casernes, lue dans les mess d'officiers et devant les soldats rangés au garde-à-vous :

« Avec une détermination toute militaire et avec un courage exemplaire, écrit le ministre de la Reichswehr, le Führer a attaqué et écrasé lui-même les traîtres et les rebelles. L'armée, qui porte les armes de la nation tout entière, se tient en dehors des luttes politiques intérieures. Elle exprime sa reconnaissance par son dévouement et sa fidélité. Le Führer demande que s'établissent de bonnes relations entre l'armée et les nouvelles sections d'assaut. L'armée s'appliquera à cultiver ces bonnes relations dans la pleine conscience d'un idéal commun. »

Le sang des généraux von Schleicher et von Bredow n'est pas encore sec ! Mais, Hitler ayant respecté le « pacte du *Deutschland* », la Reichswehr se doit d'en faire autant.

Hitler: « Rien ne m'arrêtera »

La Reichswehr ne paraît pas se rendre compte des conséquences politiques des événements et de l'avantage immense qu'en retire Hitler.

Le Führer s'est débarrassé d'un seul coup de toutes les forces qui menaçaient — ou semblaient menacer — son pouvoir dans l'immédiat. Il a gagné le soutien de la Reichswehr — et de la bourgeoisie — tout au moins pour le moment. Sera-t-il le prisonnier de ces forces traditionnelles ? Non ! Il est maintenant le seul maître de la situation. Il le sent, il le sait.

C'est ce qu'il explique à Hermann Rauschning, peu de temps après la Nuit des longs couteaux. En prévision de la mort prochaine du maréchal-président Paul von Hindenburg, il rappelle qu'il a fait la preuve de sa capacité à « écraser quiconque au moindre soupçon » :

« Je me suis engagé dans une voie strictement légale et personne ne pourra m'en détourner, me dit Hitler. Toutes les objections qui m'ont été faites, toutes les difficultés qui se dressent encore devant nous, je les ai prévues avant tous ces pessimistes empressés qui m'assomment, et j'en ai tenu compte. Rien de ce qui est arrivé ne m'a surpris. Avec la même certitude inébranlable, j'atteindrai le but gigantesque de notre révolution. Je n'ai pas besoin des conseillers, ni des censeurs, de ces bons apôtres qui voudraient faire de leur indiscipline la loi de notre développement. De ces gens qui éprouvent un malin plaisir à compter sur leurs doigts toutes les raisons qu'ils trouvent de prévoir notre ruine et qui exagèrent les difficultés inévitables au début de toute grande entreprise. Comme si ces idiots ne feraient pas mieux de s'armer et de m'encourager, pour notre dur combat,

en fixant les yeux sur les chances positives et non sur les aspects négatifs de notre immense tâche. Est-ce que je ne sais pas mieux qu'eux que nous ne tenons pas encore le pouvoir ? Mais, c'est ma volonté qui décide. J'écraserai quiconque n'obéira pas à mes ordres. Je n'attendrai point que la rébellion soit publique et connue de tous. J'agirai dès le moindre soupçon d'insubordination. Je serai implacable à mes ennemis et rien ne m'arrêtera.»

Rauschning poursuit :

« Hitler pérora encore un instant sur ce thème de sa toute-puissance. Puis son humeur changea. Il s'apitoya sur lui-même :

» Ces bandits entassent sous mes pas les obstacles, cinq minutes avant la mort du vieux maréchal, au moment même où tout dépend de savoir qui sera président du Reich, moi ou quelqu'un de la camarilla réactionnaire. Pour leur seule bêtise, ces gens mériteraient d'être fusillés. Ne leur ai-je pas répété que seule l'union compacte et serrée de notre parti peut assurer le succès de notre assaut ? Le poteau d'exécution pour qui se permet de danser hors du rang ! N'ai-je pas adjuré dix fois, cent fois, ces gens de m'écouter ? Et, c'est maintenant, à l'heure la plus dangereuse, que je me laisserai dire par les réactionnaires que je ne sais pas faire régner l'ordre, ni la discipline dans ma propre maison ? Que mon parti est un foyer de révolte, pire que le communisme ? Que la situation est plus grave qu'au temps de Brüning et de Papen ? Je me laisserais poser un ultimatum par ces lâches et ces misérables moi, moi ?

» Il hurlait à tue-tête. »

« Je suis prêt pour le round suivant »

« Mais ils se trompent, reprit-il, sur un ton plus calme. Ils croient que je suis au bout de mon rouleau. Ils se trompent tous. Ils ne me connaissent pas. Parce que je viens d'en bas, parce que je suis sorti de la « lie du peuple », comme ils disent, parce que je manque d'éducation, parce que j'ai des manières et des méthodes qui choquent leur cervelle d'oiseaux. Ah ! Si j'étais des leurs, je serais un grand homme, dès aujourd'hui. Mais je n'ai pas besoin qu'ils viennent me certifier ma capacité et ma grandeur. L'insubordination de mes S.A. m'a déjà coûté de nombreux atouts. Mais, j'en ai encore d'autres en mains. Je saurais encore m'en tirer, si les choses allaient mal.

» Le plan de ces beaux messieurs ne réussira pas. Ils ne pour-

ront pas, pour la succession du Vieux, passer par-dessus ma tête. Qu'ils essaient de désigner un chef provisoire de l'Etat, de jeter dans mes jambes un de leurs hommes de paille! Pour cela, il faut mon consentement et je ne le donnerai pas. Le peuple ne veut pas de la monarchie des Hohenzollern. Moi, seul, pourrais y décider les masses. Moi, seul, pourrais les persuader qu'une monarchie est nécessaire. Mais je ne le ferai pas. Ils n'ont pas la moindre vision des réalités, ces arrivistes impuisants, ces âmes de bureaucrates et d'adjudants! Avez-vous remarqué comme ils tremblent, comme ils s'humilient devant moi? J'ai bousculé leur combinaison. Ils s'imaginaient que je n'oserais pas, que je serai lâche. Ils me voyaient déjà pris dans leurs filets. J'étais déjà, pensaient-ils, leur instrument. Et, derrière mon dos, ils se moquaient de moi. Ils pensaient que j'étais fini, que j'avais perdu même l'appui de mon parti. Mais j'avais percé depuis longtemps toutes ces machinations. Je leur ai donné une volée de bois vert dont ils se souviendront. Ce que j'ai perdu dans la purge des S.A. je le regagne en me débarassant des conspirateurs féodaux et des aventuriers professionnels, des Schleicher et consorts!

« Si, maintenant, j'en appelle au peuple, le peuple me suivra. Si j'en appelle au parti, le parti se dressera comme un seul homme. Ils n'ont pas réussi à me le couper en deux. J'ai supprimé les meneurs, même les meneurs éventuels qui guettaient dans l'ombre. Les réactionnaires ont voulu me séparer du parti pour s'emparer de moi, comme d'un instrument docile. Eh bien! Me voilà debout, devant eux, plus fort que jamais. Avancez donc, Messieurs Papen et Hugenberg, je suis prêt pour le round suivant. »

Hitler successeur de Hindenburg

Le 2 août 1934, dans sa propriété de Neudeck, le président de la République, le maréchal Paul von Hindenburg, s'éteint.

Trois mois auparavant, dans une sorte de testament, il avait implicitement désigné Hitler comme son successeur:

« Mon chancelier, Adolf Hitler, a contribué puissamment au travail d'unification du peuple allemand et à l'action destinée à réaliser sans distinction de classe, une entité homogène. Je sais qu'il reste encore beaucoup à faire et je souhaite ardemment que, derrière le grand mouvement populaire et le national-socialisme, s'accomplisse le suprême acte de réconciliation de tout le peuple allemand.

» Je quitte mon peuple dans le ferme espoir que ce que j'avais désiré en 1919, et qui aboutit peu à peu au 30 janvier 1933, mûrira jusqu'à ce que la mission historique de notre peuple soit pleinement accomplie.

» Dans cette ferme croyance à l'avenir de la patrie, je puis tranquillement fermer les yeux.

» Berlin, le 11 mai 1934.

» Von Hindenburg. »

Vingt-quatre heures avant la mort de Hindenburg, le 3 août 1934, le gouvernement du Reich a adopté un projet de loi au terme duquel les deux charges du président et de chancelier du Reich seront réunies en la personne d'Adolf Hitler. Un plébiscite, fixé au 19 août, devra ratifier cette décision.

Ainsi le pouvoir suprême est concentré entre les mains de Hitler, désormais « Führer et chancelier du Reich ». La Reichswehr a tenu parole.

Mise au pas définitive de l'armée

Le jour même de la mort du vieux maréchal, et avant même la ratification plébiscitaire, l'armée se voit assermentée, non plus à la Constitution, puisqu'il n'en existe plus, ni à l'Etat, mais à la personne même du Führer du Reich, Adolf Hitler.

Le serment militaire est désormais celui-ci :

« Je fais devant Dieu le serment sacré d'obéissance absolue au Führer du Reich et du peuple allemand, Adolf Hitler, commandant suprême des forces armées. Je jure de me conduire en brave soldat et à exposer ma vie pour tenir ce serment. »

Dans une interview accordée, le 6 août, au représentant à Berlin du quotidien parisien *Le Petit Journal*, le général von Reichenau confirme cette mise au pas définitive de l'armée :

« Le chancelier a tenu parole en brisant dans l'œuf la tentative de Röhm d'incorporer les S.A. à la Reichswehr. Nous l'aimons parce qu'il s'est conduit véritablement en soldat. L'armée l'admire pour son courage personnel et je souscris entièrement aux paroles qu'il a prononcées l'autre jour : « La » Reichswehr peut se fier à moi, comme je me fie à elle. »

» Notre fidélité au régime est absolue. Nous sommes tous derrière le chancelier et nous apprécions particulièrement à ses côtés, le maréchal Goering qui joint à une fidélité inébranlable au Führer, les qualités d'un homme de gouvernement.

» Il est faux de prétendre que nous favoriserons un gouvernement réactionnaire ou monarchiste... »

Hitler maître absolu de l'Allemagne

Sitôt connus les résultats du plébiscite (quatre-vingt-dix pour cent des votants consacrent le triomphe de Hitler), le Führer et chancelier du Reich réaffirme sa volonté de protéger l'armée, dans une lettre au général Werner von Blomberg, datée du 20 août :

« Monsieur le général,

» Aujourd'hui, après l'approbation de la loi du 3 août par le peuple allemand, je veux vous remercier et, par votre intermédiaire, la Reichswehr, pour le serment de loyauté qui m'a été prêté, en tant que Führer et généralissime.

» De même que les officiers et soldats de la Reichswehr s'engagent envers le nouvel Etat représenté par moi, je considérerai toujours comme une obligation suprême de défendre l'existence et l'inviolabilité de la Reichswehr, exécutant ainsi la dernière volonté de feu le Maréchal, et, conformément à ma propre volonté, d'enraciner l'armée dans la nation, comme seule à porter les armes.

» Adolf Hitler, Führer et chancelier du Reich. »

La Nuit des longs couteaux, cette Saint-Barthélemy nazie, a été payante. Le « caporal autrichien » devenu généralissime peut savourer son triomphe. Il est à présent le maître absolu de l'Allemagne. Il va pouvoir se tourner vers l'Europe...